



STATE OF THE SDGs
by SOUTHERN VOICE



État mondial des ODD

Trois niveaux d'action critique

Rapport 2019



Copyright © 2020 Southern Voice
Sous la licence de Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0)
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Ce travail a été réalisé grâce à deux subventions : une subvention du Centre de recherche pour le développement international, Ottawa, Canada, dans le cadre de la Think Tank Initiative et une subvention de la Fondation William et Flora Hewlett.

ISBN (versión digital): 978-9942-38-542-0
Design du Rapport conçu par Santiago Pacheco C.
Première édition imprimée 2020

Ce Rapport est imprimé sur des feuilles de stock Accent® Opaque Digital certifiées
Forest Stewardship Council® (FSC®).

Veillez citer comme suit :
Southern Voice. (2020). *État mondial des ODD : trois niveaux d'action critique (Rapport 2019)*.
Southern Voice.

« Grâce à des analyses ciblées, fondées sur des données, des défis critiques de mise en œuvre dans les contextes locaux, Southern Voice a transcendé les risques que représente la prise en compte de 17 Objectifs et 230 Indicateurs. Le résultat est un ensemble de perspectives exhaustives qui mettent en évidence la manière dont nos stratégies de mise en œuvre globales doivent être adaptées et renforcées dans des circonstances locales uniques ».

Laura Chinchilla Miranda
Présidente du Costa Rica (2010-2014) et,
Vice-présidente de la WLA - Club de Madrid

Avant-propos

Je suis honorée de présenter le Rapport de Southern Voice sur l'état mondial des Objectifs de développement durable. Il s'agit d'un compte-rendu important des progrès réalisés à ce jour, qui offre un aperçu critique de la réalisation de l'Agenda 2030 et de la mise en pratique des Objectifs. Je tiens à féliciter les plus de 50 *think tanks* d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui font partie du réseau Southern Voice pour leurs efforts considérables. La valeur ajoutée du Rapport est significative : il s'appuie sur des analyses distinctes des défis à relever au niveau des pays pour atteindre les Objectifs et en fait une synthèse.

L'importance de cette initiative ne peut être surestimée. Des solutions mondiales aux défis du développement doivent être trouvées en reconnaissant et en respectant les complexités et les dynamiques spécifiques de chaque localité. La mise en œuvre d'un cadre global pour le développement humain durable et la compréhension des conséquences et des opportunités pour les collectivités locales constituent d'énormes défis. Grâce à des analyses ciblées, fondées sur des données, des défis critiques de mise en œuvre dans les contextes locaux, Southern Voice a transcendé les risques de considérer 17 Objectifs et 230 Indicateurs. Le résultat est un ensemble de perspectives complètes qui mettent en évidence la manière dont nos stratégies de mise en œuvre mondiales doivent être adaptées et renforcées dans des circonstances locales uniques.

Le Rapport de Southern Voice contribue également de manière importante à élargir notre perspective. La politique est axée sur les acteurs et les niveaux centraux influents ; les réunions dans les capitales et dans le Nord global renforcent souvent ce biais. Il est facile d'oublier que le développement humain durable, dans toute sa complexité, s'accomplit dans des contextes locaux. L'engagement et la satisfaction des diverses populations sont la seule preuve décisive du succès. Southern Voice nous a apporté ces perspectives. Elles mettent en balance les précieux enseignements des études de cas portant

sur les facteurs de mise en œuvre nationale tout en faisant appel de manière convaincante à des en faveur de stratégies mondiales plus intégrées et holistiques afin de promouvoir l'inclusion sociale et le développement humain. Comme le Rapport le souligne de manière éloquente, nous ne pouvons pas compter uniquement sur les efforts nationaux pour parvenir à un développement humain durable si les facteurs internationaux agissent à contre-courant.

En tant que vice-présidente de la World Leadership Alliance - Club de Madrid, je suis fière que nos 112 membres accordent de l'importance à ces diverses perspectives. Nous comprenons que le savoir-faire local est la clé du succès. Depuis plus de dix ans, notre projet *Shared Societies* s'efforce de promouvoir l'inclusion sociale au-delà des clivages politiques. Bien que nous ayons travaillé sur des questions spécifiques, comme la mise en place d'économies et de systèmes d'éducation inclusifs pour les groupes ethniques, minoritaires et religieux, les jeunes et les femmes, nous sommes de plus en plus convaincus qu'un engagement politique intégré et inclusif, adoptant une approche globale de la société, est une nécessité. C'est pour cette raison que nous apprécions l'approche intégrative de ce Rapport. Les trois niveaux d'action qu'il présente sont en résonance avec ce que nous avons appris au cours de cette dernière décennie.

L'Agenda 2030 sur les Objectifs de développement durable est notre plus importante opportunité de relever ces défis. Ils vont du local au mondial, en passant par tout un éventail de besoins en matière de développement humain. Nous ne pouvons pas manquer à nos responsabilités en tant que dirigeants et citoyens. Je vous recommande de prêter attention au Rapport mondial de la Southern Voice, qui met en évidence les paramètres et orientations essentiels que nous devons considérer pour réussir.

Merci, et poursuivez votre lecture. Nous devons tenir compte des voix qui se font entendre ici.

Laura Chinchilla Miranda

Présidente du Costa Rica (2010-2014) et,
Vice-présidente de la WLA - Club de Madrid

Préface

Le Rapport de Southern Voice sur l'État mondial des ODD : trois niveaux d'action critique, est un exercice conceptuellement innovant, méthodologiquement difficile et empiriquement éprouvant. Il ne s'agit ni d'un examen de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, ni d'un exercice traditionnel de suivi des Objectifs et Cibles spécifiques au niveau des pays. Il s'agit plutôt d'une étude ascendante et multidimensionnelle d'un Agenda mondial holistique et complexe.

Le Rapport mondial met en lumière les relations critiques qui sous-tendent l'Agenda 2030. Il examine ceux qui ont été « laissés pour compte » dans divers contextes de développement, identifie les relations de causalité entre les Objectifs de développement durable (ODD) en termes de synergies et de compromis, et s'interroge sur les facteurs de gouvernance mondiale qui affectent leur mise en œuvre au niveau national. Ce faisant, il examine attentivement les dimensions importantes de l'exclusion, notamment la discrimination sociale, les désavantages spatiaux, le statut socio-économique, la gouvernance, ainsi que les chocs et la fragilité.

Le Rapport se concentre sur le lien critique entre plusieurs ODD : l'accès à une éducation de qualité (ODD 4), le travail décent et croissance économique (ODD 8), et une énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7). L'importance du partenariat mondial (ODD 17) est également prise en compte dans la recherche. En tenant compte des contextes nationaux et en déployant diverses approches méthodologiques, le Rapport mondial explore les synergies et les compromis entre les différentes paires d'ODD. Ces interconnexions et leurs conséquences

sont examinées dans six pays du Sud, deux en Asie (Inde et Sri Lanka), deux en Afrique (Ghana et Nigeria) et deux en Amérique latine (Bolivie et Pérou). Ces études par pays sont complétées par une enquête exclusive sur les tendances concernant la mise en œuvre des ODD dans ces trois régions.

Le Rapport mondial cherche à consolider les preuves issues de ces études de cas par pays et des enquêtes régionales afin d'établir un ensemble commun d'expériences. Les conclusions de nos contributeurs renforcent l'idée que, pour tenir les promesses des ODD, il faut une approche commune, mais aussi différenciable aux niveaux national et régional. Cependant, les pénuries de données, de ressources et de capacités constituent également un ensemble commun de facteurs contraignants.

Plus de 40 chercheurs de *think tanks* du Sud ont contribué à l'initiative de Southern Voice sur l'État des ODD (SVSS, en anglais). Il s'agit d'une formidable entreprise intellectuelle et organisationnelle. Avec cette recherche, Southern Voice vise à dépasser les discours traditionnels sur les ODD et à mieux comprendre les défis de « deuxième génération » pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Je saisis cette occasion pour remercier tous mes collègues de Southern Voice qui ont participé à ce projet de recherche pionnier, et je salue la contribution de tous ceux qui ont soutenu nos efforts sous diverses formes.

Debapriya Bhattacharya, PhD

Chef d'équipe, équipe de recherche de la SVSS

Président, Southern Voice

et

Membre distingué du

Centre for Policy Dialogue (CPD)

Équipe chargée de l'étude

Chef d'équipe

Debapriya Bhattacharya

Équipe du Secrétariat

Andrea Ordóñez Llanos, Estefanía Charvet, Marcela Morales y Shefa Rezbana.

Équipe chargée du Rapport mondial

Ibrahima Hathie (Initiative Prospective Agricole et Rural- IPAR); Gala Díaz Langou, José Florito, Alejandro Biondi, Florencia Caro Sachetti, Luciana Petrone (Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento - CIPPEC); Vaqar Ahmed, Shehryar Khan Toru (Sustainable Development Policy Institute - SDPI)

Équipes chargées des études de cas par pays

- Aba Crentsil, Ama Fenny, Charles Ackah, Derek Asuman et Evans Otieku (Institute of Statistical, Social and Economic Research - ISSER)
- Adedeji Adeniran, Chukwuka Onyekwena, Grace Onubedo, Joseph Ishaku et Amara Ekeruche (Centre for the Study of the Economies of Africa - CSEA)
- Kritika Shah, Meena Nair, Aparna Sivaraman (Public Affairs Centre - PAC)
- Karin Fernando, Chandima Arambepola, Navam Niles et Anupama Ranawana (Centre for Poverty Analysis - CEPA)
- Lykke E. Andersen, Agnes Medinaceli, Carla Maldonado et Werner Hermani-Limarino (Fondation ARU - ARU)
- Lorena Alcazar, Maria Balarin et Micaela Bullard (Group for the Analysis of Development - GRADE)

Équipes chargées des enquêtes régionales

- Margarita Beneke de Sanfeliú, Andrea Rodríguez, Stephanie Milan, Marjorie Trigueros (the Salvadoran Foundation for Economic and Social Development - FUSADES)
- Ibrahim Kasirye, Anita Ntale, Gayathry Venugopal (Economic Policy Research Centre - EPRC)
- Mustafizur Rahman, Towfiqul Islam Khan, Zafar Sadique (Centre for Policy Dialogue (CPD))

Équipe chargée de la communication

Gabriela Keseberg Dávalos et Tracy Mamoun du Secrétariat de Southern Voice, en collaboration avec Paula Pino (GRADE), Kwasi Nantwi (ISSER), Drusilla David (CSEA), Annapoorna Ravichander (PAC) et Agnes Medinaceli (ARU).

Remerciements

L'équipe chargée de l'étude de l'Initiative remercie le Comité directeur de Southern Voice pour ses conseils et son soutien dans la planification de l'initiative et la sélection des sujets et des études de cas. Pour la période 2017-2019, les membres comprenaient : Debapriya Bhattacharya (Chef d'équipe), Vaqar Ahmed (SDPI), Lorena Alcázar (GRADE), Martin Benavides (GRADE), Karin Fernando (CEPA), Bitrina Diyamett (STIPRO), Khalida Ghaus (SPDC), Ibrahima Hathie (IPAR), Pablo Hurtado (ASIES), Fahmida Khatun (CPD), Chukwuka Onyekwena (CSEA), Andrea Ordóñez (Southern Voice), et Julia Pomares (CIPPEC).

L'Initiative a bénéficié du soutien d'experts mondiaux pour l'examen des études aux stades de la proposition et du projet. L'équipe chargée de l'étude remercie Adriana Abdenur, Manzoor Ahmed, Mohammed Asaduzzaman, Anisuzzaman Chowdhury, Kate Higgins, Rolph van der Hoeven, Selma Karuaihe, Shannon Kindornay, James Mackie, George Molina, Henri Rueff et Taffere Tesfachew pour leur temps et leur dévouement.

Les réunions de groupes d'experts et les participants aux ateliers ont fourni des commentaires et des idées perspicaces qui ont contribué à l'élaboration de ce Rapport. Parmi les participants, on compte Nisha Arunatilake, Claire Baumann, Marcos Bonturi, Sara Burke, Kennedy Chesoli, Samuel Choritz, Naiara Costa, Francesca De Chiara, Ebba Dohlman, Karina Gerlach, Barry Herman, Rosemary Kalapurakal, Eric Kashambuzi, Stephan Klingebiel, Milorad Kovacevic, Jimena Leiva Roesch, Mara van Loggerenberg, Caroline Lombardo, Enrique Mendizabal, Shantanu Mukherjee, Pauline Ngirumpatse, Francesco Obino, David O'Connor, Madeleine Oliver, Yumna Omar, Dan Peters, Mihir Prakash, Stephanie Rambler, Bettina Rürup, Sarah Sabin Khan, Oliver Schwank, Jenna Slotin, Lucy Turner, Juwang Zhu et Irena Zubcevic. L'équipe est particulièrement reconnaissante au Centre for Policy Analysis (CEPA), à l'Association for Research and Social Studies (ASIES), à l'Initiative Think tank du CRDI et à la Fondation des Nations Unies d'avoir organisé ces réunions.

Les études réalisées dans le cadre de l'Initiative n'auraient pas été possibles sans le soutien des organisations membres faisant partie de l'initiative : la Fondation ARU (ARU), le Center for the Implementation of Public Policies Promoting Equity and Growth (CIPPEC), le Centre for Policy Dialogue (CPD), le Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA), le Economic Policy Research Center (EPRC), le Group for the Analysis of Development (GRADE), l'Initiative Prospective Agricole et Rural (IPAR), le Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), le Public Affairs Centre (PAC), le Sustainable Development Policy Institute (SDPI), le Salvadoran Foundation for Economic and Social Development (FUSADES) et le Centre for Poverty Analysis (CEPA).

Tout travail de recherche doit être largement communiqué et partagé. L'équipe de recherche est particulièrement reconnaissante à nos partenaires qui ont amplifié la portée des voix du Sud. La Fondation des Nations Unies a apporté un soutien inestimable aux rassemblements organisés lors des forums régionaux des ODD et à New York. Nous remercions le think tank Hub, le Global Development Network, Global Affairs Canada et Espacio Público pour les événements co-organisés à Genève, Bonn, Ottawa et Santiago respectivement. Le World Leadership Alliance Club de Madrid a été un partenaire stratégique dans le cadre de divers événements. Le laboratoire des ODD nous a apporté son soutien pour la diffusion de la recherche. L'équipe est particulièrement reconnaissante à Minh-Thu Pham, Kavita Desai, Monica Palid, Alyson Neel, Legna Perez, Chrysula Winegar, Rochelle Atizado, Tiffany Barnes-Huggins, Sarah Jane Staats, Maria Wieser, Enrique Gude, Ramona Angelescu Naqvi, Madhuri Dass Woudenberg, Anne Germain, Rafael Moreno Lorena Pacheco, Kali Taylor et Eleonora Bonaccorsi. Nous tenons à remercier l'ancienne Présidente Laura Chinchilla et l'ancien Premier ministre Jan Peter Balkenende pour leurs précieuses contributions aux débats sur les conclusions des rapports.

Cette Initiative n'aurait pas été possible sans le soutien financier de l'International Development Research Center et de la Fondation William et Flora Hewlett. L'équipe est particulièrement reconnaissante envers les personnes qui ont rendu ce projet possible : Peter Taylor, Andrew Hurst, Ruth Levine, Sarah Lucas et Jodie Clark. L'équipe est également reconnaissante au Département fédéral suisse des affaires étrangères pour son soutien dans les activités de sensibilisation à Genève, en particulier à Zarife Selmani et Samir Yeddes.

Les auteurs remercient l'administration et la direction équipe qui a apporté son soutien à cette Initiative au Centre for Policy Dialogue (CPD) et au Centre for Poverty Analysis (CEPA), en particulier à Tarannum Jinan, Gayathri Manori, Chathurika De Silva, Ayomi Nanayakkara et Ruwanthi Herath.

Enfin, les auteurs sont reconnaissants à Anna Brown, Zeynep Colpan, Ryan Smith, Dominique Fraser, Stéphanie Caligara, Rocío Moscoso et Iliana Ninahualpa pour leur soutien éditorial, à Ana Cuesta pour la traduction du rapport et à Santiago Pacheco pour la conception et le design de la marque et du matériel de l'Initiative.

Contenu

Avant-propos	iv
Préface	vi
Équipe chargée de l'étude.....	viii
Remerciements	ix
Liste des graphiques	xii
Liste des tableaux.....	xii
Liste alphabétique d'acronymes et d'abréviations	xiii
1. Présentation du sujet, conception de l'étude et questions de structure.....	16
<i>Debapriya Bhattacharya</i>	
2. Premiers défis de la mise en œuvre des ODD : tendances régionales et expériences par pays	25
<i>Debapriya Bhattacharya, Sayeeda Jahan</i>	
3. Comprendre les défis de deuxième génération de la mise en œuvre des ODD	54
<i>Debapriya Bhattacharya, Sayeeda Jahan</i>	
4. Ne laisser personne pour compte : une synthèse trans-nationale	68
<i>Ibrahima Hathie</i>	
5. Maximiser les synergies et limiter les compromis entre Objectifs spécifiques	96
<i>Gala Díaz Langou, José Florito, Alejandro Biondi, Florencia Caro Sachetti, Luciana Petrone</i>	
6. Répondre aux questions systémiques mondiales tout en mettant en œuvre les ODD au niveau national.....	155
<i>Vaqar Ahmed, Shehryar Khan Toru</i>	
7. Capacités collectives pour la Décennie d'action	189
<i>Marcela Morales, Estefanía Charvet, Andrea Ordóñez Llanos</i>	
Annexes	210
Biographies des équipes d'étude	218
Publications supplémentaires de l'initiative État des ODD	223

Liste des graphiques

Figure 1.1. Organigramme sur la préparation de la SVSS.....	20
Figure 1.2. Cadre conceptuel : choix des questions	21
Figure 5.1. Infographie présentant un résumé visuel de la section des résultats du tableau.....	112
Figure 6.1. Cadre analytique	159
Figure 6.2. Les acteurs dans l'espace de la gouvernance mondiale.....	160
Figure 6.3. Comment les pays peuvent-ils répondre à l'évolution de la nature du travail ?.....	168
Figure 7.1. Capacités collectives pour l'Agenda 2030.....	194

Liste des tableaux

Tableau 1.1. Répartition des pays de l'échantillon par région et par niveau de revenu.....	22
Tableau 2.1. Cadre analytique de la mise en oeuvre des ODD au niveau des pays	29
Tableau 2.2. Profil des pays de l'échantillon.....	35
Tableau 3.1. Cadre des analyses	57
Tableau 3.2. Principales conclusions sur les sujets transversaux au niveau national.....	58
Tableau 4.1. Dimensions de l'exclusion selon des auteurs sélectionnés	74
Tableau 4.2. Dimension de l'exclusion retenue pour le cadre analytique.....	77
Tableau 4.3. Tableau récapitulatif des études de cas par pays	78
Tableau 4.4. Principaux facteurs expliquant le fait d'être laissé pour compte dans certains pays.....	79
Tableau 5.1. Matrice pour l'analyse transversale des synergies et des compromis dans les études de cas par pays.....	109
Tableau 6.1. Questions systémiques mondiales et mécanisme de transmission	163

Liste alphabétique d'acronymes et d'abréviations

APD	Aide publique au développement
ASS	Asie du Sud/Sud-Est, Afrique subsaharienne
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (<i>Brazil, Russia, India, China and South Africa</i> , en anglais)
CAD	Comité d'aide au développement
CEPLAN	Centre national de planification stratégique (<i>Centro Nacional de Planeamiento Estratégico</i> , en espagnol)
CESAP	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique
CIPPEC	Centre pour la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'équité et de la croissance (<i>Center for the Implementation of Public Policies for Equity and Growth</i> , en anglais)
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CNUED	Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement
CPESDP	Programme coordonné des politiques de développement économique et social (<i>Coordinated. Programme of Economic and Social Development Policies</i> , en anglais)
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations unies
ECE	Recensement d'évaluation des étudiants (<i>Evaluación Censal de Estudiantes</i> , en espagnol)
ENV	Examen national volontaire
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i> , en anglais)
FFI	Flux financier illicite
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FPHN	Forum politique de haut niveau
GPEDC	Partenariat Mondial pour la coopération efficace au service du développement (<i>Global Partnership for Effective Development Co-operation</i> , en anglais)
INFF	Cadres de financement nationaux intégrés (<i>Integrated national financing frameworks</i> , en anglais)
LNOB	Ne laisser personne pour compte (<i>Leave no one behind</i> , en anglais)
NEET	Ni emploi, ni études ou formation (<i>Not in Education, Employment, or Training</i> , en anglais)
NITI	Institution nationale pour la transformation de l'Inde (<i>National Institution for Transforming India</i> , en anglais)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
OSC	Organisation de la société civile
OSSAP-SDG	Bureau du conseiller spécial principal du président sur les ODD (<i>Office of the Senior Special Assistant to The President on SDG</i> , en anglais)
PAI	Programme d'action d'Istanbul
PCSD	Cohérence des politiques pour le développement durable (<i>Policy Coherence for Sustainable Development</i> , en anglais)
PDES	Plan de développement économique et social
PFR	Pays à faible revenu
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement
PPP	Partenariat public-privé
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
QSM	Question systémique mondiale
R&D	Recherche et développement
S&C	Synergie et compromis
SDSN	Réseau de solutions de développement durable (<i>United Nations Sustainable Development Solutions Network</i> , en anglais)
SE4ALL	Énergie durable pour tous (<i>Sustainable Energy for All</i> , en anglais)
SVSS	Initiative de Southern Voice intitulée « L'État des ODD » (<i>Southern Voice State of the SDGs initiative</i> , en anglais)
TIC	Technologies d'information et de la communication
TRACIT	Alliance transnationale de lutte contre le commerce illicite
UNDESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (<i>United Nations Department of Economic and Social Affairs</i> , en anglais)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i> , en anglais)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (<i>United Nations Children's Fund</i> , en anglais)
UIT	Union internationale des télécommunications
UNITAR	Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (<i>United Nations Institute for Training and Research</i> , en anglais)
UNSDG	Groupe des Nations unies pour le développement durable (<i>United Nations Sustainable Development Group</i> , en anglais)
USAID	Agence américaine pour le développement international (<i>United States Agency for International Development</i> , en anglais)
4IR	Quatrième révolution industrielle (<i>Fourth Industrial Revolution</i> , en anglais)

État mondial des ODD

Trois niveaux d'action critique

Rapport 2019

1

Présentation du sujet, conception de l'étude et questions de structure

Debapriya Bhattacharya





Contexte

Alors que le premier cycle de quatre ans de l'Agenda 2030 pour le développement durable est achevé, la communauté mondiale a accumulé des connaissances substantielles concernant les défis de que représente la mise en œuvre de cet ambitieux programme de développement. Toutefois, l'inégalité du progrès entre les pays et les objectifs a suscité une inquiétude croissante quant à la possibilité que les Objectifs de développement durable (ODD) ne soient pas atteints d'ici 2030. Afin de garantir que le prochain cycle de mise en œuvre soit axé sur les résultats, le présent chapitre s'efforce d'examiner les données et les expériences de terrain qui, selon les études ici présentées, sont indispensables pour définir la voie à suivre.

1 « Southern Voice envisage un monde dans lequel le pouvoir a été redistribué entre les pays, entraînant un engagement juste et équitable sur les questions mondiales. Son objectif est de faire progresser un monde dans lequel les droits et les besoins des personnes sont satisfaits et où l'on a atteint un développement durable. Ainsi, Southern Voice vise à contribuer à un réalignement du pouvoir dans les relations intergouvernementales sur les ODD. Elle y parvient en stimulant, générant, diffusant et promouvant des analyses sur les ODD de haute qualité, fondées sur des preuves, provenant de *think tanks* du Sud. Elle intègre la recherche du Sud dans le discours mondial sur les ODD, afin de promouvoir un espace de délibération pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et de garantir que les gouvernements et la communauté mondiale soient tenus responsables d'une mise en œuvre efficace » (Southern Voice, 2017a).

2 Pour les caractéristiques distinctives des perspectives de Southern Voice, voir Bhattacharya et Ordóñez LLanos (2017).

3 Voir le DAES de l'ONU (2019).

4 Voir par exemple Sachs et al. (2019) et Kharas, McArthur et Ohno, (2020).

5 Pour plus de détails, voir Bhattacharya, et al. (2016).

Southern Voice, un réseau de *think tanks* asiatiques, africains et sud-américains, considère l'Agenda 2030 comme une porte d'entrée pour contribuer au système mondial de connaissances.¹ S'appuyant sur les expériences partagées en matière d'Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les partenaires de Southern Voice offrent d'uniques perspectives ascendantes sur l'Agenda mondial. Ces chercheurs soulignent la nécessité de développer la capacité de production et l'emploi rémunéré, la production et la consommation durables, l'inclusion accrue et le renforcement des institutions.² Les recherches entreprises par Southern Voice se concentrent sur l'intégration des expériences au niveau national et en temps réel dans le cadre mondial. Elles visent également à contribuer au processus de suivi et d'évaluation multipartite (FUR, en anglais) prévu par l'Agenda 2030.

Les perspectives des auteurs de Southern Voice sont éclairées par le rapport mondial annuel sur la mise en œuvre des ODD préparé par les Nations unies.³ Ont également été pris en compte d'autres rapports spéciaux et publications scientifiques.⁴

Les pays en développement ont participé avec enthousiasme à la mise en œuvre des ODD. Ils ont été confrontés à de nombreux défis et opportunités communs, mais aussi à certains qui étaient spécifiques à leur contexte. Les défis les plus visibles ont été : (i) l'alignement des plans et programmes nationaux sur l'Agenda mondial ; (ii) la mise en place de structures intergouvernementales et de mécanismes de mise en œuvre ; (iii) l'évaluation des besoins financiers nécessaires à la mise en œuvre ; (iv) la recherche de partenariats avec des acteurs non étatiques et des ONG ; et (v) la schématisation du déficit de données pour disposer d'un système de suivi et d'évaluation efficace.⁵ Cette exposition aux réalités du terrain a mis en évidence, pour le Sud, l'importance d'approches éclairées et tournées vers l'avenir pour la mise en œuvre dans leurs pays respectifs.

Présentation du sujet

Les ODD étant reconnus comme étant plus sophistiqués que les OMD, l'Initiative de Southern Voice intitulée « L'État des ODD » (SVSS, en anglais) a articulé trois agendas de recherche interdépendants. Le premier s'appuie sur l'aspiration fondamentale de « ne laisser personne pour compte » (LNOB, en anglais). Chaque pays doit identifier

ses communautés ou groupes les plus en marge du développement qui risquent d'être ignorés par les progrès futurs. L'exclusion est donc très spécifique au contexte. Identifier la véritable signification de ce que veut dire « être laissé pour compte » dans des contextes nationaux spécifiques du Sud global est un point central majeur de l'Initiative SVSS et la pierre angulaire de ce Rapport.

Le deuxième agenda de recherche étudie comment fournir aux pays une meilleure orientation concernant la hiérarchisation des ODD en fonction de leurs demandes nationales. La hiérarchisation des ODD implique de les échelonner, ce qui par conséquent nécessite la compréhension des synergies et des compromis entre les Objectifs. La maximisation de ces synergies et la minimisation des compromis exigent une connaissance contextualisée : les interconnexions entre les Objectifs diffèrent et dépendent de la géographie, de l'espace et du temps. Une meilleure compréhension de ces interconnexions est également au cœur de ce Rapport.

Le troisième agenda de recherche examine comment les tendances mondiales et le comportement des institutions internationales affectent la mise en œuvre des ODD au niveau national. Les pays en développement s'intégrant de plus en plus dans l'économie mondiale, leurs résultats sont constamment influencés par des facteurs exogènes à leur économie, à leur société et à leur environnement. Explorer l'influence de ces questions systémiques mondiales sur la mise en œuvre nationale des ODD est une préoccupation stratégique de l'Initiative SVSS.

Ces trois agendas de recherche, par opposition aux cinq défis ci-dessus, constituent les « défis de deuxième génération » de la mise en œuvre. Le présent volume fait le point sur l'expérience de certains pays en développement au cours de leurs phases de lancement de l'Agenda 2030. Il analyse les défis qui découlent de la mise en œuvre des ODD, et met en évidence les perspectives politiques pour aider à une mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030 axée sur les résultats. Cette approche nous permet de contribuer à l'initiative des Nations Unies intitulée « Décennie d'action »⁶ visant à atteindre les Objectifs mondiaux (2020-2030).

Conception de l'étude

Il est important de noter que le Rapport de la SVSS n'est pas un examen exhaustif de tous les Objectifs, Cibles et Indicateurs de l'Agenda 2030. Il ne couvre pas tous les pays du Sud de même qu'il ne prend pas en compte un grand nombre des questions structurelles ou intersectorielles complexes de l'Agenda 2030. Il ne s'agit donc pas d'un « rapport de suivi » des progrès des ODD. En effet, la plupart de ces questions sont mieux traitées par les agences internationales concernées, dans la limite de leur compétence.⁷

La SVSS se concentre sur un ensemble de pays sélectionnés afin de comprendre comment ils cherchent à changer le statu quo (politico-économique) en faveur d'un développement inclusif et transformateur. À cette fin, les principaux objectifs de recherche de la SVSS sont les suivants :



La hiérarchisation des ODD implique de les échelonner, ce qui par conséquent nécessite la compréhension des synergies et des compromis entre les Objectifs.

⁶ Pour plus de détails, voir Nations Unies (2020).

⁷ Les Nations Unies publient des numéros annuels du rapport sur les Objectifs de développement durable depuis 2016. Voir par exemple les Nations Unies (2016, 2017 et 2018).

- Évaluer les défis découlant de la mise en œuvre contextualisée de l'agenda intitulé « ne laisser personne pour compte » ;
- Examiner les liens entre les sujets des ODD sélectionnés dans une perspective transnationale ; et
- Explorer les questions systémiques mondiales qui influencent la mise en œuvre des ODD au niveau national.

L'examen de ces trois agendas fondamentaux a été précédé d'un examen de l'expérience de mise en œuvre des ODD dans les pays spécialement sélectionnés. Cet examen est complété par une évaluation des tendances régionales (pour plus de détails, voir les publications complémentaires sur L'État des ODD). En outre, les conclusions prospectives de l'étude ont permis d'articuler les nouveaux besoins en matière de développement de ces pays, compris à travers le prisme d'une « approche fondée sur les capacités collectives ».⁸

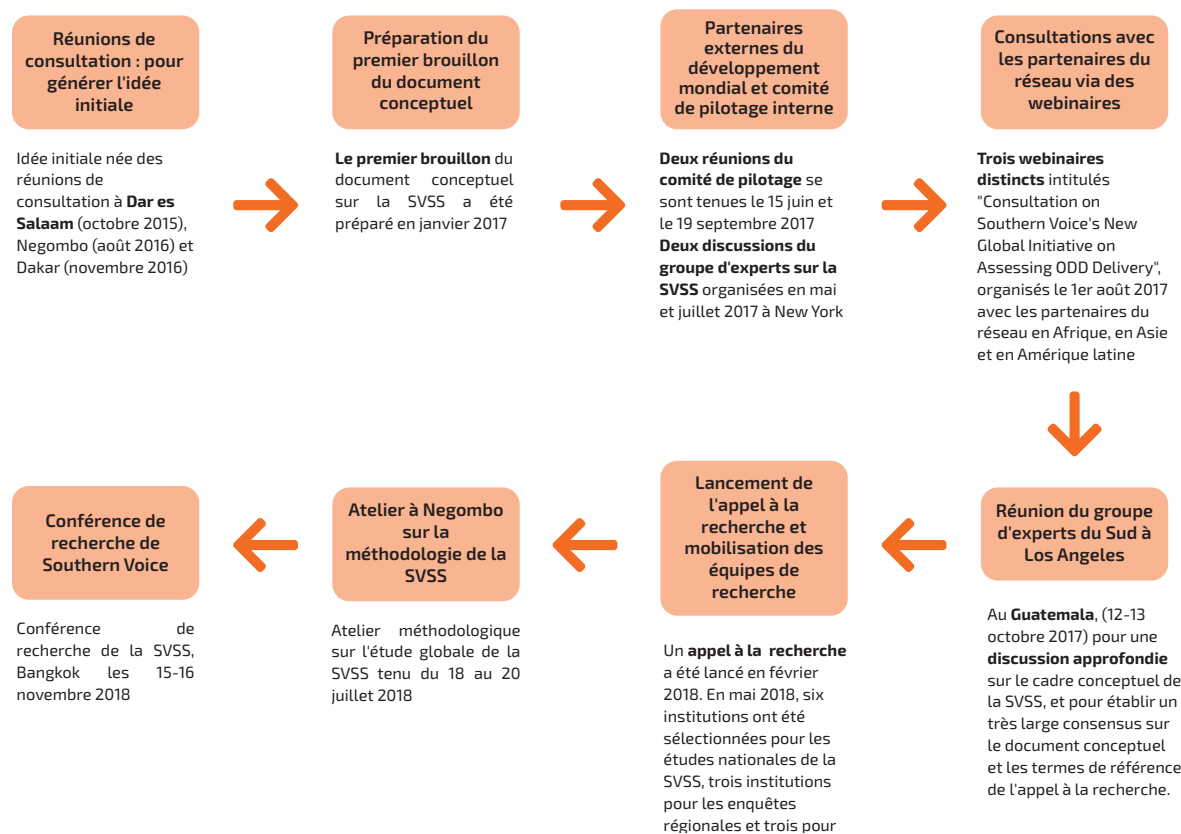
Pour développer son cadre conceptuel, son approche méthodologique et sa base empirique, la SVSS est passée par un processus complexe comprenant des sessions de *brainstorming*, des ateliers, des webinaires, des réunions de validation et des événements de diffusion. Un « document d'orientation » décrivant la manière intégrative de traiter les questions concernées a été l'un des premiers résultats de l'exercice.⁹

⁸ Pour plus de détails, voir chapitre 7.

⁹ Se référer au Southern Voice (2017b).

Les principaux éléments constitutifs de la SVSS sont présentés dans la figure 1.1.

Figure 1.1. Organigramme sur la préparation de la SVSS



Élaboré par l'auteur.

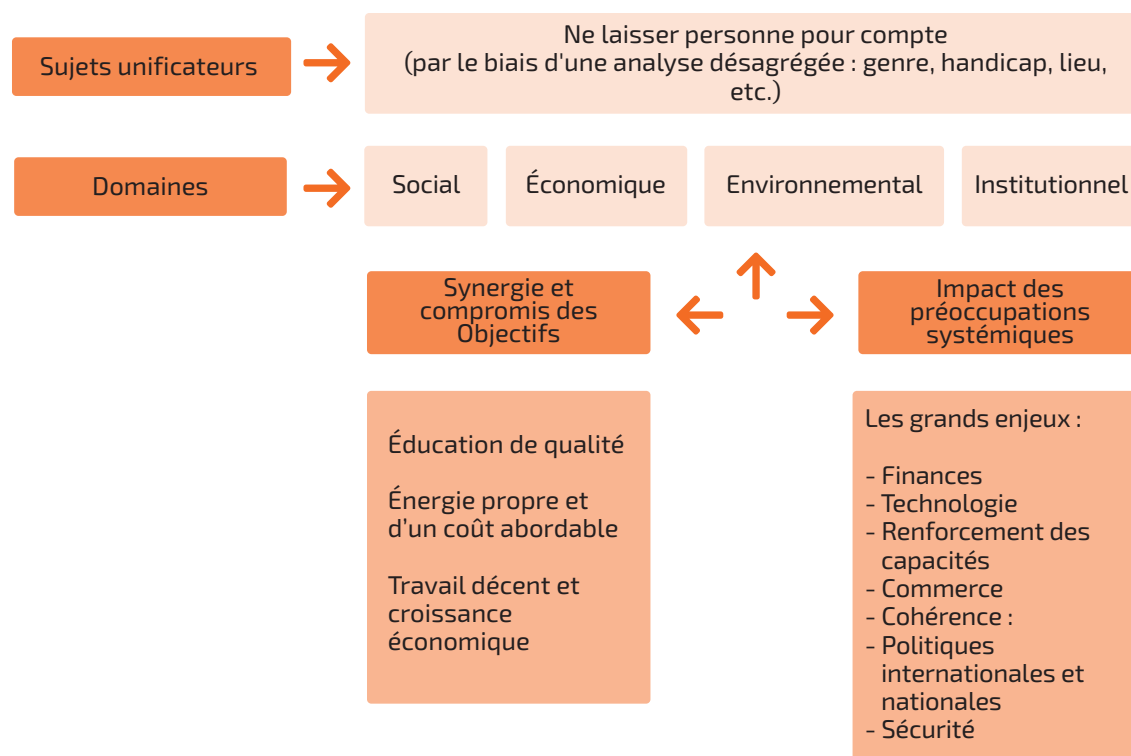
Cadre analytique

Le principe de « ne laisser personne pour compte » a été adopté comme le principe fondamental qui lie l'initiative de recherche de la SVSS. Par conséquent, les facteurs sous-jacents conduisant à l'exclusion de groupes des conséquences du développement et les approches atténuées sont au cœur du Rapport de la SVSS. Le processus « d'exclusion » est examiné dans le contexte d'objectifs spécifiques (ODD 4, 8 et 7). De plus, le choix des ODD reflète les Objectifs discutés lors des Forums politiques de haut niveau (FPHN) de 2018 et 2019.

Le principe fondamental qu'est le LNOB est examiné dans quatre domaines : social, économique, environnemental et institutionnel. Il est pertinent de noter que l'Agenda 2030 s'appuie sur trois piliers (social, économique et environnemental) et mentionne les questions liées au renforcement des institutions et à l'efficacité des droits dans le cadre de l'ODD 16. Du point de vue des auteurs de la SVSS, il était primordial d'intégrer les questions de gouvernance et institutionnelles comme un élément essentiel du cadre conceptuel.

La portée des questions systémiques mondiales examinées dans le Rapport de la SVSS inclut les relations transfrontalières dans des domaines tels que la finance, le commerce, la technologie, l'action climatique, le soutien au développement des capacités et la cohérence des politiques. Les analyses des synergies et des compromis se concentrent sur les trois ODD sélectionnés. Le cadre conceptuel du Rapport de la SVSS est illustré ci-dessous dans la figure 1.2.

Figure 1.2. Cadre conceptuel : choix des questions



Source: Southern Voice (2017b).
Élaboré par l'auteur.

L'Initiative de la SVSS est menée à trois niveaux : au niveau national par le biais d'études nationales, au niveau régional par des enquêtes régionales, et au niveau mondial avec le bilan global. Les pays ont été sélectionnés pour une étude approfondie selon une méthode en deux étapes. Premièrement, deux études nationales ont été commandées dans chaque région (Asie, Afrique et Amérique latine). Deuxièmement, un processus d'examen des réponses reçues des partenaires de Southern Voice, dans le cadre d'un appel à propositions de recherche ouvert, a permis de sélectionner six pays pour l'analyse. Ces pays sont énumérés dans le tableau 1.1.

Tableau 1.1. Répartition des pays de l'échantillon par région et par niveau de revenu

Type	Asie	Afrique	Amérique latine
Pays à revenu intermédiaire – tranche inférieure	Inde	Ghana, Nigeria	Bolivie
Pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure	Sri Lanka		Pérou

Élaboré par l'auteur

Des enquêtes régionales ont été menées indépendamment des études par pays. Elles donnent une idée générale du panorama des ODD, ce qui permet de mieux interpréter les résultats obtenus au niveau des pays. Le Rapport mondial de la SVSS repose à la fois sur les études nationales et les enquêtes régionales, en synthétisant les résultats de chacune d'entre elles.

Défis méthodologiques et empiriques

La mise en œuvre du cadre conceptuel de l'exercice qu'est la SVSS a impliqué la gestion de certains défis méthodologiques et empiriques. Ces défis étaient liés aux efforts visant à établir des liens entre les Cibles mondiales et les Indicateurs ayant des implications spécifiques à chaque pays, et à les concilier. Certains de ces défis sont mentionnés ci-dessous.

10 Selon les Nations unies, un indicateur de niveau 2 est conceptuellement clair, dispose d'une méthodologie et de normes établies au niveau international, mais les pays ne produisent pas régulièrement de données. En revanche, un indicateur de niveau 3 ne dispose pas de méthodologie ou de normes établies au niveau international, mais une méthodologie/des normes sont (ou seront) élaborées ou testées.

Premièrement, il a été difficile d'élaborer un modèle commun applicable aux études nationales afin de faciliter les comparaisons entre pays, ainsi que l'a été d'établir une année de référence commune pour les évaluer. Les différentes trajectoires de développement de chacun des pays ont une incidence sur la manière dont ils fixent leurs priorités en matière d'ODD. Ces considérations ont rendu complexe la comparaison des résultats entre les pays.

Deuxièmement, étant donné le nombre limité de données désagrégées et disponibles en temps réel, un examen approfondi de l'état de la mise en œuvre des ODD n'était pas réaliste. Il a été particulièrement difficile d'examiner les questions transversales (interdépendantes) concernant les ODD identifiés. Des données sur les partenariats mondiaux manquaient, car de nombreux indicateurs se trouvaient aux niveaux 2 et 3.¹⁰ La réconciliation des différentes sources de données (y compris

les données non officielles) s'est avérée difficile. Ce déficit généralisé de données a été un facteur important qui a entravé la recherche.

Troisièmement, il a été assez difficile de dégager des perspectives politiques communes concernant la mise en œuvre des ODD. Les pays en développement fonctionnent avec des structures de gouvernance et des niveaux d'institutionnalisation différents. Les pays de notre échantillon se situent également à différents moments de leur cycle politique. En outre, si certains sont des États unitaires, d'autres ont des structures fédérales (l'Inde et le Nigeria).

Compte tenu de ce que nous venons de décrire, l'exercice de la SVSS suit une approche itérative et intégrative pour établir ses conclusions. Les six études par pays équilibrent les techniques quantitatives et qualitatives. Les trois enquêtes régionales, au lieu d'examiner les questions interrégionales, ont exploré les tendances dominantes dans la région concernée.

Le panorama global, tout en faisant des méta-conclusions, s'efforce de ne pas perdre la granularité de l'expérience spatiale. Pour assurer cette approche itérative et intégrative, plus de 40 chercheurs et leurs associés ont travaillé en équipe sous une direction intellectuelle cohésive.

Présentation du Rapport mondial

Le Rapport mondial de l'initiative de la SVSS se compose de trois parties. Dans la première partie, qui fait suite à la présente introduction (chapitre 1), le chapitre 2 s'intéresse aux défis que pose la mise en œuvre des ODD dans les pays du Sud. Il examine l'alignement des politiques, les structures institutionnelles, la situation des ressources, la participation et les déficits de données. Ce chapitre se penche également sur les tendances régionales en matière de réalisation des ODD. Le chapitre 3 aborde les défis de « deuxième génération » concernant la mise en œuvre des ODD : identifier les personnes « laissées pour compte », les synergies et les compromis qui sous-tendent les combinaisons d'ODD, et les questions systémiques globales qui influencent la concrétisation de l'Agenda 2030 au niveau national. La deuxième partie contient trois chapitres (chapitres 4, 5 et 6). Ces chapitres fondamentaux fournissent des perspectives transnationales sur les trois niveaux d'actions identifiés. Enfin, le chapitre 7 synthétise les recherches ci-dessus, en présentant des perspectives politiques sur le développement des « capacités collectives ».

Références

Bhattacharya, D. & Ordóñez Llanos, A. (Eds.). (2017). *Southern perspectives on the post-2015 international development agenda*. London: Routledge.

Bhattacharya, D., Khan, T., Rezvana, U. & Mostaque, L. (2016). *Moving Forward with the SDGs: Implementation Challenges in Developing Countries*. FES Study Report. Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Disponible sur : <http://cpd.org.bd/wp-content/uploads/2016/07/Moving-forward-with-the-SDGs.pdf>

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. *Global Sustainable Development Report 2019*. New York. United Nations Department of Economic and Social Affairs. Disponible sur : <https://sustainabledevelopment.un.org/gsdr2019>

Kharas, H., McArthur, J. W. & Ohno, I. (Eds.) (2020). *Leave no one behind: Time for specifics on the Sustainable Development Goals*. Washington D. C.: The Brookings Institution.

Nations unies. (2016). *Sustainable Development Goals Report 2016*. New York: United Nations.

Nations unies. (2017). *Sustainable Development Goals Report 2017*. New York: United Nations.

Nations unies. (2018). *Sustainable Development Goals Report 2018*. New York: United Nations.

Nations unies. (2019). *Report of the Secretary-General on SDG Progress 2019*. New York: United Nations. Disponible sur : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/24978Report_of_the_SG_on_SDG_Progress_2019.pdf [accessed: 14 March 2020].

Nations unies. (2020). *Decade of Action*. New York: United Nations. Disponible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/decade-of-action/>

Sachs, J. D., Schmidt-Traub, G., Mazzucato, M., Messner, D., Nakicenovic, N. & Rockström, J. (2019). Six transformations to achieve the Sustainable Development Goals. *Nature Sustainability*, 2, 805-814.

Southern Voice. (2017a, October 11). *Southern Voice on Post-MDG International Development Goals: Strategic Framework, Governance and Operational Modality*. Disponible sur : https://southernvoice.org/wp-content/uploads/2018/09/SV_Strategic-Framework_11.10.17_final_public.pdf [accessed: 14 March 2020].

Southern Voice. (2017b). *Southern Voice on the State of SDGs (SV55): An Approach Paper*. Dhaka: Southern Voice. Document non publié.

2

Premiers défis de la mise en œuvre des ODD : tendances régionales et expériences par pays

Debapriya Bhattacharya
Sayeeda Jahan



Introduction

Les pays du Sud ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable avec beaucoup d'enthousiasme et se sont engagés sérieusement dans sa mise en œuvre. Opérationnaliser un agenda de développement universel et holistique, prenant en compte les réalités contextuelles de chacun des pays, s'est révélé être une entreprise extrêmement difficile. L'expérience initiale de ces pays concernant l'adaptation des Objectifs de développement durable (ODD) est instructive, car elle fournit des orientations utiles pour les corrections à mi-parcours ainsi que pour la mise en œuvre de la Décennie d'action (2020-2030) annoncée par les Nations unies (ONU).

Ce chapitre commence par un examen des tendances régionales sur trois continents, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Cette analyse établit les caractéristiques communes des tendances régionales ainsi que la manière unique dont elles se manifestent. Le chapitre s'appuie ensuite sur six études de cas par pays afin d'observer les enseignements tirés des trois à quatre premières années de mise en œuvre des ODD. Les pays concernés sont la Bolivie, le Ghana, l'Inde, le Nigeria, le Pérou et le Sri Lanka. Le cadre analytique évaluant l'expérience par pays (et les tendances régionales) est défini par cinq défis de mise en œuvre de l'Agenda 2030 : l'alignement de l'Agenda mondial avec les priorités nationales, la mise en place d'une structure intuitive spécifique, la mobilisation des ressources, la schématisation des données et le développement de partenariats multipartites.

Cadre analytique

L'Agenda 2030 pour le développement durable, lancé en 2015, est un programme de développement multidimensionnel et à plusieurs niveaux. Ses 17 Objectifs et 169 Cibles sont profondément interconnectés et forment un tout indivisible. Les ODD incarnent une approche fondée sur les droits en vue de réaliser un paradigme de développement transformateur, intégré et inclusif, reposant sur des piliers économiques, sociaux et environnementaux. Les moyens de mise en œuvre mentionnés dans l'Agenda 2030 donnent quelques orientations aux pays, aux régions et à la communauté mondiale en vue de l'élaboration de plans d'action. L'aspiration primordiale de l'Agenda se traduit par son engagement ferme à « ne laisser personne pour compte ». Bien que l'appropriation nationale de l'Agenda ait été soulignée, il est prévu que celui-ci soit mis en œuvre par le biais d'un partenariat multipartite, soutenu par un pacte mondial efficace.

Il est compréhensible que les pays en développement soient confrontés à des défis de grande envergure lors de la mise en œuvre de cet ambitieux Agenda mondial. Les manifestations nationales de ces défis sont très souvent circonstancielles, fondées sur le développement économique, la cohésion sociale, la capacité administrative et la gouvernance politique. Très souvent, les ramifications du processus de mise en œuvre sont restées floues et la voie à suivre, incertaine. Ainsi, on observe des tendances variées dans les régions —Asie du Sud/Sud-Est, Afrique subsaharienne (ASS) et Amérique latine— au cours des premières années de mise en œuvre des ODD. Pour traiter ces nombreux facteurs, une approche plus granulaire —basée sur des

”

Les ODD incarnent une approche fondée sur les droits en vue de réaliser un paradigme de développement transformateur, intégré et inclusif, reposant sur des piliers économiques, sociaux et environnementaux.

analyses au niveau des pays— est appropriée afin d'explorer les défis tenant à la mise en œuvre des ODD. En effet, à l'issue des négociations, ce sont les États-nations qui ont été les signataires de l'Agenda 2030.

Approche régionale. Les enquêtes régionales couvrent l'ASS (48 pays), l'Asie du Sud et du Sud-Est (10 pays) et l'Amérique latine (20 pays). Ces enquêtes permettent de saisir les évolutions régionales dans la mise en place des ODD grâce à des modèles de recherche basés sur plusieurs méthodes. Des analyses approfondies de la littérature secondaire, axées sur les études au niveau des pays, les rapports régionaux et l'examen des données et informations pertinentes, ont été réalisées. Les tendances pertinentes ont également été examinées à travers une série d'Examens nationaux volontaires (VNR, en anglais) soigneusement choisis.

Analyse au niveau des pays. Les études par pays constituent l'élément central de l'Initiative de Southern Voice sur « L'État des ODD » (SVSS, en anglais). Elles reflètent les variations régionales et l'éventail de diversité concernant le développement. Les pays examinés sont la Bolivie, le Ghana, le Nigeria, le Pérou, l'Inde et le Sri Lanka. Ces pays de trois continents sont soit des pays à faible revenu (PFR), soit des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Les expériences des pays ont été examinées à travers le prisme des cinq dimensions suivantes :

- Alignement des ODD sur les processus de planification nationaux ;
- Coordination, gestion et direction du processus de mise en œuvre ;
- Adéquation du financement et autres moyens de mise en œuvre ;
- Questions liées aux données et les capacités des agences statistiques nationales ; et
- Partenariat et participation des parties prenantes à la mise en œuvre des ODD.

Sur la base d'un examen approfondi de la littérature mondiale, des documents de politique nationale et des conclusions des études menées par des *think tanks* du Sud, Bhattacharya, Khan, Rezbana et Mostaque (2016) ont identifié cinq défis clés pour la mise en œuvre des ODD. L'ampleur de ces cinq défis est présentée dans le tableau 2.1. Ils peuvent être considérés collectivement comme des « défis de première génération », auxquels les pays en développement ont été confrontés lorsqu'ils ont commencé à mettre en œuvre les ODD.

Reconnaissant la complexité des ODD et le suivi de leur exécution, les études de la SVSS ont adopté une optique analytique tridimensionnelle. Outre les analyses régionales et nationales, elles incluent un examen de trois questions transversales, à savoir : ne laisser personne pour compte (LNOB, en anglais), les synergies et les compromis et les questions systémiques mondiales (QSM), qui sous-tendent les défis tenant à la mise en œuvre des ODD. Alors que les deux premières approches sont déployées dans ce chapitre, la troisième approche alimente la discussion présentée dans le chapitre suivant (chapitre 3).¹

¹ Une liste des six études par pays et des trois enquêtes régionales a été fournie dans des publications supplémentaires sur l'État des ODD

Tableau 2.1. Cadre analytique de la mise en œuvre des ODD au niveau des pays

Défi	Description
Aligner les ODD sur les processus de planification nationaux	Il est nécessaire d'intégrer les ODD dans les plans nationaux. De même, les ODD doivent être intégrés dans les plans de développement locaux et sectoriels. Les pays doivent également donner la priorité aux objectifs les plus pertinents par rapport à leur contexte, leurs besoins et leurs objectifs de développement nationaux.
Coordination, gestion et direction du processus de mise en œuvre des ODD	La réalisation d'un programme complet et intégré nécessite une coordination entre les agences gouvernementales (p. ex., les ministères et les départements) au niveau national. Elle exige une direction forte de la part d'une agence ayant l'autorité de coordonner au sein du système gouvernemental.
Adéquation du financement et autres moyens de mise en œuvre	Les moyens de mise en œuvre sont des conditions préalables essentielles à la réalisation des ODD. Ils peuvent être financiers (y compris l'aide publique au développement (APD), la mobilisation des ressources domestiques (MRD), l'investissement étranger direct (IED) et les partenariats public-privé (PPP), ainsi que non financiers (comme les questions systémiques).
Questions liées aux données et les capacités des agences statistiques nationales	Pour garantir une planification efficace, la transparence et la responsabilité des dépenses et le suivi des progrès de la mise en œuvre, la disponibilité et l'accessibilité de données désagrégées en temps réel sont essentielles.
Partenariat et participation des parties prenantes à la mise en œuvre des ODD	La réalisation des ODD d'ici 2030 nécessite un mécanisme institutionnel efficace qui implique tous les acteurs nationaux et internationaux, y compris le gouvernement, les représentants publics, les organisations de la société civile, le secteur privé, le monde académique, les ONG internationales, les partenaires du développement international et les citoyens ordinaires.

Source : Bhattacharya et al. (2016).

Tendances régionales

En particulier, les dimensions régionales des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été des questions sous-estimées, voire inexistantes. Il y a donc un intérêt politique et pratique que d'explorer la manière dont les considérations régionales influencent l'Agenda 2030. Si l'on peut examiner le rôle des accords de coopération régionale dans la mise en œuvre des ODD, il n'est pas moins intéressant d'examiner comment la préparation de leur réalisation a varié au sein et entre les régions.

Pour suivre les tendances continentales (sous-) régionales, trois séries d'enquêtes régionales ont été entreprises par la SVSS portant sur l'Asie du Sud et du Sud-Est (10 pays), l'ASS (48 pays) et l'Amérique latine (20 pays). Ces enquêtes ont été réalisées grâce à un examen de la littérature et à une analyse secondaire des bases de données mondiales pertinentes (p. ex., la Banque mondiale et l'UNESCO) ainsi que des bases de données régionales des Nations unies (p. ex., la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et la Commission Economique des Nations unies pour l'Europe). Les résultats d'autres entités, telles que le Centre des Objectifs de développement durable pour l'Afrique et l'Observatoire régional de la planification du développement de la CEPAL, ont également été étudiés. Les ENV et les études nationales ont été analysés afin d'identifier les mesures prises pour intégrer les ODD, en particulier en ce qui concerne l'éducation de qualité (ODD 4), l'énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) et le travail décent et la croissance économique (ODD 8).

Le suivi des premières expériences de ces pays indique la volonté commune du Sud de réaliser les ODD. Ce message se fait entendre malgré leurs contextes de développement, leurs priorités nationales,

leurs dotations en ressources et leurs structures institutionnelles uniques. En conséquence, les rapports régionaux établissent que cette approche commune des pays du Sud reflète la nature universelle de l'Agenda 2030. Toutefois, les enquêtes régionales révèlent également qu'il n'existe pas de solution universelle pour tous les pays.

L'Afrique

En termes d'alignement des politiques régionales, une convergence substantielle a été observée entre les ODD et l'Agenda 2063, adopté par les dirigeants africains en 2013 (Kasirye, Ntale & Venugopal, 2020). Toutefois, certaines divergences subsistent entre les deux programmes en ce qui concerne des objectifs, des indicateurs et des délais spécifiques. Nos recherches suggèrent qu'au moins 65 % des ODD sont fortement alignés sur les objectifs de l'Agenda 2063 ; la proportion de cibles et d'indicateurs qui sont également alignés n'est, respectivement, que de 37 % et 40 % (Kasirye, Ntale & Venugopal, 2020). Avant d'adopter les ODD et l'Agenda 2063, les pays africains ont également signé le Programme d'action d'Istanbul (PAI) pour les pays les moins avancés (PMA) en 2011. Le PAI prévoyait qu'au moins la moitié des pays du groupe sortiraient du statut de PMA d'ici 2020. Cela signifie qu'au moins 17 PMA africains devraient quitter le groupe d'ici 2020. Toutefois, les pays concernés n'ont pas fait preuve de ce niveau d'ambition, ce qui indique le risque que cette cible ne soit pas atteinte.

Le processus de « domestication des ODD » en Afrique s'est caractérisé par des activités communes de sensibilisation et d'information des parties prenantes, notamment des dirigeants politiques, des représentants publics, des fonctionnaires, des chefs d'entreprise et des militants de la société civile. Les progrès réalisés par les pays en ce qui concerne le développement de structures institutionnelles pour la mise en œuvre des ODD ont varié en raison des différents niveaux de capacités administratives et de ressources financières. Les progrès dans ce domaine dépendaient en partie d'une forte appropriation nationale et locale, ancrée dans un système de gouvernance coordonné. Par exemple, au Lesotho, on tente de localiser et d'intégrer les ODD par la planification et le renforcement des capacités aux niveaux national et local.

Certains pays des trois régions ont entrepris des évaluations des besoins en ressources financières, révélant d'énormes déficits (Kasirye, Ntale & Venugopal, 2020). En raison de la faiblesse des assiettes fiscales nationales, ces pays ont programmé un flux important d'APD pour mettre en œuvre les ODD. Récemment, les prêts étrangers ont augmenté plus rapidement que les subventions. Compte tenu de leurs déficits en matière d'infrastructures, les pays africains ont prévu des investissements substantiels dans le secteur de l'énergie. La plupart des pays d'ASS se sont tournés vers la Chine pour combler le déficit de financement. L'expansion des services bancaires en ligne a conduit à l'inclusion financière et a ouvert de nouvelles voies de revenus pour les gouvernements. Au Kenya, les fonds collectés grâce à une taxe d'accise sur le financement des services bancaires en ligne sont alloués au financement des soins de santé universels.

La majorité des pays africains affichent de faibles taux lorsqu'il s'agit de la disponibilité des données (c.-à-d. des taux inférieurs à 40 %).

Seuls 38 % des 232 Indicateurs des ODD peuvent être suivis dans ces pays. Donner la priorité au financement des données —lequel est important pour le suivi et la surveillance, mais également pour fixer des objectifs nationaux réalistes— reste un défi majeur.

Enfin, la faiblesse des sociétés civiles, le sous-développement du secteur privé et la limitation des espaces civiques sont les principaux obstacles à la création de partenariats dans la région (Kasirye, Ntale & Venugopal, 2020). La coopération Sud-Sud, principalement incitée par le financement chinois, est une forme importante de partenariat en ASS, qui contribue au renforcement des capacités et à la promotion du développement. Le Kenya est un des rares pays à avoir réussi à impliquer de manière significative d'autres partenaires, tels que le secteur privé, dans la mise en œuvre des ODD.

L'Asie

Tous les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ont tenté d'aligner leurs stratégies, leurs politiques et leurs documents de planification sur les ODD. Plusieurs d'entre eux ont entrepris des initiatives visant à impliquer les institutions gouvernementales locales dans le processus d'intégration des ODD (Rahman, Khan & Sadique, 2020). Beaucoup ont également fait participer des groupes multipartites au processus de consultation. Toutefois, les études de la SVSS révèlent qu'au rythme actuel des progrès, la région Asie et Pacifique pourrait ne pas atteindre la plupart des ODD.

Les pays d'Asie du Sud ont réalisé des exercices de *mapping* à différents niveaux en alignant les Cibles et les Indicateurs des ODD sur les plans nationaux, et quelques-uns les ont classés par ordre de priorité au niveau national (Rahman, Khan & Sadique, 2020). Toutefois, une évaluation approfondie des liens entre les Objectifs et l'évaluation des interventions politiques doit encore être entreprise, avec l'aide de recherches supplémentaires, pour garantir la réalisation de l'Agenda 2030.

Les pays préparent des initiatives visant à créer des institutions liées aux ODD afin de garantir des processus de mise en œuvre appropriés. On tente d'améliorer la coordination entre les différents principaux ministères des gouvernements centraux, tels que les bureaux du premier ministre, les ministères des finances et les ministères de la planification, afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse. Seuls certains pays d'Asie du Sud (p. ex. l'Afghanistan, le Bangladesh et le Bhoutan) ont commencé à intégrer les ODD dans un cadre existant ou nouveau. L'Indonésie et la Thaïlande (d'Asie du Sud-Est) ont également achevé le processus d'intégration. Le Bhoutan est le seul pays d'Asie du Sud à disposer d'une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD.

La plupart des pays asiatiques ont estimé leurs besoins en ressources et identifié des sources de financement possibles pour la mise en œuvre des ODD (Rahman, Khan & Sadique, 2020). Le secteur de l'aide humanitaire a suscité la plus grande attention, suivi par celui des infrastructures économiques —dans un contexte de diminution de l'APD destinée aux infrastructures sociales et aux secteurs de services. L'Asie-Pacifique a un très faible niveau de coopération entre les pays. Les déficits de financement dans la région nécessitent des



Bien que la plupart des pays d'Asie et d'Afrique ont élaboré des plans de développement quinquennaux alignés sur les ODD, les pays d'Amérique latine ont opté pour des plans de mise en œuvre ad hoc.

améliorations significatives afin de mobiliser les ressources nationales et tirer parti de la coopération internationale au développement. Il est important de prêter attention à l'équité, à la transparence, à l'efficacité et à l'efficacité des systèmes fiscaux pour élargir l'assiette fiscale et percevoir efficacement les impôts (Rahman, Khan & Sadique, 2020). Les fournisseurs du Sud, tels que l'Inde et la Chine, ont émergé comme de nouvelles sources de financement pour les projets de développement en Asie et les principales destinations de ces fonds sont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives et le Népal.

Il y a un manque de données de bonne qualité au niveau régional en ce qui concerne les Objectifs liés aux dimensions sociales et économiques des ODD. Selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP, 2019), seules 50 des 169 Cibles des ODD sont actuellement prêtes à faire l'objet d'une évaluation de leur progrès (un tiers du total des indicateurs). L'amélioration des données désagrégées reste une préoccupation majeure. Les analyses révèlent que les données désagrégées par sexe sont davantage disponibles par rapport à d'autres données désagrégées, mais seulement pour un nombre limité d'indicateurs. Dans la plupart des pays asiatiques, la transparence et la qualité des données sont des préoccupations essentielles. De nombreux pays d'Asie du Sud-Est et du Sud (ex. le Bangladesh, la Malaisie, la RDP Lao, les Philippines et le Vietnam), ont entrepris des exercices visant à identifier les lacunes en matière de données. Les analyses de ces lacunes suggèrent que le suivi des ODD 12 et 14 sera très difficile. De nombreux pays asiatiques créent des comités distincts pour collecter des données et coordonner, surveiller et rendre compte du processus de mise en œuvre des ODD (Rahman, Khan & Sadique, 2020).

Enfin, les pays prévoient d'associer d'autres parties prenantes à la mise en œuvre des ODD. Les collaborations interrégionales visant à partager les meilleures pratiques ne sont présentes que dans quelques cas. Par exemple, le Forum Asie-Pacifique sur le développement durable (APFSD, en anglais) est devenu une plateforme de premier plan pour le partage des expériences et l'élaboration d'une feuille de route régionale visant la réalisation des ODD. L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), lors de sa réunion des ministres sur la réduction de la pauvreté, qui s'est tenue en 2015, a décidé de réviser les objectifs de développement de la ASACR pour les aligner sur les ODD.

L'Amérique latine

Alors que la plupart des pays d'Amérique latine ont essayé d'aligner leurs plans nationaux sur les ODD, les études de la SVSS indiquent que certains n'ont pas avancé dans cette direction. Par exemple, le gouvernement bolivien a adopté son Agenda patriotique 2025 et le Plan de développement économique et social (2016-2020) sans faire référence à l'Agenda mondial (Andersen, Medinaceli, Maldonado & Hernani-Limarino, 2020). Dans la plupart des pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine, on reconnaît que la cohérence de la gouvernance nationale et régionale est particulièrement importante pour aborder les ODD. Dans le cas contraire, la mise en œuvre de nouvelles politiques et de nouveaux objectifs risque d'être compromise.

La plupart des pays ont procédé à des exercices de *mapping* dans leurs ENV afin de déterminer l'alignement de leurs plans sur les ODD (Beneke

de Sanfeliú, Milan, Rodríguez & De Trigueros, 2020). Seuls six pays ont élaboré des plans de développement à long terme dépassant la durée du mandat du président en exercice. 15 des 17 pays de l'étude régionale auront un nouveau président d'ici à la fin de 2020. La réalisation des ODD d'ici à 2030 nécessite des efforts soutenus s'étendant sur plus d'un mandat présidentiel. Tous les pays incluent au moins un Objectif pour chaque dimension du développement — sociale, économique et environnementale. La plupart ont donné la priorité aux ODD 1 (pas de pauvreté) et 3 (bonne santé et bien-être), qui s'inscrivent dans le prolongement des OMD.

Six des 17 pays ont mis en place des mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre des ODD sur la base des structures existantes, les ministères et les secrétariats de plus haut niveau ayant des responsabilités politiques et techniques, dépendant de la présidence de la République. Neuf pays ont créé des commissions, des conseils ou des entités ad hoc de haut niveau, certains accompagnés d'un comité technique (Beneke de Sanfeliú, Milan, Rodríguez & De Trigueros, 2020). Cinq pays disposent de mécanismes de coordination avec la participation d'au moins un ministère chargé des dimensions sociales, économiques et environnementales.

Les mécanismes de coordination diffèrent entre les différents niveaux de gouvernement. Dans la plupart des cas, deux niveaux de coordination ont été mis en place. Premièrement, il existe une entité politique chargée de préparer des feuilles de route pour réaliser les ODD et de coordonner et suivre les progrès. Deuxièmement, il existe un mécanisme de coordination statistique pour la disponibilité et la désagrégation des données. Selon leurs ENV, quatre pays ont créé des comités techniques ad hoc ; d'autres ont mis en place des organes intersectoriels pour coordonner les activités statistiques. L'inclusion formelle des organisations non gouvernementales n'est pas une pratique courante en Amérique latine. Bien que la plupart des pays d'Asie et d'Afrique ont élaboré des plans de développement quinquennaux alignés sur les ODD, les pays d'Amérique latine ont opté pour des plans de mise en œuvre ad hoc. Le Chili et le Paraguay ont choisi de créer des commissions distinctes pour coordonner chaque pilier de l'Agenda 2030, c.-à-d. le domaine social, économique et environnemental.

La plupart des efforts déployés pour financer les ODD visent à accroître les recettes fiscales et à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. On observe une augmentation des niveaux d'endettement dans la région depuis 2011. Au cours des dix dernières années, les flux financiers vers l'Amérique latine ont été principalement limités à quelques PRFM (Beneke de Sanfeliú, Milan, Rodríguez & De Trigueros, 2020). Les financements concessionnels pour les pays à revenu intermédiaire sont limités, même lorsqu'ils sont confrontés à des défis de développement importants, comme au Nicaragua et en Bolivie. Une source sous-utilisée en Amérique latine est le financement mixte pour le développement, à savoir l'utilisation ciblée de financements concessionnels pour compléter les capitaux privés. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Amérique latine restent bien en dessous de leur pic de 2011. Seuls neuf pays mentionnent la coopération triangulaire, Sud-Sud et bilatérale, ou les accords d'échange de technologies et de connaissances, comme sources de bonnes pratiques et de leçons apprises.

La plupart des pays ont évalué leur capacité à produire les Indicateurs nécessaires au suivi des ODD. Divers groupes et réseaux englobant le gouvernement, le secteur privé et les organisations de la société civile s'efforcent de produire des données avec le niveau de désagrégation nécessaire. On tente d'innover en matière de collecte de données et de collaboration entre des systèmes de données complexes (Beneke de Sanfeliú, Milan, Rodríguez & De Trigueros, 2020). Il n'est pratiquement pas fait mention de mécanismes de responsabilité dans les ENV ; ceci est un domaine où des difficultés subsistent pour l'Amérique latine. La volonté politique des décideurs politiques à tous les niveaux est encore nécessaire pour faire du suivi et de l'évaluation des pratiques standardisées. Seuls l'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont mentionné avoir évalué leur capacité à désagréger les Indicateurs. Certains pays ont envisagé le mécanisme d'Évaluation des actifs durables (SAVi, en anglais), développé par l'Institut international du développement durable (IIDD), pour aider les décideurs à évaluer comment les externalités environnementales, sociales et économiques affectent la performance financière des actifs et des projets d'infrastructure.

Selon l'analyse ci-dessus, les caractéristiques communes de l'intégration et de la mise en œuvre des ODD en Asie, en Afrique et en Amérique latine sont assez évidentes. Toutefois, il ne faut pas oublier certaines des caractéristiques distinctives propres à chacune des régions. Ces caractéristiques essentielles sont garanties par la diversité de leurs dotations économiques, les états de leur cohésion sociale, de leurs capacités institutionnelles et de leurs circonstances environnementales, ainsi que par la nature des régimes politiques en place. L'Afrique reste préoccupée par les questions de pauvreté, de conflits et d'aide internationale. En revanche, l'expansion du commerce et la durabilité environnementale occupent une place prédominante dans les pays asiatiques. Dans les pays d'Amérique latine, ce sont les questions d'inégalité et d'investissement étranger qui sont le plus souvent abordées. Dans l'ensemble, les défis de la gouvernance nationale et de la coopération internationale au développement —qui déterminent le succès des ODD— ont été soulignés par les pays des trois régions. Ces dimensions deviennent plus claires une fois que l'on examine les données au niveau de chaque pays.

Expériences par pays

Les études menées dans six pays dans le cadre de l'initiative SVSS offrent des perspectives uniques sur les efforts déployés et les problèmes rencontrés par les pays du Sud dans la mise en œuvre des ODD. Le tableau 2.2 présente les caractéristiques socio-économiques de base des pays choisis en guise d'échantillon. L'accent est mis sur les PFR et les PRITI de trois continents, avec des niveaux variés de revenu par habitant, de pauvreté et de développement humain. L'attention a été portée sur les différences économiques en notant le rôle de la manufacture, des exportations, des transferts de fonds et des IDE. La dépendance de ces économies à l'égard de l'APD et d'autres flux financiers officiels (OOF, en anglais) a été prise en compte lors du choix des pays de l'échantillon. En somme, le choix des pays de l'échantillon reflète une diversité suffisante pour tirer des conclusions générales concernant l'expérience du Sud global dans l'institutionnalisation de l'Agenda 2030.

Tableau 2.2. Profil des pays de l'échantillon

Indicateur	Bolivie	Ghana	Inde	Nigeria	Pérou	Sri Lanka
Population en millions (2019)	11,51	30,42	1366,42	200,96	32,51	21,80
Revenu par habitant en USD (2018)	2731,21	1461,78	1739,90	1583,18	5520,05	3690,47
Part de la population ayant un revenu < 1,90 USD par jour (%) (2018)	4,00	15,00	3,00	46,00	2,00	<3,00
Part de l'industrie manufacturière (% du PIB) (2018)	10,34	10,46	14,58	9,65	12,94	15,82
Indice de développement humain (IDH) 2018	0,703 alto	0,596 medio	0,647 medio	0,534 bajo	0,759 alto	0,780 alto
Exportation de marchandises (% du PIB) (2018)	22,25	22,80	11,69	14,35	22,08	13,37
Transferts de fonds (% du PIB) (2018)	3,14	5,78	2,86	5,77	1,46	8,43
IDE (% du PIB) -2018	0,62	4,55	1,54	0,47	2,78	1,82
APD + OOF totales des pays du CAD (% du PIB) 2018	0,82	0,76	0,06	0,33	-0,06	0,08

Source : PNUD (2018-2019).

Elaboré par les auteurs.

Approche méthodologique et sources de données

On a décidé a priori que les six études nationales (et les trois études transversales) se concentreraient sur l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et l'ODD 8 (travail décent et croissance économique). L'analyse commune est fondée sur l'ambitieuse devise de l'Agenda 2030 : « ne laisser personne pour compte ». Dans cette perspective, une attention particulière a été accordée aux résultats en matière de développement des personnes laissées pour compte (en particulier les femmes) dans les contextes de chaque pays.

Les études par pays ont fait appel à des méthodes quantitatives (p. ex., analyse régressives et simulations) et qualitatives (p. ex., analyses d'histoires de vie et des bulletins de rapport des citoyens). Certaines études ont opté pour des méthodes mixtes (p. ex., le mélange de modèles logistiques non linéaires avec les méthodes participatives basées sur la communauté). L'analyse empirique au niveau de chaque pays a été construite sur la base de données individuelles, familiales et régionales. Les études ont largement utilisé les données officielles disponibles, et ont également généré des informations primaires ciblées. Les sources officielles les plus courantes ont été les recensements et les enquêtes sur le niveau de vie des ménages au niveau national, ainsi que les ensembles de données sectorielles (p. ex., l'éducation, la démographie et la santé). Ces examens des données officielles ont été complétés par des entretiens avec des acteurs clés et d'autres parties prenantes. Les études de cas ont été préparées selon des méthodologies rigoureuses,

ce qui signifie que les conclusions tirées de ces exercices reposent sur des bases solides.

Dans la suite de ce chapitre, nous mettons en évidence certaines conclusions issues des études sur les six pays selon les cinq dimensions de notre cadre analytique précédemment décrit.

Aligner les ODD sur le cadre national de planification politique

L'alignement des politiques peut aider les gouvernements et les autres entités à maintenir leurs actions et leurs approches coordonnées, cohérentes et intégrées pour atteindre des objectifs communs. Un « état d'esprit » fondé sur l'alignement des politiques aide les pays à comprendre les impacts de leurs actions politiques au niveau régional et mondial, et à adapter leurs approches pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030. Cependant, l'alignement des politiques a été abordé dans la littérature sous différents angles. Il est souvent étudié en relation avec les rapports entre les donateurs et les gouvernements partenaires, et en relation avec les impacts des politiques des pays développés sur les pays en développement. Plus récemment, l'alignement des politiques de développement a été largement analysé dans le cadre de la cohérence des politiques pour le développement durable (PCSD, en anglais). Le discours selon lequel l'alignement des priorités et des politiques nationales sur l'Agenda 2030 en tant que condition d'écriture d'un message de la réussite de la mise en œuvre des ODD, est plus récent.



Les études par pays de la SVSS indiquent que diverses approches sont suivies pour aligner les ODD sur les politiques et programmes nationaux.

L'Agenda mondial des ODD doit être mis en œuvre dans les pays par le biais d'un processus approprié au niveau national, sous la direction des gouvernements nationaux. En conséquence, l'une des premières tâches des gouvernements du Sud a été « d'aligner » les documents de planification et de politique sur l'Agenda mondial.² Un très grand nombre de pays sondés pourraient intégrer les éléments clés de leurs plans nationaux à moyen terme dans le cadre général des ODD. L'exercice a également permis aux pays de mettre en évidence leurs priorités stratégiques. Néanmoins, étant donné sa nature intégrée, il a été compris qu'un tel alignement serait un processus (dynamique) continu.

Pour certains pays, cependant, il s'agissait d'un processus visant à obtenir la confiance des partenaires internationaux du développement. Ils ont estimé que le niveau de confiance des partenaires de développement dans l'acheminement de leurs ressources vers les pays bénéficiaires serait renforcé si ces derniers alignaient leurs objectifs de développement sur le programme international convenu. D'autre part, la plupart des pays du Sud sont membres d'un ou plusieurs accords de coopération régionale. Ces blocs régionaux avaient également des plans de développement bien articulés. Les pays devaient tenir compte de leurs engagements régionaux lors de la révision ou de la rédaction de leurs documents de planification conformément à l'Agenda 2030. Par exemple, avant l'adoption de l'Agenda 2030, les pays africains ont adhéré à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons en 2013, et le Programme d'action d'Istanbul (PAI) pour les PMA en 2011. Toutefois, l'Agenda 2030 mentionne qu'il est aligné sur tous les accords internationaux existants.

² Ce processus a été appelé différemment selon les pays, comme adaptation, intégration, assimilation et localisation.

Les recherches actuelles montrent que les pays en développement — malgré leurs contextes, politiques et priorités uniques— ont largement réorganisé leurs politiques nationales en conformité avec l'Agenda 2030. Cependant, ce processus a été très différent d'un pays à l'autre. Dans une certaine mesure, ce processus a contribué à établir une cohérence verticale ascendante entre les agendas de développement mondial et national. Toutefois, il restait à établir une cohérence verticale descendante et une cohérence horizontale entre les différentes parties des gouvernements nationaux. Tous ces organes gouvernementaux ont leurs mandats spécifiques, leurs engagements politiques et leurs documents programmatiques. Dans ce cas, la cohérence horizontale implique la cohérence entre les différents ministères compétents du gouvernement national, tandis que la cohérence verticale concerne les synergies entre les niveaux infranationaux et locaux de l'administration publique, ainsi qu'avec les engagements internationaux du pays.

Les études par pays de la SVSS indiquent que diverses approches sont suivies pour aligner les ODD sur les politiques et programmes nationaux. Le gouvernement indien a introduit plusieurs nouvelles interventions politiques, tout en renforçant les politiques existantes pour traiter les problèmes de développement tels que la malnutrition et la faim, l'assainissement, les infrastructures de base, l'éducation et l'autonomisation des femmes. En Inde, les Cibles des ODD ont été liées à des programmes gouvernementaux phares existants tels que *Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana* (Banque pour tous), *Swachh Bharat Abhiyan* (Mission Inde propre), *Skill India*, la Loi nationale Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi rural, et plusieurs autres. Le NITI Aayog, l'organe politique suprême du gouvernement indien, a élaboré une matrice des programmes politiques en cours et prévus au niveau national pour atteindre chaque ODD.

L'approche sri-lankaise a été à la fois ambitieuse et ambiguë. Pour aligner l'Agenda mondial sur les priorités nationales, le gouvernement du Sri Lanka a cherché à réduire les 169 Cibles à 30 Cibles dans un premier temps (Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana, 2020). En ce sens, un groupe d'experts de 17 membres a été chargé de classer certaines Cibles par ordre de priorité en utilisant le modèle d'interaction de l'Institut environnemental de Stockholm (SEI, en anglais), lequel est une méthode de notation des ODD. Mais un résultat final sur la cohérence des politiques reste vague. Le Département national de planification (NPD, en anglais) du Sri Lanka a consulté le secteur agricole pour élaborer un schéma permettant d'identifier les liens entre leurs programmes, projets et actions actuels et les Objectifs et Cibles des ODD. Le NPD s'est efforcé de refléter les ODD dans le plan d'investissement public. Ainsi, le développement d'une vision ou d'objectifs plus larges pour atteindre les ODD se poursuit dans le pays.

Les études par pays de la SVSS montrent que plusieurs pays ont inclus les ODD dans leurs plans de développement actuels. Par exemple, le Ghana a adopté le Programme de croissance et de développement partagés du Ghana (GSGDA II, en anglais) (Crentsil, Fenny, Ackah, Asuman & Otieku, 2020). Le cadre du GSGDA II a été revu et modifié en accord avec les ODD mondiaux. Conformément au principe de « ne laisser personne pour compte », la politique de développement ghanéenne, inscrite dans son Programme coordonné des politiques de développement économique et social (CPESDP, en anglais), a défini quatre objectifs mutuellement inclusifs pour refléter les aspirations de

développement du « Ghana que nous voulons ». Il s'agit de construire une société prospère et résiliente, de créer des opportunités pour tous les Ghanéens et de sauvegarder l'environnement naturel.

Le Nigeria a également délibérément intégré les ODD dans son agenda de développement actuel, à savoir dans le Plan de relance économique et de croissance (ERGP, en anglais) pour 2017-2020 (Adeniran, Onyekwena, Onubedo, Ishaku & Ekeruche, 2020). Tous les ENV originaires d'ASS (environ 28 pays) ont signalé des progrès dans l'intégration de l'Agenda 2030 dans leurs plans de développement nationaux. En outre, certains pays africains ont élaboré des plans de développement quinquennaux alignés sur les ODD (Kasirye et al., 2020).

Les études par pays de la SVSS révèlent en outre que certains pays d'Amérique latine ont adopté des politiques nationales au lieu de les référer explicitement à l'Agenda 2030. Par exemple, le gouvernement bolivien s'est concentré sur la réalisation d'objectifs nationaux à travers ses cadres : l'Agenda patriotique 2025 et le Plan de développement économique et social (PDES) pour 2016-2020 (Andersen et al., 2020). Parallèlement, en 2019, il a travaillé sur deux processus parallèles pour intégrer et aligner l'Agenda 2030 avec les plans de développement nationaux. Le premier processus consiste en une évaluation complète des données disponibles pour le suivi de la mise en œuvre des ODD. Le deuxième processus, par le biais d'un projet soutenu par les Nations unies, cherche à identifier les combinaisons de politiques et les accélérateurs qui peuvent être inclus dans le prochain PDES quinquennal.

Les études par pays et les enquêtes régionales de la SVSS mettent en évidence une reconnaissance intellectuelle explicite et des initiatives politiques dans le Sud global pour aligner l'Agenda 2030 sur les documents et cadres de développement nationaux. Bien que, dans la plupart des cas, les pays aient modifié les documents existants pour les mettre en conformité avec les ODD, certains les ont intégrés dans de nouveaux plans. Il est rare, mais pas exclu, que les pays déclarent que leurs plans existants soient adaptés à l'Agenda mondial. Les pays ont également renforcé leurs plans et programmes de développement existants et en ont introduit de nouveaux. Ces exercices d'alignement ont été mis en œuvre à travers des mécanismes réguliers de planification du développement des pays respectifs, dans certains cas avec l'aide de groupes d'experts externes.

Même s'il y a eu une convergence substantielle entre les ODD et les plans, politiques et programmes nationaux, certains domaines restent en suspens en ce qui concerne les Cibles, les Indicateurs et les délais. Aussi, dans de nombreux cas, les ODD doivent encore être intégrés dans les plans de développement nationaux sectoriels et sous-sectoriels. En outre, une réflexion spatiale des ODD à travers la localisation et l'intégration dans les plans régionaux (infranationaux) reste un agenda inachevé.

Direction, coordination et gestion du processus de mise en œuvre

Une réalisation efficace de l'Agenda 2030 exige que les gouvernements fassent preuve d'un sens de la direction en reliant les éléments des

multiples niveaux, multidimensionnels et multipartites du programme holistique par le biais d'une approche intégrée. Une telle approche devrait pouvoir fonctionner dans tous les domaines politiques et promouvoir la cohérence entre ceux-ci. De plus, cette approche doit offrir une clarté adéquate en ce qui concerne les rôles et les responsabilités —au sein du gouvernement et au-delà. Les études de la SVSS révèlent que si la plupart des pays ont mis en place des mécanismes spécifiques pour superviser les processus nationaux de mise en œuvre des ODD, leur structure et leur portée varient considérablement.

L'expérience des différents pays suggère que les dispositions institutionnelles requises sont généralement intégrées dans les structures de gouvernance existantes, plutôt que créées à nouveau. Pour doter les agences nodales d'une autorité politique adéquate, elles ont généralement été intégrées de façon à être proches du chef de l'exécutif du gouvernement, c'est-à-dire le président ou le premier ministre. En Inde, c'est l'Institution nationale pour la transformation de l'Inde (NITI, en anglais) Aayog —un *think tank* politique, se trouvant sous la présidence du Premier ministre du pays— qui est chargé de piloter la mise en œuvre des ODD (Nair, Shah & Sivaraman, 2020). Le président du Sri Lanka est le fer de lance de la mise en œuvre de la « Vision 2030 pour un Sri Lanka durable —Cheminement stratégique ». Au Nigeria, le Bureau du conseiller spécial principal du président sur les ODD (OSSAP-SDG, en anglais) dirige la mise en œuvre des ODD ainsi que l'intégration de l'Agenda mondial dans le développement national. Au Bangladesh, un Bureau du coordinateur des ODD a été créé sous l'égide du bureau du Premier ministre pour diriger le processus de mise en œuvre. Au sommet du cadre institutionnel du Ghana se trouve le Bureau du Président de la République du Ghana, où il y a une Unité consultative des ODD et un Comité ministériel de haut niveau, dont le mandat principal est de fournir une orientation stratégique pour la réalisation des objectifs aux niveaux national et sectoriel.

Il existe un certain nombre de variations dans les tentatives des pays du Sud de développer des mécanismes institutionnels pour fournir des conseils sur le processus d'actualisation des ODD. Par exemple, en Bolivie, le Ministre de la planification du développement préside un comité interinstitutionnel chargé de surveiller la mise en œuvre du Plan national de développement et de l'Agenda 2030 (Andersen et al., 2020). La stratégie péruvienne de mise en œuvre des ODD est gérée par trois entités gouvernementales principales, à savoir le Centre national de planification stratégique (CEPLAN), l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI) et le Groupe de travail national pour la lutte contre la pauvreté (MCLCP) (Alcázar, Bullard & Balarin, 2020).

L'expérience de l'Amérique latine est assez instructive à cet égard. Six des dix-sept pays ont mis en place des mécanismes institutionnels à partir des organes existants au plus haut niveau des ministères et des secrétariats au sein de la présidence de la république, en leur attribuant des responsabilités politiques et techniques. Neuf pays ont créé des commissions, des conseils ou des entités ad hoc de haut niveau, dont certaines sont accompagnées d'un comité technique. Cinq pays disposent d'instances de coordination avec la participation d'au moins un ministère chargé des aspects liés à chacune des dimensions : sociale, économique et environnementale.



Les autorités locales ont une responsabilité majeure dans la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030.

Il est important de noter que les pays du Sud sont passés de la phase initiale de compréhension et de diffusion de l'Agenda 2030 à une phase de mise en œuvre caractérisée par la traduction des ODD en politiques publiques (dont nous avons parlé plus haut) et en institutions. Toutefois, les défis que pose la réalisation d'un programme intégré, qui touche les gouvernements nationaux et locaux et implique de multiples ministères, départements et institutions, se manifestent souvent par des querelles de territoire administratives. Afin de surmonter ce défi, la plupart des pays ont choisi de confier la responsabilité de la coordination à un organe supérieur (situé à un poste politique élevé). Souvent, ce groupe ne dispose pas de la capacité intellectuelle nécessaire pour remplir ses fonctions. Dans ce cas, le groupe doit dépendre d'une autre entité ayant la capacité nécessaire — généralement le ministère ou département en charge de la planification. Au Bangladesh, par exemple, alors que la responsabilité principale incombe au bureau du coordinateur des ODD sous la direction du Premier ministre, le soutien en matière de connaissances est assuré par la Commission de planification.

En Inde, en raison de la diversité des départements nodaux impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets favorisant les ODD, la coordination institutionnelle apparaît comme un défi majeur (Nair et al., 2020). De même, il semble que la coordination entre l'OSSAP-SDG et les agences concernées au Nigeria soit faible. Les défis de la coordination dans ces deux pays incarnent également le défi particulier auquel fait face un État fédéral au sein duquel les gouvernements fédérés (ou régionaux) possèdent un rôle constitutionnel fort.

Afin de promouvoir la collaboration intersectorielle, les pays du Sud sont en train de concevoir des instruments de planification innovants qui utilisent des cadres et des incitations pour coordonner l'activité interministérielle. À cette fin, au Bangladesh et dans d'autres pays, une cartographie des institutions gouvernementales a été réalisée dans le cadre d'ODD spécifiques afin d'identifier les ministères principaux et associés. Cependant, comme cela est fait au niveau des Objectifs, une complication est apparue concernant l'identification de l'organisme public approprié pour s'occuper des Cibles. Certains pays ont créé de nouvelles commissions interministérielles pour briser les cloisonnements entre les secteurs, car l'Agenda 2030 exige une forte collaboration. Le paysage institutionnel du Ghana, en particulier le secteur de l'énergie, forme un tandem avec l'architecture institutionnelle globale pour la réalisation des ODD.

Les mécanismes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement en Amérique latine comprennent une approche à deux facettes. Dans la plupart des cas, deux niveaux de coordination ont été mis en place. Premièrement, la mise en place d'une entité politique chargée de préparer des feuilles de route pour atteindre les ODD et de coordonner et suivre les progrès. Deuxièmement, l'adoption d'un mécanisme de coordination statistique pour la disponibilité et la désagrégation des données. Selon leurs ENV, quatre pays de la région ont créé des comités techniques ad hoc, et d'autres ont mis en place des organes intersectoriels pour coordonner les activités statistiques. Cependant, les études de la SVSS indiquent qu'un mécanisme de supervision efficace pour suivre les impacts et les progrès doit encore gagner de la force dans de nombreux pays.

Les pays du Sud ont adapté des moyens de concevoir des mécanismes de coordination pour superviser la planification et la mise en œuvre basées sur les ODD. Les données au niveau des pays suggèrent que le leadership dans le processus de mise en œuvre des ODD incombe en grande partie à l'appareil administratif du gouvernement. Si la plupart des représentants publics sont tout à fait conscients des dimensions de l'Agenda 2030, ils n'appliquent guère de processus de responsabilisation à cet égard. Toutefois, au Sri Lanka, pour couvrir l'ensemble des ODD, quatre groupes ont été créés sous l'égide d'un comité de surveillance parlementaire ; chacun est censé travailler avec les entités gouvernementales concernées (Fernando et al., 2020). Il s'agit d'une voie inexplorée pour les comités parlementaires permanents du Sud.

Les autorités locales ont une responsabilité majeure dans la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030. Des accords institutionnels régionaux ont également été établis pour soutenir la mise en œuvre des ODD. Au Pérou, les élus des gouvernements nationaux, régionaux et locaux ont signé l'Accord de gouvernance pour un développement humain approfondi 2016-2021 afin de poursuivre les Objectifs et les Cibles (Alcázar et al., 2020). En Bolivie, le gouvernement municipal de La Paz a publié un document qui décrit en détail comment la ville est équipée pour mettre en œuvre les ODD (Andersen et al., 2020). Cependant, l'institutionnalisation de la relation entre le gouvernement central et les organes locaux –politiques et administratifs– s'accélère progressivement à mesure que les efforts de « localisation des ODD » sont de plus en plus reconnus.

Un autre niveau de coopération intersectorielle exige des gouvernements nationaux qu'ils créent un mécanisme conjoint avec le secteur privé pour assurer leur participation à la réalisation des ODD. L'inclusion formelle des organisations non gouvernementales dans la structure institutionnelle des gouvernements n'est pas une pratique généralisée dans le Sud. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin dans cette section.

En conclusion, les expériences des différents pays montrent qu'aucun modèle institutionnel n'est intrinsèquement plus approprié pour assurer l'adoption cohérente et efficace des ODD au niveau national. Les dispositions institutionnelles privilégiées pour le développement durable dans chaque pays dépendent en fin de compte du contexte national défini par une série de facteurs, notamment la structure de gouvernance et le degré d'appropriation de l'Agenda mondial. Ce processus doit également être considéré comme une entreprise en évolution.

Pertinence du financement et autres moyens de mise en œuvre

Il est indéniable que la réalisation des ODD nécessiterait la mobilisation d'une énorme quantité de ressources, ainsi qu'une gestion et un investissement efficaces de ces ressources. Des sources mondiales (p. ex., l'OCDE et la CNUCED) ont initialement estimé qu'il existe un déficit de financement annuel dans les pays en développement de 2,5 à 3,0 trilliards de dollars. Le besoin de financement annuel pour la mise en



Bien que ces pays s'efforcent d'améliorer la mobilisation de diverses formes de financement, ils en viennent progressivement à considérer que la source de financement la plus fiable est le revenu intérieur.

œuvre des ODD dans les PFR et les PRITI est d'environ 1 400 milliards de dollars. Pour financer les actions urgentes de lutte contre les effets du changement climatique, on estime que 100 milliards de dollars seront nécessaires chaque année. Le système financier mondial est loin d'atteindre ces chiffres. En effet, les promesses du Programme d'action d'Addis-Abeba (2015) n'ont pas été tenues pour le moment.

Ces lacunes ne sont pas dues à un manque de ressources financières, mais à un mauvais alignement des incitations et des réglementations, ainsi qu'à des difficultés à identifier, mesurer et rendre compte des investissements durables. La situation est aggravée par l'augmentation des inégalités et des niveaux d'endettement, ainsi que par les effets dévastateurs des conflits et du changement climatique, en particulier pour les pays et les communautés en développement les plus vulnérables. La croissance économique inégale des pays en développement et leur capacité limitée à élargir leur marge de manœuvre fiscale, combinées à l'absence de réformes dans le secteur financier et les marchés des capitaux, ont encore exacerbé la situation.

Les études de la SVSS nous rappellent que les investissements nécessaires au financement de l'Agenda 2030 sont complexes et varient en fonction du domaine de l'Objectif de développement. Par exemple, les plans financiers pour les secteurs sociaux (santé, éducation) sont très différents des investissements nécessaires au développement des infrastructures (énergie, communication). Le financement des ODD nécessite également un mélange complexe d'acteurs publics et privés au niveau national et mondial. Compte tenu de la fragmentation de l'architecture financière internationale et le sous-développement des systèmes financiers nationaux, les fonds disponibles sont souvent déployés de manière incohérente, ce qui entraîne l'absence de synergies intersectorielles. Les économies faibles du Sud souffrent souvent d'une grave pénurie de capacités institutionnelles et de ressources humaines, car elles ne disposent pas des compétences essentielles pour faire face à une ingénierie financière aussi complexe. L'évolution du paysage de l'aide au développement — caractérisée par le changement des priorités des fournisseurs traditionnels, l'apparition de nouveaux acteurs et l'utilisation émergente de nouveaux instruments financiers— a rendu la tâche de mobilisation des ressources plus difficile pour ces pays.

Certains pays ont essayé d'estimer leurs besoins financiers pour mettre en œuvre les ODD. Par exemple, le Bangladesh, en 2017, a estimé que le coût supplémentaire « synchronisé » de la mise en œuvre des ODD jusqu'en 2030 serait d'environ 928,5 milliards de dollars, soit environ 20 % du PIB cumulé du pays. Le besoin de ces ressources devrait augmenter de manière séquentielle au cours de cette période. Le coût le plus élevé était censé être lié à la mise en œuvre de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique). L'exercice d'évaluation des besoins de financement avait estimé que le montant total mentionné serait obtenu dans les proportions suivantes : secteur public (34%), entités privées nationales (42%), partenariats public-privé (PPP) (6%), organisations non gouvernementales (4%) et sources extérieures combinées (15%). Malheureusement, les résultats de cet exercice ambitieux n'ont pas été reflétés dans la réalité.

Le Sri Lanka a tenté de faire en sorte que ses agences mettent de côté des allocations budgétaires régulières pour les ODD, mais le processus

n'est pas encore opérationnel (Fernando et al., 2020). Des modèles sont toujours encore en cours d'élaboration pour les budgets annuels. Comme dans de nombreux autres pays, cet exercice bénéficie du soutien technique du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Pour le Nigeria, le besoin de financement pour satisfaire au seul ODD 4 a été estimé à 34 milliards de dollars.

Dans son ENV pour 2017, l'Inde a admis que le pays « n'est pas susceptible de réunir des revenus suffisants pour atteindre les ODD ». Toutefois, la cartographie des ODD du pays, établi par l'Institut national de technologie de l'information INTI d'Aayog, délègue aux ministères la responsabilité de déployer des initiatives et des programmes liés aux ODD afin d'assurer le financement (Nair et al., 2020).

Le gouvernement péruvien, comme la plupart des pays en développement, ne dispose pas d'un budget distinct pour la mise en œuvre des ODD (Alcázar et al., 2020). Les fonds sont plutôt alloués à des programmes nationaux visant des objectifs de développement. Ce système est basé sur les résultats et est censé répondre aux besoins des ODD. Cette approche est administrée par le Ministère de l'économie et des finances. Certains programmes sociaux au Pérou sont financés par des fonds externes. Par exemple, le PNUD collabore avec le gouvernement sur plusieurs programmes de protection sociale et de fourniture de services de base (Alcázar et al., 2020). Toutefois, la plupart des financements destinés à la réalisation des Objectifs liés aux ODD sont mobilisés en interne et proviennent du budget national péruvien.

La plupart des pays couverts par la SVSS ont indiqué que la demande de ressources est la plus élevée dans le secteur social (y compris les secours d'urgence), suivi de près par l'infrastructure économique. Les pays reconnaissent de plus en plus que pour combler leurs déficits de financement liés aux ODD, il faudrait améliorer considérablement la mobilisation des ressources nationales, accéder à des financements privés innovants et tirer parti de la coopération internationale au développement.

À cet égard, on peut rappeler que les Nations unies ont mis en place des cadres de financement nationaux intégrés (INFF, en anglais) pour répondre au Programme d'action d'Addis-Abeba et pour soutenir les ODD. L'adoption des INFF est une entreprise difficile, car dans de nombreux pays, les capacités sont limitées, la réforme des politiques est coûteuse et les politiques de financement existantes sont mal alignées en raison de contraintes politiques sous-jacentes. Toutefois, rien ne garantit qu'un INFF conduira à une augmentation des flux de ressources extérieures. En conséquence, très peu de pays du Sud se sont sentis enclins à entreprendre cet exercice, seuls le Bangladesh et les Îles Salomon ont manifesté leur intérêt.

L'APD est l'une des plus importantes sources de financement, en particulier pour les pays les plus pauvres du monde. Les montants versés aux pays en développement par le biais de l'APD ont fluctué depuis l'adoption de l'Agenda 2030. Les données par pays révèlent que les sources multilatérales, y compris les institutions de développement internationales et régionales, représentent une part plus importante des flux d'aide publique au développement. Les flux

provenant des fournisseurs bilatéraux traditionnels des pays du Comité d'aide au développement (CAD) stagne et/ou sont en voie de multilatéralisation. En outre, une part importante de leurs ressources est consacrée en priorité à la gestion de l'afflux de migrants dans leurs pays respectifs. Néanmoins, les études par pays montrent que les financements publics externes destinés au Sud ne peuvent pas être évalués dans un cadre convenu d'efficacité du développement lié à la réalisation des ODD, en mettant l'accent sur le principe de « ne laisser personne pour compte ». En effet, dans leurs ENV, les pays bénéficiaires ont réitéré l'urgence quant à la réception de l'aide financière des pays développés pour l'atténuation du changement climatique et le contrôle des pandémies. Ils ont également souligné la nécessité de fixer des normes d'éligibilité claires et d'assurer une plus grande transparence concernant les régimes d'APD. Par ailleurs, à mesure que certains PFR du Sud passent au statut de PRITI (p. ex., le Bangladesh et le Nigeria), ils sont confrontés à des conditions de financement moins concessionnelles de la part d'institutions multilatérales comme la Banque mondiale.

La mobilisation des ressources intérieures pour le financement des ODD reste une stratégie essentielle pour les pays du Sud. Certains pays ont fait des progrès à cet égard. L'Inde a fait état de réformes de la fiscalité directe ainsi que de la taxe sur les produits et services (TPS), une forme uniforme et simplifiée de fiscalité indirecte. Le Bangladesh a mis en place une version modernisée du système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), tandis que le Nigeria a lancé le Programme de déclaration volontaire des avoirs et des revenus (VAIDS, en anglais) qui offre une amnistie aux débiteurs d'impôts désireux de remplir leurs obligations fiscales. Dans certains pays du Sud, des taxes sur les transferts par téléphone portable ont été introduites pour élargir la fourchette d'imposition en englobant le secteur informel. Au Kenya, les fonds collectés grâce aux droits d'accises sur les financements mobiles sont destinés à financer les soins de santé universels. L'augmentation des recettes fiscales du gouvernement bolivien a permis d'accroître les investissements dans l'éducation (Andersen et al., 2020). Dans les pays du Sud couverts par l'étude de la SVSS, on remarque des déclarations politiques visant à augmenter l'assiette fiscale, ainsi qu'à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

En Inde, le financement semble être le plus grand défi pour atteindre les ODD. L'ENV 2017 a admis que « l'Inde n'est pas susceptible de réunir des revenus suffisants pour réaliser les ODD ». Le financement adéquat des ODD est une priorité immédiate, et des solutions ont été proposées, notamment l'amélioration du rapport entre les recettes fiscales et le PIB de l'Inde et une meilleure responsabilisation en matière d'aide publique au développement.

Les études de la SVSS indiquent que l'importance fondamentale des investissements du secteur privé pour répondre aux ODD est reconnue dans presque tous les pays du Sud. Toutefois, les décideurs politiques concernés soulignent que cette forme de financement ne peut remplacer le rôle joué par les finances publiques pour répondre aux besoins en matière d'éducation et de santé dans les zones rurales. À cet égard, on a observé que les transferts de fonds étrangers sont fréquemment utilisés pour financer l'éducation dans les pays d'origine (p. ex., en Bolivie). En effet, les transferts de fonds jouent

un rôle essentiel dans de nombreux pays en améliorant le niveau de consommation des familles de migrants, facilitant leur sortie du niveau de pauvreté (ODD 1). Des flux stables et prévisibles de transferts de fonds ont été considérés comme une source majeure de financement de l'Agenda 2030.

Les pays se préparent également à attirer les IDE en raison de leurs avantages bien connus. On peut soutenir qu'un écosystème propice aux investissements et un cadre politique à long terme sont nécessaires pour attirer les IDE. L'incapacité à y parvenir a puni des pays comme la Bolivie, où le flux d'IDE a diminué, alors qu'il a augmenté dans de nombreux pays d'Amérique latine. Cependant, dans certains pays, le flux d'IDE reste concentré dans le secteur extractif (p. ex., au Nigeria), ce qui ne facilite pas nécessairement la croissance et la diversification du secteur manufacturier.

En revanche, la finance mixte est présentée comme l'une des formes prometteuses de financement innovant, mais elle n'a pas encore trouvé sa place dans les PFR et les PRITI dans les études de la SVSS. Les pays en développement sont réticents à l'idée d'utiliser des financements extérieurs concessionnels et de stimuler l'investissement privé lorsqu'il s'agit d'obtenir des avantages incertains dans les domaines des ODD. Les registres montrent que la finance mixte n'est pas en vogue dans les économies les plus faibles du Sud en raison des distorsions du marché, de la perception des risques et du manque de mécanismes institutionnels et régulateurs.

Les PPP (une forme de financement mixte très reconnue) peuvent apporter une solution partielle aux problèmes de mobilisation des ressources des pays en développement. Cependant, nos études montrent que les programmes ambitieux des gouvernements dans ce domaine n'ont pas encore donné de résultats tangibles.

Les flux financiers du Sud (en particulier venant de la Chine et de l'Inde) apparaissent comme la forme la plus répandue de soutien à long terme pour le développement des infrastructures dans les PFR et les PRITI. Les fournisseurs du Sud sont devenus de nouveaux et importants financeurs de projets de développement en Asie et en Afrique, et dans une moindre mesure en Amérique latine. De nouvelles institutions financières du Sud, telles que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB, en anglais), imprègnent la région. Les pays bénéficiaires expriment souvent leur préférence pour ces sources par rapport aux emprunts sur le marché, compte tenu du fait que leur demande de financement à long terme pour le développement d'infrastructures n'a pas été satisfaite. Toutefois, en raison de ces emprunts, la plupart des pays africains et asiatiques concernés accumulent un fardeau de dette non viable.

Curieusement, les études par pays de la SVSS n'ont pas réussi à cerner l'impact de la gouvernance mondiale sur la mobilisation des ressources intérieures dans les pays en développement du Sud. Pour générer des ressources pour les ODD, ces pays doivent encore s'attaquer fermement à des pratiques corrompues telles que les prix de transfert et les flux financiers illicites (un résultat du système fiscal international actuel). La valeur de la coopération régionale (essentiellement Sud-Sud) n'est souvent pas suffisamment mise en avant par ces pays en tant que ressource pour atteindre les ODD.

”

La pénurie de fonds est un obstacle majeur au développement de systèmes de données nationaux dans les pays du Sud.

Le principal message qui ressort des études de la SVSS est que le financement semble être le plus grand défi à relever dans le Sud pour atteindre les ODD. Bien que ces pays s'efforcent d'améliorer la mobilisation de diverses formes de financement, ils en viennent progressivement à considérer que la source de financement la plus fiable est le revenu intérieur. D'autre part, ce groupe de pays a aligné ses cadres politiques nationaux sur l'Agenda 2030, mais aucun changement dans leurs priorités budgétaires n'est encore visible.

Questions liées aux données et capacité des agences statistiques nationales

Pour assurer l'alignement des politiques, suivre la mise en œuvre et évaluer les progrès des ODD, il est essentiel de disposer de données pertinentes. Cette demande accrue de données implique la disponibilité, l'accessibilité et la facilité d'utilisation de preuves de qualité en temps réel concernant les ODD. L'aspiration visant à « ne laisser personne pour compte » a mis en évidence la nécessité de disposer de données désagrégées de différentes dimensions. Du côté de l'offre, l'infrastructure statistique des pays en développement est faible et manque de ressources, ce qui ne permet pas de répondre à cette demande accrue. Une réticence politique notable à produire et à divulguer des données et des informations a souvent entravé les progrès des institutions statistiques du Sud en matière de renforcement des capacités. Néanmoins, l'introduction des ODD dans les cadres politiques nationaux a donné une impulsion nécessaire pour engager les gouvernements dans ce domaine, ce qui pourrait en fin de compte générer une « révolution des données ».

Les études de la SVSS montrent que les données sont davantage disponibles en ce qui concerne les indicateurs hérités de la période des OMD —certains indicateurs concernant l'ODD 4 sur l'éducation ou la santé reproductive dans le cadre de l'ODD 3— que ceux nouvellement intégrés dans l'Agenda 2030. Cependant, l'ODD 17, bien que figurant dans les OMD, souffre également de l'absence d'un descripteur empirique. Les études par pays suggèrent qu'il y a une absence significative d'évaluation empirique de l'ODD 16, relatif à la paix, la justice et le renforcement des institutions. Il en va de même pour l'ODD 10 sur la réduction des inégalités. Les informations sur des indicateurs apparemment évidents, comme dans les domaines de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) ou de l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) sont également souvent absentes.

L'examen de la disponibilité des données désagrégées révèle que les données liées à la localisation (zones urbaines et rurales), les données ventilées par sexe (hommes et femmes) et les données spécifiques aux groupes de revenus sont davantage disponibles que les autres formes de données désagrégées. Même dans ce cas, les données se limitent à un certain nombre d'indicateurs. À mesure que les pays du Sud s'efforcent d'identifier la région et les communautés qui sont laissées pour compte, la prise de conscience des données manquantes s'accroît. Pourtant, dans la plupart de ces pays, la qualité et la transparence des données restent des préoccupations essentielles.

Les études de la SVSS soulignent que la disponibilité des données pour les ODD varie selon les régions et les pays. De nombreux pays d'Asie

du Sud-Est et du Sud ont entrepris des exercices visant à identifier les lacunes en matière de données. L'analyse des lacunes suggère qu'il sera très difficile de suivre les ODD 12 (consommation et production responsables) et 14 (vie aquatique) pour l'Asie. De nombreux pays asiatiques créent des comités distincts pour collecter des données et coordonner, contrôler et rendre compte du processus de mise en œuvre des ODD.

Les pays du monde entier ont élaboré des cadres d'indicateurs pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Par exemple, le Département du recensement et des statistiques du Sri Lanka a mis en place un rapport de référence pour collecter des données sur les ODD. Là encore, le département n'a pu collecter des données que pour 46 Indicateurs (19%) de l'Agenda 2030. L'agence sri-lankaise a identifié le niveau de désagrégation des données, la fréquence de collecte des données et les coûts des matériels de formation comme étant ses principaux défis (Fernando et al., 2020).

Le Bangladesh, la Malaisie, la RDP Lao, les Philippines et le Vietnam ont mené des exercices d'identification des lacunes dans les données (Rahman et al., 2020). Au Bangladesh, les données pour 29% des Indicateurs des ODD sont facilement disponibles, 45% sont partiellement disponibles et 26% ne sont pas disponibles. Le Bangladesh a conçu un système de « suivi des ODD » pour surveiller, examiner et contrôler les progrès de la mise en œuvre des ODD.

En Inde, le développement d'un système de suivi précis des progrès des ODD est handicapé par le manque de données récentes sur les résultats de la gouvernance, le dernier recensement datant de huit ans. On a constaté que pour les ODD 12, 13 et 14, aucune donnée disponible ne suffisait pour rendre compte des Indicateurs respectifs. Le Ministère des statistiques et de la mise en œuvre des programmes du pays a élaboré un Indice des ODD pour l'Inde qui prend en compte 13 des 17 ODD (à l'exception des ODD 12, 13, 14 et 17), et qui est basé sur 62 indicateurs nationaux, qualifiés d'Indicateurs prioritaires pour l'Inde.

Il ressort des études de la SVSS sur l'Afrique que 56% des pays de l'Afrique subsaharienne ont été jugés « faibles », c'est-à-dire que les données sont disponibles à moins de 40%. Seuls 38% des 232 Indicateurs des ODD peuvent être suivis correctement dans ce groupe de pays. Toutefois, on a constaté une amélioration de la disponibilité des données dans les pays africains suite à la mise en œuvre accrue de recensements et d'enquêtes sur les ménages, et à l'utilisation de la technologie dans ces processus.

Par exemple, le Ghana a fait des progrès dans la collecte de données, avec le Service statistique du Ghana (GSS, en anglais) comme agence nationale de statistiques (Crentsil et al., 2020). La Commission nationale de planification du développement, en collaboration avec le GSS, a produit le Rapport de base des Indicateurs ODD du Ghana en 2018, qui met en évidence 70% des Cibles des ODD. De même, au Nigeria, des progrès modérés ont été réalisés dans la collecte de données pour des secteurs tels que la santé, l'égalité des genres et la pauvreté, qui sont des composantes clés des ODD. Pourtant, en raison de la rareté des collectes de données et du manque de données solides et désagrégées, la garantie de la cohérence des politiques et la



La société civile n'a pas encore instauré un processus de responsabilité sociale, ce qui placerait son partenariat avec le gouvernement à un nouveau niveau.

mesure des résultats des ODD continuent d'être un challenge dans de nombreux pays africains.

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, des groupes et des réseaux d'acteurs divers, dont des gouvernements, le secteur privé et des organisations de la société civile, s'efforcent de produire des données avec la désagrégation nécessaire. Cependant, seuls les ENV de l'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont mentionné leur capacité à désagréger les indicateurs critiques. Malgré la fiabilité des données fournies par le Pérou, des problèmes subsistent concernant la méthodologie pour estimer certains indicateurs (Alcázar et al., 2020). Les Indicateurs des ODD actuels ne disposent pas d'un (méta) indicateur synthétique unique définissant le « travail décent » ; cette question a été abordée dans le rapport national de la SVSS sur le Pérou. L'Office national des statistiques de Bolivie a lancé un processus afin de formuler une Stratégie nationale de développement statistique pour répondre aux besoins de suivi de la mise en œuvre des ODD en Bolivie (Andersen et al., 2020).

La pénurie de fonds est un obstacle majeur au développement de systèmes de données nationaux dans les pays du Sud. Le soutien international aux statistiques a connu une augmentation de 5% après le lancement des ODD, et ce total s'est élevé à 623 millions de dollars (OCDE et PNUD, 2019). Ce montant représentait 0,33% du flux annuel d'APD. Le Bangladesh, la Bolivie, la République démocratique du Congo, l'Inde, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie et le Vietnam figuraient parmi les principaux bénéficiaires de l'aide extérieure pour leurs stratégies nationales de développement des statistiques. Avec l'entrée de la Fondation Gates dans ce domaine, le financement des données sur la santé sexuelle et reproductive a connu un nouvel élan.

Pour terminer, la nécessité de traiter les données administratives pour répondre aux demandes d'information concernant les Indicateurs des ODD n'est pas encore pleinement appréciée dans la plupart des pays. De même, l'utilisation de « mégadonnées » (p. ex., les relevés de téléphones portables et de cartes de crédit), provenant du secteur privé, n'a pas encore pris son essor. En outre, le fait de combiner les statistiques officielles avec des résultats d'enquêtes fondées sur des sondages et réalisées rigoureusement par des organismes de recherche, de même qu'avec des résultats d'enquêtes d'opinion des citoyens menées par diverses ONG, est une possibilité qui n'est pas encore reconnue officiellement dans les pays du Sud.

Partenariat et participation des parties prenantes

L'Agenda 2030 est un programme holistique à plusieurs niveaux et multidimensionnel, dont la mise en œuvre requiert des partenariats multipartites. La structure envisagée englobe des acteurs situés à la fois verticalement (du niveau local au niveau mondial en passant par le niveau national) et horizontalement (entre entités du même niveau de gouvernance). L'objectif aspirant à « ne laisser personne pour compte » a encore renforcé la nécessité d'une telle approche inclusive pour la mise en œuvre des ODD. L'Objectif 17 appelle spécifiquement

au renforcement des moyens de mise en œuvre et encouragement des partenariats efficaces entre les secteurs public, privé et de la société civile, en s'appuyant sur leurs expériences respectives et en tirant parti de leurs ressources matérielles et immatérielles. Une telle approche permettra d'améliorer la transparence ainsi que le processus de responsabilisation tout en renforçant l'efficacité du processus de réalisation des ODD.

La concrétisation solide de cette proposition implique l'opérationnalisation d'un partenariat mondial de fond, ainsi que des partenariats entre les acteurs nationaux —allant du gouvernement central aux agences gouvernementales locales, en passant par l'ensemble des acteurs non étatiques, y compris le secteur privé et la société civile. Les études de la SVSS suggèrent que cet aspect essentiel de la mise en œuvre des ODD a été abordé de manière variable dans les pays du Sud. Certains ont tenté d'aborder de manière significative la question du partenariat et de la participation à la mise en œuvre des ODD. Par exemple, l'Inde a donné la priorité à l'établissement de partenariats ainsi qu'à la participation des gouvernements infranationaux et des acteurs non étatiques. Diverses organisations internationales, ainsi que le secteur privé et des groupes de la société civile locale, se sont engagés dans l'articulation des politiques et des méthodes de mise en œuvre des ODD. Le Népal a créé des comités de mise en œuvre des ODD aux niveaux des provinces, des districts et des municipalités. Plusieurs pays asiatiques, dont la Malaisie et l'Indonésie, ont lancé une « approche qui inclut la société dans son ensemble ».

Face à la diversité territoriale, ethnique et linguistique de l'Amérique latine, la consultation de ces acteurs a suscité un grand intérêt (Beneke de Sanfeliú et al., 2020). Afin d'impliquer divers représentants de la société civile, les consultations post-2015 au Pérou ont été fortement axées sur le principe de « ne laisser personne pour compte ». Ainsi, les consultations menées auprès de la population ont inclus des dirigeants de groupes indigènes des Andes et de l'Amazonie, des femmes d'origine afro-péruvienne, des membres de la communauté LGBTQ, des représentants d'organisations communautaires, des enfants, des personnes handicapées, des employés de maison, des jeunes et des personnes atteintes du VIH/SIDA. En effet, ce processus a été le plus visible et le plus intense durant une phase où les gouvernements cherchaient à aligner les cadres politiques nationaux de développement sur l'Agenda mondial.

Tous les partenaires internationaux de développement en Bolivie ont aligné leurs interventions sur l'Agenda patriotique 2025 et l'Agenda 2030, et coordonnent leurs interventions par le biais de réunions mensuelles du Groupe des partenaires du développement (GruS, en anglais). De plus, les Nations unies et la Confédération des entreprises privées de Bolivie (CEPB) ont signé un accord pour mettre en œuvre l'Initiative du Pacte mondial des Nations unies en Bolivie (Andersen et al., 2020). Cependant, en raison d'une information insuffisante et d'un manque de collaboration systématique entre les secteurs public et privé, très peu d'entreprises ont été en mesure d'intégrer les ODD dans leur modèle d'entreprise.

En Afrique, les partenariats sont des mécanismes essentiels pour assurer la mise en œuvre conjointe de l'Agenda 2030 et de l'Agenda

2063 (Kasirye et al., 2020). Par exemple, au Ghana, plusieurs consultations ont été organisées au niveau du pays pour encourager l'engagement des citoyens dans l'adaptation de l'Agenda 2030 au niveau local (Crentsil et al., 2020). Au Nigeria, les acteurs étatiques, les ONG, les OSC et les partenaires internationaux du développement ont été dûment consultés dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda des ODD (Adeniran et al., 2020). Le Kenya a également réussi à impliquer de manière significative d'autres partenaires, par exemple le secteur privé, dans la mise en œuvre des ODD (Kasirye et al., 2020). En outre, afin de favoriser une collaboration et des partenariats plus solides, de nouvelles structures de coordination et de direction ont été mises en place au Nigeria.

Le Forum des peuples pour le développement durable, rattaché aux commissions régionales des Nations unies, constitue une plateforme unique permettant aux acteurs non étatiques de se rencontrer, d'échanger leurs expériences et de bénéficier d'un apprentissage mutuel en ce qui concerne la réalisation des ODD au-delà des frontières.

La deuxième phase de consultation concernant la mise en œuvre des ODD avec les acteurs non étatiques de différents pays a eu lieu avec un degré d'inclusion variable, alors que ces pays préparaient leurs ENV. Souvent, les gouvernements concernés ont poursuivi ce type de consultation sur une base proforma, au lieu de répondre sérieusement aux observations des participants. De nombreux pays ont reconnu dans leurs rapports d'ENV le rôle que jouent les ONG lorsqu'il s'agit de garantir que personne ne soit laissé pour compte, néanmoins les rapports produits par la société civile ont souligné différents problèmes concernant les partenariats existants avec les gouvernements.

Il demeure que, très peu de pays ont institutionnalisé ce processus de consultation afin de le rendre efficace et systématique. Au Ghana, afin de favoriser une collaboration et un partenariat plus solides pour la mise en œuvre des ODD, de nouvelles structures de coordination et de direction ont été mises en place avec la participation des acteurs non étatiques. Ces nouvelles structures sont : le Comité de coordination de la mise en œuvre des ODD, le Comité technique et la Plateforme des OSC pour les ODD.

Les études de la SVSS montrent que la qualité du dialogue public-privé a souvent été limitée du fait de l'espace civique restreint disponible dans certains pays. Les acteurs mondiaux n'ont pas non plus toujours mis l'accent sur le rôle des acteurs non étatiques locaux dans les dialogues internationaux. Le manque de capacités requises des acteurs non étatiques a, à l'occasion, empêché leur participation effective au dialogue avec les gouvernements.

Pour résumer, on observe une tradition dans les pays du Sud où le gouvernement en place estime nécessaire de passer par la notion de consultation des acteurs non étatiques sans s'engager néanmoins à agir sur la base de leurs apports. D'autre part, dans la plupart des pays, la société civile n'a pas encore instauré un processus de responsabilité sociale, ce qui placerait son partenariat avec le gouvernement à un nouveau niveau. Simultanément, la compréhension du rôle que joue le secteur privé dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, au-delà de l'ODD 8, s'est avérée problématique dans la plupart des pays. Dans de nombreux pays, ce rôle est encore perçu à travers le prisme de la

responsabilité sociale des entreprises. Le bilan du dialogue public-privé et des actions conjointes dans le Sud semble être en deçà des engagements exprimés par les gouvernements à l'égard de l'Agenda 2030.

En résumé

Les examens des tendances régionales et les analyses par pays présentés ci-dessus illustrent les expériences à la fois communes et uniques des premières années des ODD dans le Sud. Un trait commun de ce processus est l'intérêt et l'initiative dont ont fait preuve les régions et les pays pour adopter l'Agenda 2030.

L'accent mis sur l'éradication des privations humaines et les changements structurels tout en introduisant les ODD est évident sur les trois continents, mais on peut noter quelques variations. Alors qu'une région a mis l'accent sur la pauvreté et les conflits (Afrique), d'autres ont mis l'accent sur les préoccupations environnementales (Asie) et sur les questions liées à la gouvernance et à l'inégalité (Amérique latine). Un autre aspect qui ressort dans tous les cas est l'absence de tout mécanisme de coopération régionale efficace qui permettrait d'encourager la réalisation des ODD. Cependant, un programme continental (en Afrique) a été élaboré conformément à l'Agenda 2030.

Les pays du Sud ont intégré avec énergie les ODD dans leurs contextes nationaux respectifs. Au cours de ce processus, ils ont rencontré des « défis de première génération » et les ont résolus avec plus ou moins de succès. La plupart des pays ont adopté de manière satisfaisante l'Agenda 2030 dans le cadre de leurs plans, programmes et politiques nationaux existants. Cependant, la restructuration des cadres politiques n'est pas encore visible dans les changements de priorités des gouvernements en matière d'allocation des ressources. D'autre part, les pays ont, en général, mis en place des mécanismes dédiés à la mise en œuvre des ODD, mais l'approche en silo au sein des administrations publiques se poursuit largement.

Le défi le plus sérieux qui affecte les plans de mise en œuvre des ODD des pays provient de leur manque de ressources financières. La situation est encore aggravée par un manque de prévisibilité concernant le flux de l'aide internationale au développement. La deuxième dimension la plus urgente des plans de mise en œuvre des ODD au niveau national est le manque de données qui compromet les efforts visant à identifier les personnes « laissées pour compte », ce qui entrave la possibilité d'évaluer les progrès à un niveau désagrégé.

Le succès de la fusion de partenariats multipartites pour réaliser les ODD a été déterminé par l'espace laissé aux acteurs non étatiques dans leurs pays respectifs. La recherche d'une modalité efficace d'engagement du secteur privé dans la promotion des ODD (au-delà de son rôle traditionnel qui est d'améliorer les investissements, promouvoir l'emploi et les revenus, lequel est évalué à travers le prisme de la responsabilité sociale des entreprises) n'a pas encore rencontré un succès raisonnable.

Alors que les pays du Sud continuent à relever les premiers défis de l'actualisation des ODD dans le cadre de leurs réalités respectives, ils prennent également progressivement note des « défis de deuxième génération » qui sous-tendent le continuum du processus. Ces nouveaux défis sont examinés dans le chapitre suivant.

Références

- Adeniran, A., Onyekwena, C., Onubedo, G., Ishaku, J., & Ekeruche, A. (2020). *Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications* (Occasional Paper Series No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>
- Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Occasional Paper Series No. 65). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>
- Andersen, L., Medianceli, A., Maldonado, C., & Hernani-Limarino, W. (2020). *A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education* (Occasional Paper Series No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>
- Beneke de Sanfeliú, M., Milan, S., Rodríguez, A., & De Trigueros, M. (2020). *The implementation process of the SDGs: Latin America regional survey* (Occasional Paper Series No. 68). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-implementation-process-of-the-sdgs-latin-america-regional-survey>
- Bhattacharya, D., Khan, T. I., Rezvana, U. S. & Mostaque, L. (2016). *Moving Forward with the SDGs: Implementation Challenges in Developing Countries*. Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Disponible sur : <http://library.fes.de/pdf-files/iez/12673.pdf>
- Crentsil, A., Fenny, A., Ackah, C., Asuman, D., & Otioku, E. (2020). *Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana* (Occasional Paper Series No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>
- Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. (2019). *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*. United Nations Publication. Disponible sur : https://www.unescap.org/sites/default/files/publications/ESCAP_Asia_and_the_Pacific_SDG_Progress_Report_2019.pdf
- Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector* (Occasional Paper Series No. 66). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>

Kasirye, I., Ntale, A., & Venugopal, G. (2020). *Implementation progress of the SDGs: Sub-Saharan Africa regional survey* (Occasional Paper Series No. 66). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/implementation-progress-of-the-sdgs-sub-saharan-africa-regional-survey-2/>

Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). *Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India* (Occasional Paper Series No. 62). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>

Organisation de coopération pour le développement économique & Programme des Nations unies pour le développement. (2019). *Making development co-operation more effective: How development partners are promoting effective, country-led partnerships* (Part II of the Global Partnership 2019 Progress Report). OECD, UNDP. Disponible sur : <http://www.oecd.org/dac/effectiveness/Part-II-of-the-Global-Partnership-Progress-Report.pdf>

Programme des Nations unies pour le développement [PNUD] (2018-2019). *Human Development Data* (1990-2018). Disponible sur : http://hdr.undp.org/en/data?fbclid=IwAR1Vl13iPbddWC_WQuL9bQyrpmLh-2liBKCsYtClhO_vxDm1INyP4pzL6Lk

Rahman, M., Khan, T. I., & Sadique, Z. (2020). *SDG implementation progress: What does the Asian experience reveal?* (Occasional Paper Series No. 67). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/sdg-implementation-progress-what-does-the-asian-experience-reveal/>

3

Comprendre les défis de deuxième génération de la mise en œuvre des ODD

Debapriya Bhattacharya
Sayeeda Jahan



Introduction

Ce chapitre examine les expériences nationales et régionales concernant trois questions transversales qui sous-tendent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il regroupe les principales conclusions des études par pays relatives au principe de « ne laisser personne pour compte », aux synergies et aux compromis entre les Objectifs, et à l'impact des dimensions systémiques mondiales abordées dans le cadre de réalités contextuelles spécifiques. Ces trois séries de sujets constituent les « défis de deuxième génération » pour la mise en œuvre des ODD, distincts des défis initiaux auxquels les pays du Sud ont été confrontés.

Cadre analytique

L'Agenda 2030 est un programme complet et holistique comportant des Objectifs, des Cibles et des Indicateurs spécifiques, mis en œuvre sous la responsabilité des pays et reflétant les priorités et les réalités nationales. Ces Objectifs programmatiques discrets sont unifiés autour de trois piliers (économique, social et environnemental). Ils sont également liés par un certain nombre de principes, parmi eux, le principe selon lequel le succès de l'Agenda sera jugé à l'aune des progrès de ceux qui sont les plus éloignés de la frontière du développement. À cette fin, chaque pays doit identifier les personnes « laissées pour compte » —marginalisées du système de développement national— et adopter des politiques et des programmes spécifiques pour surmonter cette situation.

La présence de 17 Objectifs, 169 Cibles et 231 Indicateurs ne présuppose pas qu'ils soient abordés de manière additive. L'inclusion de tous les Objectifs et Cibles dans les stratégies nationales de développement peut ne pas générer de résultats progressifs ; il peut y avoir des synergies et des compromis entre eux. Chaque pays, tout en identifiant son cadre national de priorités en matière d'ODD, est censé envisager ces synergies et compromis potentielles au moins au niveau des Objectifs, voire des Cibles. Une telle approche optimisera le cheminement des pays vers la réalisation des ODD et maximisera les résultats des efforts nationaux.

De plus, bien que les ODD soient mis en œuvre au niveau national, toutes les économies du Sud sont liées à l'économie mondiale par le biais du commerce international, des investissements et de la migration. Les règles mondiales concernant les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux technologies déterminent souvent la nature et le rythme du développement national. Il existe également de nombreux engagements mondiaux dans le cadre de l'Agenda 2030, notamment le versement de l'aide publique au développement (APD), qui sont d'importants facilitateurs de la mise en œuvre des ODD au niveau national. Il n'est pas moins important de contrer les répercussions du changement climatique par le biais d'initiatives mondiales concertées. Les pays qui tombent dans des situations de conflit, lesquelles sont favorisées par des facteurs régionaux et internationaux, deviennent une préoccupation supplémentaire. Ainsi, l'ODD 17 souligne la nécessité d'une « cohérence » des politiques et des institutions mondiales

qui soutiennent la réalisation des ODD et permettent aux pays en développement de disposer d'un « espace politique ».

Tableau 3.1. Cadre des analyses

Problématiques	Description
Ne laisser personne pour compte	Dans tous les pays étudiés on constate des vulnérabilités multidimensionnelles. Bien que chaque variable soit importante, c'est leur chevauchement qui détermine la probabilité que certains groupes soient laissés le plus pour compte. Les critères d'exclusion ne sont pas statiques, mais plutôt dynamiques et évoluent au fil du temps.
Synergies et compromis	Une synergie est une situation dans laquelle les politiques liées à un sujet soutiennent la réalisation d'Objectifs et de Cibles liés à ce sujet et augmentent également la réalisation d'autres objectifs interdépendants. Un compromis est une situation où les politiques dans un domaine ont un effet négatif sur la possibilité d'atteindre d'autres Objectifs et Cibles.
Questions systémiques mondiales	Les questions systémiques mondiales concernent des aspects du développement qui dépassent le champ d'action des gouvernements nationaux. L'Agenda 2030 reconnaît ces questions principalement dans l'Objectif 17, qui porte sur les règles de gouvernance internationale en matière de finances, de technologie, de renforcement des capacités et de commerce.

Source : Southern Voice (2017).

Ces trois aspects qui caractérisent la réalisation des ODD les distinguent également de la mise en œuvre des OMD. L'agenda des OMD comportait des problématiques telles que la réduction de la pauvreté, les droits en matière d'égalité des sexes et les préoccupations environnementales intégrées dans ses huit objectifs, mais la hiérarchisation des objectifs et cibles au niveau national n'a pas été consciemment poursuivie. Ces interconnexions entre les objectifs et les cibles n'ont pas été suffisamment reconnues, et l'efficacité du partenariat mondial (OMD 8) est restée le « maillon le plus faible ». Les ODD cherchent à briser cette « approche en silo », tant au niveau national que mondial.

Les principales composantes du cadre conceptuel déployé pour analyser les questions transversales pour les études de la SVSS découlent de la figure 1.2 présentée dans le chapitre 1 du Rapport. Les trois questions transversales permettent des définitions multiples, de sorte que pour éviter toute ambiguïté conceptuelle, chaque étude nationale suit principalement les définitions afférentes au principe de « ne laisser personne pour compte » (LNOB, en anglais), de « synergie et compromis » (S&C) et de « question systémique mondiale » (QSM) mentionnées dans le Document conceptuel de la SVSS (Southern Voice, 2017). Le tableau 3.1 présente la portée des trois sujets transversaux abordés dans le présent chapitre ainsi que dans les suivants.

Des preuves ont été fournies par les études menées dans les six pays (Bolivie, Ghana, Inde, Nigeria, Pérou et Sri Lanka).¹ Ces pays sont soit des pays à faible revenu (PFR), soit des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Afin d'explorer les synergies et les compromis entre les ODD, les études se concentrent sur l'accès à une éducation de qualité (ODD 4), travail décent et croissance économique

¹ Les détails des études par pays se trouvent dans la liste à la fin du Rapport.

(ODD 8), à une énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) et aux partenariats mondiaux (ODD 17). Les implications des questions systémiques mondiales ont été étudiées à travers les flux financiers internationaux, l'accès aux technologies et l'automatisation des industries, la prolifération transfrontalière des armes et la cohérence entre les politiques nationales et mondiales.

Dans la section suivante, nous consolidons les messages essentiels émanant de la recherche tridimensionnelle décrite ci-dessus.

Manifestations des défis de deuxième génération de la mise en œuvre des ODD – un aperçu

Bien que les pays du Sud n'aient pas encore pleinement intégré les questions transversales dans leur planification nationale et leurs cadres opérationnels pour la mise en œuvre des ODD, ils les abordent dans le cadre d'autres efforts. L'importance de renforcer cet aspect de la réalisation des ODD est mise en évidence par les études par pays menées dans le cadre de la SVSS. Ces études révèlent les manifestations quant aux choix à faire pour identifier les laissés-pour-compte, lorsqu'il s'agit de donner la priorité à des ODD spécifiques et d'atténuer les retombées des processus mondiaux.

Les trois questions transversales seront examinées en détail dans les chapitres 4, 5 et 6, mais dans la présente section, nous nous efforçons de dégager les messages essentiels de ces enquêtes tridimensionnelles. Les principales conclusions ont été regroupées dans le tableau 3.2. Toutefois, nous avons choisi chacune de ces trois questions transversales ci-dessous pour délimiter les points communs et les particularités des expériences au niveau des pays et celles qui sont spécifiques aux ODD.

Tableau 3.2. Principales conclusions sur les sujets transversaux au niveau national

Pays	Ne laisser personne pour compte	Synergies et compromis	Questions systémiques mondiales
Bolivie	Les hommes jeunes, urbains et non indigènes sont le groupe le plus souvent laissé pour compte	Relation bidirectionnelle entre l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 4 (éducation) — renforcée dans les deux sens et n'ayant aucun impact sur les résultats	Les changements technologiques et l'émigration incontrôlée ou « fuite des cerveaux » (avec une migration nette négative) influencent l'état de l'éducation
Pérou	Les jeunes qui ne sont ni dans l'éducation, ni dans l'emploi, ni dans la formation (NEET, en anglais) sont laissés pour compte (ODD 8). Ils se trouvent dans des conditions d'emploi précaires (sans salaire minimum, sans stabilité professionnelle et sans accès aux prestations sociales)	Les principales S & C : ODD 4 et ODD 8 Le renforcement du capital humain (ODD 4) augmente la productivité (ODD 8), crée une synergie unidirectionnelle	Les grandes disparités dans l'accès aux TIC selon les régions géographiques — différenciées par la ruralité et le développement socio-économique — ont fait que la progression mondiale des TIC dans l'éducation est passée d'être un atout à devenir un problème
Ghana	Le faible niveau d'éducation, le niveau de pauvreté et les lieux de résidence défavorisés sont les facteurs clés qui déterminent ceux qui seront davantage laissés pour compte en ce qui concerne l'accès à l'énergie propre	L'accès à l'énergie propre améliore l'état de santé des pauvres — crée une synergie unidirectionnelle	L'absence d'un soutien adéquat à la recherche et au développement (R&D) de la part des partenaires de développement internationaux entrave l'accès aux technologies à haut rendement énergétique

Nigeria	Le genre, les disparités régionales et les différences entre zones rurales et urbaines sont les principaux facteurs qui déclenchent l'exclusion	Synergie bidirectionnelle entre l'éducation (ODD 4) et l'égalité des genres (ODD 5) – renforce les deux	Le résultat d'une éducation de qualité dépend fortement de facteurs externes tels que l'accès à la technologie, la prolifération des armes et la disponibilité de l'aide internationale
Inde	Un chevauchement entre l'accès limité aux ressources, les normes sociales et les questions de sécurité (en particulier sur le lieu de travail) est un facteur dissuasif pour la participation des femmes au marché du travail	Génère une relation bidirectionnelle neutre entre l'éducation (ODD 4) et l'égalité des genres (ODD 5) car les normes sociales contextuelles sont plus importantes pour les compromis	L'accès limité aux technologies et aux compétences, face à l'imminence de la quatrième révolution industrielle (4IR, en anglais), a des répercussions négatives disproportionnées sur la main-d'œuvre féminine
Sri Lanka	L'avantage lié à la localisation, y compris la nature de la main-d'œuvre (résidente ou migrante), joue un rôle décisif dans le fait d'être laissé pour compte	Les principales S & C : ODD 8 et ODD 12 La croissance économique entraîne du gaspillage dans la consommation et donc produit des compromis unidirectionnels entre le travail décent (ODD 8) et la consommation et la production durables (ODD 12)	L'adoption de l'automatisation et des nouvelles technologies au niveau mondial façonne le marché du travail, désavantageant les femmes dans la main-d'œuvre (en particulier dans l'industrie textile)

Source : rassemblés à partir de Adeniran, Onyekwena, Onubedo, Ishaku & Ekeruche (2020) ; Nair, Shah & Sivaraman (2020) ; Crentsil, Fenny, Ackah, Asuman & Otioku (2020) ; Andersen, Medianceli, Maldonado & Hernani-Limarino (2020) ; Alcázar, Bullard & Balarin (2020) ; Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana (2020).

Le principe LNOB au niveau des pays

Le principe « ne laisser personne pour compte » (LNOB, en anglais) a été proposé comme le premier des cinq principes de base pour le cadre post-2015. La prééminence de ce principe provient de l'expérience des OMD, lorsque les succès au niveau national n'ont pas nécessairement été équivalents dans les populations défavorisées et marginalisées. L'expérience suggère que cette différence dans la réalisation des OMD est due aux disparités sociales et aux pratiques d'exclusion prédominantes liées au lieu de résidence, au niveau de revenu et à la situation patrimoniale, au genre, à l'ethnicité et aux autres identités, au handicap et aux questions liées au cycle de vie. Ces groupes de personnes sont restés très vulnérables aux chocs liés au marché et aux catastrophes naturelles. En outre, la mauvaise qualité de la gouvernance politique peut encore accentuer la position défavorisée de ces personnes vulnérables. En conséquence, en faisant du LNOB le leitmotiv de l'Agenda 2030, il est devenu impératif de procéder à une évaluation désagrégée de l'accomplissement de chaque ODD. De cette manière, les questions sont non seulement liées à l'éradication de l'extrême pauvreté, mais elles faisaient également de la promotion de la justice sociale et de l'équité une exigence irremplaçable pour une mise en œuvre réussie de l'Agenda 2030.

Les études par pays établissent une grande similitude entre les facteurs prédisant les tendances d'exclusion socio-économique (et politique). Ces facteurs se manifestent à des degrés d'intensité différents dans des contextes nationaux différents. De plus, les groupes laissés pour compte sont victimes de multiples processus d'exclusion, ce qui entraîne un chevauchement des vulnérabilités. Il faudrait isoler les facteurs de second ordre responsables de la situation. Il est essentiel de noter qu'aucun ensemble de facteurs globaux ou de second ordre n'est plus responsable de l'exécution de tous les ODD dans un pays ; il existe de grandes variations à cet égard. Nous constatons également



En faisant du LNOB le leitmotiv de l'Agenda 2030, il est devenu impératif de procéder à une évaluation désagrégée de l'accomplissement de chaque ODD.

que les laissés-pour-compte ne constituent pas un groupe statique, mais que des dynamiques différentes les touchent constamment, ce qui modifie la nature dominante de leurs vulnérabilités.

Les observations susmentionnées peuvent être illustrées par les expériences des pays concernant la mise en œuvre des ODD 4 (éducation de qualité) et 8 (travail décent et croissance économique). Si la situation géographique (rural/urbain, endroits isolés) et le genre sont les facteurs discriminatoires communs à la réalisation des deux ODD, le premier est plus dominant en ce qui concerne l'accès au travail décent, tandis que le second est plus critique pour l'accès à l'éducation. Des spécificités inhibitrices au niveau national (facteurs de second ordre) peuvent également être notées dans la réalisation des deux ODD. Par exemple, au Nigeria et en Bolivie, le handicap physique des enfants a été identifié comme un obstacle à l'accès à l'éducation ; en Inde, les normes de genre et les problèmes liés à l'absence de sentiment de pouvoir et d'autonomie sont considérés comme un obstacle. Il est intéressant de noter que si la Bolivie met en évidence les conditions défavorables des jeunes hommes non indigènes vivant dans les zones urbaines, le Nigeria et le Pérou soulignent, en revanche, la position marginalisée des minorités indigènes et ethniques. L'évolution des conditions de développement (par ex., la connexion de régions isolées à de nouveaux projets d'infrastructure) peut transformer la nature de la vulnérabilité. En Inde, par exemple, l'absence de sécurité adéquate pour les femmes qui se rendent de leur domicile à leur lieu de travail en empruntant des routes nouvellement construites est prononcée. Au Sri Lanka, la situation défavorisée des travailleuses ne s'exprime non pas par un accès limité à l'éducation générale, mais par l'acquisition limitée de compétences permettant l'usage des nouvelles technologies. Au Nigeria, les conflits internes ont nui au progrès économique et à la cohésion sociale.

En résumé, il existe une similitude globale entre les facteurs qui perpétuent la position défavorisée de certains groupes dans différents pays. Cependant, un examen plus approfondi révèle des facteurs de discrimination de second ordre, qui ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les constellations de facteurs défavorables doivent être considérées dans le contexte de leur dynamique changeante, ce qui implique que l'identification des laissés-pour-compte doit être un processus continu. Cela exigerait, bien entendu, la disponibilité de bases de données actualisées avec les niveaux de désagrégation nécessaires. En outre, le chevauchement des sources de vulnérabilité des laissés-pour-compte nous incite à examiner la transversalité de ces facteurs. La dernière question est exposée de manière très instructive à travers la discussion sur les synergies et les compromis entre et parmi les ODD.

Synergies et compromis

La nature interconnectée de l'Agenda 2030 exige que les décideurs politiques considèrent les ODD comme un « tout indivisible ». Les Objectifs et les Cibles se renforcent mutuellement dans la plupart des cas, mais pas dans tous. Néanmoins, la gestion de cette dimension de la mise en œuvre des ODD comporte d'importantes subtilités conceptuelles et opérationnelles. La pénurie de données nécessaires a

compliqué davantage encore les aspects pratiques de cette tâche. Bien que le Sud reconnaisse la nécessité de comprendre les interconnexions des ODD, les pays n'ont pas encore fait de progrès tangibles à cet égard, car leurs cadres nationaux de priorités pour l'Agenda 2030 ont déjà été préparés. Toutefois, la compréhension de ces interconnexions devient progressivement plus importante à mesure que les pays tentent d'identifier les conditions permettant de maximiser leurs efforts et d'apporter des corrections à mi-parcours. Le sujet attire de plus en plus l'attention pour renforcer l'impact des initiatives de mise en œuvre des ODD sur les laissés-pour-compte.

Les études par pays de la SVSS, lesquelles visent à apporter une contribution dans ce domaine, ont exploré la nature des synergies et des compromis dans la poursuite parallèle de certains ODD dans des contextes de développement spécifiques. Au total, 11 paires uniques d'ODD ont été analysées dans le cadre de cet effort, en appliquant diverses approches méthodologiques pour obtenir des résultats communs mais uniques. Les études par pays ont utilisé des approches quantitatives, qualitatives et mixtes dans leurs recherches. Les modèles logit, l'analyse factorielle, la simulation contrefactuelle, l'analyse des tendances et des réseaux, l'analyse textuelle, les entretiens, les groupes de discussion et les analyses de la littérature ont été utilisés. Les études ont montré que les synergies et les compromis se produisent à différents niveaux, y compris au niveau individuel, familial, régional et national. Au-delà de la dépendance géographique, le double processus de synergies et de compromis est conditionné par les délais, la technologie et les facteurs liés à la gouvernance. Les résultats concernant l'orientation des deux ensembles d'interactions n'ont pas été moins intéressants.

Comme prévu, l'incidence des synergies (relations positives) entre les ODD a été principalement observée (et rarement des relations neutres ou négatives). Par exemple, l'accès à une énergie propre et abordable (ODD 7) a un lien positif avec la santé et le bien-être (ODD 3). De même, l'éducation de qualité (ODD 4) a des interactions positives avec le travail décent (ODD 8) au Pérou, et l'égalité des genres (ODD 5) au Nigeria. Cependant, le récit se complique lorsque l'on constate qu'une éducation de qualité a eu un effet « neutre » sur la pauvreté (ODD 1) en Bolivie et sur l'égalité des genres en Inde. Ces relations neutres sont bidirectionnelles. Ces résultats divergents pour des ensembles similaires d'ODD s'expliquent par le niveau d'inégalité des revenus (Pérou), la dépendance à l'égard des délais (Nigeria) et le contexte géographique spécifique (Nigeria), par rapport aux normes et pratiques sociales (Inde) et à la nature de la politique publique (Bolivie).

Le rare cas montrant des compromis a été la relation entre le travail décent et la croissance économique (ODD 8) et la consommation et la production responsables (ODD 12), car la croissance économique entraîne une consommation générant du gaspillage. Les relations négatives observées au Sri Lanka entre les ODD mentionnés sont supposées être causées par des politiques de tarification déformées du gouvernement. Toutefois, l'étude en question souligne que la relation est unidirectionnelle ; une réduction du gaspillage de la production et de la consommation peut ne pas entraîner une réduction de la croissance économique.

Ce bref exposé de l'interface problématique entre les différentes paires d'ODD a des implications politiques majeures pour le renforcement de la stratégie des ODD des pays en développement. Tout d'abord, compte tenu des cadres nationaux prioritaires des ODD, chaque pays devra établir l'interrelation entre ces Objectifs et Cibles identifiés dans son propre contexte pour maximiser les synergies et réduire les compromis. Deuxièmement, les politiques publiques ainsi que les normes et pratiques sociales ont un rôle important à jouer pour favoriser les synergies et atténuer les compromis. Troisièmement, ces explorations doivent être répétées car les relations observées sont temporellement dépendantes, ce qui implique qu'une relation actuellement positive peut devenir négative au fil du temps et vice versa.

Aborder les questions systémiques mondiales

Les questions systémiques mondiales font référence aux aspects du développement qui dépassent le champ d'action des gouvernements nationaux et qui sont influencés par la conduite des politiques et des institutions mondiales. Les questions systémiques mondiales sont pertinentes car elles influencent la mise en œuvre des ODD dans les contextes nationaux et influent sur la capacité d'un pays à atteindre les objectifs fondamentaux de l'Agenda 2030, y compris le principe de « ne laisser personne pour compte ». Les facteurs mondiaux sont mis en œuvre dans le contexte national par le biais de transactions transfrontalières sur les marchés des facteurs et des produits. Ces transactions sont délimitées par des cadres réglementaires et institutionnels mondiaux, ainsi que conditionnées par les pouvoirs externes du marché. Ainsi, les canaux de transmission de ces influences internationales comprennent l'exportation de biens et de services, les flux de financement et d'investissements, les droits de propriété intellectuelle et les régimes des TIC, ainsi que le comportement des marchés mondiaux des matières premières et des capitaux. Les migrations, le changement climatique et les conflits internes et transfrontaliers exercent une pression supplémentaire sur ces relations. Les conditions de ces échanges internationaux vont souvent à l'encontre des PFR et des PRITI, car leur participation et leur voix sont marginales dans l'élaboration des règles et réglementations mondiales et la nature de leurs pratiques.

L'intégration de l'ODD 17 dans l'Agenda 2030 est une reconnaissance de facto de la pertinence des facteurs mondiaux dans la réalisation des ODD au niveau national. Le « partenariat mondial » promis est censé atténuer les désavantages subis par les économies plus faibles du Sud grâce à un soutien dans des domaines tels que l'accès à des financements concessionnels, aux marchés de produits et à la technologie. Des intentions ont également été exprimées dans le cadre de l'ODD 17 pour inculquer la « cohérence » dans les politiques mondiales et la conduite institutionnelle afin de fournir des conditions de jeu équitables aux pays en développement. Les gains d'efficacité résultant d'un meilleur fonctionnement des marchés et des institutions mondiales pourraient accroître la base de ressources des PFR et des PRITI.

Curieusement, ce défi de la mise en œuvre des ODD est resté l'une des dimensions sous-estimées de la réalisation de l'Agenda 2030. L'importance du partenariat mondial et sa situation inadéquate ont



L'intégration de l'ODD 17 dans l'Agenda 2030 est une reconnaissance de facto de la pertinence des facteurs mondiaux dans la réalisation des ODD au niveau national.

reçu une attention limitée dans les ENV présentés par les pays en développement. Le rôle de la coopération Sud-Sud et de l'intégration régionale dans le contexte de la réalisation des ODD est resté assez discret dans ces présentations lors de plusieurs Forums politiques de haut niveau (FPHN). On pourrait dire qu'à mesure que les PFR et les PRITI progresseront, ils s'intégreront davantage à l'économie mondiale et que l'influence des facteurs mondiaux sera plus importante dans leurs économies respectives. En effet, la gestion des facteurs mondiaux apparaîtra comme l'un des principaux défis de la mise en œuvre des ODD dans ces pays.

Guidées par les perspectives ci-dessus, les études par pays de la SVSS apportent des contributions essentielles à l'amélioration de notre compréhension des implications des questions systémiques mondiales afin de permettre une réalisation efficace des ODD. Les études par pays soutiennent que les facteurs mondiaux pourraient avoir des impacts à la fois positifs et négatifs sur la mise en œuvre nationale. Pour l'analyse des facteurs globaux, les études ont adopté des méthodologies quantitatives et qualitatives, en utilisant des données secondaires et primaires. Ces méthodologies comprenaient des entretiens avec des personnes clés jusqu'aux boucles causales, en passant par l'évolution de la conception et des analyses du cadre des mécanismes de transmission. Les études ont examiné la nature des interfaces mondiales avec les efforts nationaux de mise en œuvre des ODD dans des domaines tels que le flux de financement concessionnel, l'accès à la technologie et à l'innovation, les dépenses de recherche et développement, et la paix et la sécurité. Les défis posés par l'imminente quatrième révolution industrielle (4IR, en anglais) —une épée à double tranchant— apparaissent comme un sujet de grave préoccupation.

L'étude nigériane révèle que divers facteurs externes, allant d'une aide internationale limitée à la prolifération transfrontalière des armes, affectent le secteur de l'éducation du pays. Plus de la moitié des écoles du nord-est du Nigeria sont fermées en raison de la violence infligée par « Boko Haram », qui se traduit par « l'éducation occidentale est un péché ». Les guerres et les conflits régionaux ont laissé le Nigeria et d'autres pays similaires avec un grand nombre d'enfants non scolarisés, mettant ainsi sérieusement en danger la réalisation de l'ODD 4.

L'étude sri-lankaise révèle que l'approfondissement de l'automatisation et l'adoption de nouvelles technologies au niveau mondial entraînent des changements structurels majeurs dans le panorama de l'emploi du pays. La main-d'œuvre féminisée de l'industrie textile est incapable d'améliorer ses compétences pour tirer profit de la productivité potentielle et de la croissance des revenus induites par le déploiement de la 4IR. Les travailleuses sont reléguées à des emplois mal rémunérés, souvent informels. Cela implique que l'objectif de création d'emplois décents (ODD 8) est compromis par les nouvelles technologies.

En effet, un certain nombre des études par pays exposent comment les circonstances mondiales affectent l'acquisition de compétences et de capacités face à la transformation technologique en cours. De grandes disparités dans l'accès aux TIC en fonction de la région, de la ruralité et du niveau socio-économique ont conduit la progression mondiale des TIC dans l'éducation à devenir un problème au lieu d'un atout au Pérou. En ne parvenant pas à réaliser une transition vers des industries



Des données en provenance du Ghana montrent que les flux d'aide internationale dédiés à la scolarisation ont été précieux pour accroître l'accès à l'éducation, bien qu'il y ait un écart dans ses contributions à l'amélioration de la qualité de l'éducation.

hautement qualifiées hautement productives, le Pérou est pris au piège dans un modèle fondé sur des revenus moyens et une croissance non-durable. Parallèlement, l'étude de cas indienne indique que même si un nombre écrasant de femmes utilisent les ressources de l'internet, c'est surtout pour accéder aux réseaux sociaux, tandis qu'une part marginale seulement les utilisent pour accéder à des services de banque en ligne ou de comptabilité. Cela fait allusion à l'absence d'inclusion financière formelle et technologique des femmes, qui pourrait avoir un impact sur leur autonomisation économique et leur permettre de réduire le temps passé travailler de façon non rémunérée ou à faire des courses.

Des données en provenance du Ghana montrent que les flux d'aide internationale dédiés à la scolarisation ont été précieux pour accroître l'accès à l'éducation, bien qu'il y ait un écart dans ses contributions à l'amélioration de la qualité de l'éducation. Toutefois, le manque de soutien à la recherche et au développement (R&D) de la part des partenaires du développement entrave l'accès aux technologies à haut rendement énergétique. D'autre part, les changements technologiques et l'émigration incontrôlée ou « fuite des cerveaux » (avec une migration nette négative) influencent l'état de l'éducation en Bolivie. Une partie considérable de la population bolivienne est constituée d'émigrants résidant à l'étranger, et parmi eux se trouvent de nombreux professionnels hautement qualifiés. Ce fonctionnement pervers du marché du travail mondial prive les pays du Sud de capacités nationales indispensables pour réaliser avec succès les ODD.

Les études par pays suggèrent également que la coopération régionale et les partenariats mondiaux peuvent réduire les inégalités d'accès à l'énergie domestique lorsqu'ils sont financés de manière adéquate et mis en œuvre de manière équitable. Cependant, l'énergie durable reste une question controversée pour de nombreux pays fortement dépendants des combustibles fossiles. Les dynamiques géopolitiques et les intérêts économiques peuvent avoir un impact sur la capacité des pays à fournir une énergie propre et d'un coût abordable.

Les preuves fournies par les études de la SVSS font ressortir deux messages majeurs. Premièrement, le Sud doit être conscient des contributions déterminantes qu'une interface avantageuse avec les facteurs mondiaux pourrait apporter à la réalisation des ODD. Ainsi, ces pays devront intégrer efficacement la dynamique mondiale dans leurs stratégies nationales de mise en œuvre des ODD. Deuxièmement, le Sud, tout en envisageant une interface internationale positive de leurs économies, accorde une plus grande importance à l'accès aux technologies, à l'acquisition de compétences de niveau international et à l'investissement dans la R&D. Cela contraste avec les aspirations traditionnelles à une augmentation de l'aide internationale, des marchés d'exportation et les IDE.

En résumé

Alors que les pays du Sud progressent dans l'actualisation des multidimensionnels ODD et ses multiples couches, ils vont se trouver confrontés à des défis distincts de ceux qui ont été identifiés au cours des premières années de l'Agenda 2030. Parmi ces « défis de deuxième génération » de la mise en œuvre des ODD, trois préoccupations se

dégagent. Il s'agit (i) d'identifier ceux qui ont été laissés pour compte dans le processus de développement (et ceux qui ont été poussés en arrière), (ii) de comprendre les synergies et les compromis qu'implique la poursuite simultanée des Objectifs et des Cibles, et (iii) d'apprécier l'influence des règles, réglementations et arrangements institutionnels mondiaux sur les processus nationaux de mise en œuvre des ODD. La résolution de ces trois séries de défis liés à la mise en œuvre présente des difficultés d'ordre conceptuel, opérationnel, de mesure et de données. L'expérience de la plupart des pays suggère qu'ils ont déjà relevé le premier défi, tandis que la sensibilisation et les capacités concernant les deuxième et troisième défis demeurent assez limitées.

La nature complexe et intégrale des ODD exige une approche commune mais différenciée d'un pays à l'autre. La composition variable des « laissés-pour-compte » l'a montré de façon convaincante. Comme on pouvait s'y attendre, le genre a été un facteur de discrimination majeur (militant contre les femmes) dans presque tous les pays, mais les facteurs de localisation spatiale (au-delà de l'écart entre les zones rurales et urbaines) et la qualité de l'éducation ont émergé avec presque autant de force comme critères définissant le statut marginal des laissés-pour-compte. Les facteurs qui ont entraîné des vulnérabilités de second ordre et qui se chevauchent (par ex., les questions d'identité et les normes sociales) sont tout aussi remarquables. Le processus de développement des pays a évolué en parallèle avec le changement du profil des laissés-pour-compte. Toutefois, il n'a guère été prouvé que l'identification des laissés-pour-compte ait entraîné des changements dans les priorités d'allocation en matière de budgets par les gouvernements.

L'importance de comprendre les interconnexions des ODD est progressivement reconnue par les gouvernements des pays en développement. Néanmoins, les décideurs politiques sont largement convaincus que ces liens sont presque toujours synergiques, sans que les compromis concernés soient réellement pris en compte. Cependant, à mesure que les pays tracent leur chemin optimal — guidés par leurs ODD nationaux prioritaires— pour avoir un impact maximal dans un délai le plus bref, les délibérations concernant les synergies et les compromis entre et parmi les Objectifs vont s'accélérer. Or, l'identification des synergies et des compromis au niveau des Cibles demeurera hasardeuse tant sur le plan analytique qu'empirique. De même, la persistance de querelles intestines entre différentes entités administratives au niveau national empêchera la réalisation de synergies et la minimisation des compromis parmi un ensemble choisi d'ODD.

La dimension internationale de la mise en œuvre des ODD au niveau national n'a pas encore reçu l'attention politique requise dans les pays du Sud. L'analyse systématique des canaux de transmission sur l'impact des marchés et des institutions mondiales sur les circonstances nationales est largement absente. La coopération régionale n'a été explicitement intégrée que dans quelques cas (plus en Afrique, moins en Asie) dans les stratégies des pays pour la réalisation des ODD. Les pays du Sud doivent encore faire preuve d'un enthousiasme critique concernant la demande de cohérence entre les politiques mondiales. D'autre part, les études par pays révèlent que les demandes concernant les modes traditionnels de partenariat mondial (p. ex., le flux de

financement concessionnel et l'accès aux marchés d'exportation) cèdent la place à des demandes d'accès à des connaissances et à un savoir-faire de pointe (notamment dans le domaine des technologies de l'information). Cependant, l'indifférence bienveillante des partenaires internationaux du développement à l'égard des Cibles spécifiques de l'ODD 17, dans le contexte de leur enthousiasme général pour l'Agenda 2030, est assez frappante.

Pour terminer, les trois enjeux mis en évidence ici doivent être considérés de manière distincte dans les contextes spécifiques de chaque pays, mais ils doivent également être considérés comme une tâche composite, qui appelle à être explorée à travers leur causalité circulaire. Par exemple, les pays devraient établir comment les questions systémiques mondiales peuvent faciliter la création de synergies et la réduction des compromis entre et parmi les ODD, en vue d'avoir un impact positif maximal sur le bien-être des laissés-pour-compte. Cela peut même s'avérer un agenda de recherche important dans l'avenir.

Références

Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Publication occasionnelle No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>

Andersen, L.E., Medinaceli, A., Maldonado, C., & Hernani-Limarino, W. (2020). *A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education* (Publication occasionnelle No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>

Adeniran, A., Onyekwena, C., Onubedo, G., Ishaku, J., & Ekeruche, A. (2020). *Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications* (Publication occasionnelle No. 60). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>

Crentsil, A., Fenny, A., Ackah, C., Asuman, D., & Otioku, E. (2020). *Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana* (Publication occasionnelle No. 62). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>

Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector* (Publication occasionnelle No. 65). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>

Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). *Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India*

(Publication occasionnelle No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>

Southern Voice. (2017). *Southern Voice on the State of SDGs (SVSS): An Approach Paper*. Dhaka: Southern Voice. Publication inédite.

4

Ne laisser personne pour compte : une synthèse trans-nationale

Ibrahima Hathie



Introducción

Le concept de « ne laisser personne pour compte » (LNOB, en anglais) est au cœur de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le paragraphe 4 de la Déclaration des dirigeants mondiaux adoptée en septembre 2015 énonce :

Alors que nous nous engageons dans ce grand voyage collectif, nous promettons que personne ne sera laissé pour compte. Reconnaissant que la dignité de la personne humaine est fondamentale, nous souhaitons que les Objectifs et les Cibles soient atteints pour toutes les nations et tous les peuples et pour tous les segments de la société. Et nous nous efforcerons d'atteindre en premier lieu ceux qui ont été le plus laissés pour compte (Nations unies, 2015).

Le concept de LNOB englobe les individus, les groupes et les pays. Il souligne que personne ne doit être laissé pour compte et met en évidence la nécessité de parvenir à un développement durable pour toutes les nations, tous les peuples et tous les segments de la société. Plus important encore, la résolution insiste sur le fait que la priorité doit être donnée aux plus démunis.

L'engagement des États membres des Nations unies de ne laisser personne pour compte implique qu'ils prennent des mesures explicites pour (i) mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et permettre aux laissés pour compte de rattraper leur retard sur ceux qui ont fait des progrès ; (ii) réduire les inégalités et les vulnérabilités qui compromettent la capacité d'une personne à s'extraire de la pauvreté ; et (iii) mettre fin à la discrimination fondée sur le groupe qui entraîne des résultats inégaux pour les marginalisés (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2018 ; Stuart & Samman, 2017).

Ne laisser personne pour compte, signifie donc aller au-delà des moyennes globales et s'assurer que des progrès soient réalisés pour tous les groupes de population sur une échelle désagrégée (Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], 2018). Comme les individus n'ont parfois pas tous les mêmes capacités pour profiter des opportunités, l'égalité en termes d'accès et de chances ne conduit pas nécessairement à l'égalité dans le résultat obtenu (Sen, 1999). Les plus aisés possèdent généralement des actifs, sont bien éduqués et ont accès au capital social (Van Kesteren, Altaf, & de Weerd, 2019). La réduction des inégalités implique une évolution irrémédiable vers l'égalité des chances et des résultats pour tous (Fukuda-Parr & Hegstad, 2018).

Le concept de LNOB est intrinsèquement lié à l'exclusion sociale. Selon De Haan (1999), l'exclusion sociale présente deux caractéristiques principales. D'une part, c'est un concept multidimensionnel dans le sens où les individus peuvent être exclus dans de nombreux domaines de la vie, tels que l'éducation, le logement, l'emploi et la citoyenneté. D'autre part, l'exclusion sociale implique un accent sur les relations, les processus et les institutions sociales qui causent la privation. Par exemple, un groupe de personnes peut être exclu en raison de son identité ou par des propriétaires qui lui interdisent l'accès à la terre ou

à un logement ; les élites politiques peuvent exclure d'autres groupes en raison de droits légaux ; et les marchés du travail peuvent empêcher certaines catégories de personnes d'accéder à l'emploi.

En évaluant les processus d'exclusion, plusieurs auteurs (Addison, Harper, Prowse, Shepherd, Barrientos, Brauholtz-Speight & Moore, 2008 ; Khan, Combaz & McAslan Fraser, 2015 ; Groupe des Nations unies pour le développement durable [UNSDG], 2019) ont signalé cinq dimensions de l'exclusion : (i) la discrimination sociale, (ii) le désavantage spatial, (iii) le statut socio-économique, (iv) la citoyenneté limitée et (v) l'insécurité et les chocs.

Le concept d'intersectionnalité nous aide à comprendre les multiples désavantages qui laissent plusieurs groupes davantage pour compte et les rendent parfois invisibles. C'est le cas, par exemple, lorsqu'un groupe est situé dans une région éloignée, qu'il a le statut socio-économique le plus bas (faibles en revenus) et qu'il appartient à une minorité ostracisée (Khan et al., 2015 ; PNUD, 2018).

La pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sont étroitement liées au LNOB et sont multidimensionnelles. En effet, la plupart des personnes socialement exclues sont pauvres (Hickey & Du Toit, 2007). De même, il existe également de nombreux liens entre les inégalités de groupe (ou inégalités horizontales) et l'exclusion sociale (Khan et al., 2015 ; Stewart, 2004). Les inégalités horizontales se produisent entre des groupes culturellement définis et sont exacerbées lorsqu'il y a un chevauchement des identités culturelles avec des inégalités dans les dimensions politiques, économiques et sociales (Stewart, 2004). En revanche, l'inégalité verticale concerne l'inégalité entre les individus ou les ménages.

Bien que les implications du LNOB fassent l'objet d'un débat approfondi, nous savons peu de choses sur la nature de l'exclusion au niveau des pays. Par conséquent, le principal objectif de cette analyse est de contribuer à combler cette lacune. Nous chercherons à répondre à deux questions clés de recherche : (i) à quoi ressemble l'exclusion dans un pays donné ? (ii) Que signifie être laissé pour compte ?

Ce chapitre sur le LNOB examinera également les liens et les interconnexions entre les trois objectifs : ODD 4 (éducation de qualité), ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (travail décent et croissance économique). Par exemple, les liens entre l'éducation, l'emploi et l'énergie propre peuvent aider à identifier les groupes d'individus laissés pour compte qui sont souvent négligés. Identifier les individus laissés pour compte au niveau national ainsi que la manière dont ils sont exclus nous permettra de mieux comprendre les causes profondes du LNOB et de concevoir des politiques qui traitent cette question. Pour illustrer les défis à relever, le chapitre fera référence aux six études de cas menées dans des pays différents (Bolivie et Pérou en Amérique latine ; Ghana et Nigeria en Afrique ; et Inde et Sri Lanka en Asie) de l'Initiative « l'État des ODD ».

Ce chapitre est divisé en cinq sections. La section qui suit présente le cadre conceptuel. Elle explique comment les concepts d'extrême pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sont liés entre eux pour générer des conditions défavorables durables dans lesquelles certains groupes



La pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sont étroitement liées au LNOB et sont multidimensionnelles.

de personnes sont piégés. Une taxonomie est proposée et sert d'outil pour comparer et contraster les différentes approches du LNOB. La section 3 utilise des études de cas de différents pays pour explorer la manière dont le LNOB est vécu dans différents contextes et milieux. La section 4 analyse l'ensemble des réponses politiques proposées dans chaque étude de cas et détermine si ces réponses sont similaires dans différentes circonstances. La dernière section présente les conclusions du rapport.

Cadre conceptuel

Conceptualisation

Comme indiqué dans l'introduction, l'inégalité horizontale et l'exclusion sociale sont deux concepts étroitement liés. Khan et al. (2015) soulignent que ces deux concepts sont multidimensionnels et comprennent des formes d'exclusion sociale, économique et politique. Mais c'est lorsque les inégalités horizontales sont sévères qu'elles conduisent à l'exclusion sociale.

Les inégalités horizontales existent lorsque des groupes présentant des caractéristiques similaires subissent des désavantages ou des privilèges liés à leur appartenance à des catégories telles que le genre, la race, l'ethnicité, la religion, l'âge ou le handicap. Par conséquent, on entend par inégalités horizontales celles qui touchent des groupes dont la situation économique ne justifie pas la différence dans leur niveau de développement (Klasen & Fleurbaey, 2018).

Contrairement à ces inégalités fondées sur le groupe, l'inégalité verticale (inégalité extrême) désigne l'inégalité entre les individus ou les ménages. Ici, l'accent est mis sur les personnes qui se trouvent en bas de la distribution d'un indicateur clé du bien-être tel que le revenu, l'éducation ou la santé. Elle met en évidence la concentration du pouvoir et de la richesse au sein de l'élite (Fukuda-Parr, 2019).

Pinto (2014) soutient que les inégalités horizontales et verticales ne sont pas des dimensions isolées, soulignant les interrelations entre les catégories sociales (horizontales) et l'inégalité des ressources (verticales). En fait, les systèmes sociaux utilisent des catégories telles que le genre, l'ethnicité, la race ou la religion pour attribuer aux individus et aux ménages des rôles et des positions qui leur permettent d'accéder à des ressources et à des avantages clés. L'accès à ces ressources peut jouer un rôle central dans le façonnement des institutions et des politiques qui renforcent les gains des individus. En conséquence, Pinto suggère de se concentrer sur les inégalités tant horizontales que verticales pour mettre en œuvre avec succès l'Agenda 2030.

Doyle et Stiglitz (2014) appellent à l'élimination des inégalités extrêmes (verticales) car elles ont tendance à entraver la croissance économique et à déstabiliser la stabilité sociale. Puisque les très riches ont tendance à dépenser un pourcentage plus faible de leurs revenus par rapport aux pauvres, les fortes inégalités de revenus et d'actifs (plus grande concentration), entraînent une demande globale plus faible générant une croissance économique plus lente. De même, cette concentration du pouvoir (monopole) génère des inefficacités plus importantes dues

à la recherche de rente. Doyle et Stiglitz (2014) attirent l'attention sur l'importance de l'inégalité des chances, qui est à la fois la cause et la conséquence de l'inégalité des résultats. Il en résulte une inefficacité économique car de nombreux individus n'exploitent pas tout leur potentiel en raison de la prévalence des inégalités d'opportunités. Une des manifestations de cette situation est le manque de mobilité socio-économique qui condamne les individus nés dans des situations précaires à rester au bas de la pyramide sociale toute leur vie.

Le lien entre la discrimination et l'exclusion sociale est également à noter. La discrimination se traduit par un traitement défavorable d'une ou plusieurs personnes sur la base de catégories sociales telles que le genre, la race, l'origine ethnique, la religion, le handicap, la classe sociale ou l'âge. Elle peut prendre la forme d'une discrimination directe ou indirecte. La discrimination directe se produit, par exemple, lorsqu'une personne se voit refuser l'accès à un service d'éducation ou de santé pour des raisons d'identité. La forme indirecte est plus pernicieuse et résulte de règles formelles ou informelles qui touchent des catégories sociales sans les cibler ouvertement (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], 2017). Le rapport des Nations unies sur la situation sociale mondiale 2016 a souligné à juste titre que les normes et comportements discriminatoires sont répandus et constituent un facteur clé d'exclusion sociale (Nations unies, 2016). La discrimination a un impact énorme sur l'inclusion sociale car elle a une incidence sur les chances, le bien-être et le sentiment de pouvoir des personnes (Département des affaires économiques et sociales des Nations unies [UNDESA], 2018).

Ce rapide aperçu des principaux concepts gravitant autour du LNOB montre à quel point ils sont interconnectés, en particulier à quel point la discrimination sociale agit sur l'exclusion sociale, ainsi que les fortes similitudes entre les inégalités horizontales et l'exclusion sociale. Il apparaît également que les inégalités verticales soient peu mobilisées dans la conceptualisation du LNOB et ont donc suscité des critiques (Fukuda-Parr, 2019).

Comme mentionné ci-dessus, plusieurs auteurs proposent cinq dimensions principales de l'exclusion qui peuvent être utilisées pour identifier les individus laissés pour compte (Addison et al., 2008 ; Khan et al., 2015 ; Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique [CESAP], 2017 ; UNSDG, 2019). Il existe un large consensus sur les dimensions sociales, spatiales, économiques et politiques. Il existe toutefois quelques différences notables (Tableau 4.1).

Tableau 4.1. Dimensions de l'exclusion selon des auteurs sélectionnés

Variables / Auteurs	Addison et al., 2008	Khan et al., 2015	CESAP, 2017	GNUDD, 2019	Altaf, 2019
Sociale	Discrimination sociale	Statut social ou identité	Discrimination, marginalisation	Discrimination	Relationnelle
Spatiale	Désavantages spatiaux	Facteurs spatiaux	Désavantage géographique	Géographie	
Économique	Opportunités d'emploi limitées	Statut économique	Socio-économique	Statut socio-économique	Matérielle
Politique	Citoyenneté limitée	Droits et citoyenneté		Gouvernance	
Insécurité et chocs	Pièges d'insécurité			Vulnérabilité aux chocs	
Migration		Migration			
Population dissimulée			Population dissimulée		
Difficile à atteindre			Difficile à atteindre		
Cognitive					Cognitive

Source : Addison et al. (2008) ; Khan et al. (2015) ; CESAP (2017) ; PNUD (2018) ; GNUDD (2019) ; Altaf (2019).
Élaboré par l'auteur.

Les travaux d'Addison et al. (2008) sont particulièrement pertinents dans le cadre des ODD puisqu'ils portent sur les questions liées à la pauvreté chronique et identifient les caractéristiques suivantes :

- La discrimination sociale : les personnes chroniquement pauvres ont souvent des relations sociales qui peuvent les piéger dans des liens d'exploitation ou les empêcher d'accéder aux biens et services publics et privés. Plusieurs facteurs, tels que les systèmes de classes et de castes, le genre, l'identité religieuse et ethnique et l'âge, peuvent être à l'origine de ces relations déséquilibrées.
- Désavantage spatial : vivre dans des endroits éloignés, l'exclusion politique et la faible intégration économique peuvent tous contribuer à la création de pièges de pauvreté spatiaux à l'intérieur d'un pays. Même au sein des villes, certaines zones urbaines peuvent être confrontées à de graves désavantages, notamment des services publics médiocres ou inexistantes, des conditions de vie précaires et des niveaux de violence élevés.
- Opportunités d'emploi limitées : lorsque la croissance économique est limitée ou concentrée dans des enclaves, les opportunités d'emploi sont très limitées et entraînent l'exploitation des personnes les plus pauvres. Vivant dans des conditions précaires, les plus vulnérables survivent sans avoir la possibilité d'accumuler des actifs ou d'investir dans l'éducation de leurs enfants.
- Citoyenneté limitée : en général, les personnes chroniquement pauvres n'ont ni voix politique significative ni représentation politique efficace. Ils vivent dans des sociétés qui les privent de leurs droits les plus fondamentaux.

- Insécurité : les personnes souffrant de pauvreté chronique vivent également dans des situations précaires. Elles doivent souvent recourir à des stratégies de survie pour faire face aux risques, ce qui compromet leur capacité à effectuer des investissements à long terme (tels que l'acquisition d'actifs) qui pourraient éventuellement atténuer leur pauvreté.

De la même manière, Khan et al. (2015) affirment que l'exclusion sociale est multidimensionnelle et contextuelle. Ils identifient les dimensions sociales, spatiales, économiques, politiques et migratoires de l'exclusion.

- La discrimination sociale désigne la discrimination fondée sur le statut social ou l'identité raciale. Ces processus discriminatoires sont souvent profondément enracinés dans les institutions informelles ; ils peuvent également résulter de politiques ancrées dans les institutions formelles.
- La dimension spatiale de l'exclusion dépeint les disparités entre les zones favorisées et défavorisées, y compris les zones rurales et urbaines. Souvent, les espaces géographiquement défavorisés sont occupés par des groupes culturellement et économiquement marginalisés.
- L'exclusion économique désigne les relations de pouvoir, les politiques gouvernementales ciblées ou le lobbying de groupes, qui peuvent entraîner une répartition inégale des ressources et l'accumulation de richesses. L'exclusion économique fait également référence à l'incapacité d'accéder aux marchés du travail, du crédit ou des assurances.
- L'exclusion politique désigne le déni des droits attachés à la citoyenneté. Dans de telles circonstances, l'accès aux ressources, aux institutions ou aux processus décisionnels est refusé à des groupes spécifiques au sein de la société.
- L'exclusion peut également se produire avec la migration, lorsque les migrants ruraux-urbains ne peuvent pas bénéficier des mêmes droits politiques, sociaux et économiques que leurs homologues urbains, les condamnant à des emplois mal payés et à vivre dans des bidonvilles (Khan et al., 2015).

Le GNUDD (2019) a récemment produit un guide qui se concentre sur cinq facteurs du LNOB qui peuvent montrer qui est laissé pour compte, dans quelle mesure et pourquoi. Ces facteurs sont les suivants : (i) la discrimination fondée sur une identité ou un statut supposé ou attribué ; (ii) la géographie, c'est-à-dire les groupes isolés ou exclus en raison de leur situation géographique, avec des facteurs aggravants tels que la dégradation de l'environnement, le manque de transport ou de technologie ; (iii) le statut socio-économique, en particulier la pauvreté et les inégalités multidimensionnelles ; (iv) la gouvernance, c'est-à-dire les lois, les politiques et les institutions empêchant la participation à la prise de décisions ; et (v) la vulnérabilité aux chocs tels que les catastrophes naturelles, les conflits et les chocs économiques. Le cadre du GNUDD est en accord avec les dimensions sociales, spatiales, économiques et politiques d'Addison et al. (2008) et Khan et al. (2015) pour caractériser les individus laissés pour compte.

La CESAP (2017) propose cinq critères pour identifier les sous-groupes cibles de la population susceptibles d'être laissés pour compte. Le



Les individus ou les groupes souffrant de désavantages cumulés ou se chevauchant sont les plus susceptibles d'être les plus laissés pour compte.

premier critère concerne les sous-groupes qui sont « difficiles à atteindre » pour plusieurs raisons, notamment le fait d'appartenir à une minorité, leur activité économique, ou la maladie. La « population dissimulée » représente le deuxième critère et comprend des sous-groupes dont la reconnaissance publique peut constituer une menace critique pour leurs membres (p. ex. LGBT, VIH et SIDA). Le troisième critère regroupe ceux qui sont « exclus, marginalisés ou discriminés » (CESAP, 2017). Ces sous-groupes sont souvent connus mais ignorés la plupart du temps (âge, sexe, minorité religieuse ou ethnicité). Enfin, les critères suivants, le quatrième et le cinquième, regroupent respectivement les sous-groupes vulnérables aux conditions socio-économiques et les sous-populations géographiquement défavorisées (par le climat, l'éloignement ou la précarité des infrastructures).

Le cadre analytique de la CESAP présente plusieurs similitudes avec les auteurs précédents, en particulier dans l'utilisation de trois dimensions de l'exclusion : la discrimination sociale, la géographie et le statut socio-économique. Toutefois, ce cadre introduit deux dimensions qui sont absentes des propositions ci-dessus : les catégories « difficile à atteindre » et « population dissimulée ».

Altaf (2019) fait la distinction entre les pauvres et les extrêmement pauvres. Elle insiste sur la nécessité de mieux conceptualiser ce dernier groupe et d'identifier les causes qui poussent les gens à l'extrême pauvreté. Bien qu'elle reconnaisse les dimensions de l'exclusion d'Addison et al. (2008), elle introduit une nouvelle catégorisation du bien-être : matériel, relationnel et cognitif. La dimension matérielle touche à tous les aspects économiques de l'exclusion : à savoir, l'activité économique, l'emploi et les revenus ainsi que l'accès au logement, à la terre et au bétail, et l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau et assainissement). La dimension relationnelle indique comment les personnes extrêmement pauvres ont un accès limité aux réseaux sociaux essentiels (manque de capital social), y compris la famille, la communauté et d'autres institutions formelles et informelles. La dimension cognitive se concentre sur l'auto-exclusion. Altaf (2019) montre que les personnes extrêmement pauvres ont tendance à s'auto-exclure de plusieurs processus. L'image de soi, l'autonomie ou les sentiments concernant le pouvoir de changer ou d'influencer une situation existante peuvent être des facteurs décisifs qui inhibent les capacités des plus vulnérables. Cette dimension est la principale contribution d'Altaf (2019) aux aspects bien documentés de l'exclusion.

La plupart des auteurs qui analysent le concept du LNOB parviennent à un consensus sur ses cinq principales dimensions (Addison et al., 2008 ; Khan et al., 2015 ; GNUDD, 2019). Il est certainement pertinent d'ajouter la dimension cognitive.

Toutefois, au lieu de créer une sixième catégorie, nous pouvons intégrer le concept d'auto-exclusion dans le contexte plus large de la dimension de la 'discrimination', et l'étendre aux facteurs qui conduisent les personnes à s'auto-exclure. Cela implique l'utilisation de méthodes de recherche qui permettent de mieux comprendre cette dimension cognitive. De même, la dimension de la migration proposée par Khan et al. (2015) fait partie intégrante de la dimension de la discrimination sociale. Dans notre analyse, nous nous appuyons

donc sur les cinq dimensions suivantes : (i) la discrimination sociale ; (ii) les désavantages spatiaux ; (iii) le statut socio-économique ; (iv) la gouvernance ; et (v) les chocs et la fragilité (Tableau 4.2).

Tableau 4.2. Dimension de l'exclusion retenue pour le cadre analytique

Dimensions de l'exclusion	Définition
1. Discrimination sociale	Exclusion fondée sur l'identité : genre, ethnicité, âge, classe, handicap, orientation sexuelle, religion, nationalité, statut indigène, statut migratoire.
2. Désavantage spatial	Exclusion due à la situation géographique ; éloignement ; pièges de pauvreté à l'intérieur du pays ; disparités entre zones rurales et urbaines ; zones géographiquement défavorisées ; espaces physiquement démunis.
3. Statut socio-économique	Désavantages en termes de revenus, d'espérance de vie et de niveau d'éducation ; opportunités d'emploi limitées ; travailleurs exclus, totalement ou partiellement, des trois marchés de base : du travail, du crédit et des assurances.
4. Gouvernance	Exclusion due à des lois, politiques et institutions inefficaces, injustes, irresponsables ou peu réactives ; absence de représentation et de participation (y compris les systèmes de gouvernement informels et traditionnels) ; citoyenneté limitée.
5. Chocs et fragilité	Vulnérable aux revers dus aux effets du changement climatique, des catastrophes naturelles, de la violence, des conflits, des déplacements, des urgences sanitaires, des ralentissements économiques, des chocs sur les prix ou autres chocs.

Source : Addison et al. (2008) ; Khan et al. (2015) ; CESAP, (2017) ; PNUD (2018) ; GNUDD (2019) ; Altaf (2019).
Élaboré par l'auteur.

Dans l'ensemble, la gravité des conditions dans lesquelles les groupes défavorisés ont évolué dépend essentiellement de l'intersectionnalité. L'hypothèse sous-jacente est que les individus ou les groupes souffrant de désavantages cumulés ou se chevauchant sont les plus susceptibles d'être les plus laissés pour compte. De plus, nous considérerons également ceux qui souffrent des difficultés ou des discriminations les plus extrêmes dans un ou plusieurs domaines. Une évaluation contextualisée est essentielle pour identifier les personnes laissées pour compte et proposer des réponses politiques efficaces. La sous-section « Approche méthodologie » donne un aperçu de la manière dont nous appliquons cette méthode en utilisant des études de cas par pays.

Approche méthodologique

Dans la première partie de cette section, nous avons abordé l'ensemble de la littérature récente sur le LNOB, et documenté les facteurs clés qui peuvent aider à identifier qui est laissé pour compte et pourquoi. Les cinq dimensions de l'exclusion serviront de cadre pour analyser le concept du LNOB et pour opérationnaliser le concept d'intersectionnalité dans différents contextes. Le tableau 4.3 présente un résumé de l'approche.

La stratégie d'identification du LNOB cherchera à répondre à deux questions clés : (i) à quoi ressemble l'exclusion dans un pays donné ? (ii) Que signifie être laissé pour compte ? Cette stratégie comprendra trois parties principales :

- Effectuer une analyse par dimensions de l'exclusion pour caractériser les points communs entre les conditions du LNOB parmi les pays étudiés ;
- Analyser la spécificité du LNOB du point de vue des pays étudiés et par le biais des ODD ;
- En s'appuyant sur l'intersectionnalité, explorer les liens entre l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux énergies propres afin d'identifier les groupes laissés pour compte qui sont souvent négligés.

Tableau 4.3. Tableau récapitulatif des études de cas par pays

Approche	Études de cas par pays					
	Bolivie	Pérou	Ghana	Nigeria	Inde	Sri Lanka
Objet	Laissé pour compte dans le système éducatif actuel	Laissé pour compte dans l'éducation de qualité et le travail décent	Évaluer la consommation d'énergie dans les ménages et identifier ceux qui ont été le plus laissés pour compte	Facteurs d'exclusion dans les résultats de l'éducation de qualité	Participation des femmes dans le marché du travail	Conditions socio-économiques et risques d'être laissé pour compte dans le travail durable
Type	Quantitative	Méthodes mixtes	Méthodes mixtes	Quantitative	Méthodes mixtes	Qualitative
Méthodologie	Analyse des régressions ; simulations des fonctions de densité commune	Modèle logistique non linéaire ; participatif basé sur la communauté	Analyse de l'arbre de décision ; régression logistique	Régression logistique ; analyse de la médiation	Fiche d'évaluation citoyenne ; analyse textuelle ; analyse statistique ; analyse factorielle	Histoires de vie
Sources de données	Ministère de l'éducation ; enquêtes standards sur les ménages boliviens	Recensement de l'évaluation des étudiants ; Enquête Young Lives ; Enquête sur les ménages péruviens	Enquête sur les standards de vie au Ghana ; recensement 2010 concernant le logement et la population, politiques énergétiques ; entretiens avec des informateurs clés	Enquêtes démographiques et sanitaires	Recensement de l'Inde ; questionnaire destinés aux ménages	Entretiens approfondis avec travailleurs et professionnels de l'industrie
Niveau d'analyse	Individuel	National, individuel	National, régional, individuel	National, enquêtes démographiques et sanitaires	National, régional, individuel	Individuel

Source : Adeniran, Onyekwena, Onubedo, Ishaku & Ekeruche (2020); Nair, Shah & Sivaraman (2020); Crentsil, Fenny, Ackah, Asuman & Otieku (2020); Andersen, Medianceli, Maldonado & Hernani-Limarino (2020); Alcázar, Bullard & Balarin (2020); Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana (2020).
Élaboré par l'auteur.

Cette stratégie d'identification se reflète dans le tableau 4.4, où les dimensions de l'exclusion (lignes) présentent des points communs intéressants et indiquent les dimensions les plus importantes. De la même manière, les ODD/pays (colonnes) présentent la spécificité du pays en fonction des ODD ciblés.

L'analyse des études de cas par pays pourrait permettre de mieux comprendre les moteurs du LNOB et donc de mieux formuler les interventions politiques. Nous examinerons l'ensemble des politiques présentées et les circonstances sous-jacentes à leur formulation. Nous comparerons et contrasterons également les différentes réponses politiques et indiquerons les similitudes et l'unicité là où cela s'avèrera pertinent. L'analyse des études par pays à travers le prisme du LNOB permettra d'éclairer la manière dont les politiques proposées peuvent répondre aux besoins des laissés-pour-compte. Elle examinera également les implications politiques des résultats.

Tableau 4.4. Principaux facteurs expliquant le fait d'être laissé pour compte dans certains pays

Pays	Bolivie	Pérou	Ghana	Nigeria	Inde	Sri Lanka	
ODD	4	4, 8	7	4	8	8	
Dimensions d'exclusion	Discrimination sociale	Genre, ethnicité, handicap, enfants avec parents en prison	Genre, indigénéité, handicap	Genre	Genre, handicap, nomade, Almajiri	Genre, normes	Genre
	Désavantage spatial	Régions éloignées	Rural/urbain ; disparité régionale	Disparité régionale	Rural/urbain ; disparité régionale		Résidents / migrants
	Statut socio-économique	Revenu	Niveau socio-économique, éducation	Éducation, statut de pauvreté			
	Gouvernance					Structure et sentiment de pouvoir	Règles, régulations, organisation collective
	Chocs et fragilité				Déplacés (conflits)	Sécurité (déplacements pour le travail)	

Source : Adeniran et al. (2020) ; Nair et al. (2020) ; Crentsil et al. (2020) ; Andersen et al. (2020) ; Alcázar et al. (2020) ; Fernando et al. (2020).
Élaboré par l'auteur.

Qui est laissé pour compte et pourquoi ?

Dans cette section, nous examinerons les trois dimensions de l'exclusion relevées dans les études de cas par pays : la discrimination sociale, le désavantage spatial et le statut socio-économique.

Discrimination sociale

L'analyse de la dimension tenant à la discrimination sociale met en évidence quatre variables principales : le genre, l'ethnicité/l'indigénéité, le handicap et la mobilité. Les questions de genre sont des éléments déterminants de l'accès à une éducation de qualité et à un emploi décent, et s'étendent à travers différentes configurations selon les régions, les pays et les niveaux d'éducation et de formation.

”
Si les écarts entre les genres se réduisent dans l'éducation, ces écarts sont omniprésents sur le marché du travail.

Les statistiques montrent que les disparités de genre ont tendance à se réduire au niveau mondial. En 2000, 54% des enfants, des adolescents et des jeunes non scolarisés étaient de sexe féminin, alors qu'à partir de 2016, l'écart a disparu et les filles non scolarisées ne représentent plus que 50% (Institut de statistique de l'UNESCO, 2018). Ces résultats dissimulent toutefois de grandes différences selon les régions et l'âge scolaire. Les filles en âge d'aller à l'école primaire sont défavorisées partout, sauf en Amérique latine et dans les Caraïbes, où les jeunes garçons sont davantage susceptibles de ne pas être scolarisés. Cette région présente la même caractéristique pour les adolescents du niveau secondaire inférieur et les jeunes du niveau secondaire supérieur. Les résultats de ce dernier groupe d'âge scolaire sont plus proches de la parité entre les genres (Institut de statistique de l'UNESCO, 2018).

En Afrique subsaharienne, les filles de tous âges sont davantage susceptibles d'être exclues que les garçons. À l'école primaire, les filles sont 23% plus nombreuses que les garçons à ne pas être scolarisées (Institut de statistique de l'UNESCO, 2018). En Asie, des efforts sont encore nécessaires au niveau du primaire, où les filles sont également davantage susceptibles d'être non scolarisées que les garçons. En revanche, au stade de l'adolescence, la situation est favorable aux filles en Asie du Sud et en Asie de l'Est et du Sud-Est. Seule l'Asie centrale dispose de statistiques favorables pour les garçons. En ce qui concerne le niveau secondaire supérieur, il existe également de grandes disparités en faveur des filles en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Malgré les progrès accomplis en matière de scolarisation des garçons et des filles, les enfants et les adolescents vont à l'école mais n'apprennent pas. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (2017), six enfants et adolescents sur dix dans le monde n'atteignent pas le niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques. La situation est plus dramatique en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et du Sud. En Afrique subsaharienne, par exemple, on estime que 202 millions d'enfants et d'adolescents (88%) ne seront pas capables de lire avec aisance lorsqu'ils auront terminé le primaire et le premier cycle du secondaire. De même, 81% des enfants et des adolescents d'Asie centrale et du Sud n'atteignent pas le niveau minimum de compétence en lecture. La région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est présente des résultats d'apprentissage relativement meilleurs, avec 31% des enfants et des adolescents qui ne savent pas lire couramment. De même, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'enfants et d'adolescents ne maîtrisant pas la lecture est de 36%. Cependant, dans cette région, plus de la moitié (53%) des adolescents du premier cycle du secondaire n'atteignent pas le niveau minimum de compétence en lecture, alors que seulement 26% des enfants du primaire n'y parviennent pas. En contraste, en Amérique du Nord et en Europe, seuls 14% des enfants et des adolescents n'atteignent pas les compétences minimales en ce qui concerne l'apprentissage (lecture et mathématiques). Le récent Rapport sur le développement dans le monde 2018 corrobore ces résultats (Banque mondiale, 2018).

Lorsqu'on l'analyse sous une perspective de genre, l'accès à une éducation de qualité présente des caractéristiques contrastées selon les régions du monde et certains pays. Par exemple, les femmes sont privées de l'accès à une éducation de qualité au Nigeria. Dans l'ensemble, seulement 19% des femmes savent lire, contre 32% des

hommes (Adeniran et al., 2020). Une désagrégation plus détaillée montre que la disparité entre les genres en matière d'éducation de qualité est plus prononcée dans les régions du nord. En outre, pour les hommes, toutes les régions enregistrent un taux supérieur à la moyenne nationale (24%), à l'exception du -nord-est du Nigeria. En revanche, les femmes affichent des résultats inférieurs à la moyenne nationale dans toutes les régions, à l'exception du sud. La raison principale est que les filles ont tendance à être plus distraites de l'apprentissage que les garçons à cause des tâches ménagères qu'elles doivent accomplir, comme aller chercher de l'eau et du bois de chauffage pour la cuisine (Adeniran et al., 2020).

En contraste, au Pérou, il n'y a pas d'écart négatif lié au genre entre les résultats des garçons et des filles en âge de fréquenter l'école primaire (les filles ont une petite avance de 1% en lecture). Il en va de même pour les élèves du secondaire en lecture, mais en mathématiques, les filles présentent un en retard car elles ont 3,8% de chances de plus que les garçons d'être laissées pour compte (Alcázar et al., 2020).

En Bolivie, l'écart entre les garçons et les filles est en train de disparaître. Avec des données de 2007 et 2017, Andersen et al (2020) décrivent un changement radical dans le taux de participation, avec une réduction de l'écart entre les garçons et les filles. La mise en œuvre de la révolution de l'éducation a également entraîné une forte baisse des taux de redoublement, qui sont passés de 7,3% en 2011 à 4% en 2017 pour les garçons, et de 4,8% à 2,1% pour les filles au cours de la même période. Les filles ont également des taux d'abandon plus faibles dans l'enseignement primaire et secondaire chaque année depuis 2000, ce qui corrobore les résultats globaux en Amérique latine (Institut de statistique de l'UNESCO, 2018). Ce n'est que dans l'enseignement supérieur que l'on constate un faible écart en faveur des hommes avec 50,6% des femmes contre 57,0% des hommes qui étudient (Andersen et al., 2020).

Si les écarts entre les genres se réduisent dans l'éducation et, par conséquent, dans de nombreux cas, les filles sont moins susceptibles d'être laissées pour compte en ce qui concerne l'éducation, ces écarts sont omniprésents sur le marché du travail. Dans plusieurs régions du monde, les femmes gagnent toujours moins que les hommes, sont plus susceptibles d'être au chômage et de travailler dans des conditions précaires.

Selon Alcázar et al. (2020), au Pérou, le fait d'être une femme est fortement associé au fait d'être laissée pour compte dans le travail décent. Cela augmente de 10,7% la probabilité de n'avoir ni emploi, ni études ou formation (NEET, en anglais) et la probabilité de travailler de manière précaire augmente quant à elle de de 12,4%. Le fait d'être une femme et d'avoir un jeune enfant dans le foyer augmente la probabilité d'être NEET de 27,7% et de se trouver dans des conditions précaires de 40,3% par rapport aux hommes n'ayant pas d'enfants présents dans le foyer. Une autre différence liée aux genres concerne le fait d'avoir un conjoint ou de cohabiter avec un partenaire. Les femmes ont 18,4% plus de chances d'être NEET si elles cohabitent, tandis que les hommes dans une situation similaire ont 6% moins de chances d'être NEET. La même tendance est observée en ce qui concerne les emplois précaires. Les femmes vivant en cohabitation ont 10% plus de chances d'avoir un

emploi précaire que les femmes célibataires, tandis que les hommes vivant en cohabitation ont 3,1% moins de chances d'avoir un emploi précaire que les hommes célibataires. Ces chiffres indiquent la forte présence des rôles sexospécifiques dans les ménages péruviens. Les femmes n'ont pas d'autre choix que de rester à la maison et d'accomplir les tâches domestiques ou d'accéder à des emplois inadéquats sur le marché du travail (Alcázar et al., 2020).

En Inde, la discrimination fondée sur le genre est observable au niveau des ménages et sur le lieu de travail. Les pratiques et les normes informelles jouent un rôle crucial dans la perpétuation de cette discrimination sexuelle, tant au niveau des ménages que sur le lieu de travail. Par exemple, les obstacles à l'éducation liés à la vie conjugale et à la maternité peuvent expliquer en grande partie la décision des femmes indiennes de ne pas participer à la vie active (Nair et al., 2020).

Le cas du secteur textile au Sri Lanka illustre comment le genre dans un contexte spécifique peut conduire à l'exclusion (Fernando et al., 2020). Les femmes rurales résidant à proximité des zones franches d'exportation (ZFE) peuvent s'organiser collectivement, même pour les horaires de nuit. Grâce à leur capacité à s'adapter aux horaires des grandes entreprises et à s'occuper en même temps des tâches domestiques, ces travailleuses rurales sont dans une bien meilleure position que les femmes migrantes.

Dans l'écosystème du travail, il y a une nette différence entre les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises. Les premières sont connues pour offrir des conditions de travail plus décentes, plus d'avantages non monétaires et une meilleure sécurité de l'emploi. Les petites et moyennes entreprises, en revanche, exposent les travailleuses à des licenciements plus fréquents à bref délai pour diverses raisons, notamment l'automatisme. Cela explique également pourquoi les femmes ont tendance à quitter ces petites et moyennes entreprises pour migrer vers les ZFE, où opèrent les grandes entreprises.

Ces grandes entreprises mettent souvent en œuvre des programmes d'autonomisation des femmes avec des activités spécifiques de renforcement des compétences (p. ex. couture, langues ou informatique). Toutefois, ces entreprises manquent d'éléments essentiels pour faire de sorte que les femmes avancent, à savoir le congé maternité et la garde d'enfants. Le manque d'infrastructures pour les bébés et la petite enfance, en général, est un obstacle au progrès des femmes. Au-delà de ces entreprises, l'absence d'institutions de sécurité sociale officielles pouvant prendre en charge ces besoins signifie que les femmes mariées risquent souvent d'être laissées pour compte (Fernando et al., 2020).

Bien que la question du genre soit fortement présente dans la dimension de la discrimination sociale, d'autres facteurs tels que l'ethnicité et l'indigénité sont également importants. En Amérique latine, l'indigénité est toujours un facteur de discrimination dans l'éducation, surtout au-delà de l'école primaire. Au Pérou, les élèves indigènes en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas laissés pour compte. En revanche, les élèves indigènes en âge de fréquenter l'école secondaire ont 15,1% et 18,1% plus de chances d'être laissés pour

compte, respectivement, en lecture et en mathématiques par rapport aux élèves non-indigènes (Alcázar et al., 2020). En Bolivie, en général, les individus non-indigènes ont plus de chances d'aller à l'école que les individus indigènes. D'après les enquêtes auprès des ménages de 2007 et 2017, il semble qu'en 2017, l'écart ait disparu : tous les enfants, quel que soit leur groupe ethnique, vont à l'école primaire, et l'écart au niveau de l'école secondaire a presque disparu. Des différences persistent toutefois au niveau de l'enseignement supérieur, où 58% des jeunes non-indigènes et 26% des jeunes indigènes en âge de fréquenter l'enseignement supérieur poursuivent des études (Andersen et al., 2020).

Le handicap est un autre facteur clé de la discrimination sociale. Au Nigeria, les enfants handicapés, qui ont souvent besoin d'une formation ou de procédures d'enseignement spécialisées, doivent faire face à un financement médiocre et à un nombre insuffisant de personnel qualifié. En conséquence, la majorité des enfants handicapés ne bénéficient pas de services adaptés pour répondre à leurs besoins (Adeniran et al., 2020). Au Pérou, le handicap est également un facteur déterminant du fait d'être laissé pour compte. L'analyse d'Alcázar et al. (2020) montre que le handicap augmente la probabilité d'être NEET de 25,8% et de travailler de manière précaire de 12,9%. En Bolivie, les efforts du gouvernement ont permis l'inscription d'environ 11 000 élèves dans des écoles conçues pour les élèves ayant des besoins spéciaux. Environ 8000 étudiants handicapés étudient également dans des écoles ordinaires. Cependant, Andersen et al. (2019) ont montré qu'environ la moitié des enfants handicapés âgés de 5 à 19 ans ne sont pas inscrits dans le système éducatif formel.

La mobilité (ou l'absence de mobilité) est un autre facteur de discrimination sociale lorsque l'on considère la qualité de l'éducation et l'emploi décent. Au Nigeria par exemple, la mobilité empêche un nombre important d'enfants d'accéder à une éducation de qualité. On estime que plus de 10 millions d'éleveurs nomades et de groupes de pêcheurs migrants vivent au Nigeria, dont la moitié est composée d'enfants en âge d'être scolarisés. Malgré les efforts des autorités, la plupart de ces enfants nomades demeurent non scolarisés. La conception d'un système qui s'adapte à la mobilité est la clé du succès. Toutefois, l'éducation de base étant une responsabilité institutionnelle de l'État, les enfants qui se déplacent d'un État à l'autre sont difficiles à comptabiliser (Adeniran et al., 2020).

Les enfants déplacés par les conflits souffrent également de discrimination dans l'accès à une éducation de qualité. Puisque le Nigeria a été sujet à de violents conflits, en particulier dans le nord, on estime qu'1,7 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Environ 56% d'entre elles sont des enfants (Adeniran et al., 2020). En dépit des efforts combinés du gouvernement, des donateurs et du secteur privé pour résoudre le problème, la qualité reste un défi dans un environnement peu propice à un apprentissage adéquat. En conséquence, on peut supposer que les enfants déplacés sont systématiquement privés de l'accès à une éducation de qualité.

En Inde, le manque de mobilité est l'une des contraintes auxquelles les femmes sont confrontées. Les normes sur la menstruation qui limitent la mobilité des femmes sont susceptibles de nuire à leur participation

”
La mobilité en tant que facteur d'exclusion a plusieurs significations selon les pays et les conditions locales.

à la vie active. Bien que la sécurité au travail puisse être un problème, puisque 2% des femmes qui travaillent actuellement et qui ont travaillé auparavant ont déclaré avoir été victimes de harcèlement au travail, le problème le plus préoccupant concerne la sécurité des déplacements entre le domicile et le travail. L'accès des femmes à des moyens de transport sûrs est un énorme défi et pourrait contribuer à aggraver la situation précaire des femmes qui sont laissées pour compte. Selon les données disponibles, 37,8% des personnes sondées considèrent que le trajet jusqu'au bureau est le moins sûr. Étant donné que la majorité des femmes utilisent le bus (40,8%) ou marchent (40,9%), il est impératif de rendre ces moyens de transport et les trajets des marcheuses sûrs. Les femmes qui travaillent et qui vivent dans des zones défavorisées où les transports publics ne sont pas très sûrs risquent d'être laissées pour compte (Nair et al., 2020).

Le manque de mobilité en Bolivie est lié aux enfants dont les parents sont en prison. On estime que 2150 enfants boliviens vivent en prison avec leurs parents sans bénéficier de soins appropriés, notamment en ce qui concerne l'accès à une éducation de qualité (Ministère de l'éducation de l'État plurinational de Bolivie, 2015).

Au Sri Lanka, la mobilité est vécue différemment. Les travailleurs migrants sont souvent confrontés à des conditions difficiles liées à leur déconnexion avec leur région d'origine. Comme ils ne peuvent pas bénéficier de deux jours de repos successifs, ils ne peuvent pas retourner régulièrement dans leur région. Vivant autour des ZFE, ils sont perçus comme des *outsiders* et ne sont reconnus ni par les autorités locales ni par les communautés locales. Par conséquent, ils vivent dans des ghettos, souffrant de préjugés sociaux et de stigmatisations. Ils sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte (Fernando et al., 2020).

Désavantage spatial

Le désavantage spatial est une autre dimension importante de l'exclusion. Deux variables sont souvent prises en considération : les relations entre zones rurales et urbaines et les disparités régionales.

Les zones rurales souffrent souvent de problèmes d'accès à une éducation de qualité, d'accès à l'énergie propre et à un emploi décent par rapport aux zones urbaines. Au Nigeria, par exemple, seuls 21% des enfants des écoles primaires des zones rurales ont pu satisfaire aux exigences minimales de qualité, alors que 31% des enfants des zones urbaines ont pu obtenir de bons résultats. Dans les zones urbaines, toutes les régions du Nigeria ont dépassé la moyenne nationale. En revanche, dans les zones rurales, seul le sud-est a enregistré des résultats supérieurs à la moyenne. Les faibles résultats des habitants des zones rurales peuvent être attribués au mauvais environnement d'apprentissage qui se manifeste par le manque d'opportunités économiques et l'accès insuffisant à de bons équipements sociaux et économiques. En somme, l'environnement des apprenants et des enseignants explique en grande partie pourquoi les enfants en milieu urbain obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues ruraux (Adeniran et al., 2020).

La même tendance est observée au Pérou. Pour les élèves du primaire, le fait d'être dans des écoles rurales et dans des écoles à enseignant

unique et à classe unique signifie qu'ils sont plus susceptibles d'être laissés pour compte. L'analyse d'Alcázar et al. a montré que l'effet de la ruralité était plus fort pour les enfants en âge de fréquenter l'école secondaire. Ils ont 14% plus de chances d'être laissés pour compte en lecture et en mathématiques que leurs homologues urbains (Alcázar et al., 2020).

Au Ghana, l'électricité est largement utilisée pour l'éclairage par les foyers urbains (90%) alors que seulement 58% des foyers ruraux recourent principalement à l'électricité pour l'éclairage. Dans l'ensemble, les ménages ruraux ont 14,3% de chances en moins d'avoir accès à l'électricité pour l'éclairage que les ménages des zones urbaines. En termes de cuisine propre, les ménages ruraux sont 13,6% moins susceptibles d'utiliser des combustibles propres et améliorés pour cuisiner que leurs homologues urbains (Crentsil et al., 2020).

On peut observer une histoire similaire en ce qui concerne l'emploi au Pérou. La probabilité d'avoir un emploi précaire est de 14,8% plus élevée pour les personnes vivant en milieu rural que pour celles vivant en milieu urbain. Par exemple, la précarité de l'emploi est beaucoup plus probable dans le contexte des hauts plateaux andins (20,4%) et de la forêt amazonienne (19,8%) qu'à Lima. En revanche, la condition de NEET est fondamentalement urbaine. Ainsi, les jeunes sont plus susceptibles d'être NEET s'ils viennent de Lima que s'ils viennent des régions andines ou amazoniennes (Alcázar et al., 2020).

Au-delà de la question rurale/urbaine, nous pouvons analyser les variables « accès à une éducation de qualité », « accès à l'énergie propre » et « emploi décent », en termes de disparités régionales. Les hauts plateaux andins et la forêt tropicale amazonienne sont de bons exemples, tant en termes d'exposition à la précarité de l'emploi que de difficulté d'accès à une éducation de qualité. Les enfants de la région amazonienne, par exemple, ont la plus forte probabilité d'être laissés pour compte par rapport à ceux de Lima (Alcázar et al., 2020).

L'analyse des six régions géopolitiques du Nigeria suggère des disparités importantes en matière d'éducation. En examinant le nord (Nord-Est, Nord-Ouest et Centre-Nord) et le sud (Sud-Est, Sud-Ouest et Sud-Sud), l'étude montre qu'en moyenne, les résultats scolaires sont meilleurs dans le sud que dans le nord. L'écart de rendement en termes de quantité est toutefois plus important que le déficit estimé en termes de qualité. Par exemple, sur l'ensemble en 2017, l'écart régional en matière d'inscription scolaire entre le nord et le sud était d'environ 20 points, tandis que l'écart en matière de qualité était de 5 points. Le sud est confronté à des problèmes de qualité alors que le nord doit gérer à la fois la qualité et la quantité (Adeniran et al., 2020).

Au Ghana, les disparités régionales sont également répandues dans le secteur de l'énergie. Par rapport à la région du Grand Accra, la probabilité que les ménages aient accès à des combustibles de cuisson propres est inférieure de 10,2% et de 25,2% respectivement dans les régions de l'Ouest et du Nord. En revanche, dans les régions de Brong-Ahafo, du Nord et du Haut-Ouest, la probabilité dépasse le 20%. De même, les ménages des régions autres que la région du Grand Accra sont moins susceptibles d'avoir accès à l'électricité du réseau national pour l'éclairage de leurs foyers.

Lorsque l'on compare les ménages ruraux à travers les régions, il semble que ceux de l'Ouest, du Grand Accra, du Centre, de la Volta et d'Ashanti ont un meilleur accès à l'électricité que les ménages ruraux des régions de l'Est, du Nord, du Haut-Est et du Haut-Ouest (Crentsil et al., 2020).

Statut socio-économique

Bien que moins répandue, la dimension du statut socio-économique de l'exclusion est également importante et se reflète dans une éducation de qualité, l'accès à l'énergie propre et un emploi décent.

Au Pérou, à l'âge de fréquenter le primaire, en mathématiques, « un enfant issu d'une famille dont le niveau socio-économique est très faible a 16% de chances de plus d'être laissé pour compte dans le Recensement d'évaluation des étudiants (ECE, *Evaluación Censal de Estudiantes*, en espagnol. N. de la T.) qu'un enfant issu du niveau de richesse le plus élevé » (Alcázar et al., 2020). Les données de l'étude longitudinale fait par Young Lives (YL) sur la pauvreté des enfants péruviens confirment et étendent ces constats ; les enfants appartenant à des familles à faible revenu ont 21,5% de chances de plus d'être laissés pour compte que ceux qui se trouvent à un niveau socio-économique plus élevé. L'analyse a fourni des perspectives supplémentaires : les enfants souffrant d'insuffisance pondérale sont plus susceptibles d'être laissés pour compte à huit ans, à raison de 5,6% en mathématiques et de 10,4% en lecture ; de même, les enfants qui ne lisaient pas pour le plaisir ont 10,9% plus de chances d'être laissés pour compte en mathématiques à l'âge de fréquenter le primaire par rapport à ceux qui aiment lire.

En Bolivie, en utilisant les mêmes données pour 2007 et 2017, Andersen et al. (2020) montrent que l'écart de revenu à la fin de l'école secondaire a disparu. En effet, en 2007, 76% et 90% des jeunes de 17 ans issus de ménages pauvres et de ménages non-pauvres, respectivement, étaient scolarisés. En 2017, l'écart entre les deux groupes avait disparu : 90% des jeunes de 17 ans issus de familles pauvres était scolarisés, contre 92% des ménages non-pauvres.

Le statut socio-économique s'est avéré déterminant en termes d'emploi décent. Au Pérou, l'extrême pauvreté a augmenté la probabilité d'être NEET de 7,2% et la probabilité de travail précaire de 27,5% par rapport au groupe de référence. Les effets du revenu socio-économique sont trois à quatre fois plus importants sur l'emploi précaire que sur les NEET, et ce pour tous les niveaux de pauvreté.

En ce qui concerne l'accès à l'énergie propre, nous constatons au Ghana que les ménages non-pauvres (au-dessus du seuil de pauvreté national) ont 16,1% plus de chances d'utiliser des combustibles propres et améliorés pour la cuisine que les ménages très pauvres. De même, les ménages riches sont plus susceptibles d'utiliser des sources d'énergie propres pour l'éclairage que les ménages pauvres. Les ménages non-pauvres et pauvres ont respectivement 21,5% et 10,9% plus de chances d'avoir accès à l'électricité que les ménages extrêmement pauvres.

Cet aperçu rapide a mis en évidence l'importance des dimensions de la discrimination sociale, du désavantage spatial et du statut socio-économique lorsqu'il s'agit de traiter les questions d'exclusion dans l'accès à une éducation de qualité, l'accès à l'énergie propre et à un emploi décent. Il a également mis en évidence l'importance du contexte que nous illustrons à travers le genre et la mobilité. La discrimination fondée sur le genre ne touche pas toujours les femmes. En Bolivie, par exemple, les jeunes hommes non-indigènes vivant dans les zones urbaines sont le groupe le plus souvent laissé pour compte. De même, au Pérou, selon la matière (lecture ou mathématiques), ce sont ou les garçons ou les filles qui sont marginalisés. Cela démontre l'importance de disposer de données désagrégées pour affiner les analyses en tenant compte de multiples dimensions.

Bien que l'exclusion fondée sur le genre soit omniprésente, elle ne produit pas toujours les mêmes résultats. Au Pérou, d'énormes progrès ont été réalisés pour combler l'écart entre les genres. Cependant, ceux qui ont terminé leurs études ne sont pas toujours capables d'accéder à l'emploi, ce qui souligne le fait que l'accès à l'éducation peut encore se traduire par un autre type d'exclusion au regard d'opportunités. En Inde, même si des politiques sensibles au genre sont en place, celles-ci ne sont pas efficaces en raison des normes sociales et des pratiques culturelles qui placent les femmes dans des positions désavantageuses.

La mobilité en tant que facteur d'exclusion a plusieurs significations selon les pays et les conditions locales. Au Nigeria, elle prend la forme d'une activité économique et sociale (pastoralisme) ou est le résultat d'un conflit. Chacun de ces cas nécessite une attention particulière. En Inde, ce sont plutôt les normes et pratiques sociales (menstruation) ou l'insécurité lors de la mobilité (vers et depuis le travail) qui doivent être abordées. Au Sri Lanka, en revanche, la mobilité est liée au travail (migrants ruraux contre résidents ruraux). En même temps, en Bolivie, c'est le manque de mobilité des parents qui pose des problèmes pour l'éducation des enfants.

La question de l'intersectionnalité

L'intersectionnalité explique dans une large mesure la gravité des conditions auxquelles sont confrontés les groupes défavorisés. L'hypothèse sous-jacente est que les individus ou les groupes souffrant de désavantages cumulés ou se chevauchant sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte.

L'analyse de l'exclusion en matière d'accès à une éducation de qualité, d'accès aux énergies propres et d'emploi décent a fait ressortir trois dimensions principales : la discrimination sociale, le désavantage spatial (rural/urbain, disparités régionales) et le statut socio-économique. Ces dimensions sont souvent interconnectées : la discrimination sociale se superpose parfois au statut socio-économique, le désavantage spatial renforce le statut socio-économique, tandis que le désavantage spatial, la discrimination sociale et le statut socio-économique se renforcent mutuellement. Les individus ou les groupes à l'intersection de ces différentes dimensions sont particulièrement affectés. Ces désavantages superposés créent ainsi des groupes dont le destin est de retenir l'attention des décideurs politiques.



Les institutions sociales sont souvent la source de discrimination et d'exclusion.

Au Nigeria, trois variables (genre, disparité régionale et rural/urbain) sont des éléments essentiels de l'exclusion d'une éducation de qualité. Leur impact est d'autant plus important lorsqu'elles interagissent, créant ainsi des sous-groupes souffrant de désavantages qui se superposent et susceptibles d'être les plus laissés pour compte, comme les filles des zones rurales du Nord.

Au Pérou, plusieurs exemples montrent comment des désavantages superposés peuvent conduire à l'exclusion de groupes spécifiques d'enfants en matière d'éducation. Par exemple, en ce qui concerne la lecture et les mathématiques de niveau primaire, les désavantages liés au genre, au statut socio-économique et spatiaux se chevauchent. Ainsi, en lecture de niveau primaire, les plus laissés pour compte sont les garçons issus de familles au niveau socio-économique le plus bas dont les parents n'ont pas terminé l'enseignement primaire. Ces garçons qui fréquentent les écoles publiques rurales de la région amazonienne ont 32% de chances de plus d'être laissés pour compte que les filles de niveaux socio-économiques élevés fréquentant des écoles urbaines avec plusieurs enseignants de Lima. De même, en ce qui concerne les mathématiques de niveau primaire, le groupe le plus laissé pour compte sont les filles qui partagent les mêmes caractéristiques que les garçons ci-dessus. Elles ont 64% plus de chances d'être laissées pour compte que les garçons de niveaux socio-économiques élevés fréquentant les écoles privées urbaines avec plusieurs enseignants de Lima (Alcázar et al., 2020).

Ces deux profils montrent comment des désavantages cumulés (genre, faible niveau socio-économique, école publique rurale et région éloignée) peuvent frapper des groupes d'enfants et avoir pour conséquence de les laisser pour compte. On constate également que les garçons ou les filles sont plus ou moins touchés selon la matière (lecture ou mathématiques).

Plus haut dans l'échelle éducative (niveau secondaire), on observe des tendances similaires. L'indigénité, le niveau socio-économique, la ruralité et l'éloignement pèsent davantage sur la probabilité d'être laissé pour compte en ce qui concerne la qualité de l'éducation. Ainsi, les plus laissés pour compte en matière de lecture de niveau secondaire sont les garçons indigènes qui n'ont pas fréquenté l'école maternelle, qui viennent de familles dont le niveau socio-économique est le plus bas et dont les parents n'ont pas terminé l'enseignement primaire. Ils fréquentent les écoles publiques rurales des hauts plateaux andins et ont 86% plus de chances d'être laissés pour compte que les filles non-indigènes qui ont fréquenté l'école maternelle, qui sont issues de familles de niveau socio-économique élevé, et dont les parents ont fait des études supérieures, et qui fréquentent des écoles privées urbaines à Lima (Alcázar et al., 2020). De même, les plus laissées pour compte en mathématiques de niveau secondaire sont les filles qui présentent un profil identique à celui ci-dessus. Ces filles ont 90,6% de chances de plus d'être laissées pour compte que les garçons non-indigènes ayant fréquenté l'école maternelle, qui sont issus de niveaux socio-économiques élevés, dont les parents ont fait des études supérieures, et qui fréquentent des écoles privées urbaines à Lima (Alcázar et al., 2020).

En Bolivie, l'intersectionnalité dans l'accès à une éducation de qualité montre une interaction entre le genre, l'ethnicité et le désavantage

spatial. Bien que l'écart entre les genres ait presque disparu, on constate encore, dans l'enseignement supérieur, un faible écart en faveur des hommes, avec 50,6% de femmes contre 57,0% d'hommes qui poursuivent des études (Andersen et al., 2019). Outre le genre, ces différences au niveau supérieur incluent l'indigénéité. En effet, au niveau universitaire, 58% des jeunes non-indigènes et 26% des jeunes indigènes en âge de suivre des études supérieures suivent une scolarité. L'éloignement est également un facteur d'exclusion. Les communautés rurales riveraines, les communautés Guaraní et les populations des zones frontalières éloignées ont souvent souffert de l'exclusion des services publics. Les femmes indigènes des communautés rurales situées dans des zones éloignées sont probablement les plus laissées pour compte en termes d'accès à une éducation de qualité.

Dans le contexte du travail décent au Pérou, nous voyons deux situations différentes. D'une part, les NEET sont présents là où les facteurs de genre et les facteurs urbains s'entremêlent ; d'autre part, les emplois précaires se superposent avec les variables liées au genre, à la ruralité, à l'ethnicité et au statut socio-économique. Dans le premier cas, nous constatons que les femmes sont surreprésentées parmi les NEET (66,8% des femmes), et 71% de ces NEET vivent dans un environnement urbain et sont non-indigènes (Alcázar et al., 2020). En contraste, les indigènes et la population rurale sont surreprésentés dans les emplois précaires. Les femmes sont également surreprésentées dans les emplois précaires (62,2%).

Implications politiques

L'analyse ci-dessus a montré que la discrimination sociale et le désavantage spatial sont deux dimensions importantes de l'exclusion et doivent être prises au sérieux si nous ne voulons laisser personne pour compte. Des variables telles que le genre, l'ethnicité/l'indigénéité, le handicap et la mobilité sont des moteurs essentiels de la dimension de la discrimination sociale, et leur gestion doit intégrer toute stratégie de LNOB. Il en va de même pour les disparités régionales et les relations entre zones rurales et urbaines. Ces facteurs d'exclusion sont encore plus lourds lorsqu'ils se superposent, mettant en évidence les groupes présentant des désavantages multiples et susceptibles d'être les plus laissés pour compte. Nous présentons ci-dessous les implications politiques de l'analyse ci-dessus.

Aborder les désavantages superposés grâce à une stratégie de développement exhaustive

L'analyse de la littérature et les études de cas ont montré à quel point les personnes laissées pour compte souffrent de désavantages superposés. Il est donc essentiel que les interventions soient exhaustives. Il existe suffisamment de preuves qui montrent que les programmes de développement peuvent réussir à réduire la pauvreté mais ne parviennent pas à prendre en charge les plus vulnérables (van Kesteren et al., 2019 ; Altaf, 2019). Une intervention holistique devrait non seulement promouvoir le transfert d'actifs, mais aussi inclure des formations et un encadrement des compétences. L'adoption d'une approche communautaire locale garantirait l'inclusion des personnes extrêmement pauvres. Outre la stratégie exhaustive de

développement, il est souvent nécessaire de prévoir des interventions ciblées pour améliorer la résilience des populations aux différents chocs climatiques et économiques. Les interventions de protection sociale s'avèrent de plus en plus efficaces pour atteindre les personnes extrêmement pauvres, notamment par le biais de programmes de protection sociale productifs et de transferts d'argent. Dans certaines circonstances, ces politiques sont essentielles pour traiter les cas des personnes extrêmement pauvres (personnes âgées ou gravement handicapées) qui ont besoin d'une assistance permanente ou à long terme (Klasen & Fleurbaey, 2018 ; Altaf, 2019).

Pour traiter ces désavantages superposés, il est nécessaire de prêter attention à la dimension sociale de l'exclusion. Les variables dépendent des situations locales, telles que l'ethnicité, l'indigénité, le handicap et la mobilité, et sont, la plupart du temps, spécifiques au contexte. Il est donc crucial que des données soient disponibles pour la conception de politiques pertinentes. Toutefois, étant donné la nature omniprésente de la discrimination fondée sur le sexe, les politiques devraient être conçues dans une optique visant à intégrer une perspective de genre.

Conceptualiser de manière contextuelle et intégrer le principe de « ne laisser personne pour compte »

Atteindre les personnes extrêmement pauvres est souvent difficile et nécessite des interventions ciblées bien conçues, basées sur une conceptualisation du groupe spécifique au contexte. Altaf (2019) a montré que les personnes extrêmement pauvres sont distinctes des pauvres et sont souvent invisibles et dépourvues de voix. Pour comprendre les contours de cette catégorie, il faut mieux comprendre le concept de bien-être humain multidimensionnel, la dynamique de la vie et les questions du sentiment de pouvoir et de structure. Par ailleurs, les décideurs politiques devraient être sensibilisés à l'adoption d'une « optique LNOB spéciale », qui accorde plus de poids au bien-être des groupes les plus vulnérables (Reinders et al., 2019 ; Van Kesteren et al., 2019).

Concevoir une politique de développement territorial qui intègre l'équité spatiale

Les études de cas ont confirmé l'importance des disparités régionales et les inégalités entre les ménages ruraux et urbains. Ces dimensions géographiques jouent un rôle clé dans l'exclusion de larges segments de la population. Il est donc impératif que les stratégies de développement n'ignorent pas ces réalités spatiales et adoptent une option résolue pour rééquilibrer les territoires (Reinders et al., 2019).

Améliorer la qualité de la gouvernance et encourager un changement social transformateur

Des questions de gouvernance ont été soulevées dans les études de cas sur l'Inde et le Sri Lanka, en particulier sur l'impact des

systèmes de gouvernance sur les femmes, les minorités, les groupes marginalisés et ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. Lorsque les institutions formelles ne fonctionnent pas correctement, le manque de transparence et de respect pour la loi affecte en premier lieu les plus faibles, comme les personnes extrêmement pauvres. Les institutions sociales sont souvent la source de discrimination et d'exclusion. L'égalité des genres, l'inclusion sociale et le renforcement du sentiment de pouvoir doivent être au cœur de l'Agenda si nous voulons réussir à ne laisser personne pour compte. Ce changement social transformateur consiste notamment à donner une voix aux plus démunis et à autonomiser les organisations de la société civile qui représentent ces groupes marginalisés.

Promouvoir la transformation structurelle de l'économie et stimuler l'emploi productif

Une stratégie de développement exhaustive devrait être basée sur un développement inclusif conditionné par une transformation structurelle et l'octroi d'une croissance accompagnée d'emplois productifs (promouvoir des emplois décents dans de bonnes conditions de travail avec une bonne rémunération et une stabilité). Une façon d'atteindre cet objectif est d'investir dans les petites entreprises avec l'objectif clair de créer des effets de retombée dans l'économie au sens large (Reinders et al., 2019 ; Van Kesteren et al., 2019). Ces efforts devraient également inclure la fourniture de services de base (infrastructure, finances, éducation, santé) qui permettraient aux personnes potentiellement laissées pour compte de renforcer leurs capacités et de s'engager dans un emploi rémunéré.

Conclusion

La communauté internationale s'est engagée à ne laisser personne pour compte dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Cela signifie mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, réduire les inégalités et les vulnérabilités, et mettre fin à la discrimination de groupe. L'analyse des études de cas a révélé, entre autres, trois éléments intéressants :

- *Le contexte national est important pour combattre l'exclusion et intégrer le principe du LNOB.* Les études de cas ont montré l'importance de l'analyse contextuelle. Par exemple, la discrimination fondée sur le sexe ne touche pas toujours les femmes. En Bolivie, les jeunes hommes non indigènes vivant dans les zones urbaines sont le groupe le plus souvent laissé pour compte. De même, au Pérou, selon la matière (lecture ou mathématiques), ce sont ou les garçons ou les filles qui sont marginalisés. Malgré les énormes progrès réalisés pour combler l'écart entre les genres dans l'éducation en Amérique latine, il semble que l'accès à l'éducation puisse entraîner un autre type d'exclusion des opportunités, comme le montre le cas du Pérou. La mobilité en tant que facteur d'exclusion est un autre exemple de la nécessité d'une analyse contextuelle. Cette variable englobe l'activité économique et sociale au Nigeria (éleveurs), les normes et pratiques sociales (menstruations) ou la sécurité (voyages) en Inde, et la migration au Sri Lanka.

- *L'intersectionnalité*, c'est-à-dire les désavantages qui se chevauchent et se superposent à des individus ou à des groupes, est très répandue et nécessite une intervention holistique. Dans le domaine de l'éducation, nous avons vu que les désavantages spatiaux (rural/urbain, disparités régionales) et la discrimination sociale (genre, handicap, nomadisme) sont des facteurs clés d'exclusion ou de privation. Par exemple, les filles des régions du nord du Nigeria, qui vivent dans les zones rurales, sont un exemple de groupes souffrant de ces multiples désavantages. Il en va de même au Pérou, où les filles (ou les garçons selon la matière) d'origine indigène vivant dans la région amazonienne sont les plus susceptibles d'être laissées pour compte.
- *La discrimination sociale et le désavantage spatial* sont deux dimensions répandues de l'exclusion qui caractérisent le plus souvent les personnes les plus laissées pour compte. Dans toutes les études de cas, les disparités régionales et les relations entre zones rurales et urbaines ont été déterminantes pour expliquer pourquoi certains groupes ont du mal à atteindre le niveau minimum de bien-être. Par conséquent, le développement territorial et l'équité spatiale doivent être placés au cœur des politiques publiques. D'autre part, il ressort des études de cas que la discrimination sociale (genre, indigénité, ethnicité, mobilité) est très répandue et représente un facteur sérieux d'exclusion de groupe.

Références

Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Occasional Paper No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>

Addison, T., Harper, C., Prowse, M. (Ed.), Shepherd, A., Barrientos, A., Braunholtz-Speight, T., & Moore, K. (2008). *The Chronic Poverty Report 2008/09: Escaping poverty traps*. University of Manchester: Chronic Poverty Research Centre.

Altaf, A. (2019). *The many hidden faces of extreme poverty: Inclusion and exclusion of extreme poor people in development interventions in Bangladesh, Benin and Ethiopia*. (PhD thesis, University of Amsterdam).

Andersen, L.E., Medinaceli, A., Maldonado, C., & Hernani-Limarino, W. (2020). *A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education* (Occasional Paper No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>

Adeniran, A., Onyekwena, C., Onubedo, G., Ishaku, J., & Ekeruche, A. (2020). *Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications* (Occasional Paper No. 60). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>

- Banque mondiale. (2018). *World Development Report 2018: Learning to realize education's promise*. Disponible sur : <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>
- Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et Pacifique. (2017). *Leaving no one behind: Appropriate aggregation and right disaggregation. Statistical Yearbook for Asia and the Pacific 2016: SDG Baseline Report*. Disponible sur : <https://www.unescap.org/publications/statistical-yearbook-asia-and-pacific-2016>
- Crentsil, A., Fenny, A., Ackah, C., Asuman, D., & Otioku, E. (2020). *Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana* (Occasional Paper No. 62). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>
- De Haan, A. (1999). *Social Exclusion: Towards a Holistic Understanding of Deprivation*. London: DFID. <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/sdd9socex.pdf>
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. (2018). *Prejudice and discrimination: Barriers to social inclusion*, (Social Development Brief 4).
- Doyle M.W. & Stiglitz J.E. (2014, March). *Eliminating Extreme Inequality: A Sustainable Development Goal, 2015–2030*. Disponible sur : <https://www.ethicsandinternationalaffairs.org/2014/eliminating-extreme-inequality-a-sustainable-development-goal-2015-2030/>
- Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector* (Occasional Paper No. 65). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>
- Fukuda-Parr, S. (2019). Keeping Out Extreme Inequality from the SDG Agenda – The Politics of Indicators. *Global Policy*, 10(1).
- Fukuda-Parr, S. & Hegstad T.S. (2018, July). *'Leaving no one behind' as a site of contestation and reinterpretation* (CDP Background Paper 47). Disponible sur : <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/post/CDP-bp-2018-47.pdf>
- Groupe des Nations Unies pour le développement durable. (2019). *Leaving No One Behind: A UNSDG operational guide for UN country teams* (Interim draft - 18 March 2019). Disponible sur : <https://unsdg.un.org/resources/leaving-no-one-behind-unsdg-operational-guide-un-country-teams-interim-draft>
- Hickey, S., & Du Toit A. (2007, June). *Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty* (CPRC Working Paper 81). University of Manchester: Institute for Development Policy and Management.
- Institut de statistique de l'UNESCO (2018, February). *One in Five Children, Adolescents and Youth is Out of School* (Fact Sheet 48). Disponible sur :

<http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs48-one-five-children-adolescents-youth-out-school-2018-en.pdf>

Institut de statistique de l'UNESCO (2017, September). *More Than One-Half of Children and Adolescents Are Not Learning Worldwide* (Fact Sheet 46). Disponible sur : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs46-more-than-half-children-not-learning-en-2017.pdf>

Khan, S., Combaz, E., & McAslan Fraser, E. (2015). *Social exclusion: topic guide*. Revised edition. Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham.

Klasen, S. & Fleurbaey, M. (2018). *Leaving no one behind: Some conceptual and empirical issues* (CDP Background Paper 44). Disponible sur : https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/CDP_BP44_June_2018.pdf

Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). *Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India* (Occasional Paper No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>

Nations unies. (2015). *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development* (A/RES/70/1). Disponible sur : http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_RES_70_1_E.pdf

Nations unies. (2016). *Report on the World Social Situation 2016. Leaving no one behind: the Imperative of Inclusive Development*. Disponible sur : <http://bit.ly/RWSS2016>

Organisation de coopération et de développement économiques. (2018). *Development Co-operation Report 2018: Joining forces to leave no one behind*. Paris: OECD Publishing.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2017). *Discrimination*. Disponible sur : <https://wayback.archive-it.org/10611/20160908121107/http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/discrimination/>

Programme de développement des Nations Unies (2018). *What does it mean to leave no one behind? A UNDP discussion paper and framework for implementation*.

Ramos Pinto, P. (2014, October 5). *Horizontal and Vertical Inequalities: a comment on Milanovic*, [Blog]. Disponible sur : <http://inequalityandhistory.blogspot.com/2014/10/horizontal-and-vertical-inequalities.html>

Reinders, S., Dekker, M., Van Kesteren, F., & Oudenhuisen, L. (2019). *Inclusive development in Africa*, Synthesis report series. Knowledge platform on inclusive development policies, March.

- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford, UK: Oxford University Press, p. 366
- Stewart, F. (2004). *Horizontal inequalities: A neglected dimension of development* (Working Paper 1). Oxford: Centre for Research on Inequality, Human Security, and Ethnicity (CRISE).
- Stewart, F. (2010). *Horizontal inequalities as a cause of conflict: A review of CRISE findings* (No. 1, January 2010). Oxford: Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity.
- Stuart, E. & Samman, E. (2017, October). *Defining leave no one behind* (ODI Briefing note). Repéré au site web du Overseas Development Institute: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11809.pdf>
- van Kesteren, F., Altaf, A., & de Weerd, R. (2019, April). Trickle up: How pro-poor investments drive economic development (Synthesis Study). The Broker.

Introduction

La notion de développement durable incarne un compromis entre ceux qui donnent la priorité au développement social, au développement économique ou à l'environnement. L'engagement des pays développés et des pays en développement dans cet Agenda a été largement obtenu grâce à ce compromis (Programme des Nations unies pour l'environnement [PNUE], 1992 ; Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement [CNUED], 1992 ; Machingura & Lally, 2017). A long terme, le développement durable exige de comprendre que les ressources sont limitées et que le développement n'est durable que dans le cadre de ces contraintes (Weitz, Nilsson & Davis, 2014).

L'Agenda 2030 pour le développement durable a poussé cette approche plus loin en reconnaissant que ces trois piliers (développement économique, développement social et protection de l'environnement) ne sont pas des éléments isolés, mais qu'ils sont profondément imbriqués. Si la plupart des 17 Objectifs de développement durable (ODD) se rapportent à un seul pilier, beaucoup d'entre eux intègrent les trois. Les défenseurs de ces objectifs les présentent comme un « tout indivisible » (Conseil international pour la science, 2017).

Tous les ODD sont conceptuellement interconnectés et interagissent de multiples façons. Toutefois, ces interactions ne sont pas toujours positives. Dans certains cas, les efforts visant à atteindre un objectif peuvent entraver la réalisation d'autres objectifs. Une synergie est un résultat qui est possible lorsque les politiques visant à atteindre un Objectif contribuent également à la réalisation d'autres Objectifs. Un compromis est également un autre résultat possible, lorsque la mise en œuvre de politiques visant à atteindre un Objectif portent atteinte à la réalisation d'autres Objectifs.

Il ressort clairement de la documentation la nécessité d'analyser les synergies et les compromis lors de mise en œuvre de l'Agenda 2030 (Weitz, Carlsen, Nilsson, & Skånberg, 2018). Cette analyse est essentielle car des initiatives politiques isolées peuvent entraîner (i) des politiques incohérentes, (ii) des effets négatifs sur les politiques dans d'autres domaines, (iii) une perte d'opportunités de maximiser des synergies, (iv) un retard imprévu dans l'impact des politiques et (v) une mauvaise hiérarchisation et ordonnancement des actions, entraînant un usage moins efficace ou moins performant des ressources (Mainali, Luukkanen, Silveira, & Kaivo-Oja, 2018 ; Weitz et al., 2018).

La cohérence des politiques (une Cible spécifique dans le cadre de l'ODD 17) est l'une des questions transversales les plus urgentes de l'Agenda 2030. Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2018), la grande majorité des Examens nationaux volontaires (ENV) présentés par les pays membres des Nations unies au Forum politique de haut niveau (FPHN) a souligné que la cohérence des politiques était l'une des plus grandes difficultés de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (Département des affaires économiques et sociales des Nations unies [DAES], 2017).

Ce chapitre analyse les synergies et les compromis entre les ODD dans le cadre de l'Initiative phare de Southern Voice, « L'État des ODD »

(SVSS, en anglais). Sa principale contribution est sa portée et sa spécificité. Intégrant les résultats d'études ayant des méthodologies, des approches conceptuelles et des sources de données diverses, ce chapitre analyse un sous-ensemble d'ODD, en mettant en contraste les résultats d'études de cas par pays avec des recherches antérieures sur les mêmes interconnexions. Aucune étude antérieure n'a été spécifiquement dédiée à cela.

Après cette introduction, la deuxième section explorera les débats sur les synergies et les compromis entre les ODD, en se concentrant sur les concepts clés, les approches méthodologiques et l'utilisation des données. La troisième section présentera six études de cas, produisant un cadre intégrant les résultats de chacune d'entre elles. Enfin, la quatrième section présentera les enseignements tirés et les implications politiques pour les gouvernements et les autres acteurs politiques. Avec les chapitres sur les questions systémiques mondiales et le principe de « ne laisser personne pour compte », ce chapitre fournit une perspective fondée sur des données probantes pour soutenir les efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.



La cohérence des politiques (une cible spécifique dans le cadre de l'ODD 17) est l'une des questions transversales les plus urgentes de l'Agenda 2030.

Analyser les synergies et les compromis entre les ODD : état de l'art

L'agenda de recherche et de politiques sur les synergies et les compromis n'est pas nouveau. Toutefois, son application dans le contexte de l'Agenda 2030 est relativement récente. Cette section commence par contextualiser et conceptualiser les synergies et les compromis dans le cadre d'une tradition analytique plus large liée à la cohérence et à la coordination des politiques. Elle présente ensuite un examen des principales approches méthodologiques. Enfin, elle examinera les principales sources de données et éléments probants utilisés par les études jusqu'à présent.

Conceptualisation

Comprendre les synergies et les compromis : contexte, émergence et définitions

Les connexions entre les ODD gagnent en pertinence dans les débats sur le développement durable, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Agenda mondial pour 2030 et l'utilisation efficace et efficiente des ressources grâce à la cohérence des politiques. En s'appuyant sur la documentation précédente concernant la fragmentation de l'action gouvernementale nationale et l'incohérence des interventions internationales en matière de développement dans les pays du Sud, cette section présente brièvement ces deux évolutions et leur contribution à ce nouveau domaine d'étude. Elle explique également comment ces éléments ont influencé le cadre analytique présenté dans la section 3.

Action gouvernementale fragmentée dans les contextes nationaux

L'interaction entre politiques fragmentées est un problème de longue date dans la gestion gouvernementale et publique (Peters, 2018). La coordination, la cohérence, l'intégration et l'alignement des politiques sont apparus comme des concepts importants dans la compréhension de ce processus (Tosun & Leininger, 2017). La coordination des politiques fait référence à l'échange de connaissances et d'informations et à la définition de règles et de responsabilités entre les acteurs (Cejudo & Michel, 2015). La cohérence décrit la concordance entre les objectifs individuels de chaque initiative établie. L'intégration des politiques fait référence aux processus de conception et de mise en œuvre des politiques qui s'appuient sur des politiques précédemment coordonnées et cohérentes en vue de parvenir à un objectif commun (Cejudo & Michel, 2015).

Action fragmentée dans les stratégies de développement international : du paradigme donateur-bénéficiaire à la cohérence des politiques pour le développement durable

Les dangers de la fragmentation des politiques dans les contextes de développement ont été reconnus au début du siècle. À l'échelle mondiale, les initiatives de développement transnational ont été inspirées par un paradigme « d'aide extérieure » ou de « donateur-bénéficiaire », impliquant des diagnostics dominés par le Nord sur les défis de développement dans les pays du Sud (Knoll, 2014). Les initiatives conçues et mises en œuvre dans le cadre de ce paradigme manquaient souvent de cohérence (Dijkstra, 2013). En conséquence, de nombreuses initiatives n'ont pas produit les résultats escomptés. L'OCDE a commencé à s'occuper de ces problèmes dans les années 1990 par le biais du cadre de cohérence des politiques pour le développement (OCDE, 2014). La cohérence des politiques pour le développement a reconnu que de nombreuses politiques non liées à l'aide et apparemment « internes aux » pays donateurs avaient d'importantes implications transnationales sur les objectifs de développement (Knoll, 2014).

En dépit de son importance, la cohérence des politiques pour le développement était encore fortement basée sur un paradigme Nord-Sud et comprenait la cohérence comme une responsabilité principalement du Nord (Knoll, 2014). Ce n'est qu'au cours des débats qui ont précédé les ODD que les paradigmes relatifs à la cohérence des politiques ont évolué vers des approches universelles. Cette évolution impliquait de reconnaître et de s'engager avec de multiples acteurs du développement et de passer de l'idée que les politiques « non liées à l'aide » ne devraient pas « porter préjudice » à une approche proactive mettant l'accent sur la gestion collective des synergies et des compromis (Knoll, 2014).

C'est dans ce contexte que l'approche et le cadre de la cohérence des politiques pour le développement durable ont été conçus. Cette approche vise à favoriser les synergies entre les domaines de la politique économique, sociale et environnementale, à identifier les compromis, à concilier les objectifs des politiques nationales avec les objectifs convenus au niveau international et à remédier aux retombées négatives des politiques nationales (OCDE, 2014). L'adoption

de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris en 2015 a établi une base solide pour la « mise en œuvre cohérente » des ODD (Nations unies, 2019b).

Définir les synergies et les compromis

La gestion des synergies et des compromis est au cœur de l'approche de la cohérence des politiques pour le développement durable. Elle met l'accent sur l'interaction entre les niveaux d'action local, infranational, national et international, en combinant les points de vue de la documentation sur la coordination/la cohérence/l'intégration des politiques centrées sur le plan national, ainsi que de la documentation internationale qui a commencé avec l'émergence de la cohérence des politiques pour le développement dans les années 1990.

Ce chapitre analyse le premier objectif de l'approche de la cohérence des politiques pour le développement durable (favoriser les synergies entre les domaines de la politique économique, sociale et environnementale) mais n'explorera pas les deuxième et troisième objectifs. Ceux-ci concernent principalement l'alignement des objectifs politiques nationaux sur les objectifs internationaux, et l'atténuation des retombées négatives transfrontalières et intergénérationnelles des politiques nationales.¹

Les analyses de synergies et de compromis sont de plus en plus utilisées dans la communauté internationale spécialisée dans le développement pour favoriser une compréhension critique des interactions politiques et pour promouvoir la coordination et la cohérence dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national. Alors que la documentation sur le développement durable tend à utiliser les termes de synergies et de compromis pour désigner deux scénarios distincts de référence, lesquels concernent des résultats politiques soit mutuellement bénéfiques, soit à somme nulle (Weitz et al., 2018), cette dichotomie ne résout pas certaines difficultés conceptuelles importantes. Certains considèrent les synergies et les compromis non pas comme des catégories qualitativement distinctes, mais comme les deux faces d'une même médaille (Corning, 1998). La synergie peut surgir sous de nombreuses formes différentes, conformément à l'idée que « parfois, un tout n'est pas plus grand que le total de ses composantes, juste différent » (Mainali et al., 2018). Un compromis pourrait donc être compris comme une « synergie négative ».

Nous adoptons une définition de synergie et de compromis qui peut servir de dénominateur commun entre différentes approches conceptuelles. Cela permettra d'intégrer avec succès les conclusions des études de cas, qui utilisent des méthodologies divergentes, dans la troisième section. La synergie décrit les cas où la mise en œuvre des politiques bénéficie tant à la question ciblée qu'aux questions non ciblées. Un compromis décrit une situation alternative dans laquelle la mise en œuvre de politiques ciblant une question compromet la possibilité d'en réaliser d'autres. Enfin, l'expression « pas de changement » (neutre) décrit une situation où le ciblage d'une question ne va ni favoriser ni compromettre une autre question.

¹ Cette décision a été prise en raison de deux questions directement liées à l'initiative SVSS et à la structure de ce Rapport mondial en particulier. Le deuxième objectif de cohérence des politiques pour le développement durable est exclu de l'analyse de ce chapitre en raison de la nature des éléments probants dans les études de cas par pays de la SVSS (qui analysent toutes les synergies et les compromis entre les objectifs exclusivement dans des contextes nationaux). Ceci est lié à une décision conceptuelle globale issue de l'initiative visant à développer le troisième objectif de cohérence des politiques pour le développement durable (qui se concentre sur l'interaction entre le national et le transnational) principalement dans le chapitre sur les questions systémiques mondiales.

Synergies et compromis en point de mire : dimensions et niveaux d'analyse

Les compromis et les synergies peuvent être évalués à plusieurs niveaux et selon plusieurs dimensions. Tout d'abord, ils peuvent surgir et être analysés au niveau individuel, familial, local, de l'État ou de la province, national, régional et international. Les interactions entre les politiques dans différents secteurs à chacun de ces niveaux s'inscrivent dans des dynamiques plus larges de cohérence externe verticale (à savoir des initiatives politiques appartenant à différents secteurs et à différents niveaux administratifs), ce qui rend l'analyse encore plus complexe (Nilsson, Zamparutti, Petersen, Nykvist, Rudberg, & McGuinn, 2012).

Deuxièmement, de nombreuses dimensions contextualisent l'évaluation de synergies et de compromis spécifiques. Elles permettent de mieux comprendre les éléments qui façonnent les interactions entre les ODD et les Cibles (Conseil international pour la science, 2017). Elles comprennent une dimension directionnelle, ainsi que des facteurs de dépendance, tels que les dépendances liées à un contexte géographique spécifique (les compromis ou les synergies peuvent varier d'un contexte spatial et d'une échelle à l'autre), la dépendance de la gouvernance (un compromis peut être le résultat d'une mauvaise gouvernance), la dépendance de la technologie (l'application de la technologie peut atténuer ou éliminer les compromis apparents) et la dépendance temporelle (certaines interactions se développent en temps réel, tandis que d'autres présentent des retards importants). Ces dimensions contextuelles seront étudiées plus en détail dans le cadre de la section 3, ainsi que lors de l'intégration des conclusions des études de cas par pays.

La documentation sur les services écosystémiques appelle à une mise en garde supplémentaire concernant la réversibilité. La probabilité qu'une question ciblée—si elle est limitée par des avancées dans un autre domaine connexe—revienne à sa condition « neutre » initiale une fois que le compromis résolu peut varier selon les différents contextes (Haase & Schwarz, 2012).

Approches méthodologiques pour mesurer les synergies et les compromis

Il existe deux grandes classifications des approches méthodologiques pour étudier les Objectifs : l'étude de leur nature qualitative ou quantitative, et de leur approche systémique ou non systémique. Une approche systémique permet des analyses plus complexes qui vont au-delà de l'observation de l'interaction directe entre deux ODD. Elle permet au chercheur de saisir les effets liés à l'ensemble du système, y compris les effets indirects d'un ODD sur un autre, par l'intermédiaire d'un troisième Objectif ou Cible (appelés « interactions de deuxième ordre ») (Weitz, Carlsen, Skånberg, Dzebo, & Viaud, 2019).

Approches quantitatives

De nombreux chercheurs ont proposé des approches méthodologiques quantitatives, qui peuvent compléter certaines conceptions qualitatives, comme nous l'analyserons dans la dernière sous-section (approches mixtes).



Les compromis et les synergies peuvent être évalués à plusieurs niveaux et selon plusieurs dimensions.

Sur le plan systémique, l'analyse de scénarios et les outils de modélisation quantitative sont les principales alternatives pour produire des résultats significatifs qui peuvent éclairer les décisions politiques. Ces approches peuvent soutenir les décisions de hiérarchisation et de séquençage grâce à des preuves concrètes provenant de boucles de rétroaction inattendues entre les Objectifs et les Cibles (Weitz et al., 2019). Aux stades avancés de la mise en œuvre, la modélisation d'interventions spécifiques conçues pour différents secteurs (et auxquels sont assignés des objectifs quantifiables) est utile pour fournir une vue nuancée de l'effet combiné de toutes les interventions (Millennium Institute, 2019).

Allen, Metternich et Wiedmann (2016) ont examiné 80 modèles et ont trouvé des forces et des faiblesses communes. La nature dynamique de nombreux modèles et leur échelle nationale sont essentielles pour soutenir les efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national (Allen et al., 2016). Deux modèles particuliers (*Threshold 21* et *International Futures*) ont été jugés les plus robustes. La force du premier est sa flexibilité d'application à une grande variété de contextes nationaux ; la force du deuxième est son accès facile et son coût abordable (Allen et al., 2016).

Le modèle iSDG, créé par le *Millennium Institute* et basé sur *Threshold 21*, est un développement bienvenu qui a été étendu pour couvrir les 17 ODD (Collste, Pedercini, & Cornell, 2017). Il s'agit d'un modèle de simulation interactif destiné à aider les décideurs politiques et les experts à réaliser les ODD. Il contient 30 secteurs modèles interconnectés dans les trois dimensions de la durabilité. Le modèle cartographie les principales boucles de rétroaction entre secteurs et au sein des secteurs, ainsi que les relations non linéaires et les décalages temporels qui génèrent les comportements systémiques complexes caractéristiques des interactions entre les ODD (OCDE, 2016a).

Un autre inconvénient des outils de modélisation quantitative est qu'il existe peu de référentiels où cette grande variété de modèles sont répertoriés, analysés et comparés. Le lancement de la plate-forme en ligne *Modelling Tools for Sustainable Development Policies* a permis de relever ce défi. Le DAES de l'ONU y présente une série de cinq outils de modélisation que lui-même et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) utilisent actuellement dans les contextes nationaux. Ces outils sont les suivants : modélisation à l'échelle de l'économie ; évaluation intégrée des systèmes climatiques, terrestres, énergétiques et hydriques (CLEWS, en anglais) ; modélisation dynamique des systèmes énergétiques ; modélisation de l'accès à l'électrification géospatiale ; et des outils basés sur des enquêtes auprès des ménages pour la micro-simulation des impacts socio-économiques et de la consommation d'électricité. L'objectif global de ces outils est d'améliorer l'évaluation gouvernementale des connexions entre les différentes dimensions du développement et l'impact des politiques alternatives dans les différents secteurs (OCDE, 2016a).

Enfin, même si les différentes approches quantitatives partagent une base systémique, peu d'entre elles tiennent réellement compte des interactions complexes entre les objectifs des différents domaines politiques, ainsi que des dynamiques spatiales et temporelles (Obersteiner, Walsh, Frank, Havlik, Cantele, Liu, & Van Vuuren, 2016 ; Neumann, Anderson, & Denich, 2018).

Sur le plan non-systémique, certaines études quantitatives ont utilisé des corrélations par paires entre les Objectifs en utilisant des données pour leurs Indicateurs. Toutefois, cette approche n'a pas permis de passer des analyses corrélationnelles à la question clé de l'inférence causale (Pradhan, Costa, Rybski, Lucht et Kropp, 2017), par conséquent, elles ne seront pas présentées en détail ici.

Approches qualitatives

D'autres études ont adopté une approche qualitative, qui identifie et évalue les connexions entre les ODD et les Cibles. Les consultations avec des experts politiques, des praticiens et des parties prenantes, ainsi que des analyses complémentaires de la documentation basées sur des sources secondaires, sont des sources de données essentielles.

Nilsson et al. (2012) évaluent les connexions entre les Objectifs grâce à une analyse de la cohérence des politiques. D'autres auteurs ont eu recours à l'analyse des réseaux – l'identification et le codage qualitatifs des interconnexions sur la base de la théorie et des preuves secondaires disponibles. Weitz et al. (2014) évaluent les connexions entre les ODD en utilisant trois approches complémentaires : (i) l'examen des interactions entre les Cibles proposées ; (ii) l'exploration de la nature des interactions entre les Cibles (interdépendantes, contraignantes et renforçantes) ; et (iii) l'identification des « Cibles de liaison » entre les secteurs. Le Blanc (2015) est un autre exemple d'une analyse des réseaux pure.

Certains auteurs proposent des approches de « notation » pour identifier et mesurer l'intensité et la direction des interactions. Le cadre de notation le plus connu, celui de Nilsson et al. (2016), est actuellement considéré comme l'approche standard parmi les approches qualitatives basées sur la notation (Weitz et al., 2019). Ses avantages comprennent la facilité d'utilisation et des comparaisons plus détaillées que les méthodologies utilisant des systèmes de notation binaire (positif/synergie vs. négatif/compromis) (Weitz et al., 2019).

Cette approche, surtout lorsqu'elle est utilisée seule, se heurte malgré tout à des difficultés. Une approche véritablement systémique exige l'inclusion de tous les Objectifs et Cibles, ce qui demande beaucoup de temps et de ressources ; chaque connexion doit être évaluée de manière qualitative (Weitz et al., 2019). L'agrégation de groupes d'indicateurs au niveau des objectifs est une solution possible, mais elle se fait au détriment de la traçabilité et de la transparence des évaluations qualitatives (Weitz et al., 2019). Les jugements des experts et des parties prenantes, utilisés pour fixer les notations, peuvent également s'avérer ne pas être alignés (Weitz et al., 2019).

Approches mixtes

D'autres méthodologies et cadres émergents comblent le fossé entre les approches qualitatives et quantitatives, généralement dans une perspective systémique. Mainali et al. (2018) combinent l'analyse qualitative des réseaux avec l'Analyse avancée de la durabilité (ASA, en anglais). Cette dernière est une méthode quantitative qui conceptualise la synergie comme une interaction statistique entre deux variables indépendantes qui rend leur impact combiné supérieur à la somme des impacts individuels.

L'échelle initiale présentée par Nilsson et al. (2016) a été élargie et appliquée aux liens entre les ODD dans des contextes particuliers. Weitz et al. (2018) et Weitz et al. (2019) ajoutent des composantes quantitatives qui donnent lieu à des approches mixtes. Weitz et al. (2018) analysent les interactions entre les Objectifs en construisant une matrice à impact transversal, alimentée par les résultats d'un exercice de notation conduit par des experts (les auteurs) en utilisant le cadre de Nilsson et al. (2016). Cela confère à l'approche un avantage systémique important. Les données de la matrice à impact transversal sont ensuite visualisées par le biais de techniques d'analyse des réseaux, et des techniques quantitatives sont appliquées pour identifier les interactions positives et négatives. Un avantage de cette approche est que les auteurs peuvent prendre en compte les effets de second ordre, et déterminer si les connexions positives ont des impacts systémiques ou limités (Weitz et al., 2018). Un point faible est que la qualité de l'analyse dépend de la subjectivité du jugement des experts.

Weitz et al. (2019) montrent comment des approches mixtes peuvent être appliquées dans une perspective hautement systémique. Les auteurs utilisent une « approche synergétique des ODD » à l'Union européenne, mais uniquement pour un ensemble spécifique d'Objectifs et de Cibles. S'appuyant sur l'analyse des réseaux et les techniques quantitatives utilisées pour la première fois par Weitz et al. (2018), ils utilisent une échelle à sept points pour évaluer les interactions avec les données des experts, des parties prenantes et des sources secondaires. Cependant, la sélection de seulement certains Objectifs et Cibles, ainsi que les difficultés à évaluer les interactions à une échelle régionale plutôt que nationale, rendent les différences entre les pays moins perceptibles.

Utilisation de données et de preuves dans les analyses des synergies et des compromis

Le choix de l'approche méthodologique a des implications sur les données sélectionnées pour l'analyse. La qualité et la disponibilité des données peuvent limiter les approches éligibles et la portée de l'analyse, comme on le notera lors de l'analyse des études de cas par pays dans ce chapitre.

Les approches existantes utilisent des sources de données primaires et secondaires. Les sources primaires sont souvent utilisées dans les études appliquant des méthodologies qualitatives et impliquent le codage d'indicateurs basés sur des jugements d'experts et des entretiens avec les parties prenantes pertinentes au sujet des politiques dans les contextes nationaux (Nilsson et al., 2016).

Les sources de données secondaires occupent une place importante dans les études à approche quantitative et comprennent les enquêtes nationales auprès des ménages, les bases de données des organisations internationales et les données des registres nationaux (Mainali et al., 2018). Les données et les preuves secondaires sont parfois utilisées dans des cadres qualitatifs pour compléter les données provenant des jugements d'experts.

Lacunes et contributions de la recherche

Cette étude contribue à combler deux lacunes. Premièrement, elle centralise analytiquement les preuves des connexions au niveau national, offrant une perspective comparative des résultats obtenus en appliquant différentes méthodologies aux données dans divers pays. Deuxièmement, elle contribue à combler les fossés entre les preuves de synergies et de compromis et les recommandations politiques. La documentation sur la cohérence des politiques pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 a fait de grands progrès dans l'identification des recommandations institutionnelles transversales afin de maximiser la cohérence entre tous les objectifs. Cependant, la manière dont les recommandations politiques thématiques et sectorielles, et la spécificité avec laquelle des changements politiques sont mis en œuvre par les ministères compétents, peut contribuer à maximiser des synergies spécifiques, ou à minimiser un compromis particulier, restent sous-explorées.

Dans la section suivante, l'analyse se concentrera dans un premier temps sur la comparaison des nouvelles preuves de connexions avec les recherches précédentes afin d'aider à contextualiser les résultats et à identifier les potentiels facteurs de dépendance. Dans un second temps, elle formulera des recommandations politiques thématiques à partir de ces facteurs afin de guider la conception et la mise en œuvre des politiques.

Synergies et compromis entre les ODD dans le Sud : perspective issue de l'initiative SVSS

L'Initiative « L'État des ODD » a sélectionné trois ODD (4, éducation de qualité ; 7, énergie propre et d'un coût abordable ; et 8, travail décent et croissance économique) pour analyser les efforts de mise en œuvre dans six pays du Sud (Pérou, Bolivie, Inde, Sri Lanka, Ghana et Nigeria). Cette sélection tient compte des Objectifs examinés lors du Forum politique de haut niveau en 2019, ainsi que de l'expertise de Southern Voice.

Chaque équipe d'étude de cas n'a pas choisi plus de deux de ces trois ODD pour l'analyse. Les équipes se sont concentrées sur les trois questions transversales soulignées par la SVSS. Pour les synergies et les compromis, elles ont sélectionné un à quatre autres ODD pour créer des paires d'Objectifs et analyser leur interaction dans chaque pays. Enfin, chaque équipe a conclu par une section sur les implications politiques de l'analyse.

Les études de cas par pays de la SVSS sont hétérogènes dans leur approche. Certaines ont choisi des méthodologies quantitatives, tandis que d'autres ont utilisé des approches mixtes. Les données ont surtout été obtenues de sources secondaires, mais certaines études de cas ont inclus les résultats de stratégies de collecte de données primaires. Les niveaux d'analyse diffèrent également ; les études de cas examinent diversement les interactions entre les ODD au niveau national, local ou individuel.

L'objectif de cette section est de développer une analyse intégrée, sur la base d'un cadre original développé pour le Rapport mondial, qui peut effectivement galvaniser l'action des décideurs politiques sur les conclusions des six pays.²

La troisième section présentera d'abord un cadre original pour standardiser et comparer les exercices de synergies et de compromis des pays dans une matrice visuelle (tableau 5.1). Cette section examine également les sous-composantes du cadre et les résultats essentiels à l'identification des implications politiques concrètes. Ensuite, cette section examinera cinq des onze paires d'ODD issues des études par pays. Pour chacune de ces cinq paires, les preuves concernant la connexion entre les deux issues des recherches précédentes, suivies des résultats de cette série d'études, sont discutées.³ L'objectif est de déterminer si les nouveaux éléments probants concernant ces paires d'ODD coïncident avec les éléments probants relevés précédemment ; quelles nouvelles idées que les décideurs politiques et les parties prenantes internationales devraient garder à l'esprit en ce qui concerne la cohérence des politiques ; et d'explorer les potentielles hypothèses de dépendance propres à chaque pays qui pourraient expliquer les résultats imprévus (Conseil international pour la science, 2017).

Cadre de travail

Le cadre original élaboré pour cette étude et présenté dans le tableau 5.1 s'appuie sur la révision documentaire et le contexte identifiés dans la section 2, et tient compte des restrictions contextuelles mentionnées au début de cette section. Il est organisé en deux catégories principales d'analyse.

La première catégorie est celle de l'approche. Elle permet d'identifier les différences et les points communs entre les approches méthodologiques dans les six cas, et de déterminer si une méthodologie ou un cadre conceptuel concernant les synergies et les compromis existe déjà dans la documentation ou représente une nouvelle approche. L'approche comprend cinq dimensions : le type (quantitatif, qualitatif ou mixte) ; la méthodologie ; les sources de données ; le niveau d'analyse ; et les limites contextuelles. L'annexe 1 décrit ces dimensions plus en détail.

La deuxième catégorie est celle des résultats. Elle s'appuie sur les sections portant sur les synergies et les compromis des études de cas pour répertorier les 11 paires d'ODD différents analysées : ODD 4 (éducation de qualité) et 1 (pas de pauvreté) ; ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes) ; ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 5 (égalité entre les sexes) ; ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 3 (bonne santé et bien-être) ; ODD 4 (éducation de qualité) et 10 (inégalités réduites) ; ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 4 (éducation de qualité) ; ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 5 (égalité entre les sexes) ; ODD 4 (éducation de qualité) et 3 (bonne santé et bien-être) ; ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 12 (consommation et production responsables) ; ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) ; et ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 15 (vie terrestre) (voir tableau 5.1).

Cette section se concentre sur quatre des paires ci-dessus analysées dans au moins deux études de cas nationales (voir les paires

2 Il convient de mentionner ici quelques mises en garde méthodologiques. Étant donné que dans la plupart des études de cas, des approches non systémiques des synergies et des compromis ont été sélectionnées, ce chapitre n'a pas pu produire un cadre systémique global pour intégrer les résultats, car l'accent devait être mis sur l'exploitation de la recherche originale de la SVSS. Par conséquent, l'analyse de la section 3 est menée au niveau des interconnexions directes (de premier ordre) entre les ODD. Cela présente des limites évidentes à la lumière de la discussion présentée dans la section 2. L'objectif de ce chapitre, comme indiqué dans la section préliminaire, n'est cependant pas de procéder à un développement méthodologique nécessairement novateur, mais de présenter un cadre pour l'analyse et la comparaison de nouvelles données au niveau national, ainsi que de combler le fossé entre ces résultats et des recommandations politiques concrètes à l'intention des décideurs.

3 Les six études de cas par pays de la SVSS, y compris le contexte pertinent du pays, l'approche méthodologique et le type de données utilisées pour évaluer les synergies et les compromis, sont brièvement présentées à l'annexe 1, à titre d'orientation pour le lecteur.

correspondantes marquées en couleurs dans le tableau 5.1). Afin d'assurer une représentation exhaustive de toutes les études de cas, la section mettra également l'accent sur un cinquième groupe d'ODD (7, 3 et 5), une triade qui nous permettra d'intégrer les résultats de l'étude de cas ghanéenne, étant donné la relation étroite entre les dimensions de l'énergie, de la santé et du genre qu'elle met en évidence. Les connexions à analyser de manière approfondie sont les suivantes :

- ODD 4 (éducation de qualité) et 1 (pas de pauvreté)
- ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes)
- ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 5 (égalité entre les sexes)
- ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 4 (éducation de qualité)
- ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 3 (bonne santé et bien-être), et 5 (égalité entre les sexes)

Pour chaque paire, le cadre met en évidence une série de dimensions analytiques. Celles-ci sont : le type d'interaction (synergie, compromis ou neutre, la première catégorie comprenant également des cas de synergies « inexploitées » ou « non réalisées », ainsi désignées dans le cadre) ; une brève description de l'interaction des Objectifs ; la dimension directionnelle (unidirectionnelle ou bidirectionnelle) ; et l'identification de potentiels facteurs de dépendance qui sous-tendent la connexion.

En ce qui concerne la catégorie « type d'interaction » du tableau 5.1, certains exemples précisent quand une interaction n'est pas clairement une synergie ou un compromis. De nombreuses études ont détecté des connexions neutres, c'est-à-dire lorsque les progrès réalisés sur un ODD n'ont pas d'impact apparent sur un autre. Certaines, cependant, sont définies par les auteurs comme des « synergies inexploitées » car les connexions peuvent devenir positives si des facteurs de dépendance spécifiques sont abordés. C'est le cas de la relation entre l'éducation et les résultats professionnels des jeunes au Pérou. Dans d'autres cas, des ODD étroitement liés avec certains progrès positifs sur le premier objectif pourraient devenir synergiques, mais sont finalement négatifs en raison de progrès limités ou inexistant sur l'autre. C'est le cas au Ghana, où l'adoption limitée de combustibles propres entraîne des résultats négatifs pour la santé des ménages. Une adoption complète de l'énergie propre se traduirait par des progrès positifs dans le domaine de la santé.

Cette section comprend une infographie (figure 5.1) qui résume la catégorie des résultats, telle que présentée dans le tableau 5.1.

Tableau 5.1. Matrice pour l'analyse transversale des synergies et des compromis dans les études de cas par pays

Pays	Études de cas par pays					
	Pérou	Bolivie	Inde	Sri Lanka	Ghana	Nigeria
Approches						
Type	Mixte	Quantitative	Mixte	Mixte	Mixte	Quantitative
Méthodologie	Régression logistique (modèle <i>logit</i>)	Simulations contrefactuelles des fonctions de densité conjointe	Analyse factorielle exploratoire, analyse factorielle confirmatoire, modélisation d'équations structurelles et analyse textuelle	Analyse des tendances, cartographie des réseaux et entretiens	Calculateur intégré des bénéfices du modèle LEAP et groupes de discussion pour l'approche qualitative	Analyse des réseaux basée sur des données quantitatives et sur une analyse de corrélation de Spearman ; examen qualitatif de la documentation
Sources de données	Enquête <i>Young Lives</i> , EAHO (enquête pour les ménages), ECE (évaluations de l'éducation) et entretiens	Séries chronologiques des enquêtes nationales transversales pour les ménages	Collecte de données primaires (questionnaire) et analyse des données secondaires (Recensement 2011 ; données administratives ; directives PMKVY)	Collecte de données primaires et secondaires à travers d'entretiens	Divers (indicateurs du Service statistique du Ghana, et autres)	Primaire (entretiens approfondis) et secondaire (enquêtes démographiques et sanitaires au Nigeria)
Niveau d'analyse	Individuel	Individuel	Ménage	Individuel	National, régional & individuel	National
Limites contextuelles mentionnées par les auteurs	Taille des échantillons dans les enquêtes longitudinales, en particulier lorsqu'il s'agit de considérer des populations spécifiques	Disponibilité limitée des données	Pénurie de données	Limites des données et stigmatisation des entretiens	Le modèle a des limites pour l'évaluation des cibles sociales	Limitation des données pour mesurer la qualité de l'éducation
Résultats						
Premier ODD sélectionné par l'étude de cas	4 (éducation de qualité)	4 (éducation de qualité)	4 (éducation de qualité)	8 (travail décent et croissance économique)	7 (énergie propre et d'un coût abordable)	4 (éducation de qualité)
Deuxième ODD sélectionné par l'étude de cas	8 (travail décent et croissance économique)	s.o.	8 (travail décent et croissance économique)	s.o.	s.o.	s.o.
Première paire de S&C	1 (pas de pauvreté)	4 (éducation de qualité)	4 (éducation de qualité)	8 (travail décent et croissance économique)	7 (énergie propre et d'un coût abordable)	4 (éducation de qualité)
	4 (éducation de qualité)	1 (pas de pauvreté)	5 (égalité entre les sexes)	5 (égalité entre les sexes)	3 (bonne santé et bien-être)	1 (pas de pauvreté)
Type d'interaction	Synergie	Neutre	Neutre	Neutre	Synergie	Synergie

Description de l'interaction	Un niveau socio-économique inférieur est associé à un retard sur le plan de l'éducation	L'augmentation du nombre d'années de scolarité n'explique pas la réduction de la pauvreté	Le niveau d'éducation ne présente aucune corrélation avec l'autonomisation des femmes	Les normes sociales relatives à l'égalité des sexes réduisent les effets de synergie pour les femmes	Les combustibles domestiques polluants sont une cause importante de décès liés à la pollution de l'air	Une éducation de qualité conduit à la réduction de la pauvreté, ce qui entraîne un meilleur accès à l'éducation
Directionnalité	Bidirectionnelle	Bidirectionnelle	Bidirectionnelle	Bidirectionnelle	Unidirectionnelle	Bidirectionnelle
Dépendance éventuelle	DCSL : caractéristiques de l'éducation	DCSL : qualité de l'éducation	DCSL : normes sociales, qualité des infrastructures et de l'éducation	DCSL : Travail domestique et soins familiaux non rémunérés ; harcèlement sexuel dans les transports publics et sur le lieu de travail	Dépendance temporelle	DCSL : inégalité entre les sexes
Deuxième paire de S&C	5 (égalité entre les sexes)	4 (éducation de qualité)	8 (travail décent et croissance économique)	8 (travail décent et croissance économique)	7 (énergie propre et d'un coût abordable)	4 (éducation de qualité)
	4 (éducation de qualité)	10 (inégalités réduites)	5 (égalité entre les sexes)	4 (éducation de qualité)	5 (égalité entre les sexes)	3 (bonne santé et bien-être)
Type d'interaction	Neutre	Neutre	Neutre	Synergie	Synergie	Synergie
Description de l'interaction	Les filles réussissent aussi bien voire mieux à l'école mais sont susceptibles d'être laissées pour compte dans le domaine professionnel (synergie inexploitée)	D'avantage d'années de scolarité n'expliquent pas la réduction des inégalités de revenus	La baisse de la participation des femmes dans le marché du travail et l'accès limité à un travail décent sont associés à une autonomie des femmes réduite	Le renforcement du capital humain augmente la productivité. Cependant, des effets différentiels apparaissent selon le type de travailleur	L'énergie propre est bénéfique pour la santé des femmes et leur permet de libérer une partie de leur temps	La qualité de l'éducation accroît la sensibilisation et l'accès aux services de santé
Directionnalité	Bidirectionnelle	Unidirectionnelle	Bidirectionnelle	Unidirectionnelle	Unidirectionnelle	Unidirectionnelle
Dépendance éventuelle	DCSL : normes relatives à l'égalité des sexes et travail non rémunéré	DCSL : qualité de l'éducation	DCSL : normes relatives à l'égalité des sexes, sécurité et travail non rémunéré	Engagement du secteur privé ; adaptation à l'évolution de l'industrie textile	DCSL : normes restrictives en matière de genre	DCSL : normes relatives à l'égalité des sexes
Troisième paire de S&C	4 (éducation de qualité)	4 (éducation de qualité)	s.o.	8 (travail décent et croissance économique)	7 (énergie propre et d'un coût abordable)	4 (éducation de qualité)
	8 (travail décent et croissance économique)	8 (travail décent et croissance économique)	s.o.	12 (consommation et production responsables)	13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)	5 (égalité entre les sexes)
Type d'interaction	Synergie, mais pas exploitée pour tous les groupes	Synergie limitée	s.o.	Compromis	Synergie	Synergie
Description de l'interaction	Être laissé pour compte dans le domaine de l'éducation est associé à être laissé pour compte dans le travail décent	D'avantage d'années d'études ne contribuent que faiblement aux revenus professionnels, surtout pour les hommes	s.o.	La croissance économique entraîne un gaspillage en terme de consommation	L'énergie propre réduit les émissions de gaz à effet de serre	Des normes plus égalitaires relatives à l'égalité entre les sexes éliminent les obstacles à l'accès des filles à l'éducation, et une éducation de qualité aide à déconstruire les normes inégalitaires
Directionnalité	Unidirectionnelle	Unidirectionnelle	s.o.	Unidirectionnelle	Bidirectionnelle	Bidirectionnelle

Dépendance éventuelle	La qualité de l'éducation et l'autonomie économique sont les clés pour exploiter les synergies	Faible demande de main-d'œuvre pour les travailleurs hautement qualifiés	s.o.	Gouvernance	Cadre temporel	Contexte géographique spécifique
Quatrième paire de S&C	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	7 (énergie propre et d'un coût abordable)	4 (éducation de qualité)
	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	15 (vie terrestre)	8 (travail décent et croissance économique)
Type d'interaction	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Neutre	Synergie
Description de l'interaction	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	La vie terrestre s'améliore sans énergie propre	Le renforcement du capital humain augmente la productivité
Directionnalité	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Bidirectionnelle	Unidirectionnel
Dépendance éventuelle	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	DCSL : stade de développement économique

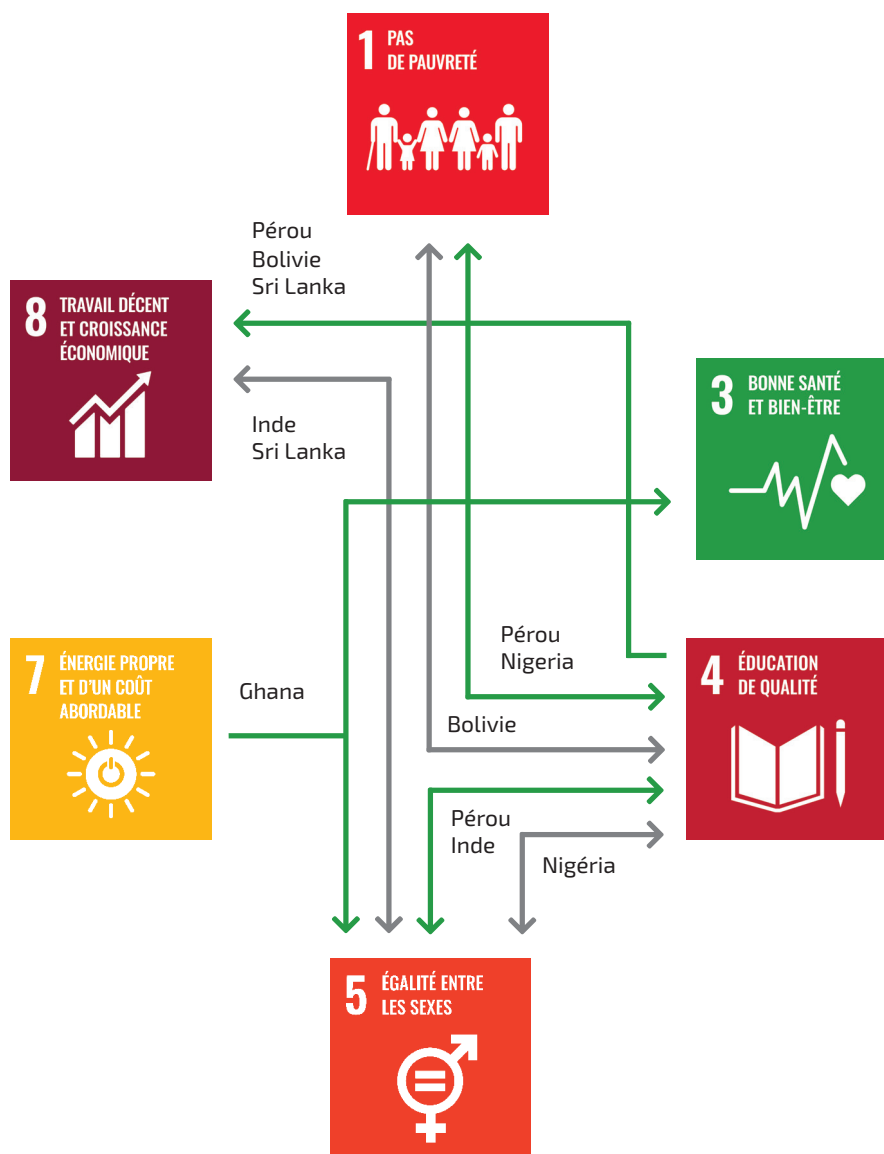
Note. S.O. = sans objet (utilisé dans les cas où seules deux ou trois paires d'ODD ont été analysées pour les synergies et les compromis). DCSL = dépendance issue du contexte géographique spécifique. Les couleurs correspondantes identifient les paires d'ODD correspondantes (dyades qui seront analysées ensemble dans la section suivante).

Sources : Adeniran, Onyekwena, Onubedo, Ishaku & Ekeruche (2020) ; Nair, Shah & Sivaraman (2020) ; Crentsil, Fenny, Ackah, Asuman & Otieku (2020) ; Andersen, Medianceli, Maldonado & Hernani-Limarino (2020) ; Alcázar, Bullard & Balarin (2020) ; Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana (2020).

Élaboré par les auteurs.

La figure 5.1 (ci-dessous) synthétise visuellement la catégorie « résultats » du tableau 5.1 et présente les six principaux ODD choisis pour les analyses approfondies. Les pointes des flèches indiquent la directionnalité. Une flèche à deux extrémités indique une connexion bidirectionnelle, tandis qu'une flèche à une extrémité indique une relation unidirectionnelle, ainsi que sa direction précise. Les couleurs indiquent si une relation est synergique (vert), neutre (gris) ou un compromis (rouge). Les étiquettes indiquent quelle paire d'ODD est présente dans quelle étude de cas nationale.

Figure 5.1. Infographie présentant un résumé visuel de la section des résultats du tableau 5.1.



Note. Comme le montre le tableau 5.1, aucun compromis n'a été trouvé dans les groupes d'ODD sélectionnés pour des analyses approfondies. C'est pourquoi il n'y a pas de flèches rouges dans l'infographie.

Élaboré par les auteurs.

Interconnexions entre ODD dans les différents contextes nationaux : les résultats essentiels

Cette section contextualise et évalue les cinq paires d'ODD sélectionnées pour une comparaison approfondie. Elle commence par une brève revue de la documentation pour chaque cas, en se concentrant à la fois sur les recherches spécifiques aux ODD et sur les connaissances du domaine politique plus large, avant de présenter les résultats des cas. Bien que la plupart des synergies soient bien connues tant dans les pays développés que dans les pays en développement,

des circonstances spécifiques les empêchent parfois de se manifester. Par conséquent, il est important d'identifier les facteurs de dépendance afin de déterminer les réponses politiques spécifiques nécessaires pour promouvoir la cohérence et profiter des synergies.

ODD 4 (éducation de qualité) et 1 (pas de pauvreté)

L'état des connaissances

Pour atténuer la pauvreté, il faut un accès universel et inclusif aux ressources de base et aux systèmes de protection sociale (FAO, 2015). Offrir une éducation inclusive et de qualité est l'un des outils les plus puissants et les plus éprouvés pour le développement durable (Banque mondiale, 2018). Cependant, les progrès en matière d'éducation dans certains pays en développement sont entravés par la pauvreté, les conflits armés et les situations d'urgence. Il est utile de mesurer si la pauvreté entrave l'éducation, ou si l'éducation contribue à réduire la pauvreté, pour déterminer si les ODD 4 et 1 sont en synergie ou révèlent des compromis.

Oxaal (1997) comprend la relation entre l'éducation et la pauvreté de deux manières : l'éducation comme réduisant la pauvreté à long terme, ou la pauvreté comme limitant la réussite scolaire. L'éducation en tant que stratégie de réduction de la pauvreté est généralement analysée au niveau individuel et au niveau national. Individuellement, l'éducation apporte des compétences et des connaissances précieuses qui peuvent réduire la pauvreté monétaire en augmentant les salaires d'une main-d'œuvre plus qualifiée (Hanushek, 2013). Octroyer un accès universel à l'éducation—une dimension de la pauvreté multidimensionnelle—réduit les privations personnelles. Il est prouvé que l'éducation développe la résilience, renforce l'autonomie personnelle et favorise le développement des individus, des foyers et des communautés (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], 2017).

Sur le plan macroéconomique, il est reconnu que l'éducation réduit l'inégalité des revenus. Une étude menée par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, 2015) sur 114 pays entre 1985 et 2005 a révélé qu'une année de scolarité supplémentaire réduit le coefficient de Gini national de 1,4 points de pourcentage. L'UNESCO (2017) a affirmé que près de 60 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté si toutes les personnes de 15 ans et plus n'avaient que deux années de scolarité supplémentaires.

La pauvreté en tant que contrainte sur la réussite scolaire peut être analysée au niveau macro et micro. Sur le plan macroéconomique, les pays à faible revenu affichent généralement des niveaux d'inscriptions plus faibles et moins d'années d'études en moyenne (UNESCO, 2017). Au niveau microéconomique, les enfants vivant dans des ménages pauvres reçoivent généralement moins d'éducation que ceux des ménages plus riches. Pour les nourrissons, cela peut créer des lacunes dans le développement cognitif et linguistique (Rubio-Codina & Grantham-McGregor, 2019). Ceci implique une violation des droits de l'enfant, et est préjudiciable au développement de leurs compétences, affectant négativement les trajectoires de vie (Cecchini, Filgueira, Martínez & Rossel, 2015).



Une éducation de qualité contribue à réduire la pauvreté en augmentant les revenus et la résilience des personnes, en bénéficiant aux minorités et en prévenant la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

La réduction de la pauvreté (ODD 1) contribuerait à réduire les obstacles à l'éducation ; l'investissement dans une éducation de qualité (ODD 4) aurait un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Cela indique que, bien que les ODD 1 et 4 soient des objectifs en eux-mêmes, il y a également de la place pour des synergies bidirectionnelles.

La forte synergie qui existe ici a également été abordée par la documentation spécifique à l'Agenda. Pradhan et al. (2017) ont analysé quantitativement les synergies entre les ODD, en identifiant les corrélations positives ou négatives, à partir d'indicateurs élaborés par le Groupe interinstitutions et d'experts des Nations unies sur les Indicateurs des ODD, en utilisant l'analyse non paramétrique de corrélation de rang de Spearman. Leurs résultats révèlent que les ODD 1 et 4 ont des relations synergiques significatives, se classant au deuxième rang des 10 premières places pour les synergies, éclipsées seulement par les ODD 11 et 13 (villes et communautés durables, et mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Le Blanc (2015) a classé l'ODD 1 comme possédant le troisième plus grand nombre de connexions avec d'autres Objectifs.

Vladimirova et Le Blanc (2016) ont étudié la relation entre l'ODD 4 (éducation de qualité) et d'autres. En analysant 37 rapports mondiaux produits par des organisations des Nations unies, les auteurs ont constaté que l'éducation est reconnue comme facilitant d'autres ODD. Ils affirment également que la connexion entre les ODD 4 et 1 (pas de pauvreté) pose des problèmes d'endogénéité. Une éducation de qualité contribue à réduire la pauvreté en augmentant les revenus et la résilience des personnes, en bénéficiant aux minorités et en prévenant la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Cet impact positif peut être entravé par un accès limité à l'éducation et des exigences éducatives croissantes conditionnant l'entrée dans le marché du travail. Cependant, la réduction de la pauvreté améliore également l'éducation en diminuant les différences de qualité des services accessibles aux personnes ayant des revenus différents. Néanmoins, l'étude a noté que les enfants issus de milieux à faibles revenus reçoivent probablement moins de services éducatifs, et de moindre qualité, que ceux des ménages à revenus plus élevés.

Bien que convaincante, ces preuves ne démontrent pas de lien causal entre les ODD 1 et 4 permettant d'expliquer cette synergie. Davantage de recherches sur les synergies et les compromis des interventions politiques spécifiques sont nécessaires. La méthodologie développée par Mainali et al. (2018), qui utilise une approche mixte et des données historiques, offre un bon point de départ pour analyser la relation entre quatre ODD. L'un des Objectifs sur lesquels cette recherche se concentre est l'ODD 1 (pas de pauvreté), dont on a constaté qu'il présentait de fortes synergies avec d'autres ODD. L'étude conclut que le potentiel de synergies et de compromis est spécifique au contexte, et dépend des politiques visant à mettre en valeur ces connexions.

Perspectives du Pérou, de la Bolivie et du Nigeria

Les études de cas péruvienne, bolivienne et nigérienne analysent chacune les synergies et les compromis entre les ODD 1 (pas de pauvreté) et 4 (éducation de qualité).

Dans le cas péruvien, Alcázar, Bullard & Balarin (2020) trouvent un potentiel de forte synergie entre les ODD 4 (éducation de qualité) et 1 (pas de pauvreté) au niveau individuel. L'occupation des quintiles de revenus les plus bas était une variable importante prédisant de faibles indicateurs éducatifs chez les adolescents et les jeunes adultes. Les élèves du primaire vivant dans la pauvreté étaient 5% plus susceptibles d'avoir du retard en lecture et 16,1% plus susceptibles d'avoir du retard en mathématiques. Les élèves de l'enseignement secondaire issus des niveaux socio-économiques les plus bas avaient 10,2% plus de chances d'avoir du retard en lecture et en mathématiques (Alcázar et al., 2020).

La relation étroite entre la pauvreté et l'éducation est liée aux obstacles à l'accès à un travail décent plus tard dans la vie (Alcázar et al., 2020), ce qui peut reproduire la pauvreté monétaire et réduire l'autonomie économique. La relation entre l'éducation et la pauvreté est fréquemment bi-directionnelle. Des obstacles affectant une dimension génèrent des conséquences négatives dans l'autre. Le cas péruvien montre que ces effets ont une dimension intergénérationnelle ; les enfants présentant des retards dans leurs résultats scolaires ont souvent des parents pauvres qui se sont heurtés à des obstacles entravant leur accès à l'éducation lorsqu'ils étaient jeunes. (Alcázar et al., 2020).

L'association entre l'éducation et la pauvreté signifie que les politiques conçues pour aborder l'une ou l'autre peuvent avoir des effets en cascade. Le cas péruvien montre que les réformes politiques fondées sur des données probantes et visant un objectif donné auront des effets positifs sur l'autre. Certaines dépendances contextuelles spécifiques au lieu devraient être prises en compte dans les politiques d'éducation afin de garantir que les réformes abordent avec succès les obstacles qui empêchent les groupes vulnérables d'accéder à l'éducation. Ces politiques incluent l'affectation correcte des ressources et de la qualité des infrastructures pour renforcer les environnements d'apprentissage (y compris les considérations d'accès et de transport, en particulier dans les régions rurales), des politiques comportant des composantes socio-éducatives pour soutenir les trajectoires individuelles et des synergies entre les établissements scolaires et les structures de protection de la santé.

En Bolivie, la pauvreté monétaire a considérablement diminué au cours des 15 dernières années (Andersen et al., 2020). Cependant, l'étude de cas montre que les gains en matière d'éducation (mesurés en années d'éducation supplémentaires) au cours de la période 1999-2014 n'ont pas contribué à réduire la pauvreté extrême ou la pauvreté monétaire des revenus (Andersen et al., 2020). Une relation apparemment neutre entre les deux dimensions politiques et les ODD existe là où une synergie était attendue. Ces résultats sont frappants. Les auteurs suggèrent que, étant donné que l'investissement bolivien en matière d'éducation est parmi les plus élevés des pays d'Amérique du Sud (7% en moyenne de son produit intérieur brut [PIB]), cette connexion neutre pourrait même devenir un compromis si ces ressources avaient été utilisées plus efficacement (Andersen et al., 2020).

Toutefois, cette analyse se concentre sur les années de scolarité plutôt que sur la qualité, qui est également une caractéristique clé de l'ODD 4. La qualité est une différence majeure entre les Objectifs du

millénaire pour le développement (OMD) et les Cibles éducatives des ODD. Une analyse des synergies et des compromis qui n'inclut pas le niveau et les résultats de l'éducation est intrinsèquement limitée, et empêche d'examiner pourquoi la durée de l'éducation ne contribue pas à une réduction de la pauvreté monétaire. L'étude de cas bolivienne illustre ce problème, faute de données sur la qualité de l'éducation au niveau national (Andersen et al., 2020). Il est impossible de savoir si cette absence de contribution significative de l'éducation à la réduction de la pauvreté peut être attribuée à l'éducation elle-même ou à des problèmes concernant sa qualité et sa pertinence (Hanushek, 2013). La qualité est donc un facteur probable de dépendance du contexte géographique spécifique dans ce cas. Les problèmes liés à mesure de la pauvreté sont également importants pour contextualiser les résultats, y compris l'exclusion des données sur la production familiale et l'autonomie de la consommation dans les derniers calculs de la pauvreté monétaire (Andersen et al., 2020).

Au Nigeria, Adeniran et al. (2020) corroborent l'étroite interconnexion entre la pauvreté et l'éducation. Les auteurs classent l'interaction entre l'éradication de la pauvreté et l'éducation de qualité comme « indivisible » ; les progrès réalisés sur un Objectif affectent simultanément les progrès sur un autre (Adeniran et al., 2020). Ils concluent qu'une éducation de meilleure qualité conduit à une réduction de la pauvreté. Mais des revenus plus élevés conduisent également à une éducation de meilleure qualité, s'inscrivant dans un cycle vertueux qui réduit la transmission intergénérationnelle de la pauvreté (Adeniran et al., 2020). Les auteurs notent également un facteur de dépendance : l'inégalité entre les sexes. Les normes sociales peuvent empêcher les jeunes filles d'aller à l'école (Adeniran et al., 2020).

En conclusion, les cas bolivien, nigérian et péruvien suggèrent des synergies entre les ODD 1 et 4, en accord avec les preuves et la documentation internationales. Le cas péruvien illustre une relation positive entre la réduction de la pauvreté et une éducation de qualité au niveau individuel, mais note une disparité d'impact entre les différents secteurs socio-économiques. En Bolivie, le lien manquant entre la durée de l'éducation et la réduction de la pauvreté pourrait s'expliquer par un biais méthodologique ; les données relatives à la production familiale dans la mesure de la pauvreté et à la qualité de l'éducation sont manquantes. Enfin, le cas du Nigeria met en évidence des synergies entre les ODD 1 et 4, qui sont « indivisibles » selon les auteurs.

ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes)

L'état des connaissances

Les inégalités entre les sexes dans l'éducation ont diminué au niveau mondial, mais les filles sont toujours confrontées à la discrimination et aux écarts liés au genre dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. C'est l'un des facteurs qui empêchent la pleine participation des femmes au marché du travail. Par exemple, en Afrique du Nord, seule une femme sur cinq est employée dans un secteur non agricole. À l'échelle mondiale, les femmes occupent plus de 30% des sièges d'au moins une chambre du parlement national dans 46 pays

seulement (Nations unies, 2019a). La synergie entre les ODD 4 et 5 peut encourager la participation des femmes et des filles dans toutes les sphères politiques, économiques et publiques, en leur offrant de réelles possibilités d'autonomie.

Les Ressources de l'UNESCO sur l'égalité des genres (2019) concernant les ODD pour les éducateurs démontrent l'importance de l'éducation pour l'égalité des genres. Pendant la petite enfance, les enfants apprennent à cohabiter avec d'autres genres ; à l'école primaire, ils apprennent l'impact des rôles de genre sur l'identité et l'égalité de traitement. À l'école secondaire, cette compréhension s'étend à la construction sociale du genre, y compris les rôles sexospécifiques, les professions, les sports et les ménages. Cela a d'énormes conséquences sur leur développement. Les stéréotypes liés au genre à la maison, à l'école et dans le cadre professionnel ont des répercussions importantes sur les résultats scolaires (Díaz Langou, De León, Florito, Caro Sachetti, Biondi & Karczmarczyk, 2019). S'attaquer aux inégalités entre les genres dès le plus jeune âge permettrait de réduire la segmentation horizontale dans l'enseignement supérieur et sur le marché du travail plus tard dans la vie.

Une éducation de qualité qui intègre les considérations de genre peut grandement contribuer à l'égalité des genres, en élargissant les opportunités et en augmentant les aspirations au travail hors de la maison (Fonds des Nations unies pour la population [FNUAP], 2014 ; Banque mondiale, 2007). Cela donne aux femmes les moyens de lutter contre la discrimination et de faire valoir leurs droits (UNESCO, 2013-2014 ; PNUD, 2010). En particulier, une éducation sexuelle exhaustive a des effets positifs sur le niveau d'éducation et l'indépendance des filles et des femmes (Montgomery & Knerr, 2018 ; UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes & OMS, 2018).

Malgré ces corrélations positives, les synergies peuvent être diminuées par des normes sociales implicites, des préjugés et des stéréotypes, empêchant les sociétés très instruites de parvenir à l'égalité des genres (Díaz Langou et al., 2019). Pour qu'une éducation de qualité améliore l'égalité des genres, il est important d'inclure une perspective de genre visant à minimiser la discrimination (UNESCO et al., 2018). De plus, une éducation de qualité et l'égalité des genres peuvent résoudre le problème des normes et des discriminations liées au genre dont résulte le fait que les filles soient moins nombreuses que les garçons à fréquenter les écoles rurales (UNESCO & UNICEF, 2015 ; FAO, 2015).

Du point de vue de l'Agenda 2030, la documentation illustre les corrélations et les synergies entre la qualité de l'éducation (ODD 4) et l'égalité entre les sexes (ODD 5). Pradhan et al. (2017) le notent, bien que les ODD 4 et 5 se situent en dessous des 10 principales paires de synergies. Le Blanc (2015) a classé toutes les Cibles en fonction de leurs connexions avec d'autres Objectifs et a constaté que les ODD 4 et 5 se classaient respectivement au 8e et au 7e rang, ce qui comprenait plusieurs connexions entre eux.

Vladimirova et Le Blanc (2016) démontrent également les synergies entre les ODD 4 et 5. Les rapports mondiaux des Nations unies montrent qu'une éducation de qualité peut améliorer les chances des filles et des jeunes femmes en leur permettant de développer des aspirations professionnelles les conduisant à favoriser le travail rémunéré en

”

Une éducation de qualité peut améliorer les chances des filles et des jeunes femmes en leur permettant de développer des aspirations professionnelles les conduisant à favoriser le travail rémunéré en dehors du foyer.

dehors du foyer. De plus, un niveau d'éducation plus élevé pour les filles peut avoir un impact positif sur les normes de genre. Ils analysent également l'impact que le progrès en matière d'égalité des sexes a sur l'éducation. En réduisant les mariages précoces et en promouvant les droits sexuels et reproductifs, l'égalité des genres réduit les obstacles que le mariage ou les grossesses font peser sur l'éducation des femmes. L'autonomisation économique des femmes plus âgées peut également accroître les revenus du ménage, améliorant ainsi la réussite scolaire des enfants. Le fait qu'il s'agisse d'un processus à long terme est considéré comme un défi ; l'impact de l'éducation peut rester faible tant que ces stéréotypes et pratiques négatifs existent encore. Vladimirova et Le Blanc montrent que l'intégration d'une perspective de genre dans la mise en œuvre des politiques, y compris des actions positives autour de la réussite scolaire et un enseignement sensible au genre, peut atténuer ces défis.

En conclusion, bien que les études suggèrent qu'il existe des synergies entre l'éducation de qualité et l'égalité des sexes, la plupart des preuves ne sont pas spécifiques au contexte. Il convient d'étudier davantage quelles politiques spécifiques fonctionnent dans chaque contexte pour renforcer les liens et faire progresser l'Agenda.

Perspectives du Nigeria, de l'Inde et du Pérou

Les études de cas nigériane, indienne et péruvienne analysent chacune les synergies et les compromis entre les ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes).

Au Nigeria, Adeniran et al. identifient une forte synergie entre l'accès à l'éducation et l'égalité entre les sexes. L'éducation améliore l'autonomie des femmes, les droits reproductifs et sexuels, la prise de décision au sein du ménage et les opportunités d'emploi (Adeniran et al., 2020). Il existe un consensus sur le fait que cette relation est bidirectionnelle. De plus, l'amélioration de l'accès à l'éducation réduit le mariage d'enfants, une pratique répandue qui nuit aux droits et aux perspectives d'avenir des filles.

En Inde, il existe des synergies inexploitées entre les ODD 4 et 5. La recherche illustre les connexions potentielles entre les Cibles 4.3 (garantir l'égal accès des femmes et des hommes à un enseignement technique, professionnel ou universitaire de qualité et d'un coût abordable), 4.4 (augmenter le nombre de jeunes et d'adultes qui possèdent des compétences pertinentes pour l'emploi, l'obtention d'un travail décent et l'entrepreneuriat) et 4.5 (éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et garantir l'égal accès à tous niveaux d'éducation et de formation professionnelle pour les personnes vulnérables), avec la Cible 5.5 (garantir la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances d'accès aux fonctions de direction à tous les niveaux décisionnels dans la vie politique, économique et publique).

Deux défis politiques empêchent de garantir ces synergies. Premièrement, les centres de formation manquent d'infrastructures adéquates, telles que des services de garde d'enfants, des transports accessibles ou des équipements appropriés, ce qui dissuade les femmes de participer à des programmes de formation (Nair et al., 2020).

Deuxièmement, les programmes de formation ne permettent pas aux femmes d'acquérir les compétences pertinentes ; et l'obtention d'une éducation supérieure n'est pas en corrélation avec une participation économique plus élevée pour les femmes indiennes (Nair et al., 2020). L'éducation est perçue davantage comme un symbole de statut que comme un moyen d'améliorer l'employabilité (Nair et al., 2020), ce qui augmente la probabilité que les femmes soient laissées pour compte.

La recherche met également en évidence la synergie potentielle entre l'ODD 4 et la Cible 5.A (entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne). Pour ce faire, la formation devrait prévoir une éducation en matière financière qui permette aux femmes d'acquérir des compétences en matière de gestion de l'argent (Nair et al., 2020).

Au Pérou, Alcázar et al. (2020) trouvent une connexion neutre, là où une synergie est attendue entre l'ODD 4 et les Cibles d'autonomie économique de l'ODD 5. Bien que les filles réussissent aussi bien, voire mieux, à l'école que les garçons, elles sont beaucoup plus susceptibles d'être laissées pour compte sur le marché du travail (Alcázar et al., 2020). Les normes sexospécifiques néfastes, lors de l'adolescence, dépeignent les femmes comme moins qualifiées dans des domaines spécifiques tels que les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM, en anglais) ; il est plus difficile pour les filles de se projeter dans ce type de carrières et cela peut entraîner de moins bons résultats scolaires dans ces matières (Spencer, Steele & Quinn, 1999). Même lorsque les résultats scolaires ne sont pas significativement différenciés selon le sexe, cela n'est pas pour autant valable en ce qui concerne la participation sur le marché du travail. Les femmes péruviennes ont 10,7% plus de chances que les hommes de ne pas avoir d'emploi, d'éducation ou de formation (NEET) et 12,5% plus de chances de travailler dans des conditions précaires (Alcázar et al., 2020).

D'autres facteurs contextuels, notamment la répartition inéquitable des responsabilités familiales, empêchent les jeunes femmes péruviennes de profiter de la synergie intuitive entre l'ODD 4 et les Cibles visant à l'autonomie économique des femmes compris dans les ODD 5 et 8 (travail décent et croissance économique). Du progrès vers la réalisation de toutes les Cibles de l'ODD 5 (en particulier les Cibles 5.1, 5.4 et 5.6, relatives à la discrimination, au travail familial et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive) permettrait de concrétiser cette synergie (Díaz Langou et al., 2019).

En conclusion, les connaissances et les données montrent une synergie potentielle entre les ODD 4 et 5. Une éducation de qualité pour les femmes et les filles devrait contribuer à leur autonomisation et à la réduction des inégalités entre les sexes. Des pays plus soucieux de l'égalité des genres sont susceptibles d'offrir de meilleures possibilités d'éducation aux femmes. Les cas des trois pays confirment cette synergie potentielle, toutefois le cas de l'Inde souligne que l'accès des femmes aux formations n'a pas conduit à une plus grande autonomie économique. Comme indiqué précédemment, l'impact d'une éducation

de qualité sur l'égalité des sexes dépend de la déconstruction des normes néfastes en matière de genre par l'intégration de la perspective de genre dans toutes les politiques.

ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 5 (égalité entre les sexes)

L'état des connaissances

La participation croissante des femmes dans le marché du travail depuis le milieu du XXe siècle a eu des effets positifs sur l'égalité entre les sexes. Toutefois, les femmes sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs moins bien rémunérés, à des postes de niveau inférieur et dans l'économie informelle, ce qui contribue à l'écart de rémunération entre les sexes (Díaz Langou et al., 2019).

La relation entre la croissance économique et l'égalité entre les sexes fait depuis longtemps l'objet de recherches. Goldin (1995) voit cette relation en forme de U : la participation des femmes dans le marché du travail est élevée dans les contextes à faibles revenus, mais elle diminue lorsque les nouvelles technologies et la croissance économique remplacent le travail rémunéré des femmes par un travail ménager non-rémunéré. La participation augmente à nouveau lorsque l'éducation des femmes augmente, que les taux de fertilité diminuent et que le mariage et la procréation sont retardés (Banque mondiale, 2012). Implicitement fondées sur un modèle où l'homme joue le rôle de soutien de la famille et où le travail des femmes complète celui des hommes, ces prédictions peuvent ne pas être valables dans les sociétés plus égalitaires en matière d'égalité entre les sexes.

Les écarts entre les genres sont également évidents, mais moins importants, dans les pays à revenu élevé ; les femmes restent surreprésentées dans les professions faiblement rémunérées et sous-représentées dans les groupes professionnels à revenu élevé (Atkinson, Casarico, & Voitchovsky, 2018). Si la croissance économique contribue à l'égalité entre les sexes, des interventions politiques spécifiques accélèrent le processus. Le Rapport mondial du Forum économique mondial sur l'inégalité entre les sexes (2017) indique que, si les tendances actuelles ne changent pas, il faudra 100 ans pour combler l'écart entre les sexes au niveau mondial.

Duflo (2012) conclut que le développement économique seul ne suffit pas pour résister aux stéréotypes omniprésents et à améliorer les dimensions clés de l'autonomisation des femmes. Néanmoins, cette autonomisation est essentielle du point de vue des droits de l'Homme. Les mesures d'action positive visant à atteindre cet Objectif peuvent contribuer à maximiser l'impact de la croissance économique sur l'égalité entre les sexes.

Il y a un consensus sur l'existence d'une corrélation positive entre l'égalité des sexes, le travail décent et la croissance économique (Díaz Langou & Brest, 2018). L'Institut mondial McKinsey (2015) note que le PIB mondial annuel pourrait être supérieur de 60% d'ici 2025 si la participation des femmes au marché du travail était égale à celle des hommes. Sur le plan macroéconomique, les écarts entre les sexes en



Dans certaines circonstances, la croissance économique peut créer des synergies avec l'égalité des sexes, mais elle devrait être associée à des politiques d'action positive pour éviter l'apparition de compromis.

matière de travail ralentissent la croissance économique parce que les réserves de talents sont sous-utilisées et que l'investissement en talent humain est insuffisant (Booz & Company, 2012 ; Blackden, Canagarajah, Klasen, & Lawson, 2006). Bertay, Dordevic et Sever (2018) ont émis l'hypothèse que la réduction des inégalités entre les sexes devrait bénéficier de manière disproportionnée aux industries à prédominance féminine. Il est prouvé que des espaces de travail plus diversifiés contribuent à de meilleurs résultats et à une meilleure productivité, et qu'une participation accrue des femmes a des effets positifs sur les performances économiques des entreprises (Société financière internationale, 2015 ; Institut de recherche du Crédit Suisse, 2014 ; Cuberes & Teignier-Baqué, 2011a ; Cuberes & Teignier-Baqué, 2011b).

Des preuves tout aussi convaincantes montrent que l'accès des femmes à l'emploi, aux transferts de fonds, à l'éducation, au crédit, à la terre et à d'autres actifs contribue à la réduction de la pauvreté, à la baisse de la fécondité, au bien-être des enfants et à la productivité agricole (Barrientos & DeJong, 2006 ; Blumberg, Cooper, & Schindler, 2005 ; Kabeer, 2003 ; Quisumbing & Mallucio, 2003). Cependant, les discriminations de genre qui subsistent dans l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à la représentation politique témoignent toutes de la persistance des inégalités entre les sexes dans les choix et les chances de vie.

La synergie potentielle identifiée entre les ODD 5 et 8 est cohérente avec les recherches existantes. L'étude de Pradhan et al. (2017) révèle que, malgré les synergies entre les ODD 5 et 8, il existe des corrélations statistiques négatives. Miola, Borchardt, Neher et Buscaglia (2019) analysent les synergies et les compromis entre les ODD ; alors que l'ODD 5 ne présente pratiquement aucun compromis avec d'autres ODD, l'ODD 8 peut faire l'objet de compromis éventuels.

Benson Wahlen (2017) analyse le lien entre l'égalité entre les sexes et les autres ODD. L'égalité entre les sexes, affirme-t-elle, est un « catalyseur et un accélérateur » pour tous les autres ODD. La première Cible (mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles), permet un accès égal et décent à l'éducation et au marché du travail. En outre, la promotion de l'autonomisation économique et du financement a des implications directes sur la croissance économique : garantir les droits économiques des femmes augmente la participation au marché du travail et stimule la productivité, en particulier lorsque le leadership des femmes est encouragé. Le rapport souligne également l'impact positif que la bonne santé des femmes a sur l'activité économique. Malgré ces liens positifs, Benson Wahlen (2017) identifie deux défis de mise en œuvre : l'absence de données sensibles au genre et l'insuffisance d'investissement en matière d'égalité des sexes.

Les synergies potentielles entre le travail décent, la croissance économique et l'égalité des sexes seraient clairement positives. La promotion de l'équité entre les sexes réduirait les obstacles à l'autonomisation des femmes et leur permettrait de participer pleinement et positivement au marché du travail. Dans certaines circonstances, la croissance économique peut créer des synergies avec l'égalité des sexes, mais elle devrait être associée à des politiques d'action positive pour éviter l'apparition de compromis.

Perspectives du Sri Lanka et de l'Inde

Les études de cas de la SVSS sri-lankaise et indienne analysent les synergies et les compromis entre les ODD 8 et 5.

Le Sri Lanka a connu des avancées majeures vers des Cibles spécifiques à l'ODD 5. La santé maternelle, le taux d'alphabétisation des femmes et le niveau d'éducation à tous les niveaux se sont améliorés (Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana, 2020). Toutefois, l'accès au marché du travail et la qualité de l'emploi des femmes ne sont pas encore des priorités. Cela est particulièrement problématique car l'automatisation—notamment dans l'industrie textile—est en train de transformer le monde du travail traditionnel (Fernando et al., 2020).

Le taux de participation des femmes dans le marché du travail au Sri Lanka reste faible. Seulement 34% des femmes travaillent, un chiffre constant depuis plusieurs années (Banque mondiale, 2018). Les demandes non satisfaites en matière de garde d'enfants et l'important harcèlement sexuel dans les transports publics et sur le lieu de travail entravent la pleine participation des femmes à la vie active (Fernando et al., 2020). Les femmes qui travaillent malgré tout sont confrontées à des salaires plus bas et se concentrent dans des secteurs moins dynamiques de l'économie (Fernando et al., 2020). Cela compromet le principe d'égalité de l'ODD 8 et la possibilité d'atteindre l'ODD 5. L'accès limité à un meilleur travail contribue au renforcement d'une dynamique qui compromet mutuellement l'autonomie économique, le pouvoir au sein du ménage et les droits de l'homme (Benavente & Valdés, 2014). Le fait que les faibles revenus empêchent les femmes d'engager des services de garde professionnels pour participer à leur tour au marché du travail illustre que cette relation est bidirectionnelle (Fernando et al., 2020).

En Inde, certains secteurs de la main-d'œuvre sont de plus en plus féminisés (Nair et al., 2020). Les femmes sont typiquement cantonnées dans des emplois, tels que ceux de soignantes et d'éducatrices, qui reproduisent la division sexuelle du travail. Elles sont également surreprésentées dans l'économie informelle, ce qui les empêche d'avoir accès à la protection sociale. Conjugués à la baisse de la participation des femmes au marché du travail, ces résultats renforcent les défis que représente la création d'un cercle vertueux entre les ODD 5 et 8. Un enseignement supérieur ne se traduit pas par de meilleures opportunités d'emploi pour les femmes : les diplômés de l'université et les jeunes femmes ayant abandonné l'école secondaire enregistrent des niveaux d'activité similaires (Nair et al., 2020). Cela peut s'expliquer par le fait que les programmes de formation professionnelle ne correspondent pas aux besoins du marché du travail, ou par le fait que les femmes ne sont pas informées des possibilités de formation.

Garantir aux femmes des opportunités de travail décent pourrait certainement favoriser l'égalité des genres. L'étude de cas indienne soutient que l'accès aux emplois formels, qui garantissent des régimes de congé parental et l'accès aux infrastructures de base, peut avoir un effet significatif sur les femmes qui ne travaillent pas actuellement (Nair et al., 2020). Pourtant, tel que décrit, les femmes sont principalement employées dans l'économie informelle et se heurtent à des obstacles liés aux déficiences des infrastructures du

lieu de travail, à la sécurité des transports et au manque de sentiment de pouvoir sur leur environnement.

Les études de cas et les précédentes analyses de la documentation existante illustrent les synergies entre le travail décent, la croissance économique et l'égalité entre les sexes. La croissance économique seule ne suffit pas à garantir l'égalité entre les sexes, en particulier sur le marché du travail. De plus, comme le montrent les études de cas de l'Inde et du Sri Lanka, les progrès en matière de taux d'alphabétisation et de niveau d'éducation ne se traduisent pas nécessairement par de meilleures conditions de travail pour les femmes.

ODD 8 (travail décent et croissance économique) et 4 (éducation de qualité)

L'état des connaissances

L'éducation a un impact positif sur la croissance économique et facilite le travail décent grâce à différents mécanismes : capital humain, technologie, productivité et exportations. Pour Mankiw, Romer et Weil (1992), l'éducation augmente le capital humain, qui est inhérent à la main-d'œuvre dans le modèle néoclassique « augmenté » [*augmented neoclassical model*, N. de la T.]. Elle contribue également à la transmission de la technologie (Nelson & Phelps, 1966 ; Benhabib & Spiegel, 1994) et à la capacité d'une économie à innover en matière de procédés, de technologies et de produits nouveaux (Lucas, 1988 ; Romer, 1990 ; Aghion & Howitt, 1998). Certaines études soulignent l'impact de l'éducation, en particulier aux niveaux secondaire et supérieur, sur la productivité des travailleurs soutenant qu'il en résulte des revenus plus élevés, de meilleures conditions de travail et des retombées en termes de connaissances qui favorisent l'esprit entrepreneurial et la croissance (Banque mondiale, 2007).

En revanche, Hanushek (2013) affirme qu'il y a une préoccupation surdimensionnée concernant la fréquentation et l'achèvement de la scolarité dans les pays en développement, alors que la qualité de l'école et les compétences cognitives sont sous-estimées. À l'inverse de l'accent mis sur l'accès à l'éducation, la participation et la scolarisation dans les OMD, les ODD mettent l'accent sur la qualité et les résultats de l'apprentissage, soulignant leur corrélation positive avec la croissance économique (OCDE, 2016b).

Les écarts en matière d'éducation entre les pays développés et les pays en développement, notamment en termes d'alphabétisation, de fréquentation scolaire et d'inscription à l'université, illustrent l'importance du travail décent et de la croissance économique (UNESCO, 2017). Les données sur la qualité de l'éducation sont plus rares, car il s'agit d'une question multidimensionnelle qui concerne les étudiants, les professeurs, les infrastructures, la volonté politique et les budgets. Jaureguiberry, López et Zoido (2018) ont constaté que les investissements de l'Amérique latine dans l'éducation, bien qu'ils aient augmenté au cours de la dernière décennie, sont toujours inférieurs à la moyenne de l'OCDE – en particulier dans les secteurs secondaire et supérieur. Les auteurs affirment qu'il faut investir davantage, mieux et plus efficacement. Cette évidence renforce le fait que la croissance économique peut contribuer à une éducation de qualité en stimulant



Les progrès de l'automatisation qui transforment l'industrie textile réduisent les incitations du secteur privé à embaucher et à former des travailleurs peu qualifiés, ce qui nuit aux politiques de formation pour les groupes vulnérables.

l'investissement, mais qu'elle est insuffisante pour garantir l'accès universel à l'éducation de manière indépendante.

Par conséquent, tant les synergies que les compromis entre ces deux ODD sont possibles, mais cela dépend de la mise en œuvre des politiques dans chaque pays. Si l'éducation universelle améliore les compétences et les qualifications des futurs travailleurs, la croissance économique et le travail décent ne conduisent pas nécessairement, à l'inverse, à une meilleure éducation.

Dans le classement des interconnexions des ODD établi par Le Blanc (2015), l'ODD 8 est classé quatrième et l'ODD 4 huitième. Bien que l'auteur identifie une connexion entre ces deux Objectifs, il y a moins d'interconnexions totales par rapport à d'autres paires d'ODD. Cela montre que les synergies ou les compromis dépendent de la forme que prennent les interventions publiques.

Vladimirova et Le Blanc (2016) examinent les rapports des Nations unies et analysent la relation entre une éducation de qualité et la croissance économique, et constatent que l'éducation augmente la productivité et les revenus des travailleurs. L'enseignement secondaire et supérieur favorise la diffusion des connaissances et l'esprit entrepreneurial ; la main-d'œuvre qualifiée peut, à son tour, augmenter les exportations et les investissements. En outre, la croissance économique crée une demande accrue de travailleurs qualifiés, d'innovations technologiques et de « compétences vertes ». L'augmentation des revenus des ménages résultant de la croissance économique peut également réduire le travail des enfants et améliorer leur accès à l'éducation, en particulier pour les filles. Cependant, les contraintes et les défis peuvent créer des compromis, comme un écart croissant entre les compétences que l'éducation traditionnelle fournit et celles que le marché du travail requiert. Le travail ménager non-rémunéré réduit le temps dont disposent les femmes pour s'instruire et participer au marché du travail. Les auteurs proposent des interventions politiques, notamment l'investissement dans l'enseignement supérieur, l'amélioration des résultats scolaires, la facilitation des transitions entre l'école et le monde professionnel et l'incitation au développement des compétences.

En conclusion, malgré l'existence de nombreuses études qui suggèrent une relation positive entre croissance économique, travail décent et éducation de qualité, les études consacrées aux synergies et aux compromis dans ces contextes sont rares. Cela a des conséquences importantes pour les ODD 4 et 8 car les chercheurs suggèrent que les synergies potentielles pourraient facilement devenir des compromis si elles ne s'accompagnent pas de politiques publiques efficaces. Des recherches spécifiques et contextuelles contribueraient à combler ce fossé et aideraient les décideurs politiques à promouvoir les synergies et à minimiser les compromis.

Perspectives du Nigeria, du Sri Lanka, du Pérou et de la Bolivie

Les études de cas sri-lankaise, péruvienne, bolivienne et nigériane analysent les synergies et les compromis entre les ODD 4 et 8.

Au Nigeria, des preuves solides ont montré qu'il existe une relation étroite entre la qualité de l'éducation, le travail décent et la croissance

économique. Les compétences en lecture et en mathématiques élémentaires et la qualité de l'offre d'emploi sont positivement liées. Le niveau d'éducation favorise l'intérêt pour la participation au marché du travail aux niveaux individuel et global, en particulier chez les femmes et les jeunes (Adeniran et al., 2020). Toutefois, cette interconnexion est conditionnée par d'autres facteurs. Les opportunités sur le marché du travail et les normes sociales sexospécifiques, par exemple, peuvent empêcher que le succès scolaire des femmes se traduise par des emplois plus sûrs et de meilleure qualité (Adeniran et al., 2020).

Au Sri Lanka, il est prouvé que le lien étroit entre le niveau d'éducation et le travail décent dépend du type d'activités que les travailleurs exercent. Le développement des compétences entraîne une amélioration des conditions de travail et de la rémunération, mais cette synergie est plus forte pour les travailleurs cognitifs non routiniers que pour les travailleurs manuels (Fernando et al., 2020). Les progrès de l'automatisation qui transforment l'industrie textile réduisent les incitations du secteur privé à embaucher et à former des travailleurs peu qualifiés, ce qui nuit aux politiques de formation pour les groupes vulnérables. Une des perspectives clé de l'étude de Fernando et al., est que les synergies et les compromis ne sont ni noires ni blanches. Deux ODD, ou même deux Cibles spécifiques, peuvent avoir une relation positive et négative en même temps, selon la population étudiée (Fernando et al., 2020). Pour les citoyens masculins, les programmes de formation liés à l'ODD 4 peuvent avoir une influence positive sur les opportunités d'emploi exprimées dans l'ODD 8. Toutefois, cela pourrait creuser le fossé entre les travailleurs qui ne peuvent pas accéder à ces programmes, en particulier les femmes responsables de la garde des enfants.

L'interconnexion entre les ODD 4 et 8 au Pérou a été identifiée par Alcázar et al. (2020). Il s'agit d'une forte synergie unidirectionnelle. Les progrès en matière d'éducation sont associés à de meilleurs résultats individuels sur le marché du travail. En utilisant les données longitudinales de Young Lives (YL), les auteurs indiquent que les Péruviens laissés pour compte en mathématiques ou en lecture dans l'enfance et l'adolescence sont susceptibles de se retrouver dans une situation de NEET à 22 ans (Alcázar et al., 2020).

Les auteurs notent que plusieurs facteurs de dépendance, dont une éducation de qualité, sont un aspect de l'ODD 4 intrinsèquement lié aux résultats sur le marché du travail plus tard dans la vie. Les interventions visant à améliorer les résultats de l'apprentissage, plutôt que la seule fréquentation, sont donc essentielles pour garantir que les changements positifs dans l'éducation renforcent mutuellement le travail décent. L'apparente réduction de 3,2% de la probabilité de travail précaire, que chaque année d'éducation supplémentaire semble générer, disparaît lorsque l'on considère la qualité de l'éducation au Pérou (Alcázar et al., 2020).

Une relation synergique entre une éducation de qualité et un travail décent n'émerge pas automatiquement dans toutes les circonstances. Comme le montre le cas péruvien, cette interconnexion entre ces ODD comporte une dimension sexospécifique importante. Les femmes sont plus susceptibles de ne pas avoir d'emploi, d'éducation ou de formation, ce qui est un scénario commun à toute la région. Cette circonstance

”

L'analyse documentaire indique que la promotion d'une énergie propre et d'un coût abordable favorise également la santé et l'égalité entre les sexes, et qu'il existe plusieurs domaines de synergie entre elles.

masque le fait que ces jeunes femmes assument une grande partie du fardeau des soins familiaux non rémunérés et du travail domestique (De León, 2017). Le caractère indigène et les contextes ruraux sont également facteurs de dépendance importants du contexte géographique spécifique, notamment en raison de leur impact sur les indicateurs de travail (Alcázar et al., 2020).

En Bolivie, la synergie entre les ODD 4 et 8 est plus limitée. Andersen et al. (2020) montrent par des simulations que des années supplémentaires d'éducation ne contribueraient que modestement aux revenus moyens et médians du travail : USD 390 et USD 277 parité de pouvoir d'achat, respectivement. Les simulations contrefactuelles montrent également que si l'accès à la scolarisation est maintenue de façon constante, la proportion d'emplois « bons » et « alimentaires »⁴ disponibles n'aurait pas changé (Andersen et al., 2020). Ceci est cohérent avec les preuves mitigées concernant l'impact de l'éducation sur la demande d'emploi.

Le cas de la Bolivie permet d'examiner en détail la relation entre l'éducation et les salaires pour des travailleurs ayant des niveaux d'éducation différents. Le genre est une variable importante. Les salaires des femmes augmentent de manière significative avec le niveau d'éducation. Par exemple, les jeunes femmes qui ont étudié pendant douze à quinze ans ont un salaire horaire 63% plus élevé que les femmes qui ont étudié pendant moins de six ans (Andersen et al., 2020). En revanche, les distributions des salaires pour les groupes d'hommes ayant de zéro à cinq ans, de six à onze ans et de douze à quinze ans d'études sont presque identiques, le dernier niveau n'aidant que les professions très peu rémunérées. L'enseignement supérieur est cependant très bénéfique pour les hommes (augmentation de 79% du niveau de salaire) (Andersen et al., 2020). Le groupe qui profite le moins d'un séjour prolongé dans le système éducatif bolivien est celui des hommes jeunes, urbains et non indigènes. Le niveau des salaires ne fait un bond qu'après seize ans d'études (Andersen et al., 2020).

Ces résultats suggèrent un scénario très difficile pour la synergie entre les ODD 4 et 8, qui est limitée par un facteur de dépendance principal : la dynamique du marché du travail. Le marché du travail bolivien favorise le travail manuel bon marché, comme celui des ouvriers de la construction, des femmes de ménage et des ouvriers des mines (Andersen et al. 2020). Des diplômés universitaires hautement qualifiés travaillent gratuitement comme stagiaires dans des lieux de travail limités nécessitant de travailleurs hautement qualifiés. Les auteurs établissent un lien avec les forces économiques mondiales ; l'économie bolivienne s'est spécialisée dans les exportations de matières primaires non transformées à faible valeur ajoutée, de sorte que les secteurs en croissance sur le marché du travail (comme la construction) récompensent l'expérience pratique plutôt que l'éducation formelle (Andersen et al., 2020). Ce n'est que lorsque cette question sera abordée que les synergies entre les ODD 4 et 8 augmenteront de manière significative pour tous les types de travailleurs.

En conclusion, il est essentiel de réaffirmer le large consensus selon lequel une meilleure éducation promeut effectivement le développement économique. Les cas du Nigeria et du Pérou le confirment. Cependant, l'effet peut être entravé par des normes sexuelles néfastes, comme le montre le cas du Sri Lanka. Il est donc important

⁴ Les « bons » emplois correspondent à ceux qui procurent un revenu suffisant pour couvrir deux seuils de pauvreté internationaux. Les emplois « alimentaires », en revanche, fournissent des revenus suffisants pour couvrir un seuil de pauvreté international seulement (Andersen et al., 2020).

d'intégrer une perspective de genre dans l'éducation. Le cas du Sri Lanka souligne également l'importance de relier l'éducation à la demande d'emploi, puisque les travailleurs peu qualifiés bénéficient moins de l'éducation sur le marché du travail. Le cas de la Bolivie montre des différences remarquables dans le bien-être de sa population générale et indigène ; lorsque les revenus médians augmentent, les effets de la répartition des richesses ont un impact négatif sur l'éducation et la croissance économique pour certains groupes. Cependant, l'étude de cas bolivienne analyse l'éducation uniquement en fonction des années de scolarisation, ce qui ne peut rendre compte de sa qualité.

ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 3 (bonne santé et bien-être) et 5 (égalité entre les sexes)

L'état des connaissances

L'Agenda 2030 encourage fortement la durabilité environnementale à long terme, sur la base des preuves qui démontrent que les tendances actuelles de production et de consommation nuisent à l'environnement et au bien-être social. Sept des 17 ODD font directement référence aux questions environnementales et, malgré le consensus sur leur urgence, la composante environnementale du développement durable reste difficile à réaliser en raison de ses liens avec le système actuel de production et de distribution. Ce manque de cohérence affecte les synergies entre les ODD : selon l'analyse statistique des ODD réalisée par Pradhan et al. (2017), les dix premières paires de compromis sont intégrées par les ODD 12 (consommation et production responsables) ou 15 (vie terrestre). Pour parvenir à une cohérence politique, il faut remettre en question le paradigme actuel de consommation et de production.

L'ODD 7 favorise l'accès à une énergie propre et d'un coût abordable. L'Agenda 2030 postule que le fait de garantir cet accès contribuerait à la réalisation d'autres Objectifs, tels que la réduction du changement climatique, l'innovation technologique, la santé et le bien-être des personnes et la protection de l'environnement (PNUD, 2015). Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les énergies propres contribuent également à la santé et au bien-être. 3,8 millions de personnes meurent chaque année pour des raisons liées à la pollution de l'air et à l'utilisation inefficace des combustibles solides. Cette situation touche plus particulièrement les groupes sociaux les plus vulnérables, qui ont du mal à accéder à des formes d'énergie plus propres. Les systèmes énergétiques sont soutenus par un large éventail de travailleurs qui sont physiquement exposés à la pollution au quotidien et qui souffrent de risques accrus pour leur santé (Wang, 2015).

Les choix d'énergies renouvelables et efficaces permettent le déplacement des émissions des centrales de production d'électricité à combustibles fossiles (EGU, en anglais) (Buonocore, Luckow, Norris, Spengler, Biewald, Fisher & Levy, 2015). Certaines régions des États-Unis économiseraient de 5,7 millions à 210 millions de dollars par an en coûts liés à la santé et à l'environnement, selon les options d'énergie renouvelable installées. Cette corrélation positive est également

5 L'ODD 6 se concentre sur l'eau propre et l'assainissement, l'ODD 7 appelle à une énergie propre et d'un coût abordable, l'ODD 11 souligne la nécessité de villes et de communautés durables, l'ODD 12 concerne la consommation et la production responsables, l'ODD 13 appelle à la lutte contre le changement climatique, et les ODD 14 et 15 sont liés à la vie sur l'eau et sur la terre.

6 27% des personnes susmentionnées meurent de pneumonie, 18% d'accident vasculaire cérébral, 27% de cardiopathie ischémique, 20% de BPCO ou de maladie pulmonaire obstructive chronique, et environ 8% de cancer du poumon (OMS, 2016).

évidente dans la manière dont l'ODD 3 est lui-même formulé. La Cible 3.9 vise à réduire l'incidence des décès et des maladies dus à la pollution et à la contamination de l'air, et la Cible 3.9.1 vise à réduire les taux de mortalité dus à la pollution domestique.

ONU Femmes révèle que les femmes et les filles constituent 60% des 4,3 millions de décès prématurés causés en 2012 par la pollution de l'air intérieur, en raison de la quantité de travail ménager dont elles sont responsables. Les femmes et les filles bénéficieraient grandement d'une énergie propre et de coût abordable, au regard des résultats liés à la santé comme de ceux non liés à la santé. Une note de Shankar (2015) pour le Rapport mondial sur le développement durable souligne le rôle que peuvent jouer les options d'énergie propre lorsqu'il s'agit de donner aux femmes et aux filles plus de temps libre pour étudier.

Outre les synergies ci-dessus, la promotion de la santé et du bien-être et de l'égalité des sexes sont également positivement corrélés. Cela est particulièrement vrai lorsque la santé est comprise de façon compréhensive de manière à inclure les dimensions physiques, sociales et psychologiques (OMS, 2006). Selon le PNUD, plus d'une femme sur trois dans le monde a subi des violences physiques ou sexuelles. Les droits en matière de santé sexuelle et reproductive dans les pays en développement sont limités et pauvrement mis en oeuvre, ce qui affecte l'accès aux méthodes contraceptives, l'information concernant les pratiques sexuelles sûres et consensuelles, et la mortalité maternelle. Enfin, l'élargissement de l'agenda de l'égalité entre les sexes a réduit les préjugés qui influencent la manière dont les femmes sont diagnostiquées et traitées médicalement. Des recherches ont récemment montré que les symptômes des crises cardiaques sont différents pour les hommes et les femmes, ce qui peut entraîner des diagnostics erronés et des résultats négatifs pour la santé (Tomaszewski, Topyla, Kijewski, Miotla & Wacinski, 2019). En somme, l'analyse documentaire indique que la promotion d'une énergie propre et d'un coût abordable favorise également la santé et l'égalité entre les sexes, et qu'il existe plusieurs domaines de synergie entre elles. Ces conclusions sont aussi soutenues par la documentation spécialisée sur les synergies et les compromis entre les ODD.

Le Conseil international pour la science (2017) affirme qu'il existe une forte corrélation positive entre les ODD 3 et 7, en particulier pour les résidents urbains. Le temps nécessaire pour observer les résultats, les défis liés à la diversité géographique, la nécessité d'une forte volonté politique pendant la mise en oeuvre et la dépendance à l'égard d'une technologie spécifique sont tous des facteurs qui affectent la réalisation de cette synergie. Quant au lien entre les ODD 7 et 5, leur étude détecte une synergie globale. Cette étude ajoute que, puisque les femmes sont principalement responsables des travaux domestiques, elles sont directement en position de bénéficier d'énergies plus propres et plus accessibles pendant qu'elles accomplissent ces tâches (nonobstant le fait que cette charge devrait être redistribuée entre les sexes conformément à l'ODD 5).

Le Conseil international pour la science (2017) étudie également la relation entre la bonne santé et l'égalité entre les sexes, et y observe une synergie. Selon le Conseil, l'égalité entre les sexes contribue à donner la priorité aux questions de santé des femmes, ce qui peut

indirectement améliorer les résultats en matière de santé des enfants. L'analyse statistique des ODD réalisée par Pradhan et al. (2017) apporte des preuves supplémentaires : l'interconnexion entre la bonne santé et l'égalité entre les sexes est classée au neuvième rang parmi les dix principales paires de synergies.

En conclusion, bien qu'il existe de solides arguments en faveur de synergies entre ces trois ODD, la nature de cette interconnexion dépend du contexte, du lieu géographique et des normes en vigueur. Pour bien préciser les impacts, une analyse plus poussée des synergies et des compromis dans les différents contextes nationaux est nécessaire.

Perspectives du Ghana

Le cas ghanéen met en évidence de fortes synergies entre les ODD 3, 5 et 7, mais permet également d'identifier certains facteurs de dépendance importants.

Le modèle LEAP IBC montre des interconnexions fortes et positives entre les ODD 3 et 7. Dans le cadre du scénario « fonctionnement habituel », dans lequel les objectifs politiques et la mise en œuvre se déroulent comme prévu, le nombre de décès attribués à la pollution de l'air par les combustibles domestiques continuerait à augmenter régulièrement vers 2030. Les personnes âgées sont les plus vulnérables, en particulier dans les foyers ruraux où l'énergie propre est moins utilisée (Crencsil et al., 2020). Certaines conclusions inattendues ont également été tirées. Dans un scénario qui fixe des objectifs plus stricts et des réformes politiques pour une énergie plus propre, seul un très petit nombre de décès liés à l'exposition des ménages aux combustibles serait évité. Cette synergie est potentiellement inexploitée dans ce cas : les avantages pour la santé associés à l'utilisation de sources d'énergie plus propres ne permettent pas d'éviter les décès liés à la pollution de l'air (Crencsil et al., 2020). Cependant, le nombre de décès évités commence à augmenter régulièrement au fil du temps, ce qui suggère une possible dépendance temporelle. Étant donné que les personnes âgées (plus de 70 ans) et les adultes entre 50 et 70 ans représentent la grande majorité des décès liés aux combustibles domestiques, une exposition réduite aux combustibles polluants pendant un temps limité ne permettrait pas de contrer les graves dangers pour la santé d'une exposition à vie. Cependant, si les politiques qui sous-tendent la transition vers l'énergie propre sont maintenues dans le temps, leur impact sur les décès liés à la pollution de l'air augmentera à mesure que les nouvelles générations profiteront du fait de vivre dans des foyers dépourvus de polluants.

En ce qui concerne les interconnexions entre les ODD 5 et 7, les femmes qui travaillent à la maison ont décrit des symptômes physiques associés à l'exposition à des combustibles de cuisson polluants. Les sources d'énergie polluantes, y compris le bois de chauffage, ont particulièrement touché leurs filles, qui (plus particulièrement dans les zones rurales) s'occupent de la préparation des aliments et d'autres activités domestiques impliquant du combustible. Il existe donc une forte synergie unidirectionnelle (ODD 7 à 5) entre les deux dimensions politiques au niveau individuel. Les options d'énergie plus propre —en particulier l'électricité pour la cuisine et l'éclairage—permettraient d'éviter les effets négatifs sur la santé des femmes

et des filles (en particulier dans les zones rurales du Ghana) et de libérer le temps qu'elles passent à ramasser du bois de chauffage pour pouvoir travailler en dehors du foyer (Crentsil et al., 2020). Toutefois, de nombreuses personnes interrogées ont reconnu que des normes restrictives en matière de genre pourraient empêcher les progrès réalisés dans le cadre de l'ODD 7 de donner lieu à des synergies avec les objectifs d'autonomie économique des ODD 5 et 8 (Crentsil et al., 2020). Lorsque les femmes ghanéennes n'avaient pas à aller chercher du bois de chauffage, les normes sexospécifiques pouvaient encore empêcher leur développement personnel au-delà du foyer. Comme dans d'autres cas d'interconnexion avec l'ODD 5, les normes sont un facteur de dépendance important. En conclusion, les éléments de l'étude de cas du Ghana corroborent les connaissances antérieures sur les relations entre les ODD 3, 5 et 7.

Conclusion et implications politiques

Cette dernière section identifie les leçons apprises pour réduire les compromis et maximiser les synergies au niveau national entre les ODD sélectionnés dans une perspective de cohérence des politiques. Elle s'appuie sur les implications politiques identifiées dans chaque étude de cas par pays, et ajoute les contributions pertinentes de l'analyse de la documentation sur les interconnexions habituelles (comme mentionné dans la section 3). La section évalue également les considérations communes à toutes les interconnexions et à tous les domaines politiques des ODD, et leurs implications pour les institutions nationales, les systèmes d'information et les initiatives de suivi et d'évaluation. Cette analyse intégrera une perspective d'économie politique afin d'identifier les facteurs potentiels que les gouvernements et les parties prenantes concernées devraient prendre en compte lors de la hiérarchisation des politiques afin de maximiser les synergies et de réduire les compromis.

Enseignements spécifiques tirés et recommandations pour maximiser les synergies et atténuer les compromis dans le contexte des interconnexions entre les ODD

Aux fins de cette section, les paires d'ODD sur lesquels les études par pays et le présent chapitre se sont concentrés sont désormais organisés en trois groupes principaux afin d'éviter les répétitions. Nous présenterons des recommandations spécifiques pour maximiser les synergies et minimiser les compromis entre les ODD 1, 4 et 8 ; les ODD 4, 5 et 8 ; et les ODD 3, 5 et 7.

ODD 1 (pas de pauvreté), 4 (éducation de qualité) et 8 (travail décent et croissance économique)

Il existe un large consensus sur la corrélation positive entre l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes, la promotion de l'accès à une éducation de qualité pour tous et la garantie de possibilités de travail décent. La réduction tant de la pauvreté monétaire que de la pauvreté

multidimensionnelle est positivement associée à l'accès à l'éducation et à la réussite scolaire. Ceci, à son tour, facilite les trajectoires de travail inclusives et réduit la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Toutefois, pour réaliser des synergies entre ces Objectifs, il faut comprendre les facteurs de conditionnement qui font obstacle à ce cycle vertueux.

Quatre des six études de cas de la SVSS donnent un aperçu de la manière comment maximiser cette synergie dans différents territoires. Les facteurs de dépendance précédemment identifiés offrent une bonne explication de ces résultats divergents. Au Pérou et au Nigeria, la synergie bidirectionnelle entre les ODD 1 et 4 est principalement associée au fait qu'un niveau socio-économique inférieur est en lien avec le fait d'être laissé pour compte dans l'éducation. Bien que la Bolivie remplisse également cette condition, on ne dispose pas de preuves d'une telle synergie car il n'y a pas d'effet visible d'une scolarité plus longue sur les revenus futurs. La qualité de l'éducation fonctionne comme un facteur de dépendance qui peut soit faire obstacle, soit contribuer à l'impact positif de la synergie. En ce qui concerne la relation entre les ODD 8 et 1, le cas du Sri Lanka montre que la synergie peut être encouragée par l'engagement du secteur privé. Enfin, la relation entre les ODD 8 et 4 dépend, encore une fois, du pays. Alors que les exemples du Pérou et du Nigeria montrent une synergie entre ces Objectifs, l'étude de cas bolivienne présente une synergie limitée, conditionnée par la demande de travailleurs hautement qualifiés. Ces résultats permettent d'identifier les bonnes pratiques et les recommandations pour atteindre ces trois ODD et saisir les synergies existantes entre eux.

Il existe deux façons pour les ménages d'accéder à des revenus qui sont pertinentes et permettant de comprendre la réduction de la pauvreté. Premièrement, il est fondamental de garantir un niveau de revenu de base, défini au niveau national, pour chaque famille. Il est primordial de mettre en place un système de transfert d'argent liquide qui protège les familles vulnérables, en particulier celles qui ont des enfants et des adolescents. Cette recommandation est conforme à la Recommandation 2020 de l'OIT sur les socles de protection sociale, qui vise à établir des garanties de revenus pour les populations qui ne sont pas sur le marché du travail. Une étude menée par le CIPPEC avec une approche *input-output* (Díaz Langou, Caro Sachetti, Karczmarczyk, Bentivegna, & Capobianco, 2019) a analysé l'impact économique de l'augmentation du système de transferts monétaires conditionnels en Argentine, en concluant qu'un investissement de l'État de 0,6% du PIB pour l'améliorer créerait plus de 133 000 emplois, réduirait la pauvreté des enfants de 25%, et augmenterait le PIB du pays de 0,7%, contribuant ainsi à la croissance économique (Díaz Langou, Caro Sachetti, Karczmarczyk, Bentivegna, & Capobianco, 2019). En outre, l'étude suggère que 56% de l'investissement initial serait récupéré par le biais de la collecte d'impôts.

Deuxièmement, il est essentiel de promouvoir des politiques de développement de l'employabilité pour faciliter l'accès au marché du travail. La formation, l'intermédiation et les programmes de stages financés par les pouvoirs publics offrent un grand potentiel pour améliorer l'accès des travailleurs peu qualifiés (Levy Yeyati, Montane & Sartorio, 2019). Toutefois, les différences socio-démographiques



L'amélioration du niveau d'éducation en Bolivie et au Pérou ne s'est pas nécessairement traduite par une meilleure participation des femmes au marché du travail, mais a démontré que l'amélioration des résultats de l'apprentissage peut favoriser l'insertion professionnelle.

doivent être prises en compte. Le genre délimite de manière critique qui profite de ces types de politiques. Compte tenu de la division sexuelle du travail, qui attribue aux femmes la responsabilité quasi exclusive du travail familial et des tâches domestiques non rémunérés, il est essentiel de garantir des services de garde d'enfants qui permettent aux femmes de participer à ces programmes. Ainsi que l'ont montré les études menées au Nigeria et au Sri Lanka, la charge des soins familiaux est un obstacle majeur à l'accès des femmes aux possibilités d'éducation et de formation (Fernando et al., 2020 ; Adeniran et al., 2020). La sécurité des revenus doit, à son tour, être combinée avec l'accès à des services publics de qualité tels que la santé et l'éducation.

Garantir l'achèvement des niveaux d'enseignement obligatoires est essentiel pour atteindre l'ODD 4. Les rôles liés au genre jouent une part essentielle dans l'explication de l'abandon scolaire chez les garçons et les filles. Les coûts d'opportunité associés à une participation précoce au marché du travail jouent un rôle énorme en empêchant les garçons de terminer leurs études, tandis que le travail familial non rémunéré et la discrimination constituent des obstacles majeurs pour les filles. Les politiques, y compris les programmes de mentorat et d'incitations économiques, devraient tenir compte de ces éléments pour améliorer les trajectoires des garçons et des filles. L'étude de cas du Nigeria en est un parfait exemple : les normes sociales restrictives en matière de genre opèrent au détriment de la scolarisation des filles, en particulier dans les zones les plus pauvres (Adeniran et al., 2020).

La qualité de l'éducation est également importante. Le niveau d'éducation ne se traduit pas nécessairement en meilleurs résultats d'apprentissage. Les études de cas du Nigeria et de la Bolivie soulignent que l'amélioration de la fréquentation et de l'achèvement de la scolarité n'implique pas une amélioration du niveau en lecture, écriture ou en calcul (Adeniran et al., 2020 ; Andersen et al., 2020). Il est donc essentiel d'adapter les programmes pédagogiques aux exigences d'un monde du travail en mutation en considérant les différences géographiques et culturelles, en mettant l'accent sur le développement de capacités telles que la pensée critique, la résilience, les STEM [mathématiques, technologie et sciences exactes, N. de la T.] et les arts, afin de contribuer à l'apprentissage continu au-delà de l'école. Il est urgent de combler les écarts dans la qualité de l'éducation reçue entre les populations urbaines et rurales, comme le souligne le cas péruvien.

Il est également important d'impliquer les acteurs du secteur privé pour réduire l'écart entre les programmes scolaires et les attentes du marché du travail. Cela pourrait faciliter l'accès à des possibilités de travail décent. Comme le montre le cas du Sri Lanka, les programmes de développement des compétences présentent un grand potentiel s'ils sont axés sur les compétences cognitives exigées par la transformation de l'industrie textile et non sur les compétences manuelles traditionnelles (Fernando et al., 2020). En outre, le secteur privé peut être encouragé à améliorer directement les services publics. Le PNUD propose la mise en place d'obligations à impact social et à impact en matière de développement (OIS & OID), des partenariats public-privé par lesquels le secteur privé prend en charge le coût des services sociaux, créant ainsi des économies pour le secteur public. Le gouvernement ou les organismes d'aide remboursent les investisseurs privés en cas de succès du projet, qui reçoivent à la fois le capital investi

et les intérêts. C'est une pratique courante dans les pays développés, mais assez inhabituelle dans les pays en développement, étant donné les risques plus élevés pour les investisseurs. C'est en Inde que l'une des premières obligations à impact social a été mise en œuvre dans un pays en développement et visait à améliorer l'éducation des filles. L'obligation à impact en matière de développement intitulée *Educate Girls* a financé une ONG indienne appelée « *Educate Girls* » [Éduquons les filles, N. de la T.], qui a fonctionné de 2015 à 2018, et a très bien réussi à atteindre ses objectifs en matière de scolarisation et d'apprentissage (Kitzmüller, McManus, Buddy Shah, & Sturla, 2018).

En bref, la réduction de la pauvreté et la garantie de l'accès à une éducation de qualité sont étroitement liées à la promotion des possibilités de travail décent. Toutefois, il est fondamental de prendre en compte les spécificités et les facteurs de conditionnement locaux afin de véritablement débloquent ces synergies.

ODD 4 (éducation de qualité), 5 (égalité entre les sexes) et 8 (travail décent et croissance économique)

Les interconnexions positives potentielles entre l'éducation de qualité, l'égalité entre les sexes et le travail décent sont évidentes. Une éducation de qualité à tous les niveaux peut favoriser des normes positives en matière d'égalité entre les sexes et améliorer l'accès des femmes à des possibilités de travail décent. La relation fonctionne également dans le sens inverse : le travail décent peut améliorer le sentiment de pouvoir des femmes et leur autonomie économique, renforçant ainsi l'égalité entre les genres. Pourtant, les études de cas ont montré que des défis restent à relever pour libérer ces synergies potentielles.

Toutes les études de cas, à l'exception du Ghana, montrent comment les synergies entre ces trois ODD fonctionnent dans un contexte spécifique. Dans la plupart des cas, elles se présentent de manière limitée, principalement en raison de normes restrictives en matière de genre. Le lien entre les ODD 4 et 5 est analysé en Inde, au Pérou et au Nigeria. En Inde, la relation entre ces Objectifs est neutre ; le niveau d'éducation ne montre aucune corrélation avec l'autonomisation des femmes. Il pourrait s'agir d'une synergie inexploitée, supprimée par les normes restrictives de l'Inde en matière de genre, et par la qualité des infrastructures et d'éducation. Le même problème se pose au Pérou, où même si les filles réussissent aussi bien voire mieux à l'école que les garçons, elles risquent d'être laissées pour compte au travail en raison de la division du travail liée au genre. Il n'y a qu'au Nigeria que la synergie entre ces Objectifs est apparemment pleinement reconnue. Il semble en aller de même pour la relation entre les ODD 8 et 5, puisque les normes sociales de genre réduisent les effets de synergie sur les femmes en Inde et au Sri Lanka. Les facteurs de dépendance sont ici le travail domestique et les soins familiaux non rémunérés, ainsi que le harcèlement sexuel dans les transports publics et sur le lieu de travail. Enfin, dans la relation entre les ODD 4 et 8, bien qu'il y ait des signes d'une forte synergie, celle-ci peut être limitée par la qualité de l'éducation et la spécialisation économique du pays. Ces résultats suggèrent qu'il est nécessaire d'aborder les questions qui limitent les synergies entre les ODD, principalement les normes restrictives en matière de genre, le travail domestique et les soins familiaux non rémunérés, la faible qualité de l'éducation et le manque de possibilités d'emploi pour les femmes.

”

Bien que la plupart des pays aient publiquement plaidé en faveur de l'Agenda 2030, l'engagement peut être exprimé de différentes manières.

Une série de recommandations sont proposées. Tout d'abord, il est primordial de mettre en œuvre des politiques qui contestent les normes, les préjugés et les stéréotypes liés au genre restrictifs. Au fur et à mesure que les transformations culturelles et sociales ont lieu, il est nécessaire d'adopter une approche intergénérationnelle, en concevant des initiatives de sensibilisation aux questions de genre pour le grand public, au travail et à l'école, car les rôles de genre sont définis dès le plus jeune âge. Les normes sociales relatives à la menstruation dans certains pays, comme l'Inde, réduisent également le sentiment de pouvoir et la mobilité des femmes (Nair et al., 2020). Lorsque cela est pertinent, les tabous sur les règles doivent être abordés et dissipés par des campagnes publiques, tout en gardant à l'esprit les différents contextes socioculturels. Les données probantes internationales suggèrent que l'éducation sexuelle incluant une perspective de genre et de droits humains garantit l'autonomie et les droits des femmes (Montgomery & Knerr, 2018). Les pays pourraient également mettre en œuvre des politiques d'action positive pour promouvoir la participation active des femmes à des postes de direction et dans des secteurs non traditionnels, créant ainsi des modèles de rôle positifs qui modifient la trajectoire des jeunes filles (Beaman, Duflo, Pandre & Topalova, 2012).

Les soins familiaux sont un obstacle majeur à l'éducation et à l'emploi des femmes. Les études de cas montrent comment la prestation de soins à la famille et les autres activités domestiques ont affecté la vie des femmes et des jeunes filles. Les femmes indiennes ont déclaré que la maternité et le mariage étaient des facteurs clés qui les dissuadaient de rejoindre la population active (Nair et al., 2020). Au Pérou, les femmes ont moins de chances d'avoir un emploi, de suivre des études ou une formation en raison de leurs responsabilités d'assurer les soins familiaux (Alcázar et al., 2020). Il existe plusieurs politiques qui pourraient alléger les responsabilités des soins familiaux des femmes, lesquelles sont organisées en trois catégories : celles qui fournissent soit du temps, soit des services ou soit de l'argent (Pautassi, 2007). Dans la première catégorie on trouve les politiques qui fournissent du temps pour s'occuper des enfants ; la principale intervention politique est le régime de congé parental, qui doit favoriser la coresponsabilité des soins entre les genres au sein du ménage. Deuxièmement, il est également important de fournir des services de soins : garantir l'accès des femmes aux structures de garde d'enfants et articuler les horaires avec les heures de travail afin de réduire la pénurie de temps dont souffrent les femmes. Le dernier groupe de politiques fournit de l'argent pour les services de garde et de santé et est généralement représenté par des programmes de transfert d'argent qui peuvent également avoir des effets positifs sur l'économie nationale. Ces initiatives devraient également envisager un régime complémentaire pour l'économie informelle, car dans certains pays, une part importante des femmes travaille dans des conditions précaires.

Pour catalyser les effets positifs de l'éducation sur les résultats dans le marché du travail, il est essentiel de disposer de programmes pédagogiques de qualité et pertinents à tous les niveaux. L'amélioration du niveau d'éducation en Bolivie et au Pérou ne s'est pas nécessairement traduite par une meilleure participation des femmes au marché du travail, mais a démontré que l'amélioration des résultats de l'apprentissage peut favoriser l'insertion professionnelle (Alcázar et al., 2020 ; Andersen et al., 2020). Cela souligne la nécessité de mettre en

œuvre des techniques d'enseignement et d'évaluation qui garantissent que les étudiants acquièrent des connaissances. Des formations et des cours appropriés doivent être conçus. Les programmes et le matériel d'apprentissage, en particulier dans la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, doivent intégrer une perspective de genre et inclure des contenus pertinents pour les marchés du travail actuels et futurs. Les gouvernements doivent soutenir la recherche sur l'avenir du travail tout en encourageant le secteur privé à proposer des options de formation qui répondent aux besoins du marché du travail.

Par ailleurs, il est nécessaire de garantir des opportunités d'emploi pour les femmes. L'étude de cas péruvienne a montré que les filles obtenaient globalement des résultats égaux sinon supérieurs dans la scolarité de base, mais qu'elles étaient davantage susceptibles d'être laissées pour compte sur le marché du travail (Alcázar et al., 2020). Il est également essentiel de lutter contre la discrimination tacite et explicite à l'égard des femmes sur le marché du travail, notamment en encourageant des processus de recrutement et de promotion impartiaux et en mettant en œuvre des politiques de discrimination positive, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Comme les femmes enregistrent des niveaux plus élevés en matière d'emplois informels, les politiques de formalisation sont importantes.

La sécurité est apparue comme une préoccupation majeure, notamment en Inde (Nair et al., 2020). Les femmes font des choix liés à leur éducation et à leur participation au marché du travail basé sur leur sentiment de sécurité et d'être prémunies contre des risques de violence. Des politiques doivent être adoptées pour prévenir le harcèlement et la violence sexiste sur le lieu de travail, dans les établissements d'enseignement et de formation, dans la rue et dans les transports publics. Des procédures formelles doivent permettre aux femmes de dénoncer ces situations si celles-ci se produisent ; elles doivent également sensibiliser les femmes à l'importance de s'exprimer à ce sujet. Des initiatives complémentaires peuvent inclure des stratégies de décentralisation du marché et des programmes d'entrepreneuriat qui considèrent le télétravail comme une option, car elles peuvent réduire considérablement le besoin des femmes de se déplacer et les risques associés.

Globalement, pour maximiser les synergies et éliminer les compromis, toutes ces politiques doivent tenir compte de l'intersectionnalité. Les études de cas ont montré que certains groupes de femmes sont particulièrement défavorisés. C'est la raison pour laquelle l'égalité des sexes est un facteur permettant de réaliser d'autres ODD et d'exploiter des synergies (Wahlen, 2017). Les approches politiques visant à réaliser les ODD 4, 5 et 8 devraient répondre aux besoins de ces populations et d'autres populations vulnérables afin d'éviter qu'elles ne soient laissées pour compte.

Enfin, la cohérence des politiques est essentielle pour catalyser les synergies. Cela implique la mise en place de processus intégrés de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation aux niveaux national et infranational dans une perspective de genre. Une approche cohérente et intégrée de l'égalité entre les sexes, du travail décent et de l'éducation de qualité nécessite également une collaboration avec le secteur privé, la société civile et les organisations internationales.

ODD 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes) et 7 (énergie propre et d'un coût abordable)

Le déblocage des synergies entre les ODD 3, 5 et 7 nécessite des changements politiques spécifiques afin de lutter contre les facteurs de dépendance restrictifs. La promotion de progrès simultanés en matière d'énergie d'un coût abordable et propre et de santé et de bien-être passe nécessairement par une perspective de genre, comme l'a démontré l'analyse du cas ghanéen.

Il convient d'identifier les types de sources d'énergie propres appropriés pour chaque contexte. La situation des ménages ruraux au Ghana, où les cuisiniers principaux (principalement des femmes) utilisent des sources d'énergie traditionnelles issues de la biomasse comme le charbon de bois ou le bois de chauffage, devrait être prioritaire en ce qui concerne les interventions en matière de politique énergétique. Dans ces cas, une action rapide est essentielle pour aider les ménages à ne plus dépendre des sources de biomasse solides qui sont dangereuses et polluantes. Le passage à des combustibles de cuisson propres et à des cuisinières efficaces ne peut attendre l'électrification et l'expansion du réseau électrique, même s'il existe un consensus sur le fait que l'accès à l'électricité est l'objectif ultime, en ce qu'il confère de nombreux avantages en matière de santé, d'éducation, de travail et de genre (ENERGIA, Banque mondiale ESMAP & ONU Femmes, 2018). Les cuisinières au gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont une solution propre et polyvalente pour les zones rurales qui ont des difficultés à accéder à une énergie propre et à en assumer le coût. Les politiques existantes, telles que le Programme de promotion du GPL en milieu rural au Ghana, doivent être étendues et renforcées, et les résultats et l'impact doivent être évalués en vue d'une application dans d'autres contextes (Asante et al., 2018).

Lors de la promotion des combustibles et des technologies énergétiques propres, les obstacles à leur accès au niveau des ménages doivent être pris en compte. Les considérations culturelles liées aux combustibles traditionnels, le manque d'accès à des informations appropriées, le temps limité à consacrer aux transitions entre les combustibles et les normes restrictives en matière de genre sont autant d'éléments pertinents. Les normes restrictives en matière de genre signifient que, même si des progrès sont réalisés vers des combustibles propres et efficaces pour la cuisine (avec des implications positives pour les ODD 3 et 7), cela ne renforce pas l'autonomie économique des femmes conformément à l'ODD 5. Les initiatives doivent être adaptées aux besoins locaux et conçues de manière participative avec les utilisateurs (ENERGIA, Banque mondiale ESMAP & ONU Femmes, 2018).

Deuxièmement, il est primordial de promouvoir et d'investir dans des technologies et des infrastructures énergétiques propres décentralisées et durables, avec une perspective de genre claire. Les infrastructures de production d'énergie décentralisées et durables (y compris les systèmes d'énergie solaire au niveau des ménages, des mini-réseaux ou des communautés) constituent une solution d'un coût abordable et efficace pour garantir l'accès à l'électricité dans un nombre croissant de contextes de développement au niveau mondial. Le rôle des femmes entrepreneurs locales est essentiel pour le succès de ces solutions locales. Il en va de même en ce qui concerne l'implication

des femmes dans les chaînes d'approvisionnement en énergie (en tant qu'entrepreneurs et employées, notamment dans des rôles non traditionnels) génère une situation « gagnant-gagnant » (ENERGIA, Banque mondiale ESMAP & ONU Femmes, 2018 ; ENERGIA, 2019).

Enfin, au niveau plus général des politiques et des réglementations, il est essentiel d'intégrer la perspective de genre dans les mécanismes de gouvernance et les institutions énergétiques à tous les niveaux de gouvernement et de promouvoir la participation des femmes à ces mécanismes par la conception d'initiatives de renforcement des capacités des femmes dans des rôles non traditionnels (Organisation des Nations unies pour le développement industriel & ONU Femmes, 2013).

Leçons tirées communes et recommandations en vue de maximiser les synergies et atténuer les compromis dans la mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030

Pour que les efforts de mise en œuvre soient couronnés de succès, il faut recourir à la collaboration entre les domaines politiques. Étant donné l'interdépendance des ODD, des approches individuelles cloisonnées seraient non seulement insuffisantes mais aussi potentiellement néfastes pour le développement durable (OCDE, 2018). L'approche proposée comprend l'identification et la gestion des synergies et des compromis de la manière la plus efficace possible, ainsi que la résolution des conflits politiques et des effets transfrontaliers ou intergénérationnels des interventions nationales et internationales (Donoghue & Khan, 2019). Le manque de connaissances sur les actions susceptibles de déclencher des répercussions négatives ou positives peut entraîner des risques et des décisions sous-optimales. Ces risques doivent être atténués afin de maintenir tous les pays sur la bonne voie et de garantir l'engagement de ne laisser personne pour compte (Donoghue & Khan, 2019).

Par conséquent, l'Agenda 2030 pose deux grands défis aux décideurs politiques : d'une part, il les invite à intégrer une approche interdisciplinaire et intégrée entre les différents secteurs du gouvernement ; d'autre part, il remet en question l'orientation à court terme et privilégie la durabilité à long terme (Donoghue & Khan, 2019). Cette dernière question est particulièrement difficile pour les pays en développement, où chaque besoin est urgent et où les campagnes électorales peuvent inciter davantage à se pencher sur les questions les plus pressantes.

Stratégies nationales pour la cohérence des politiques

Il est nécessaire de mener des recherches plus contextualisées sur la cohérence des politiques et sur la manière dont les synergies et les compromis se produisent dans différents scénarios. Les six études de cas offrent un bon point de départ.

L'approche contextuelle a gagné en importance dans l'économie du développement depuis le début du 21^e siècle. Elle rejette la notion



Les six études de cas de la SVSS offrent de très bons exemples de la manière dont les pratiques institutionnelles pour la cohérence des politiques sont mises en œuvre dans les pays en développement.

de stratégie de développement « universelle » (Rodrik, 2008). Par conséquent, bien que les données probantes internationales soient utiles pour identifier les bonnes pratiques, chaque pays doit définir sa propre stratégie en fonction de ses mécanismes institutionnels, de ses besoins et de ses priorités. Les examens volontaires nationaux que les pays présentent chaque année pour rendre compte de leurs progrès dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sont utiles. Selon ces examens, la cohérence des politiques est l'un des principaux défis que les gouvernements doivent relever lorsqu'ils mettent les ODD en pratique (OCDE, 2018). Ils offrent également la possibilité d'étudier comment différents pays utilisent diverses stratégies en fonction de leurs besoins (Fukuda-Parr, Bruckner, Hegstad, Kuehner, & Tavares, 2018). Cette approche répond au changement de paradigme des OMD vers les ODD, qui est à son tour fortement lié aux différences entre la cohérence des politiques pour le développement et la cohérence des politiques pour le développement durable. Ce changement s'articule autour de la compréhension du fait que le développement est un problème multidimensionnel qui, par conséquent, nécessite des approches multidirectionnelles (Mackie, Ronceray, & Spierings, 2017).

La cohérence des politiques nécessite une forte volonté politique, l'intégration et l'adaptation des institutions existantes aux nouveaux acteurs, la recherche d'un consensus politique sectoriel et la mise en œuvre de nouveaux processus administratifs. Cinq des huit éléments de base identifiés par l'OCDE pour une mise en œuvre cohérente concernent les activités nationales : (i) engagement et leadership politiques ; (ii) intégration des politiques ; (iii) horizons de planification à long terme ; (iv) coordination politique et institutionnelle ; et (v) participation infranationale et locale.

L'OCDE (2018) soutient que (i) l'engagement et le leadership politiques font référence à l'engagement et au leadership dont les gouvernements nationaux ont besoin pour mettre en œuvre avec succès l'Agenda 2030. Il doit s'accompagner d'un large consensus politique entre les différentes parties, offrir des incitations aux différents niveaux de gouvernement et être énoncé clairement et largement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement (OCDE, 2018). Bien que la plupart des pays aient publiquement plaidé en faveur de l'Agenda 2030, l'engagement peut être exprimé de différentes manières. Alors que certains pays ont créé de nouvelles stratégies locales, comme la feuille de route adoptée par la France pour la mise en œuvre des ODD, d'autres ont utilisé des plans nationaux préexistants et les ont adaptés pour s'aligner sur l'Agenda 2030 (le Mexique avec son Plan national de développement et les Pays-Bas avec l'accord de coalition « Confiance dans l'avenir »). Dans les études de cas, le Ghana, le Nigeria et le Pérou ont intégré l'Agenda 2030 dans des plans de développement nationaux existants. Bien que cela puisse être utile si la stratégie nationale est préexistante et fonctionne bien, cela pourrait également être préjudiciable à l'Agenda 2030 car les plans nationaux peuvent se voir octroyer la priorité.

Le deuxième élément de base, (ii) l'intégration des politiques, fait référence aux interactions entre les interventions économiques, sociales et environnementales qui maximisent les synergies et minimisent les compromis pour assurer la cohérence entre les différentes politiques.

L'OCDE (2018) soutient que, pour garantir l'intégration, il est nécessaire de recourir à des mesures spécifiques en matière de budget et de gouvernance. Il existe de multiples façons de favoriser l'intégration des politiques. Le Chili a adopté une nouvelle législation concernant l'éducation, le travail et la fiscalité qui vise explicitement à faire progresser l'Agenda 2030, tandis que le Danemark utilise l'intégration comme critère lors de l'analyse de nouvelles propositions législatives. Un deuxième groupe de pays a mis en place des groupes de travail spécifiques dédiés à l'intégration de différentes politiques, comme le Conseil fédéral suisse. Une troisième stratégie consiste en une politique visant à inclure des incitations à l'intégration dans les budgets nationaux. Par exemple, l'ensemble de Lignes directrices du Mexique pour le processus de programmation et de budgétisation détermine les dates, les actions et les éléments sur lesquels les différents secteurs fédéraux doivent s'entendre. Nos études de cas montrent qu'il s'agit là d'un défi de taille pour la plupart des pays en développement. Bien que certains d'entre eux aient fait de gros efforts pour élaborer des stratégies institutionnelles d'intégration des politiques, dans la pratique, la plupart des interventions sont fragmentées et nécessitent donc le renforcement des mécanismes institutionnels sectoriels tout en favorisant les possibilités d'intégration.

Le troisième élément consiste à établir (iii) des horizons de planification à long terme qui dépassent les cycles électoraux. L'Agenda 2030 préconise des politiques ayant un impact à long terme sur le développement durable. Il y a peu de compatibilité entre les cycles électoraux et la mise en œuvre des ODD. Comme solution, l'OCDE (2018) illustre la manière dont certains pays, comme la Belgique et la Slovénie, ont élaboré des stratégies nationales sur une période de 20 ou 30 ans. Cela pose un défi supplémentaire aux pays en développement où l'instabilité économique entrave souvent la planification à long terme.

Quatrièmement, il est important d'avoir (iv) une coordination politique et institutionnelle claire qui, selon l'OCDE (2018), se réfère à « l'attribution de la responsabilité de la coordination globale au niveau approprié ». Ceci est d'une importance cruciale pour la cohérence nationale : il devrait y avoir une coordination entre les entités d'un secteur (coordination horizontale), et aussi entre les différents niveaux de gouvernement (coordination verticale). Cela permet de maximiser les synergies et de minimiser les compromis, de promouvoir le partage des informations et d'allouer plus efficacement les ressources. Donoghue et Khan (2019) affirment que pour promouvoir la coordination nationale, il est nécessaire d'inclure d'autres ministères dans les fonctions de supervision, tels que les ministères de finances, planification, développement étranger et les bureaux environnementaux. Ils approuvent les mécanismes préexistants de coordination horizontale et verticale entre les différents organismes et niveaux de gouvernement, comme l'ont fait le Chili, le Portugal et les Pays-Bas en confiant à leur ministère des affaires étrangères le rôle de coordination. Enfin, ils suggèrent qu'il serait utile de donner au coordinateur la capacité d'allouer les ressources.

Le dernier élément nécessaire au renforcement de la coordination nationale est (v) la participation infranationale et locale. L'Agenda 2030 et les ODD préconisent une approche intégrée et s'engagent à ne

laisser personne pour compte. La mise en œuvre doit atteindre chaque individu, ce qui est impossible sans la coopération des représentants gouvernementaux les plus proches de la population. En outre, ils peuvent identifier les lacunes et les besoins qui sont peut-être invisibles pour les niveaux supérieurs de gouvernement (OCDE, 2018). Selon la SDSN (Kanuri, Revi, Espey & Kuhle, 2016), 65% des Cibles des ODD dépendent de l'engagement et de la participation des gouvernements locaux et sous-nationaux. En plus, ils disposent d'un énorme pouvoir budgétaire : en 2015, les gouvernements infranationaux ont réalisé près de 60% des investissements dans la zone OCDE et 40% dans le monde entier (Organisation de coopération et de développement économiques & Cités et gouvernements locaux unis, 2016). Les approches diffèrent au niveau international : en Finlande, des représentants de toutes les villes et régions siègent à la Commission nationale du développement durable, tandis qu'en Estonie, les municipalités ont des plans d'action qui incluent les principaux objectifs du développement durable.

Stratégies internationales pour la cohérence des politiques

Les interactions entre les ODD sont spécifiques au contexte. Cependant, dans un monde de plus en plus globalisé où les interactions entre les différents pays se produisent à de multiples niveaux, il est important d'analyser comment ces interactions ont une incidence sur les objectifs de l'Agenda 2030. Certains aspects des ODD dépassent les frontières nationales, notamment en termes de questions environnementales, de production et de consommation. En outre, la comparaison des expériences des différentes régions et des différents pays est utile pour identifier les mécanismes par lesquels les synergies et les compromis se produisent.

Ces questions se rapportent strictement au sixième élément de base identifié par l'OCDE (2016a) : l'analyse et l'évaluation du potentiel des différents effets des politiques sur le bien-être dans tous ses aspects possibles. Comme le mentionne l'OCDE, il est nécessaire d'étudier davantage les effets des interventions, qu'elles soient « ici et maintenant », « ailleurs » ou « plus tard ». Chaque pays devrait examiner comment ses propres stratégies de développement influencent le bien-être des autres pays et régions. Cette approche est strictement liée à la transition de la cohérence des politiques pour le développement durable : passer d'une vision venant du Nord, de pays développés aux pays en développement, à une vision où chaque pays est reconnu au même niveau et où les objectifs nationaux et internationaux doivent être conciliés (Knoll, 2014). Pour comprendre véritablement les impacts de chaque intervention politique, par action ou par omission, certains pays ont inclus la relation entre les actions nationales et internationales dans leur processus de mise en œuvre des ODD. L'Allemagne, dans la règle n°12 de son plan d'ODD (Stratégie allemande de développement durable), inclut une évaluation de la manière dont les actions de l'Allemagne touchent d'autres pays, que ce soit de manière positive ou négative. De plus, l'Allemagne et la Belgique se sont toutes deux engagées à mener des actions de promotion des biens et services publics afin de créer des externalités positives pour d'autres acteurs. Ces questions seront développées plus en détail dans le chapitre consacré aux questions systémiques mondiales.

Afin de parvenir à une cohérence internationale, il est également urgent de garantir l'engagement des différentes parties prenantes, et d'aligner les actions et les incitations entre chaque partie prenante afin de minimiser un éventuel conflit de priorités. L'OCDE (2018) soutient que le meilleur moyen d'atteindre cet objectif est d'établir un dialogue sur les défis communs entre les parties prenantes. Si tous les acteurs étaient inclus dans la conception et la mise en œuvre des ODD, tant au niveau local qu'international, cela créerait sans aucun doute un processus plus représentatif et légitime, augmentant ses chances de réussite (Donoghue & Khan, 2019).

Pratiques institutionnelles pour la cohérence des politiques

La cohérence des politiques nécessite des stratégies nationales et internationales, ainsi que de pratiques institutionnelles spécifiques, pour faire progresser l'Agenda 2030 et accroître les capacités des acteurs à gérer les interconnexions entre les ODD. Il est impératif de renforcer les capacités des organismes axés sur les Objectifs liés aux ODD. Le dernier élément de base identifié par l'OCDE (2016a) est utile : le suivi et l'établissement de rapports. Il est important d'identifier des Objectifs et des Indicateurs pour suivre le progrès, résoudre les engorgements et profiter des « fruits à portée de main ». En outre, ils peuvent informer les décideurs politiques sur les pratiques fondées sur des données probantes qui améliorent les interventions, fournir un retour sur les interventions passées, aider à identifier les synergies et les compromis, et recueillir les preuves des impacts transfrontaliers et à long terme.

D'autres pratiques institutionnelles utiles contribuent à la cohérence des politiques. Le Rapport 2018 de l'OCDE sur la cohérence des politiques pour le développement durable recueille les enseignements des bonnes pratiques institutionnelles à l'échelle mondiale. Le premier est l'élaboration d'études contextuelles concernant la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'Institut de l'environnement de Stockholm et le Conseil international pour la science ont élaboré un cadre conceptuel pour identifier les corrélations entre les ODD permettant une analyse détaillée (OCDE, 2018). Son application au Sri Lanka et en Mongolie a permis de mettre en évidence certaines pratiques institutionnelles pertinentes pour la cohérence des politiques qui coïncident avec les éléments constitutifs de l'OCDE, telles qu'une forte participation des gouvernements et la possibilité de concevoir un processus stratégique avec des objectifs mesurables. Les six études de cas présentées ici constituent également un grand pas en avant à cet égard.

La deuxième bonne pratique concerne l'instrumentalisation des processus budgétaires pour contrôler les investissements et offrir des incitations pour l'inclusion des ODD dans les efforts de planification des ministères (Lobos Alva & Rueff, 2019). De plus, certains pays encouragent également leurs ministères à inclure une description de la manière dont leurs actions auraient un impact positif ou négatif sur l'Agenda 2030.

La troisième stratégie consiste à élaborer des plans de mise en œuvre spécifiques, ou « feuilles de route », qui incluent différents secteurs et détaillent leurs interventions politiques en faveur de l'Agenda

2030 (OCDE, 2018). Cette stratégie s'est avérée utile pour identifier les interconnexions entre les différentes Cibles et les synergies potentielles et les actions de différents secteurs. Toutefois, dans la plupart des cas, ces feuilles de route ne comprenaient pas les 17 Objectifs, mais se concentraient simplement sur les priorités nationales. Ce problème devrait être traité pour promouvoir une compréhension véritablement systémique de l'Agenda.

Enfin, la quatrième stratégie est l'instrumentalisation des ODD par le biais de commissions parlementaires ou interministérielles. Certains pays ont créé des commissions spécifiques dédiées à l'analyse de l'impact des projets de loi sur les ODD, tandis que d'autres ont inclus cette fonction dans des commissions préexistantes.

Les six études de cas de la SVSS offrent de très bons exemples de la manière dont les pratiques institutionnelles pour la cohérence des politiques sont mises en œuvre dans les pays en développement. En Bolivie, bien que l'Agenda 2030 ne soit pas une priorité gouvernementale, il existe un comité interinstitutionnel qui dirige le suivi tant du plan de développement du pays à long terme que de l'Agenda, présidé par le ministre de la planification du développement. Le Sri Lanka a initialement opté pour une stratégie similaire, le ministère du développement durable étant chargé de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cependant, fin 2017, la stratégie du Sri Lanka a changé lorsqu'une loi du parlement a mis en marche la création d'un Conseil du développement durable, chargé d'élaborer un Plan d'action et une politique de développement durable, sous l'égide du ministère de l'environnement. Malgré l'engagement verbal en faveur de l'Agenda 2030, le manque de cohérence politique dans le cadre institutionnel pose un défi à la mise en œuvre des ODD, lequel est exacerbé par le nombre limité d'indicateurs et de données, et les difficultés d'intégration des ODD dans le processus budgétaire. Les expériences de la Bolivie et du Sri Lanka montrent que, si certains ministères peuvent être de bons acteurs dans la mise en œuvre des ODD, il est également nécessaire d'intégrer l'Agenda 2030 verticalement et horizontalement.

Au Pérou, trois institutions différentes coordonnent la mise en œuvre des ODD. Malgré cela, les auteurs de l'étude de cas affirment que les ODD sont pour la plupart absents du discours et des pratiques de politique publiques. Par conséquent, le Pérou se heurte encore à de multiples obstacles pour les réaliser. Le cas du Ghana est similaire car les deux pays ont eu recours à un arrangement institutionnel combinant des institutions éminemment statistiques et politiques. Au Ghana, la Commission nationale de planification du développement et le Service statistique sont responsables de la mise en œuvre des ODD, tandis que l'Agenda 2030 est également intégré dans le plan de développement du pays (le Cadre à moyen terme pour la politique de développement 2014-2017/2018-2021).

En Inde, l'institution chargée d'intégrer l'Agenda 2030 dans les politiques publiques nationales est l'Institution nationale pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog). Elle est également responsable de sa mise en œuvre et de son suivi et a donc été chargée de la création de l'Index ODD de l'Inde, qui évalue les progrès des ODD dans les différents états et territoires de l'Union. Elle a également été chargée de produire un Examen national volontaire en 2017, qui

a malheureusement été disqualifié suite à la remise en question de ses techniques d'évaluation. Au Nigeria, l'Agenda 2030 est intégré au plan national de développement lié à l'économie et au capital humain (le Plan de relance économique et de croissance 2017-2020). Dans ce cas, le Bureau du conseiller spécial principal du président est chargé de superviser sa mise en œuvre. Toutefois, l'étude de cas montre que le Nigeria n'est pas actuellement en voie de réaliser les ODD d'ici 2030, la pénurie financière étant l'un des principaux problèmes que le pays doit résoudre pour réussir.

Cette étude montre comment des conceptions institutionnelles efficaces doivent être construites sur la base d'un diagnostic solide des mécanismes de coordination existants, adapté à chaque contexte spécifique. Elles doivent également s'accompagner de capacités de suivi, d'évaluation et de compte rendu solides et complètes, soutenues par un engagement politique fort, dans le cadre de stratégies nationales et internationales complémentaires visant à promouvoir la cohérence dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Observations finales

Le développement durable est une entreprise commune. Il doit impliquer et inclure les parties prenantes de tous les secteurs et niveaux de gouvernance. Il doit également refléter les trois piliers thématiques de l'Agenda 2030. L'Agenda 2030 pour le développement durable a fait des progrès substantiels dans la reconnaissance de cette nature partagée et intégrée et a incorporé pour la première fois ce consensus dans un ensemble d'Objectifs et de Cibles convenus au niveau international. C'est là que réside l'un des principaux atouts de l'Agenda.

Toutefois, ce même atout est particulièrement exigeant pour les efforts de mise en œuvre au niveau national, d'autant plus que (dans de nombreux cas) les pays ont déjà du mal à mettre en œuvre des politiques cohérentes entre les ministères compétents nationaux. Les stratégies de cohérence des politiques aux niveaux national et international, en mettant l'accent sur les arrangements institutionnels qui les rendent possibles, sont essentielles pour faire un usage efficace et efficient des ressources de développement. De cette manière, cela permet de garantir les droits de chacun et de ne laisser personne pour compte, de contribuer au développement économique et de préserver la durabilité environnementale.

L'analyse des synergies et des compromis dans les contextes nationaux des pays est un point de départ crucial pour diagnostiquer ces conflits potentiels entre les politiques et les efforts de développement, pour travailler à leur atténuation, ainsi que pour exploiter les synergies disponibles. Ce chapitre a présenté une analyse de pointe de l'état actuel des connaissances sur les synergies et les compromis au niveau mondial, à la fois en général et en relation avec des groupes spécifiques d'ODD. Il s'est ensuite appuyé sur les six études de cas par pays de la SVSS pour mener une analyse transversale des résultats obtenus concernant les ODD qu'ils avaient en commun. À la connaissance des auteurs, il s'agit de la première tentative de construire un cadre qui intègre dans un seul rapport les résultats des synergies et des compromis des ODD provenant de plusieurs études nationales utilisant

des méthodologies différentes dans un seul rapport. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour analyser les synergies et les compromis dans d'autres pays (ou au niveau régional), en mettant l'accent sur d'autres ODD et, surtout, en utilisant des méthodologies systémiques et les meilleures sources de données disponibles. L'effort de la SVSS est cependant un début qui espérait éclairer les questions clés, du point de vue du Sud global. Alors que nous entrons dans les années 2020 et que le compte à rebours vers 2030 commence, il est primordial d'approfondir les interconnexions entre les ODD afin de stimuler les efforts de mise en œuvre partout et pour tous.

Références

- Adeniran, A., Onyekwena, C., Onubedo, G., Ishaku, J., & Ekeruche, A. (2020). *Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications* (Occasional Paper Series No. 60). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>
- Aghion, P., & Howitt, P. (1998). Capital accumulation and innovation as complementary factors in long-run growth. *Journal of Economic Growth*, 3.
- Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Occasional Paper Series No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>
- Allen, C., Matternich, G. & Wiedmann, T. (2016). National pathways to the Sustainable Development Goals (SDGs): A comparative review of scenario modelling tools. *Environmental Science & Policy*, Vol. 66
- Andersen, L., Medianceli, A., Maldonado, C., & Hernani-Limarino, W. (2020). *A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education* (Occasional Paper Series No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>
- Asante, K.P., Afari-Asiedu, S., Ali Abdulai, M., Ayindenaba Dalaba, M., Carrión, D., Dickinson, K.L., Nuhu Abeka, A., Sarpong, K., Jack, D.W. (2018). Ghana's rural liquefied petroleum gas program scale up: a case study. *Energy for Sustainable Development* 46. <https://doi.org/10.1016/j.esd.2018.06.010>
- Atkinson, A., Casarico, A., & Voitchovsky, S. (2018). Top incomes and the gender divide. *The Journal of Economic Inequality*, 16(2).
- Banque mondiale. (2007). *World Development Report 2007: Development and the next generation*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- Banque mondiale. (2012). Informe sobre desarrollo mundial 2012: igualdad de género y desarrollo [World Development Report 2012: gender equality and development]. Washington DC: World Bank Group.

- Banque mondiale. (2018). *World Development Report 2018: Learning to realize education's promise*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- Banque mondiale. (2019a). *Ghana Economic Update: Enhancing Financial Inclusion*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/ghana/publication/ghana-economic-update-enhancing-financial-inclusion>
- Banque mondiale. (2019b). *The World Bank in Perú: Overview*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/peru/overview>
- Banque mondiale. (2019c). *The World Bank in Bolivia: Overview*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/bolivia/overview>
- Banque mondiale. (2019d). *The World Bank in India: Overview*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/india/overview>
- Banque mondiale. (2019e). *The World Bank in Sri Lanka: Overview*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/srilanka/overview>
- Banque mondiale. (2019f). *The World Bank in Ghana: Overview*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/country/ghana/overview>
- Banque mondiale ESMAP. (2017). *Social Inclusion, Gender and Energy Fact Sheet*. Disponible sur : https://www.esmap.org/sites/esmap.org/files/DocumentLibrary/Gender_Jan%202015.pdf
- Barbier, E. (1987). The concept of sustainable economic development. *Environmental Conservation*, 14(2), 101–110.
- Barrientos, A., & Dejong, J. (2006). *Reducing child poverty with cash transfers: A sure thing?* Disponible sur : <https://www.semanticscholar.org/paper/Reducing-Child-Poverty-with-Cash-Transfers%3A-A-Sure-Barrientos-Dejong/0b23700ee5556d4a5ab75073be978b8bb502aa56>
- Beaman, L., Duflo, E., Pandre, R., & Topalova, P. (2012). Female leadership raises aspirations and educational attainment for girls: A policy experiment in India. *Science*, 335(6068).
- Benavente, M.C., & Valdés, A. (2014). *Políticas públicas para la igualdad de género: Un aporte a la autonomía de las mujeres*. Buenos Aires: Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC).
- Benhabib, J., & Spiegel, M.M. (1994). The role of human capital in economic development evidence from aggregate cross-country data. *Journal of Monetary Economics*, 34.
- Benson Wahlén, C. (2017). *Achieve gender equality to deliver the SDGs*. IISD: SDG Knowledge Hub. Disponible sur : <http://sdg.iisd.org/commentary/policy-briefs/achieve-gender-equality-to-deliver-the-sdgs/>
- Bertay, A.C., Dordevic, L., & Sever, C. (2018). *Gender inequality and economic growth: Evidence from industry level data*. Disponible sur : <file:///C:/Users/akbro/AppData/Local/Packages/Microsoft>.

MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe/TempState/Downloads/
GenderInequalityAndEconomicGrowth__preview%20(5).pdf

Blackden, M., Canagarajah, S., Klasen, S., & Lawson, D. (2006). *Gender and growth in sub-Saharan Africa: Issues and evidence* (Research Paper No. 2006/37). Helsinki: United Nations University.

Blumberg, B., Cooper, D. R., Schindler, P. S. (2005). *Business Research Methods*. Columbus, OH: McGraw-Hill Higher Education.

Booz & Company (2012). *Empowering the third billion: Women and the world of work in 2012*. Disponible sur : <https://www.strategyand.pwc.com/gx/en/insights/third-billion.html>

Bos, M.S., Elías, A., Vegas, E., & Zoido, P. (2016). *Latin America and the Caribbean in PISA 2015: How did the region perform?* Washington, D.C.: Inter-American Development Bank.

Buonocore, J.J., Luckow, P., Norris, G., Spengler, J.D., Biewald, B., Fisher, J., & Levy, J.I. (2015). Health and climate benefits of different energy-efficiency and renewable energy choices. *Nature Climate Change*, 6, 100-105.

Cardini, A., Sanchez, B., & Morrone, A. (2018, February). *Transitar la educación secundaria en el mundo: Análisis comparado de las propuestas curriculares de 11 sistemas educativos* [Transiting secondary education in the world: Comparative analysis of the curricular proposals of 11 educational systems] (Documento de Trabajo N°163). Buenos Aires: CIPPEC.

Cecchini, S., Filgueira, F., Martínez, R., & Rossel, C. (2015). *Instrumentos de protección social* [Social protection instruments]. Santiago de Chile: ECLAC.

Cejudo, G., & Michel, C. (2015). Addressing fragmented government action: Coordination, coherence and integration. 2nd International Conference in Public Policy. *Policy Sciences*, 50, 745-767.

Collste, D., Pedercini, M., & Cornell, S. E. (2017). Policy coherence to achieve the SDGs: Using integrated simulation models to assess effective policies. *Sustainability Science*, 12(6), 921-931. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0457-x>

Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement. (1992). *The UN Conference on Environment and Development. Rio de Janeiro*. <https://doi.org/10.1007/s11671-008-9208-3>

Coopman, A., Osborn, D., Ullah, F., Auckland, E., & Long, G. (2016). *Seeing the whole: Implementing the SDGs in an Integrated and Coherent Way*. Disponible sur : <https://sf.stakeholderforum.org/index.php/our-publications-sp-1224407103/reports-in-our-publications/625-seeing-the-whole-implementing-the-sdgs-in-the-an-integrated-and-coherent-way>

Corning, P. (1998). "The synergism hypothesis": On the concept of synergy and its role in the evolution of complex systems.

Journal of Social and Evolutionary Systems, 21(2), 133-172. [https://doi.org/10.1016/S1061-7361\(00\)80003-X](https://doi.org/10.1016/S1061-7361(00)80003-X)

- Conseil international pour la science. (2017). *A guide to SDG interactions: From science to implementation*. Disponible sur : <https://council.science/wp-content/uploads/2017/05/SDGs-Guide-to-Interactions.pdf>
- Credit Suisse Research Institute (2014). *The CS Gender 3000: Women in senior management*. Zurich: Credit Suisse.
- Crentsil, A., Fenny, A., Ackah, C., Asuman, D., & Otioku, E. (2020). *Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana* (Occasional Paper Series No. 62). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>
- Cuberes, D., & Teignier-Baqué, M. (2011a). A Model of Talent Allocation under Gender Inequality.
- Cuberes, D., & Teignier-Baqué, M. (2011b). Gender inequality and Economic Growth.
- De León, G. (2017). *Jóvenes que cuidan: impactos en su inclusión social* [Young people who care: impacts on their social inclusion] (Documento de Trabajo N° 158). Buenos Aires: CIPPEC.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations unies. (2017). *Synthesis of Voluntary National Reviews 2017*, New York: UNDESA.
- Díaz Langou, G., & Brest, C. (2018). *The economic case for reducing gender gaps in the labour market*. Buenos Aires: CIPPEC.
- Díaz Langou, G., Caro Sachetti, F., Karczmarczyk, M., Bentivegna, B. & Capobianco, S. (2019). Empleo, crecimiento y equidad: impacto económico de tres políticas que reducen las brechas de género. Buenos Aires: CIPPEC. Disponible sur : <https://www.cippec.org/publicacion/tres-politicas-para-reducir-las-brechas-de-genero/>
- Díaz Langou, G., De León, G., Florito, J., Caro Sachetti, F., Biondi, A., & Karczmarczyk, M. (2019). *El género del trabajo: Entre la casa, el sueldo y los derechos (in Spanish)*. Buenos Aires: CIPPEC.
- Dijkstra, G. (2013). *The new aid paradigm: A case of policy incoherence*. (Working Paper No. 128). New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Donoghue, D., & Khan, A. (2019). *Achieving the SDGs and 'leaving no one behind': Maximising synergies and mitigating trade-offs* (Working paper N° 560). London: Overseas Development Institute (ODI).
- Duflo, E. (2012). Women Empowerment and Economic Development. *Journal of Economic Literature* 2012, 50(4), 1051–1079.
- ENERGIA. (2019). *Gender in the transition to energy for all: From evidence to inclusive policies*. The Hague: ENERGIA, the International Network on Gender and Sustainable Energy.

- ENERGIA, Banque mondiale ESMAP & ONU Femmes. (2018). *Global Progress of SDG 7 - Energy and Gender* (Policy Brief No. 12). United Nations. Disponible sur : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/17489PB12.pdf>
- Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector* (Occasional Paper Series No. 65). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>
- Florito, J., Aneja, U., & Beneke de Sanfeliú, M. (2018). *Gender economic equity and the future of work: A future of work that works for women* (T20 Argentina 2018 Policy Brief). Buenos Aires: CARI-CIPPEC.
- Food and Agriculture Organization. (2015). *FAO and the 17 Sustainable Development Goals*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- Fonds des Nations unies pour l'enfance. (2015). *The investment case for education and equity*. New York: UNICEF.
- Fonds des Nations unies pour la population. (2014). *Annual report on Evaluation for the year 2014*. Disponible sur : <https://www.unfpa.org/admin-resource/annual-report-evaluation-year-2014>
- Fukuda-Parr, S., Bruckner, M., Hegstad, T., Kuehner, M., & Tavares, M. (2018). *Voluntary National Review Reports - What do they report?* (CDP Background Paper No. 46). New York: Committee for Development Policy, United Nations.
- Fuso Nerini, F., Tomei, J., Seng To, L., Bisaga, I., Parikh, P., Black, M., Borrion, A., Spataru, C., Castán Broto, V., Anandarajah, G., Milligan, B., & Mulugetta, Y. (2017). Mapping synergies and trade-offs between energy and the Sustainable Development Goals. *Nature Energy*, 3, 10-15.
- Goldin, C. (1995). *The U-shaped female labor force function in economic development and economic history* (Working Paper No. 4707). Cambridge: National Bureau of Economic Research.
- Haase, D. & Schwarz, N. (2012). Synergies, trade-offs, and losses of ecosystem services in urban regions: An integrated multiscale framework applied to the Leipzig-Halle region, Germany. *Ecology and Society*, 17(3). <https://doi.org/10.5751/ES-04853-170322>
- Hanushek, E.A. (2013). Economic growth in developing countries: The role of human capital. *Economics of Education Review*, 37, 204-212.
- Heaps, C.G. (2016). *Long-range Energy Alternatives Planning (LEAP) system* [Software version: 2018.1.27]. Disponible sur : <https://www.energycommunity.org>
- Jaureguiberry, F., López, A., & Zoido, P. (2018). *CIMA América Latina y el Caribe: ¿Cuánto invierten los gobiernos en educación?* [CIMA Latin

America and the Caribbean: How much do governments invest in education?]. Washington, D.C.: Inter-American Development Bank.

Kabeer, N. (2003). *Gender equality, poverty eradication and the Millennium Development Goals: Promoting women's capabilities and participation* (Gender & Development Discussion Paper No.13). UNESCAP.

Kanuri, C., Revi, A., Espey, J. & Kuhle, H. (2016). *Getting Started with the SDGs in Cities: A Guide for Stakeholders*. Sustainable Development Solutions Network. Disponible sur : https://www.researchgate.net/profile/Aromar_Revi/publication/309417493_Getting_Started_with_the_SDGs_in_Cities_A_Guide_for_Stakeholders/links/580f8e8808aea04bbcba5a60/Getting-Started-with-the-SDGs-in-Cities-A-Guide-for-Stakeholders.pdf

Kitzmüller, L., McManus, J., Buddy Shah, N., & Sturla, K. (2018). *Educate Girls Development Impact Bond. Final Evaluation Report*. New Delhi: IDInsight.

Knoll, A. (2014). *Bringing policy coherence for development into the post-2015 agenda – challenges and prospects* (Discussion paper No.163). Maastricht: European Centre for Development Policy Management.

Le Blanc, D. (2015). *Towards integration at last? The Sustainable Development Goals as a network of targets* (DESA Working Paper No. 141). New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.

Levy Yeyati et al. (2019). *What works for active labor market policies* (CID Faculty Working Paper No. 358). Buenos Aires: CEPE-UDT.

Lobos Alva, I. & Rueff, H. (2019). *Latin America experts identify three priorities for supporting SDG progress in the region*. Disponible sur : <http://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/latin-america-experts-identify-three-priorities-for-supporting-sdg-progress-in-the-region/>

Lucas, R.E. (1988). On the mechanisms of economic development. *Journal Monetary of Economics*, 22(1), 3-42.

Luukkanen, J., Vehmas, J., Panula-Ontto, J., Allievi, F., Kaivo-oja, J., Pasanen, T., & Auffermann, B. (2012). Synergies or trade-offs? A new method to quantify synergy between different dimensions of sustainability. *Environmental Policy and Governance*, 22(5), 337–349.

Machingura, F. & Lally, S. (2017). *The Sustainable Development Goals and their trade-offs*. Disponible sur : <https://www.odi.org/publications/10726-sustainable-development-goals-and-their-trade-offs>

Mackie, J., Ronceray, M., & Spierings, E. (2017). *Policy coherence and the 2030 Agenda: Building on the PCD experience* (Discussion Paper No. 210). Maastricht: European Centre for Development Policy Management.

Mainali, B., Luukkanen, J., Silveira, S., & Kaivo-oja, J. (2018). Evaluating synergies and trade-offs among Sustainable Development Goals (SDGs): Explorative analyses of development paths in South Asia

and Sub-Saharan Africa. *Sustainability, MDPI, Open Access Journal*, 10(3), 1-25. <https://doi.org/10.3390/su10030815>

Mankiw, G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A Contribution to the Empirics of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407-437.

McKinsey Global Institute. (2015). *The power of parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*. Disponible sur : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

Millennium Institute. (2019). *iSDG integrated simulation tool*. Disponible sur : <https://www.millennium-institute.org/isdg>

Miola, A., Borchardt, S., Neher, F., & Buscaglia, D. (2019). *Interlinkages and policy coherence for the Sustainable Development Goals implementation: An operational method to identify trade-offs and co-benefits in a systemic way*. Luxembourg: JRC Technical Reports. Disponible sur : http://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC115163/sdg_interlinkages_jrc115163_final_on_line.pdf

Montgomery, P. & Knerr, W. (2018). *Review of the evidence on sexuality education: Report to inform the update of the UNESCO International Technical Guidance on Sexuality Education*. Disponible sur : <https://gcedclearinghouse.org/sites/default/files/resources/180165eng.pdf>

Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India (Occasional Paper Series No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>

Nations unies. (2019a, August). *Goal 5: Achieve gender equality and empower all women and girls*. Disponible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/>

Nations unies. (2019b). *Strengthening synergies between the Paris Agreement and the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible sur : <https://sustainabledevelopment.un.org/climate-sdgs-synergies2019>

Nelson, R.R. & Phelps, E.S. (1966). Investment in humans, technological diffusion, and economic growth. *The American Economic Review* 56(1/2), 69-75.

Neumann, K., Anderson, C., & Denich, M. (2018). Participatory, explorative, qualitative modeling: Application of the iMODELER software to assess trade-offs among the SDGs. *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, 12(2018-25), 1-19.

Nilsson, M., Griggs, D., & Visback, M. (2016). Map the interactions between Sustainable Development Goals. *Nature*, 534(15), 320-322. <https://doi.org/10.1038/534320a>

- Nilsson, M., Zamparutti, T., Petersen, J. E., Nykvist, B., Rudberg, P., & McGuinn, J. (2012). Understanding policy coherence: Analytical framework and examples of sector-environment policy interactions in the EU. *Environmental Policy and Governance*, 22(6), 395–423. <https://doi.org/10.1002/eet.1589>
- Obersteiner, M., Walsh, B., Frank, S., Havlík, P., Cantele, M., Liu, J., & Van Vuuren, D. (2016). Assessing the land resource–food price nexus of the Sustainable Development Goals. *Science Advances*, 2(9). <https://doi.org/10.1126/sciadv.1501499>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2014). *Better Policies for Development 2014: Policy coherence and illicit financial flows*. Paris: OECD. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264210325-en>.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2016a). *Better policies for sustainable development 2016: A new framework for policy coherence*. <https://doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/9789264256996-en>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2016b). *PISA 2015 Results (Volume 1): Excellence and equity in education*. Paris: OECD.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2016c). *OECD Survey on planning and co-ordinating the implementation of the SDGs: First results and key issues*. Paris: OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2017). *OECD Development Co-operation Peer Reviews*. Luxembourg: OECD.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2018). *Policy Coherence for Sustainable Development 2018: Towards sustainable and resilient Societies*. Paris: OECD. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264301061-en>
- Organisation for Economic Co-operation and Development & United Cities and Local Government. (2016). *Subnational governments around the world: Structure and finance*. Paris: OECD.
- Organisation des Nations unies pour le développement industriel & ONU Femmes. (2013). *Sustainable energy for all: The gender dimensions* (Guidance Note). New York: UN Women Headquarters & UNIDO.
- Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2013). *UNESCO Institute for Lifelong Learning (Annual Report 2013)*. Disponible sur : <https://uil.unesco.org/annual-report-2013-unesco-institute-lifelong-learning>
- Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2014). *Annual Report 2014* Disponible sur : www.unesco.org/new/en/santiago/resources/single-publication/news/annual_report_2014/

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2017). *Reducing global poverty through universal primary and secondary education* (Policy Paper 32, Fact Sheet 44). Disponible sur : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/reducing-global-poverty-through-universal-primary-secondary-education.pdf>

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2019). *SDG Resources for educators – gender equality*. Disponible sur : <https://en.unesco.org/themes/education/sdgs/material/05>

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
Organization & United Nations Children's Fund. (2015). *Fixing the broken promise of education for all*. Disponible sur : https://www.unicef.org/publications/index_78718.html

Organisation Mondiale de la Santé. (2006). *Constitution of the World Health Organization. Basic Documents, 45th edition*. Disponible sur : https://www.who.int/governance/eb/who_constitution_en.pdf

Oxaal, Z. (1997). *Education and poverty: A gender analysis*. Sussex: Institute of Development Studies at the University of Sussex.

Pautassi, L. C. (2007). *El cuidado como cuestión social desde un enfoque de derechos*. Santiago de Chile: CEPAL.

Peters, B.G. (2018). *The challenge of policy coordination, Policy Design and practice 1:1*. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/25741292.2018.1437946>

Pradhan, P., Costa, L., Rybski, D., Lucht, W., & Kropp, J. P. (2017). *A systematic study of Sustainable Development Goal (SDG) interactions*. Disponible sur : <https://doi.org/10.1002/2017EF000632>

Programme de développement des Nations Unies. (2010). *Preventing crisis – enabling recovery* (2010 Annual Report). Disponible sur : <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/preventing-crisis-enabling-recovery-2010-annual-report.html>

Programme de développement des Nations Unies. (2015). *New deal implementation support facility* (2015 Annual Report). Disponible sur : https://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/UNDP_New_Deal_Facility_Annual_Report_EN.pdf

Programme des Nations unies pour l'environnement. (1992). *Convention on biological diversity*. Disponible sur : <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/8340/-Convention%20on%20Biological%20Diversity,%20June%201992-19923086.pdf?sequence=2&%3BisAllowed=>

Quisumbing, A. R. & Maluccio J.A. (2003). Resources at marriage and intrahousehold allocation: Evidence from Bangladesh, Ethiopia, Indonesia, and South Africa. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 65(3), 283-327.

- Repetto, F., Díaz Langou, G., Aulicino, C., Acuña, M., & de Achával, O. (2015). *El futuro es hoy: Primera infancia en Argentina*. Buenos Aires: Editorial Biblos.
- Rittel, H.W.J. & Webber, M.M. (1973). Dilemmas in a general theory of planning. *Policy Sciences*, 4(2), 155-169.
- Rodrik, D. (2008). *The new development economics: We shall experiment, but how shall we learn?* (Working Paper No. RWP08-055). Harvard: Harvard Kennedy School.
- Romer, P.M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98 (5).
- Rubio-Codina, M. & Grantham-McGregor, S. (2019). Evolution of the wealth gap in child development and mediating pathways: Evidence from a longitudinal study in Bogota, Colombia. *Developmental Science*, 22(5).
- Shankar, A. (2015). *Strategically engaging women in clean energy solutions for sustainable development and health* (GSDR 2015 Brief). Disponible sur : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/631479-Shankar-Women_in%20Clean%20Energy_Solutions.pdf
- Société financière internationale. (2015). *Gender diversity in Jordan: Research on the impact of gender diversity on the economic performance of companies in Jordan* (Working Paper). Washington, D.C.: World Bank Group.
- Soria Morales, E. (2018). Why is policy coherence essential for achieving the 2030 Agenda? *United Nations System Staff College Blog*. Consulted in August 2019. Disponible sur : <https://www.unssc.org/news-and-insights/blog/why-policy-coherence-essential-achieving-2030-agenda/>
- Spencer, S. J., Steele, C. M., & Quinn, D. M. (1999). Stereotype threat and women's math performance. *Journal of Experimental Social Psychology*, 35, 4-28.
- Tomaszewski, M., Topyla, W., Kijewski, B.G., Miotla, P., & Wacinski, P. (2019). *Does gender influence the outcome of ischemic heart disease?* Poland: Medical University of Lubin.
- Tosun, J., & Leininger, J. (2017). Governing the Interlinkages between the Sustainable Development Goals: Approaches to attain policy integration. *Global Challenges*, 1(9). <https://doi.org/10.1002/gch2.201700036>
- UNESCO, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes & OMS. (2018). *International technical guidance on sexuality education: an evidence-informed approach*. Paris: UNESCO. Disponible sur : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>.
- Vladimirova, K., & Le Blanc, D. (2016). Exploring links between education and sustainable development goals through the lens of UN flagship reports. *Sustainable Development*, 24(4), 254-271.

- Wang, J. (2015). The health impacts of energy choices (Briefing Paper). Disponible sur : http://www.healthyenergyinitiative.org/health-impacts-of-energy-choices/?mc_cid=c5f66ad6bc&mc_eid=255f46605d
- Weitz, N., Carlsen, H., Nilsson, M., & Skånberg, K. (2018). Towards systemic and contextual priority setting for implementing the 2030 Agenda. *Sustainability Science*, 13(2), 531–548. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0470-0>
- Weitz, N., Carlsen, H., Skånberg, K., Dzebo, A., & Viaud, V. (2019) *SDGs and the environment in the EU: A systems view to improve coherence*. Stockholm: Stockholm Environment Institute.
- Weitz, N., Nilsson, M., & Davis, M. (2014). A nexus approach to the post-2015 Agenda: Formulating integrated water, energy, and food SDGs. *SAIS Review of International Affairs*, 34(2), 37–50. <https://doi.org/10.1353/sais.2014.0022>
- World Economic Forum. (2017). *The Global Gender Gap Report 2017*. Disponible sur : <https://www.weforum.org/reports/the-global-gender-gap-report-2017>

6

Répondre aux questions systémiques mondiales tout en mettant en œuvre les ODD au niveau national

Shehryar Khan Toru
Vaqar Ahmed



Introduction

Les débats en cours dans le contexte de la mondialisation et des systèmes de gouvernance mondiale reconnaissent implicitement que les questions systémiques mondiales ont un impact sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans le contexte national, y compris en ce qui concerne leur relation avec la réalisation de l'objectif « ne laisser personne pour compte » (LNOB, en anglais). Les débats reconnaissent que les problèmes systémiques mondiaux, par exemple le changement climatique, la migration et l'évolution technologique, peuvent poser des défis et offrir des opportunités. C'est dans ce contexte que la littérature reconnaît également que les questions systémiques mondiales (QSM) auront des conséquences pour l'Agenda 2030. À cet égard, l'initiative *Southern Voice* tente de déterminer systématiquement comment les QSM sélectionnées pourraient avoir un impact sur la réalisation des ODD.

Aux fins de notre analyse et pour faciliter la compréhension du lecteur, nous définissons les QSM largement comme des changements de nature complexe qui pourraient ou non être déclenchés par l'action d'un seul pays mais qui ont des impacts (négatifs ou positifs) qui pourraient potentiellement toucher plusieurs pays (p. ex. un conflit), régions (p. ex. des catastrophes naturelles et d'origine humaine) ou la planète entière (p. ex. le changement climatique).

Les efforts déployés pour traiter les QSM doivent également aller au-delà des interventions au niveau national. Des efforts régionaux et mondiaux doivent être déployés, en particulier pour renforcer les capacités des gouvernements nationaux et infranationaux des pays en développement à faire face à ces défis ou à en atténuer les effets.

Les objectifs spécifiques de ce chapitre sont les suivants :

- Fournir une compréhension de la manière dont les questions systémiques peuvent être considérées comme des questions transversales lors de la formulation de politiques pour les ODD ;
- Conceptualiser et identifier certaines QSM clés qui pourraient avoir un impact sur les facteurs de production dans les économies en développement ;
- Comprendre comment les QSM façonnent les partenariats mondiaux—dans le but de lutter contre toute adversité (p. ex. la pollution) et d'exploiter les opportunités (p. ex. la technologie).

Contexte

Dans cette section, nous présentons trois défis distincts dans les domaines de la technologie, de l'énergie et des finances, et comment ceux-ci ont déclenché des QSM. Depuis la crise financière de 2008, l'émergence de risques systémiques n'est plus considérée comme limitée au domaine de la finance ; elle inclut également une multitude d'autres risques, émanant des changements climatiques, de la cybersécurité, de la technologie, des migrations, etc. (Renn, Lucas, Haas & Jaeger, 2017). Selon le Forum économique mondial (2016), malgré les effets positifs de plusieurs évolutions technologiques, un accès inégal à la technologie pourrait avoir des répercussions négatives sur les emplois existants.



Les débats reconnaissent que les problèmes systémiques mondiaux, par exemple le changement climatique, la migration et l'évolution technologique, peuvent poser des défis et offrir des opportunités.

Cela a également des conséquences sur l'inégalité. Par exemple, l'automatisation pourrait supprimer le besoin de nombreuses formes de travail conventionnel ; une délocalisation des emplois et de l'industrie pourrait également avoir lieu (Schwab, 2016). Selon une étude de Dobbs, Madgavkar, Barton, Labaye, Manyika, Roxburgh, Lund et Madhav (2012), l'économie mondiale pourrait connaître un excédent de travailleurs peu qualifiés en même temps qu'une pénurie de travailleurs hautement qualifiés.

Dans le secteur de l'énergie, l'appétit pour une énergie propre et abordable a incité les gouvernements à repenser les structures de production et de distribution d'électricité vieilles de plusieurs décennies. La croissance des énergies renouvelables, intuitivement considérées comme une voie plus durable, semble être alimentée par des gains financiers privés. Cela pourrait potentiellement constituer un obstacle pour les pays qui sont réticents à investir ou qui ne disposent pas de ressources pour assurer la transition vers une énergie durable pour tous (Zeshan & Ahmed, 2013 ; Ahmed, 2017). La fourniture d'énergie aux segments marginalisés de la population reste un défi pour la plupart des économies en développement (Agence internationale pour les énergies renouvelables, 2018).

Il est important de comprendre ici que les changements dans la finance, la technologie et l'énergie mondiales ne sont pas mutuellement exclusifs. Ils peuvent tous se produire dans un même temps et un même espace, et peuvent également avoir un impact sous une ou plusieurs formes—souvent imprévues par les décideurs politiques. Dans les sections qui suivent, nous allons argumenter en faveur de l'amélioration des mécanismes de gouvernance nationale et mondiale pour évaluer et répondre aux QSM.

Approche méthodologique

Notre approche pour aborder les objectifs implique une analyse approfondie de la littérature. En raison de contraintes d'espace, tous les composants de la littérature ne pouvaient être présentés ici. Toutefois, nous fournissons un cadre analytique (basé sur la littérature disponible) et soulignons les principales lacunes de la littérature et la manière dont ces lacunes peuvent être comblées par ce travail.

L'équipe a également présenté une version précédente de cet essai lors des réunions de Southern Voice afin de recevoir des retours. Ces réunions comprenaient deux ateliers de recherche sur l'État des Objectifs de développement durable (SVSS, en anglais) organisés par Southern Voice. En marge de ces réunions, nous avons eu l'occasion de mener 25 entretiens avec des experts d'Asie du Sud, d'Amérique latine et d'Afrique. L'équipe a également organisé un groupe de discussion sur ce sujet lors de la 21e Conférence sur le développement durable à Islamabad.

Plus important encore, nous avons utilisé les études par pays de la SVSS pour examiner comment des différentes QSM pourraient avoir un impact sur les ODD.

Cadre analytique

Notre cadre analytique (figure 6.1) est fondé sur la littérature relative à la gouvernance mondiale. Nous identifions quatre degrés d'analyse pour explorer pleinement les impacts possibles des QSM. Au premier échelon, nous tenons particulièrement à utiliser l'approche fournie par Thakur et Langenhove (2006) pour comprendre la gouvernance mondiale. Toutefois, le cadre ne se limite pas à un seul axe de débat et permet d'intégrer les points de vue d'autres intervenants cités dans les sous-sections ci-dessous. Deuxièmement, nous faisons référence aux problèmes politiques mondiaux qui nécessitent un accord par le biais de dispositifs de gouvernance mondiale. Dans le troisième échelon, nous explorons les mécanismes de transmission qui pourraient avoir un impact, à la fois positif et négatif, sur la poursuite des ODD au niveau national. Nous définissons le quatrième degré d'analyse comme toute étude portant sur le cadre de mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national.

Figure 6.1. Cadre analytique



Élaboré par les auteurs.

Gouvernance mondiale

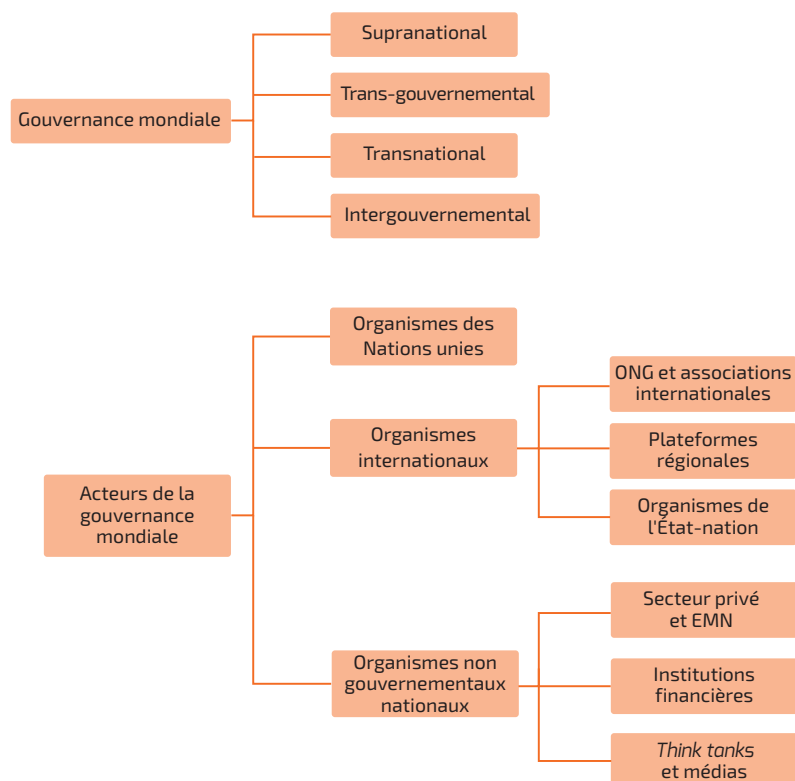
Nous nous appuyons sur les travaux de Thakur et Van Langenhove (2006) pour expliquer comment mettre en place des dispositifs innovants de gouvernance mondiale. Ils soutiennent que les intérêts collectifs peuvent être articulés, les droits et les obligations établis, et les différences transigées entre les divers pays et acteurs mondiaux par des approches coopératives de résolution des problèmes. Ils préconisent de définir la gouvernance mondiale comme « une gouvernance pour le monde sans gouvernement mondial » [*governance for the world without world government*] (Thakur & Van Langenhove, 2006).

La manifestation de la gouvernance mondiale au-delà des frontières immédiates signifie que les États-nations, chargés de protéger leurs citoyens contre les effets néfastes orchestrés par des entités extérieures et des flux transnationaux, sont aujourd'hui de plus en plus sollicités pour adopter une position défensive contre les *outsiders*. Les États-nations sont confrontés à la tâche inévitable qui est celle de forger des collaborations et des partenariats entre divers acteurs transnationaux (figure 5.2) (cf. Scholte, 2005).

Une question connexe est de savoir comment faire en sorte que ces partenariats fonctionnent pour les pays en développement et demeurent solides au fil du temps. De même, les dispositifs de gouvernance mondiale comprennent-ils la complexité des défis

auxquels sont confrontés les pays en développement, notamment en ce qui concerne les obstacles à la réalisation des ODD ? Par exemple, l'un des principaux défis que doivent relever les pays en développement consiste à intégrer la notion du LNOB dans leurs plans et budgets nationaux. Les QSM peuvent soit faciliter cette tâche, soit la rendre plus difficile. Dans les deux scénarios, des dispositifs de gouvernance au-delà des frontières nationales peuvent aider les pays dont les ressources et les connaissances sont limitées.

Figure 6.2. Les acteurs dans l'espace de la gouvernance mondiale



Note. EMN = entreprises multinationales ; les associations internationales peuvent inclure des plateformes telles que le World Business Council

Source : Adapté de Dingwerth et Pattberg (2010).

Élaboré par les auteurs.

Dispositifs de gouvernance mondiale pour les QSM

Dans le contexte de cette étude, nous définissons les QSM comme des problèmes politiques mondiaux qui nécessitent un accord par le biais de mécanismes de gouvernance mondiale. Par exemple, depuis la crise financière de 2008, l'émergence de risques systémiques n'est plus considérée comme limitée aux risques financiers, mais inclut également une série d'autres risques émanant des changements technologiques, des guerres commerciales et tarifaires, des cyber-attaques, etc. (Renn et al., 2017).

L'innovation technologique dans le monde entier est en train de redéfinir les pratiques de travail. Selon le Forum économique mondial (2016), malgré les avantages économiques que procurent les évolutions

technologiques, l'inégalité d'accès à la technologie pourrait avoir des conséquences négatives sur les emplois existants, car nombre d'entre eux pourraient devenir obsolètes, mais elle pourrait aussi en créer de nouveaux. À l'avenir, la technologie dominera la production de nouveaux produits, ce qui nécessitera une mise à niveau des compétences afin que les secteurs public et privé développent la capacité de faire face à la sophistication technologique (Forum économique mondial, 2016).¹ Cette question est étroitement liée à la manière dont les plates-formes technologiques pourraient être cartellisées par les grandes entreprises du secteur privé. Le débat sur la manière de réguler l'Internet (ou de ne pas le réguler du tout) n'est pas concluant.

La sophistication technologique associée à la libéralisation du commerce dans un passé récent a exercé une pression sur les entreprises pour qu'elles réduisent leurs coûts de production. Les entreprises qui opéraient auparavant dans les grandes enclaves des villes peuplées ont déplacé l'emploi vers la périphérie, une stratégie adoptée pour abaisser les coûts de production et devenir moins dépendantes de la main-d'œuvre traditionnelle non qualifiée (Ulrichs, 2016). La diminution de la demande de main-d'œuvre non qualifiée a des répercussions sur le bien-être de la société (Benería, 2001 ; Chen, 2012).

L'adoption de machines sophistiquées et économes pourrait, au moins dans un sens transitoire, donner lieu à plus d'informalité dans le marché du travail. La phase de transition, dans un avenir prévisible, pourrait voir une augmentation du travail informel dans le monde entier, ce qui constituerait un défi pour la réalisation de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique). Comme le souligne Schwab (2016), le nouvel environnement de travail peut être ou ne pas être conforme à l'ambition d'une production durable ou d'emplois décents. Le changement technologique étant une réalité irréfutable, il présente des opportunités commerciales pour les pays avancés tandis que les pays en développement se trouvent face à un risque. Des questions subsistent quant à savoir si les systèmes de gouvernance mondiale existants seront en mesure de répondre aux aspirations des pays développés et des pays en développement.

On pourrait soutenir que l'impact de la technologie sur les économies développées nécessite également une évaluation approfondie. Par exemple, ces dernières années, l'inégalité et ses conséquences ont fait l'objet d'une grande attention dans la littérature. Plusieurs formes d'inégalités peuvent être exacerbées à la suite du changement technologique (Schwab, 2016). Selon McKinsey (2012, p. 2), « l'économie mondiale pourrait être confrontée à un excédent potentiel de 90 à 95 millions de travailleurs peu qualifiés et à une pénurie d'environ 38 à 40 millions de travailleurs hautement qualifiés d'ici 2020 ». En outre, il est fort probable que l'évolution technologique ait un impact sur les pauvres et les marginalisés.

Selon Díaz Langou, Caro Sachetti, Rivero, de Sanfeliú, Drakeman, Ochoa, Robino, Branisa et Sorgner (2018, p. 2), « d'importantes disparités entre les sexes persistent ; les femmes participent moins au marché du travail, leurs conditions d'emploi se détériorent, elles sont confrontées à des murs et des plafonds en verre et elles sont victimes de discrimination par la loi ». L'évolution des modes de production et la restructuration



Plusieurs formes d'inégalités peuvent être exacerbées à la suite du changement technologique.

¹ Il existe de plus en plus de littérature sur la nécessité d'améliorer les mécanismes de dialogue public-privé au niveau national pour atteindre ces objectifs (p. ex. Nazir & Ahmed, 2019).

des pratiques de travail ont un effet transfrontalier inégal, car certains pays peuvent être plus touchés que d'autres. Le caractère inévitable des interconnexions entre les divers domaines de la connaissance et les progrès technologiques a des implications pour les populations locales et les États-nations. Les effets négatifs ou les retombées de la technologie pourraient submerger et toucher les femmes plus que les hommes (Benería, 2001 ; Kabeer, 2012 ; Salzinger 2003).

Selon Pyle et Ward (2003), les effets sexospécifiques de la mondialisation du commerce sont plus prononcés, car les organisations commerciales en tiennent rarement compte dans l'élaboration de leurs politiques. Dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine, et dans certaines régions d'Asie, les femmes qui dirigent de petites entreprises dans le secteur agricole font faillite en raison des importations moins coûteuses sous le régime de la « libéralisation inégale du commerce » (Pyle & Ward, 2003, p. 466).

Nombreux sont ceux qui ont tenté de proposer des moyens d'atténuer les effets de certaines ou de la plupart des QSM grâce à des dispositifs de gouvernance mondiale. Le concept de biens publics mondiaux (BPM) a également fait l'objet d'une attention particulière. Nous notons ici que si un droit est reconnu comme un bien public mondial, sa perte pourrait également constituer une question systémique mondiale.

Théoriquement, les BPM sont définis comme des « biens publics dont les avantages dépassent les frontières, les générations et les groupes de population » (Kaul, 2000). Tout en reconnaissant que l'éducation de base peut être évaluée sous différentes perspectives, comme la théorie des biens publics, etc. un discours politique récent fait référence à la conceptualisation de l'éducation de base dans une perspective « occidentalocentrique » (Menashy, 2009). Par ailleurs, Kaul (2013) soutient que l'aspect global des biens publics est principalement déterminé par la mondialisation. La théorie des BPM a plusieurs implications lorsqu'elle est considérée en termes de donateurs ou de définitions conçues au niveau international, ce qui implique une réorientation vers la marchandisation de l'éducation (ou d'autres services sociaux).

Par exemple, les flux transnationaux peuvent viser à orienter les incitations vers les acteurs nationaux. Toutefois, les bénéficiaires peuvent profiter au secteur privé au détriment des biens publics nationaux (Banque mondiale, 2017). La communauté mondiale est confrontée à des difficultés dans la fourniture de biens publics en raison de la multiplicité des centres et des processus décisionnels (Cepparulo & Giuriato, 2016). Par exemple, l'éducation a été considérée non seulement comme un bien public mais aussi comme un bien privé, la rendant exclusive et signifiant que l'offre d'éducation n'est pas seulement la responsabilité du secteur public. Ainsi, la sphère traditionnelle de la gouvernance est devenue « multicouche et transfrontalière » (figure 6.2).

Le mode de gouvernance transfrontalier et diffus est également assimilé avec le « polycentrisme », impliquant « plusieurs sites interconnectés. » La manifestation de la gouvernance mondiale au-delà des frontières immédiates signifie que les états en charge de la responsabilité de préserver leurs citoyens des effets nocifs orchestrés par les entités externes and par les flux transnationaux sont désormais

sous la pression grandissante d'adopter une position défensive vis-à-vis des « *outsiders* ». Les États sont confrontés à la tâche inévitable qu'est la collaboration et les partenariats entre les divers acteurs transnationaux (Scholte, 2005).

Mécanismes de transmission

Il est nécessaire de comprendre les mécanismes de transmission par lesquels les QSM influent sur les résultats au niveau national pour pouvoir, en fin de compte, formuler une réponse politique. Dans cette partie de notre cadre d'analyse, nous décrivons les mécanismes de transmission par lesquels les QSM pourraient avoir un impact sur la poursuite des ODD au niveau national. Dans ce cadre, des équipes ont étudié les QSM spécifiques à certaines économies. Dans le tableau 6.1, nous montrons les canaux de transmission par lesquels les QSM ont un impact sur le bien-être socio-économique, en utilisant des exemples tirés de nos études de cas par pays.

Ceci s'inspire également des mécanismes de transmission identifiés par Nissanke et Thorbecke (2010) qui divisent les canaux en : canaux de croissance, technologiques, institutionnels, informationnels et de vulnérabilité.

Tableau 6.1. Questions systémiques mondiales et mécanisme de transmission

Pays	Question systémique mondiale	Mécanisme de transmission	Impact sur la mise en œuvre des ODD
Sri Lanka	La modernisation d'une grande chaîne de valeur et l'automatisation de l'industrie textile ont des implications pour la main-d'œuvre locale, en particulier la main-d'œuvre féminine.	- Canal de croissance - Canal technologique	L'automatisation influence l'Objectif 8 et la recherche d'un emploi productif et décent. ² À court terme, cela pourrait entraîner un ajustement douloureux (avec une augmentation du chômage transitoire). À plus long terme, et si des interventions politiques appropriées sont menées en faveur de l'amélioration des capacités des ressources humaines, cela pourrait stimuler la productivité et les perspectives de croissance inclusive.
Inde	Diminution de la participation des femmes au marché du travail en raison de la technologie et de l'automatisation des processus de production.	- Canal de croissance - Canal technologique	La poursuite de la technologie sans le renforcement des qualifications et des capacités entraîne une augmentation des écarts entre les genres (constatés dans l'éducation, l'acquisition de compétences et l'emploi formel) et menace également les résultats de l'Objectif 4 ; des interventions opportunes aideront également à atteindre les Objectifs 8 et 5. ³
Bolivie	Des progrès en matière technologique et des connaissances laissent pour compte les étudiants boliviens..	- Canal technologique - Canal informationnel - Canal institutionnel	L'actuel niveau d'éducation ne suit pas au niveau des mesures reconnues internationalement ; il est donc difficile de mesurer les progrès de la Bolivie vis-à-vis de l'Objectif 4. Cela a des implications sur les résultats d'apprentissage et la productivité à long terme. Une plus grande connectivité en ligne des écoles pourrait conduire à une diffusion plus rapide des méthodes et des contenus d'enseignement modernes, ce qui contribuerait en fin de compte à la réalisation des objectifs en matière d'éducation.

2 L'automatisation a un impact sur la pauvreté et le bien-être via les canaux de l'emploi et de la migration (cf. Bughin et al., 2019).

3 Le besoin de gains de productivité rapides dans l'agriculture et l'industrie déplace la main-d'œuvre féminine. Les femmes restent surreprésentées dans les emplois de bureau, les services, la vente et les professions élémentaires (Nair, Shah & Sivaraman, 2019).

Nigeria	Des changements dans les priorités de développement pourraient nuire aux résultats de l'éducation.	- Canal institutionnel	Le manque de financement concessionnel peut exercer une pression sur les ressources peu abondantes des pays en développement. ⁴ Il est nécessaire de remettre à l'ordre du jour mondial les financements concessionnels pour le développement des ressources humaines. L'amélioration de la mobilisation des ressources nationales pourrait également y contribuer.
	Le manque de nouvelles technologies émergentes dans l'espace mondial de l'éducation et de l'apprentissage pourrait aggraver les écarts en matière d'éducation et de compétences et rendre le rattrapage difficile pour les pays en développement.	- Canal technologique - Canal informationnel	La technologie influence les résultats de l'Objectif 4 à travers des outils d'apprentissage en ligne ; le manque d'accès aux services des technologies de l'information et de la communication (TIC) pourrait entraîner une aggravation des inégalités ; cela aura un impact sur les Objectifs 4 et 10, et indirectement sur d'autres Objectifs connexes.
	La prolifération des armes et les flux financiers illicites pourraient affecter les résultats en matière d'éducation ainsi que d'autres ODD.	- Canal de vulnérabilité - Canal institutionnel	La prolifération des armes soutenue par un financement privé illicite pourrait menacer les résultats en matière d'éducation, en particulier pour la cohorte des jeunes ; une réponse institutionnelle soutenue par les acteurs régionaux et mondiaux dans ce domaine sera nécessaire.
Pérou	Les progrès des TIC dans le secteur de l'éducation ne peuvent atteindre les communautés rurales ; il est attendu que l'écart de qualité de l'éducation augmente.	- Canal technologique - Canal institutionnel	Les QSM ont un impact sur les jeunes dans certaines régions en raison de l'accès restreint (ou du manque d'accès) aux outils TIC et aux technologies nécessaires (p. ex. Internet) pour accéder aux ressources éducatives. Cela a des implications pour les Objectifs 4 et 10 et des répercussions indirectes sur d'autres objectifs. Des politiques appropriées pour remédier à cela doivent être mises en œuvre afin d'augmenter les interventions liées à la formation de l'enseignement technique et professionnel avec des infrastructures appropriées liées aux TIC.
Ghana	Le faible accès à des formes de combustibles et de technologies plus propres a un impact sur les résultats de l'Objectif 7.	- Canal technologique - Canal institutionnel	Le manque d'accès à l'énergie propre aura également un impact sur les résultats de l'Objectif 3. Il y a des raisons de mettre en place des partenariats mondiaux pour traiter cette question dans les économies en développement ; cela aura également des retombées positives sur les Objectifs 12 et 13.

Source : Adeniran, Onyekwena, Onubedo, Ishaku, & Ekeruche (2020) ; Nair, Shah, & Sivaraman (2020) ; Crentsil, Pokuaa Fenny, Ackah, Asuman, & Otioku (2020) ; Andersen, Medianceli, Maldonado, & Hernani-Limarino (2020) ; Alcázar, Bullard, & Balarin (2020) ; Fernando, Arambepola, Niles, & Ranawana (2020).

Élaboré par les auteurs.

⁴ Les canaux institutionnels et la faible disponibilité des financements concessionnels pourraient ralentir ou arrêter les progrès vers l'Objectif 4.

Dans certains cas, l'identification des mécanismes de transmission peut ne pas être évidente. Par exemple, comment les changements mondiaux sur les marchés du pétrole et de l'énergie pourraient-ils avoir un impact sur la poursuite d'une production durable dans les pays en développement ? Il y a une course pour trouver une énergie moins chère

et plus propre, toutefois les économies en développement peuvent ne pas les moyens financiers ou l'expertise technique pour participer à la recherche et au développement. Finalement, le fait d'être laissé pour compte a également des implications sur l'environnement, la santé et la compétitivité des entreprises.

La plupart des investissements dans les énergies renouvelables sont menés par le secteur privé, qui en représentait globalement plus de 90% en 2016 (Agence internationale pour les énergies renouvelables et Climate Policy Initiative, 2018). La croissance des énergies renouvelables, alimentée par des gains financiers privés, pourrait potentiellement constituer un obstacle pour les pays qui sont réticents à investir ou qui ne disposent pas de ressources pour assurer la transition vers une énergie durable pour tous (Khan & Ahmed, 2015).

Une question clé demeure : une fois que des formes d'énergie plus efficaces auront été introduites dans les économies avancées, quel sera le sort des processus de production inefficaces dans le monde en développement ? De multiples mécanismes de transmission sont en jeu ici, dont beaucoup n'ont pas encore été anticipés.

Mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030

Un niveau approprié de compréhension des QSM et des canaux par lesquels elles influent sur la mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030 (tableau 5.1) est essentiel, notamment en ce qui concerne la capacité à tenir la promesse faite de « ne laisser personne pour compte ». En poursuivant avec l'exemple des énergies renouvelables évoqué ci-dessus, nous comprenons que la réalisation de l'ODD 7 est subordonnée à la garantie que les pays qui dépendent fortement des combustibles fossiles satisfassent à leur consommation énergétique domestique, en fournissant une énergie moderne abordable et fiable à ceux qui sont laissés pour compte. Cependant, les pays en développement, fortement dépendants des combustibles fossiles, ont du mal à accéder à une énergie durable (Burke & Stephens, 2017).

La plupart de ces pays sont conscients que l'implication de l'État dans la fourniture d'énergie aux segments marginalisés de la société est importante (Agence internationale pour les énergies renouvelables, 2018), et que pour atteindre la répartition équitable de l'énergie propre, les technologies renouvelables qui sont diverses d'un point de vue technique, adéquates d'un point de vue local et peu coûteuses peuvent être la voie à suivre. Toutefois, la compréhension est faible dans le monde en développement en ce qui concerne : i) la manière dont la volatilité des marchés de l'énergie pourrait affaiblir leur volonté de réaliser l'ODD 7, et ii) les implications pour la production et le rendement locaux une fois que les économies développées auront configuré leur industrie en utilisant des énergies plus efficaces, devenant ainsi beaucoup plus compétitives.

Les organisations partenaires en matière de développement, en particulier celles qui sont sous l'égide des Nations unies, sont peut-être les mieux placées pour apporter leur aide dans ce contexte. Par le biais de divers mécanismes et canaux, les acteurs internationaux peuvent avoir un effet indirect sur les politiques nationales (Banque mondiale, 2017). Par exemple, les acteurs internationaux peuvent



Les employeurs continueront d'avoir du mal à adopter de meilleures technologies pour rester compétitifs à moyen voire long terme.

influencer ou modifier les incitations des acteurs nationaux grâce à une aide assortie de conditions. De même, un gouvernement, en adhérant à des traités internationaux ou à des standards de développement, peut être contraint d'adopter des politiques sous-optimales, telles que l'abandon de la fiscalité progressive (Tanzi, 1995, cité dans Scholte, 2005). La conformité avec l'austérité fiscale visant à réduire les dettes extérieures peut potentiellement signifier un compromis sur la qualité des services fournis par l'État, tels que « l'éducation, les soins de santé, la nutrition et l'assurance chômage » (Scholte, 2005, p. 324).

De même, pour l'ODD 1, Lustig (2018) soutient que les pays avancés et les systèmes multilatéraux doivent protéger les pauvres à travers de l'aide et des flux de capitaux atteignant les plus défavorisés parmi les pauvres. Pareillement, dans le cas de l'ODD 10, les inégalités peuvent être atténuées si les programmes des donateurs soutiennent les politiques fiscales de redistribution dans les pays en développement qui appartiennent au programme d'aide.

Comment les études de cas par pays illustrent les canaux de transmission

Dans cette section, nous analyserons les résultats des études de cas par pays de la SVSS. Nous montrerons en détail comment les différents canaux de transmission sont en jeu dans chacun des pays. Si la technologie semble être un canal plus souvent cité dans nos études de cas, nous soutenons ici que la technologie s'articule en tandem avec d'autres canaux. La compréhension de l'interaction de deux ou plusieurs canaux devient importante pour les décideurs politiques et pour ceux qui souhaitent concevoir et mettre en œuvre une réponse.

Comment les priorités en matière de technologie et de croissance accentuent-elles les QSM ?

La technologie continuera de définir les futurs contours de la croissance, ce qui, à son tour, a une incidence sur les personnes laissées pour compte. Nous voyons au Sri Lanka que la modernisation d'une chaîne de valeur principale et l'automatisation de l'industrie textile ont des implications pour la main-d'œuvre locale, en particulier la main-d'œuvre féminine (Fernando, et al., 2020). Cette industrie lutte déjà pour faire face à l'évolution rapide des standards mondiaux applicables aux produits. Une plus grande intégration du Sri Lanka dans les chaînes de valeur mondiales implique un passage plus rapide à l'automatisation, accompagné d'une plus grande sophistication du secteur textile, entraînant le remplacement du travail cognitif de routine par des machines.

Le Sri Lanka n'aura pas beaucoup de choix en matière de processus de production. Les concurrents commenceront à s'orienter vers des systèmes plus automatisés qui transformeront l'industrie textile à l'échelle mondiale. Le travail manuel de routine sera repris par d'autres moyens sophistiqués. Ces défis ne sont pas nouveaux pour le Sri Lanka,

car d'autres industries ont commencé à faire face aux effets négatifs de l'automatisation bien avant (Fernando et al., 2020). Progressivement, les travailleurs de l'industrie manufacturière sont de plus en plus déplacés par la diffusion des technologies d'automatisation.

On s'attend à ce qu'une grande majorité des travailleurs qui perdent leur emploi n'aient pas accès à la sécurité sociale. Plusieurs d'entre eux n'ont peut-être même pas de contrat formel (Khan, Javed, Batool, Hussain, Mahmood & Ahmed, 2016 ; Ishfaq, Ahmed, Hassan & Javed, 2017). Les travailleurs migrants, en particulier les femmes, qui travaillent dans les petites usines du Sri Lanka situées en dehors des zones industrielles désignées, travaillent pendant de plus longues heures, ne sont pas payées à temps et doivent faire face à la stigmatisation d'être des *outsiders* (Fernando et al., 2020). De même, les travailleuses migrantes dans l'industrie textile sont incapables d'obtenir des conditions de travail décentes. Plus récemment, les femmes ont davantage tendance à migrer vers les centres urbains à la recherche de meilleures opportunités d'emploi.

Les employeurs continueront d'avoir du mal à adopter de meilleures technologies pour rester compétitifs à moyen voire long terme. Cela est évident en Inde, où la baisse du taux d'activité des femmes pourrait, entre autres raisons, être attribuée à l'évolution rapide du désir d'automatiser les processus de production existants. Les faits montrent de graves disparités entre les genres dans la plupart des catégories d'emploi en Inde. Alors que la participation des femmes parmi la population active, en particulier dans les zones rurales, a considérablement diminué, le nombre d'hommes entrant dans la population active a augmenté au fil du temps (Nair et al., 2020). Une réalité alarmante est que la tranche d'âge des 15 à 24 ans constitue la majorité de personnes qui ont abandonné l'école. L'étude indienne fait référence à la manière dont les QSM influencent la restriction de l'accès et de la participation des femmes au marché du travail (Nair et al., 2020).

De ce fait, les femmes sont surreprésentées sur le marché du travail informel, y compris dans le secteur de l'aide domestique. Cela pourrait impliquer une diminution du pouvoir de négociation des femmes en général, ce qui les maintient soumises à des contrats informels. Une partie de ce problème est dûe en partie aux normes et aux structures sociales ; la façon dont les femmes sont perçues comme devant assumer un certain rôle dans la société restreint leurs préférences en matière de mobilité entre les différents niveaux de compétences et les différentes professions. Une implication négative de cette situation est la participation réduite ou faible des femmes, ce qui a des conséquences sur la croissance et la productivité à long terme.⁵

L'étude de cas soutient que le manque d'accès des femmes aux technologies, en particulier celles qui sont principalement employées dans le secteur informel, doit également être analysé avec soin (Nair et al., 2020). La majorité des femmes sont exclues de la numérisation, ce qui met en évidence l'effet global de la révolution industrielle sur la marginalisation des femmes. On a constaté que les femmes seraient probablement touchées par l'automatisation et la numérisation de la main-d'œuvre, excédant ainsi la demande en matière d'emploi et de compétences traditionnelles. À mesure que les secteurs, tels

⁵ Voir aussi le débat sur le sujet en Asie du Sud : Yaseen & Ahmed, 2016 ; Ahmed & Qadir, 2018 ; et Khan & Ahmed, 2014.

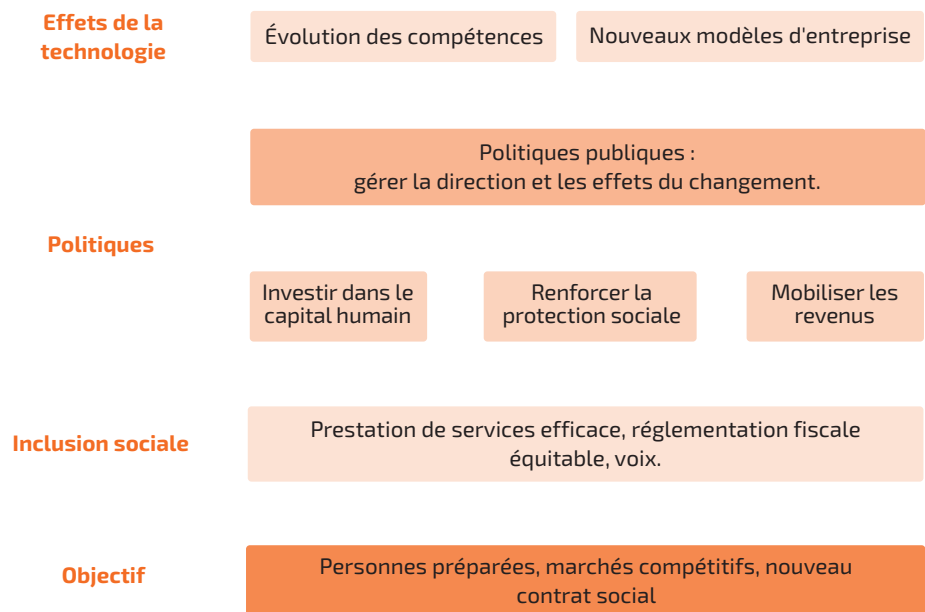


Les groupes marginalisés sont désavantagés dans l'accès aux TIC au niveau local en raison du manque d'infrastructures et des faibles revenus.

que l'agriculture, deviennent plus sophistiqués au fil du temps, cela affectera de façon négative la demande de main-d'œuvre féminine. Il est en outre affirmé que les femmes qui n'ont pas de compétences à la hauteur de l'automatisation seraient plus vulnérables. L'effet combiné des questions systémiques mondiales liées à la mondialisation de la technologie et à la numérisation de l'industrie entraînerait le déplacement des femmes et la réduction de leur embauche. Par ailleurs, en raison des changements climatiques qui affectent la production agricole, 56% des femmes employées dans le secteur agricole risqueraient de perdre leur moyen de subsistance (Banque mondiale, 2018a).

Cet argument est également repris dans Gent (2017), qui s'inspire des évaluations du groupe de la Banque mondiale et affirme que l'automatisation menace 69% des emplois existants en Inde. Entre 1991 et 2013, la population indienne en âge de travailler a augmenté de 300 millions de personnes, alors que l'économie ne pouvait en absorber que 140 millions d'individus supplémentaires. Cela n'est pas encourageant du point de vue des jeunes et des chômeurs, surtout à un moment où les grandes entreprises indiennes réduisent leurs coûts et, en conséquence, les postes de travail. De telles réductions d'emplois ont été annoncées dans l'industrie textile, le secteur automobile, et même dans les secteurs des services tels que les secteurs de la banque et de la finance. Parmi les recommandations (entre autres recommandations, largement énoncées dans la figure 6.3), on peut citer l'identification de futurs emplois qui se développent avec l'automatisation et qui nécessitent la créativité humaine, la formation d'un plus grand nombre de personnes pour ces postes le plus rapidement possible, peut-être par des moyens virtuels.

Figure 6.3. Comment les pays peuvent-ils répondre à l'évolution de la nature du travail ?



Note. Adapté du Rapport sur le développement mondial 2019 : La nature changeante du travail, de la Banque mondiale (2019).

La réforme institutionnelle suivra-t-elle le rythme de l'évolution des QSM ?

Les recherches récentes sur ce sujet se concentrent sur le type de réponse institutionnelle nécessaire pour permettre aux pays de gérer la technologie en évolution rapide. Ceci pourrait avoir lieu au travail ou ailleurs, prenant la forme d'une QSM dans la plupart des études de cas. Nous ne nous contentons pas d'en discuter, mais nous soulignons également le besoin des institutions et leurs politiques d'évoluer en réponse aux diverses vulnérabilités auxquelles sont confrontés les plus pauvres.

Chuah, Loayza, et Schmillen (2018, p. 4) soutiennent que :

À long terme, l'innovation technologique entraînerait une augmentation des revenus et de la qualité de vie, y compris une augmentation des loisirs. Même à la lumière des défis posés par la Quatrième révolution industrielle, cette prédiction est réalisable pour l'ensemble de la population et pas seulement pour quelques privilégiés - mais uniquement si les institutions publiques favorisent l'égalité des chances, génèrent un système éducatif qui favorise la flexibilité des compétences et la créativité, et utilisent des politiques de redistribution pour partager le produit des gains technologiques. Avec des institutions publiques adéquates, au lieu de se déchaîner ou de faire la course contre la montre, nous pouvons faire la course avec les machines vers un avenir meilleur.

Innovations en matière d'éducation et de développement des compétences

L'interaction de deux canaux de transmission, c.-à-d. technologie et institutions, est évidente dans les études de cas du Nigeria, du Pérou et du Ghana. Par exemple, l'adoption de la technologie pour parvenir à une éducation de qualité au Nigeria est considérée comme un défi en ce qui concerne le manque de financement et les droits de propriété intellectuelle (DPI) (Adeniran et al., 2020). Compte tenu des disparités régionales, en particulier dans le sud-est du Nigeria, et des inégalités entre les genres observées dans la région du nord, les avantages potentiels ou l'adoption des TIC (à moins qu'ils ne soient accompagnés de politiques complémentaires en faveur des pauvres) ne feraient qu'accroître les inégalités en matière d'éducation de qualité (Adeniran et al., 2020). La question systémique au niveau mondial est liée aux droits de propriété, ce qui signifie que les investisseurs ou les entrepreneurs tireraient des avantages de la technologie (nécessaire à l'offre en matière d'éducation). Il existe donc des coûts de transaction et des externalités qui doivent d'abord être analysés avant d'être pleinement intégrés.

L'étude de cas du Pérou examine les ODD 4 (éducation de qualité) et ODD 8 (travail décent et croissance économique) dans une perspective globale où les changements dans l'éducation et le travail ont des implications pour les groupes marginalisés et laissés pour compte. Alcázar et al. (2020) se concentrent sur les jeunes péruviens (entre 15 et 29 ans) appelés « groupes marginalisés » qui sont également laissés pour compte dans l'accès à une éducation de qualité et à des possibilités

d'emploi décent. La marginalisation des groupes laissés pour compte est analysée en même temps que les caractéristiques socio-économiques, telles que l'origine ethnique, la situation géographique et la dimension urbaine et rurale (Alcázar et al., 2020). Cette analyse montre comment les QSM ont un impact sur les jeunes dans certaines régions des hauts plateaux andins et de la forêt amazonienne en restreignant l'accès aux services publics. La sélection des jeunes en fonction de leur genre, de leur éducation et de leur emploi a été effectuée avant de procéder à des entretiens approfondis sur leurs histoires de vie.

Dans le contexte de la mondialisation et de la technologie, les auteurs défendent les gains positifs de la culture technologique au niveau individuel. Outre l'amélioration de l'accès par l'adoption de l'apprentissage à distance dans des domaines où les services publics n'ont pas encore atteint les groupes marginalisés, la technologie peut permettre d'accéder à une variété de compétences sur le marché du travail actuel. Inversement, les TIC peuvent contribuer négativement à accentuer les inégalités en matière d'éducation. Par exemple, dans le cas des jeunes marginalisés des zones rurales et isolées, l'accès à la technologie et à l'internet est plus problématique en raison des contraintes de ressources. Par ailleurs, les programmes d'alphabétisation modernes universels ou préconçus peuvent ne pas s'aligner sur les systèmes scolaires indigènes ou traditionnels.

Comme le démontrent empiriquement Alcázar et al. (2020), le système d'éducation au Pérou se caractérise par la faible qualité de l'éducation. L'adoption du changement mondial dans le domaine des TIC pourrait accroître les inégalités chez les jeunes marginalisés, étant donné que de nombreux groupes vulnérables luttent pour obtenir des emplois décents et sont donc de plus en plus piégés dans la classification de laissés pour compte. Le gouvernement péruvien a introduit les TIC dans l'éducation en améliorant l'accès physique aux ordinateurs pour combler le déficit de qualité, cependant, Alcázar et al. (2020) observent une grande disparité dans l'accès aux TIC dans les zones rurales et plus pauvres.

Une autre réalité inquiétante au Pérou concerne l'accès à l'Internet, qui est fortement biaisé en faveur des zones urbaines. Selon les données officielles, alors qu'il y a 65% d'accès à l'Internet dans les zones urbaines, seulement 10% des écoles rurales peuvent y accéder. Ce qui est encore plus troublant, est que l'écart de l'accès aux TIC s'est élargit davantage encore entre l'enseignement primaire et secondaire dans les milieux ruraux et urbains au cours des dix dernières années. Parmi les États d'Amérique latine, il existe une reconnaissance mondiale de la contribution positive que génère l'accès à l'internet, lorsqu'il est appliqué de manière adaptée et accompagné d'instructions compatibles avec sa mise en œuvre. Au Pérou, les programmes de TIC manquent de cohérence avec les systèmes locaux d'apprentissage et d'enseignement, surtout si l'on tient compte des tendances socio-économiques, de la géographie et de l'éloignement des écoles. La plupart des programmes d'enseignement à distance du Pérou, testés et mis en œuvre par le ministère local, n'ont pas atteint les résultats escomptés pour des raisons telles que la fixation incorrecte des objectifs et la méconnaissance des raisons de l'échec des programmes de TIC.

Dans la poursuite de l'ODD 4, il y a deux obstacles systémiques mondiaux particuliers qui sont contre-productifs dans la réduction des inégalités. Le premier est lié à l'accroissement des inégalités entre les riches et les marginaux, causé par l'accès inéquitable aux ordinateurs. Les groupes marginalisés sont désavantagés dans l'accès aux TIC au niveau local en raison du manque d'infrastructures et des faibles revenus.

Le deuxième concerne l'application universelle des TIC dans le monde entier sans reconnaître la dimension de genre qui s'y rapporte dans leur adoption. Au Pérou, la culture technologique repose sur des préjugés liés au genre, c.-à-d. que l'adoption d'un changement technologique n'est pas seulement orientée vers les hommes, mais indique également des implications négatives pour les femmes et les enfants indigènes, qui sont incapables d'adopter les compétences techniques modernes en raison de barrières culturelles et linguistiques. La mondialisation de la technologie compromet également la politique nationale du Pérou en matière d'emploi des jeunes, qui vise à combler le fossé entre les compétences cognitives et les résultats scolaires en milieu urbain et rural.

Si l'aspect positif de l'apprentissage à distance pourrait améliorer considérablement la qualité et la couverture de l'enseignement, les écoles rurales du Pérou souffrent de faiblesses qui sont principalement attribuées à l'incapacité du gouvernement national à accepter la façon dont la quatrième révolution industrielle transforme les marchés du travail dans le monde entier. L'adoption du programme péruvien d'éducation pour le travail (EPT) a été essentiellement conçue pour compenser les implications de la poussée mondiale vers les TIC. Cependant, le programme EPT n'a pas répondu de manière adéquate aux tendances du marché du travail, en particulier avec l'adoption de technologies incohérentes avec l'offre et la demande.

Transition vers une énergie durable pour tous

L'étude du Ghana se concentre sur l'ODD 7 et examine les différences marquées concernant l'accès à des services énergétiques abordables, fiables et modernes dans les milieux urbain et rural (Crentsil et al., 2020). Les canaux de transmission de la technologie et des institutions sont ici en jeu. Les habitants des zones rurales dépendent des sources d'énergie traditionnelles, telles que le bois et les combustibles pollués, pour répondre aux besoins énergétiques domestiques. On a constaté que l'accès à l'énergie propre dépend d'attributs individuels, sociaux et assignés, tels que le genre, l'ethnicité, la religion et le lieu de naissance (Crentsil et al., 2020). Selon l'Indice d'opportunité humaine (HOI, en anglais), qui prend en compte l'inégalité des chances, Crentsil et al. notent que la plus grande inégalité en termes d'accès à l'énergie est constatée dans les régions du nord et du Haut Ghana oriental.

La réalisation de l'ODD 7 indique deux moyens de mise en œuvre pour accéder aux ressources et à la technologie. Le premier concerne la coopération internationale en matière d'énergie propre et les investissements dans les infrastructures énergétiques. Le deuxième concerne l'augmentation des investissements dans les technologies pour répondre aux demandes énergétiques modernes des pays en développement. Afin de répondre aux besoins énergétiques des

”

La Bolivie n'a pas encore entrepris d'évaluation complète afin de déterminer dans quelle mesure la technologie peut bénéficier à l'éducation.

ménages au Ghana, les auteurs ont identifié les questions systémiques mondiales qui suivent.

L'étude de cas souligne la faible disponibilité de financements extérieurs (Crentsil et al., 2020). La satisfaction des besoins énergétiques durables des ménages est positivement corrélée au financement extérieur. En ce qui concerne l'amélioration de l'accès à la cuisine propre et la fourniture de GPL⁶ dans les zones rurales du Ghana, environ 80 % du financement provenait de donateurs, à savoir le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) (Crentsil et al., 2020). À l'avenir, en cas de déficit de financement des infrastructures par l'investissement public, celui-ci devra être comblé par des sources privées. Comme les secteurs privés locaux ne seront peut-être pas en mesure de combler ce déficit par leurs propres moyens, il est nécessaire que l'État intervienne dans l'élaboration de politiques nationales visant à attirer les capitaux étrangers. L'incapacité de l'État à attirer les investissements étrangers pourrait avoir des effets négatifs sur les inégalités énergétiques et des conséquences pour la santé des ménages.

En outre, les problèmes systémiques liés aux limites de la recherche et du développement en matière de nouvelles technologies se reflètent dans l'exemple du Ghana. Dans le passé, les ménages ghanéens ont bénéficié de technologies à haut rendement énergétique pour l'usage de cuisinières améliorées. Il existe une corrélation positive entre la recherche et l'innovation pour réduire les inégalités énergétiques des ménages, cependant, les cuisinières importées n'étaient pas alignées sur les pratiques de cuisine traditionnelles (Crentsil et al., 2020). Comme nous le savons, la localisation signifie adapter les besoins énergétiques au contexte, et les pays en développement comme le Ghana n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire.

Le troisième problème systémique tient à de faibles partenaires mondiaux dans le secteur de l'énergie. Bien qu'il soit maintenant bien connu qu'un milliard de personnes sont privées d'électricité (Daly, 2018), la communauté mondiale manque de modèles commerciaux pour fournir les infrastructures de base nécessaires à la réalisation de cet objectif, et ce malgré l'existence d'initiatives telles que « Énergie durable pour tous » (SE4ALL, en anglais). Dans le cadre de la quête mondiale d'énergie durable, il est important d'utiliser efficacement le peu d'électricité disponible pour répondre aux besoins humains dans l'industrie, les locaux résidentiels et les bâtiments commerciaux. Le captage du carbone et son utilisation sont tout aussi importants dans le contexte d'un pays en développement. Toutefois, l'utilisation du carbone est sujet à une politique sous-optimale. Il est nécessaire de concevoir des politiques de transition qui tiennent compte de l'ajustement auquel sont confrontées les communautés locales dépendantes de l'extraction du charbon et les entreprises fournissant de l'énergie localement.

⁶ Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) est une source alternative de combustible utilisée dans les maisons pour la cuisine. Il est obtenu au cours du processus de raffinage du pétrole.

Pour répondre à la consommation d'énergie par des politiques de distribution, il faut un financement mondial à beaucoup plus grande échelle. Actuellement, seule la moitié du financement nécessaire à la réalisation de l'ODD 7 est assurée. À l'échelle locale, les institutions et les entreprises sont soutenues par des intérêts particuliers qui les

poussent à maintenir une dépendance continue aux combustibles fossiles. Par conséquent, la cohérence des politiques au niveau national requiert une plus grande attention. Les planificateurs énergétiques pourraient tirer profit d'un partenariat public-privé si les investisseurs et les régulateurs parviennent à une solution gagnant-gagnant dans la conduite des affaires. Cela pourrait également contribuer à faciliter la tâche de planification des ODD et des contributions déterminées au niveau national (NDC) dans le cadre de l'Accord de Paris (cf. également Wagner, 2017).

En conclusion, les institutions et leurs politiques doivent évoluer pour atténuer les effets négatifs du changement technologique. La compréhension des institutions et des personnes reste faible sur ce sujet. Des marchés du travail plus dynamiques sont nécessaires, qui, à leur tour, ont besoin de compétences pour faire face à la demande future,⁷ des filets de sécurité pour les groupes exclus⁸ et des mesures de taxation progressive et de dépenses publiques.⁹ Avec une telle réponse, Chuah et al. (2018) notent qu'il sera possible d'acquérir les bonnes compétences à temps pour transformer les technologies de remplacement en technologies habilitantes pour les travailleurs des économies en développement.

Le canal institutionnel des QSM qui promeut l'exclusion

Cette section examine dans quelle mesure les QSM influent sur l'exclusion dans l'éducation à travers les asymétries de l'information. L'étude de cas nigériane soutient que la quatrième révolution industrielle n'est une opportunité que si les considérations du LNOB sont dûment prises en compte (Adeniran et al., 2020). Les jeunes des communautés rurales sont souvent laissés pour compte en ce qui concerne le niveau d'éducation. Les écarts se creusent à mesure qu'ils remontent dans la hiérarchie de la scolarisation et de l'apprentissage.

Le manque de disponibilité d'une aide extérieure au développement opportune et bien programmée implique que le Nigeria ait du mal à parvenir à une éducation de qualité et à cibler l'exclusion. Malgré les subventions de donateurs privés et étatiques pour développer l'éducation, il existe un important écart financier qui doit être comblé pour atteindre l'ODD 4. On estime à 34 milliards de dollars US (aux prix de 2018) le montant nécessaire pour assurer l'éducation de la petite enfance, du primaire et du secondaire. Bien que les auteurs identifient des sources de financement privées et externes en faveur de l'éducation, la faisabilité et les avantages sociaux de ces sources doivent être encore évalués.

À cet égard, l'étude propose l'apprentissage en ligne et les outils connexes qui ont des externalités positives (canal technologique) pour les jeunes dans les zones rurales (Adeniran et al., 2020). Cela nécessite toutefois un investissement important dans les infrastructures afin de garantir un apprentissage virtuel durable et rentable.

La situation en Bolivie est similaire. Dans ce cas, cependant, nous constatons une interaction de trois canaux de transmission différents, à savoir le canal de l'information, le canal institutionnel et le canal technologique.

⁷ Cf. Card, Kluve, & Weber, 2018 ; OECD, 2017.

⁸ Cf. Banque mondiale 2013, 2018b.

⁹ Cf. Freeman, 2015.

Les responsables politiques boliviens ont entrepris plusieurs réformes pour lutter contre l'exclusion. Selon Andersen et al. (2020), les organisations internationales de développement ont financé des réformes dans le secteur de l'éducation, y compris l'adoption de technologies. Toutefois, ces réformes ont connu un succès mitigé, la Bolivie ayant un score faible en ce qui concerne les indicateurs de connectivité par rapport aux autres pays de la région.

Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, la Bolivie n'a pas encore entrepris d'évaluation complète afin de déterminer dans quelle mesure la technologie peut bénéficier à l'éducation. L'impossibilité de procéder à une évaluation régulière de l'impact des interventions dans le secteur de l'éducation est principalement attribuée aux déficiences (institutionnelles) qui prévalent dans la planification et l'administration (Andersen et al., 2020). Certaines tendances systémiques mondiales exogènes continuent également à nuire à la réalisation de l'ODD 4 en Bolivie.

Par exemple, la hausse des prix mondiaux des matières premières a contribué à l'essor de la principale industrie d'exportation de la Bolivie, créant ainsi une recrudescence e du secteur des services à forte intensité de capital et de main-d'œuvre. Toutefois, les implications en matière de niveaux scolaires pourraient ne pas être favorables.

Les secteurs miniers ont bénéficié du boom des matières premières, qui a duré de 2006 à 2014, attirant ainsi les jeunes qui ont abandonné l'école pour travailler dans l'industrie (Andersen et al., 2020). Les jeunes se sont intéressés à l'industrie en raison du faible rendement de l'éducation. Le fait que les enfants aient abandonné l'école et soient attirés par l'industrie minière a été particulièrement significatif dans des régions telles que El Alto, Santa Cruz de la Sierra, car ces sites offraient des opportunités de travail aux jeunes hommes. En outre, le boom des matières premières a eu un effet de domino sur l'industrie agricole, attirant la main-d'œuvre non qualifiée pour profiter des « bénéfices exceptionnels » qui provenaient des loyer perçus de l'industrie exploitant les ressources naturelles.

Trois répercussions ont été observées. Tout d'abord, la diminution des rendements de l'éducation s'est renforcée au fil du temps en raison de l'absence de politiques incitant à un enseignement de meilleure qualité. Deuxièmement, l'augmentation de la déforestation a eu un effet négatif sur l'ODD 15 (vie terrestre). Enfin, la hausse du taux de change a contribué à la croissance du secteur de la construction, ce qui a entraîné une augmentation de la demande d'une main d'oeuvre composée de jeunes hommes. Selon Andersen et al. (2020), la prédominance des secteurs extractifs en Bolivie a contribué à la faible demande de main-d'œuvre qualifiée.

Comme on l'a vu au Pérou, le secteur de l'éducation en Bolivie est confronté à des défis pour se montrer à la hauteur des technologies émergentes en termes de meilleure connectivité (Alcázar et al., 2020 ; Andersen et al., 2020). En réponse au déficit de méthodes et d'outils d'apprentissage modernes, l'initiative bolivienne d'un ordinateur par élève n'a pas été couronnée de succès et il est peu probable qu'elle transforme les pratiques éducatives traditionnelles.



L'accès à la technologie et son interaction avec les segments vulnérables de la société exigent une approche pangouvernementale.

La migration incontrôlée influence également l'état de l'éducation en Bolivie. L'effet négatif de la migration affecte la productivité à long terme de la classe moyenne, laquelle est causée par la fuite des cerveaux des personnes hautement qualifiées (Andersen et al., 2020). La migration de personnes qualifiées a également un effet négatif sur l'offre du secteur de l'éducation. Les éducateurs hautement compétents et qualifiés quittent le marché local à la recherche d'opportunités plus lucratives et plus stables à l'étranger. De plus, il n'existe aucune stratégie pour inciter la diaspora se trouvant à l'étranger à revenir, qui pourrait jouer un rôle déterminant dans la diffusion des idées et le transfert de connaissances. À l'heure actuelle, il n'y a pas grand-chose qui indique que les avantages de la migration dépassent le coût en Bolivie.

Réponses politiques

Cette section présente les options politiques disponibles pour faire face à l'impact des questions systémiques mondiales. Nous nous référons également aux études de cas par pays et aux suggestions qu'elles contiennent sur la manière d'intégrer le LNOB dans les réponses mondiales et nationales. Pour faciliter la compréhension, les prescriptions politiques relatives aux questions systémiques sont examinées dans le cadre des réponses aux niveaux mondial et national.

Si la conception des réponses politiques est importante, il sera tout aussi important d'envisager leur enchaînement. Étant donné les inégalités au niveau national, il est recommandé de ne pas adopter une approche universelle. Les régions en retard au regard des dotations socio-économiques peuvent avoir besoin de niveaux plus élevés de soutien politique et opérationnel. Cet aspect a été exploré sous deux angles connexes dans la littérature, lesquels sont expliqués ci-dessous.

Protection sociale et État

La littérature sur les « technologies de gouvernement » traite des méthodes adoptées par le gouvernement pour opérationnaliser les interventions qui établissent des liens entre les autorités étatiques et les citoyens (Rose & Miller, 1992). La manière dont les gouvernements fonctionnent et prennent des décisions a été étudiée afin de déterminer comment les institutions cherchent à obtenir avec succès le soutien des citoyens et à mobiliser les ressources et les procédures dans la poursuite des objectifs de protection sociale.

Il existe un lien étroit entre l'« assistancialisme » et l'État. Les faits montrent que les États occidentaux ont acquis le statut « d'État providence » en assurant le progrès économique, un niveau élevé d'emploi, de santé et de logement et « à travers la planification et l'intervention de l'État dans l'économie » (Rose & Miller, 1992, p. 22). Cela a été accompli grâce à un « vaste appareil bureaucratique dédié à l'administration sociale » (Rose & Miller, 1992, p. 22).

Gouvernance et capacité institutionnelle

Les pays disposant d'une main-d'œuvre qualifiée et éduquée sont bien mieux placés pour tirer profit, par exemple, des progrès technologiques

et de la quatrième révolution industrielle. Les citoyens des économies dotées d'infrastructures relativement meilleures ont des possibilités de travail salarié et indépendant et sont aussi connectés à l'échelle mondiale (Grindle, 2000). À l'inverse, dans les pays pauvres, malgré la mondialisation, une partie des citoyens est marginalisée et, dans le cas des pauvres, rencontre des difficultés extrêmes pour s'assurer des moyens de subsistance. En conséquence, la plupart des pays en développement sont incapables de gérer les QSM au niveau national. Les lacunes persistantes en matière de gouvernance dans les pays en développement et l'absence de solutions locales ont contribué au sous-développement et à la dégradation des institutions (Ahmed, Ghaus, Iqbal, Azizul, Mirza & Mutambala, 2014).

L'un des domaines les plus importants pour améliorer la capacité de l'État à fournir des services sociaux efficaces est, d'une part, l'alignement des positions des dirigeants politiques avec celles de technocrates bien formés et compétents, et d'autre part, la création d'unités de recherche technique et d'exécution des politiques pour diagnostiquer la meilleure façon de mettre en œuvre les politiques publiques.

Parallèlement au renforcement des capacités, il est essentiel de procéder à des réformes pour garantir la titularisation des fonctionnaires. Les faits suggèrent que le renforcement des capacités dans un environnement dans lequel le renouvellement est fréquent (comme la fonction publique) peut ne pas donner les résultats escomptés (Ahmed & Qadir, 2018 ; Planning Commission of Pakistan, 2011). Grindle (2000) a également expliqué comment les capacités d'un gouvernement peuvent être renforcées quand le secteur public adopte des technologies de l'information. Le fait de disposer d'une infrastructure capable d'étendre la connectivité Internet aux régions éloignées améliore le suivi et l'évaluation des interventions.

Les institutions efficaces et les conditions de bonne gouvernance varient d'un pays à l'autre, de sorte que le traitement des questions systémiques devrait être adaptatif et considérer la particularité d'un défi et de ses effets transfrontaliers (Currant, 2018 ; Curran, Dougill, Pardoe, & Vincent, 2018).

Une question clé ici est de savoir comment les pays doivent réagir aux QSM dans un environnement d'institutions faibles et de lacunes en matière de gouvernance. Étant donné que les contextes politiques et étatiques varient, il faut reconnaître qu'il n'existe pas de carcan ou d'options universelles pour traiter efficacement les questions systémiques mondiales au niveau national.

Réponses des pays souhaitées

Les pays doivent être proactifs dans la réforme des prestations de services publics en réponse aux QSM, et veiller à ce que ces réformes atteignent les groupes marginalisés et défavorisés. Cette section décrit certaines propositions au niveau national qui pourraient être poursuivies.

Accueillir le changement technologique

Le changement technologique apparaît comme une QSM clé dans la plupart des études de cas par pays. Toutefois, l'accès à la technologie

et la manière dont elle s'articule avec les personnes vulnérables nécessitent une approche pangouvernementale. Si l'on prend le cas du Sri Lanka, le défi est triple. Premièrement, le Sri Lanka devra investir dans de meilleurs standards et compétences en matière de travail. Les aspects créatifs et de conception de l'industrie textile, par exemple, nécessiteront toujours l'utilisation de la force intellectuelle. Deuxièmement, pour les travailleurs déplacés, des politiques actives du marché du travail seront nécessaires pour permettre aux travailleurs concernés de trouver des emplois dans d'autres secteurs. Le passage à d'autres secteurs dépend toutefois de la formation technique et professionnelle. Troisièmement, il y aura de nombreuses travailleuses déplacées qui pourraient être confrontées à des difficultés extrêmes pour gérer une transition vers un nouveau secteur d'emploi salarié. Pour cette cohorte, des possibilités de reconversion professionnelle, de travail indépendant et des facilités de microcrédit et d'assurance seront nécessaires (Ahmed, Nazir, Gregory, Faraz, Ace, Nabil & Agyeben, 2019).

Investissement durable dans les compétences et les normes du travail

L'étude sur la Bolivie met en évidence les défis que pose la mise en œuvre de l'ODD 4 (Andersen et al., 2020). Une intervention politique consciente peut être conçue pour aider à améliorer le maintien des enfants à l'école et prévenir l'abandon précoce de la scolarité. On pense qu'une telle intervention peut également être complétée par une orientation sur les compétences en fonction de la demande du marché. Toutefois, cela nécessitera un investissement soutenu dans des programmes d'apprentissage et des stages. Le célèbre restaurant international «Gustu» est cité comme un exemple d'offres d'emplois aux jeunes défavorisés. De tels exemples de réussite peuvent être reproduits dans tout le pays grâce à des incitations fiscales au niveau local.

L'étude sur le Pérou souligne l'importance du LNOB dans les interventions sociales conçues par l'État (Alcázar et al., 2020). Par ailleurs, les problèmes d'accès à l'éducation dans les zones rurales nécessitent des efforts de réflexion et l'intervention de l'État dans la fourniture d'outils de TIC. Dans le cadre de la réalisation de l'ODD 4, il est recommandé de veiller à ce que les personnes marginalisées, et en particulier les jeunes, ne soient pas touchées par le marché du travail informel et ses pièges. L'accès à la technologie et son interaction avec les segments vulnérables de la société exigent une approche pangouvernementale. Nous suggérons que de meilleurs résultats peuvent être obtenus en développant des liens entre les agences.

Utiliser une perspective sexospécifique pour répondre aux QSM

L'État et le secteur textile du Sri Lanka devront reconnaître les exigences auxquelles sont soumises les femmes. Le principe général devrait être que l'État prenne en charge les responsabilités qui incombent généralement de manière inégale aux femmes, par exemple prendre soin des personnes âgées et des enfants. En outre, le secteur textile



Des efforts nationaux sont nécessaires pour étudier les QSM propres à chaque pays, prévoir les conséquences et encadrer les réponses.

doit adopter des régimes de travail flexibles pour les femmes qui sont à la recherche d'un emploi dans l'industrie.

L'étude sur l'Inde indique que pour relever les défis liés à la mise en œuvre des ODD 4 et 8 (dans une perspective de genre), il sera important d'adopter les compétences qui correspondent à la demande du marché des biens (Nair et al., 2020). Le rendement, la sélection des cours et les procédures de placement de l'industrie des compétences nécessitent des changements institutionnels. Par exemple, les partenariats public-privé peuvent améliorer le régime de compétences existant. Dans les zones rurales et périurbaines, des mesures de sécurité et de déplacement adéquates devraient être mises en œuvre pour les femmes employées dans les industries locales. La mise en œuvre des lois anti-harcèlement devrait être assurée pour protéger les femmes contre diverses formes de harcèlement. Les femmes devraient pouvoir bénéficier des avantages de la technologie et des outils de gouvernance électroniques, lesquels réduisent les coûts de transaction.

Les gouvernements des économies en développement doivent exiger une réponse mondiale

Dans le cas de plusieurs QSM, les économies en développement doivent se donner la main et présenter une coalition qui exige collectivement un changement. Cela permettra également aux organisations de la société civile et aux ONG internationales du Nord qui partagent les mêmes idées de responsabiliser leurs dirigeants. Ensemble, ces coalitions peuvent présenter des arguments, par exemple, pour que les prestataires d'éducation et les fournisseurs d'outils d'apprentissage en ligne assouplissent les restrictions en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle. De la même manière, la prolifération des armes devra être découragée par une réponse synchronisée des agences multilatérales par le biais de mesures efficaces, telles qu'une meilleure comptabilisation du commerce des armes et le contrôle des flux financiers transfrontaliers illicites. Des financements concessionnels supplémentaires, accompagnés de systèmes de suivi et d'évaluation améliorés, sont nécessaires pour soutenir les programmes en faveur de la protection sociale. La nécessité d'une réponse globale est examinée plus en détail dans la section suivante.

Adopter une approche plus large de la réforme institutionnelle

De meilleures capacités institutionnelles ne sont pas seulement nécessaires pour gérer les effets de la technologie. Une approche pangouvernementale apparaît davantage nécessaire afin que les institutions d'autres sphères puissent suivre également l'évolution rapide des QSM. Comme nous le voyons dans le cas de la prolifération des armes, les auteurs de l'étude de cas sur le Nigeria soutiennent que cela continue à avoir des répercussions sur la scolarisation. L'acquisition facile d'armes légères et de petit calibre est facilitée par les flux financiers illicites mondiaux aidés par des groupes criminels. La présence d'organisations extrémistes—financées par des réseaux internes ou externes—est particulièrement responsable du déplacement de personnes ; elles dissuadent également les enfants d'acquérir une éducation, en particulier dans la région du nord-est du

Nigeria. En raison d'une insurrection prolongée, de nombreuses écoles sont aménagées pour accueillir les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ainsi, l'acquisition d'une éducation est compromise puisque des fonds supplémentaires sont plus susceptibles d'être consacrés à la lutte contre les réseaux terroristes. Dans ce cas, les institutions responsables de la prestation de services dans le domaine de l'éducation doivent travailler main dans la main avec les services de police et sécurité compétents.

Options politiques au niveau mondial

Cohérence des politiques : une approche intégrée des ODD

Lors de l'adoption de l'Agenda 2030, ainsi que du Programme d'action d'Addis-Abeba, les membres des Nations unies se sont engagés à « mettre en œuvre la cohérence des politiques et un environnement favorable au développement durable à tous les niveaux et par tous les acteurs » (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2016, p. 15). La Cible 17.14 de l'ODD 17 concerne les moyens de mise en œuvre, c'est-à-dire « renforcer la cohérence des politiques de développement durable » (OCDE, 2016, p. 15 ; Morales, 2018).¹⁰

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable a également souligné la nécessité de concevoir des outils et des approches qui permettent aux pays d'aligner leurs politiques sur les objectifs universels. Par exemple, le cadre des contributions déterminées au niveau national est un outil utile pour établir des synergies potentielles entre les différents acteurs et contribue à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique et de l'Agenda 2030.¹¹ Le défi de la cohérence des politiques est également étroitement lié avec le fait de garantir la priorité aux ODD au niveau national, en accord avec l'économie politique du pays.

Combattre la prolifération des armes

L'étude sur le Nigeria plaide en faveur de partenariats multipartites pour relever le défi de la prolifération des armes (Adeniran et al., 2020). Il existe des règles internationales pour lutter contre la prolifération des armes qui exigent que les États-nations intègrent soigneusement des politiques dans des cadres sectoriels. Toutefois, les efforts récents visant à ne traiter cette question qu'à travers une intervention nationale semblent avoir échoué dans la plupart des pays en développement, ce qui a conduit à la suggestion d'aider ces pays à mettre en place des systèmes intégrés de contrôle des frontières, sécurité intérieure et une meilleure coordination des agences de sécurité nationales avec les plateformes de sécurité régionales et internationales (Rana, 2016 ; Alliance transnationale de lutte contre le commerce illicite [TRACIT], 2019).

Combattre les flux financiers illicites (FFI)

La question de la prolifération des armes, de la consommation de drogues et d'autres activités illégales est étroitement liée à la

10 La cohérence des politiques pourrait se faire dans deux domaines : vertical et horizontal. La cohérence verticale signifie l'alignement des politiques sur plusieurs niveaux de gouvernance. La cohérence horizontale implique l'alignement des politiques dans des domaines politiques à des niveaux de gouvernance mondial, régional et national (Mallows, 2015 ; Groupe des Nations unies pour le développement, 2018).

11 Pour plus d'informations sur cette initiative, veuillez consulter le site : <https://klimalog.die-gdi.de/ndc-sdg/>

disponibilité de financements illicites. Le transfert d'argent illégitime en provenance des pays en développement est une question d'intérêt mondial, car elle touche les États souverains (Ahmed, 2018). Les variantes des flux financiers illicites (FFI) comprennent l'évasion fiscale, l'abus de réglementation, le financement d'activités criminelles et le financement politique. On peut dire que toutes les formes de FFI compromettent la réalisation de l'Agenda 2030, qui souligne la nécessité de lutter contre les transactions financières illégales (ODD 16.4). Les FFI érodent le progrès social. Les pertes causées par les flux financiers illicites réduisent le montant des ressources publiques disponibles pour l'éducation et les autres services publics.

Un certain nombre de suggestions dans la littérature, telles que la création de partenariats multipartites, ont été envisagées pour atténuer les conséquences négatives des transactions illégales sur les ODD. Par exemple, dans plusieurs pays d'Amérique latine, les jeunes des zones pauvres et rurales sont plus susceptibles de devenir la proie des activités de l'écosystème des FFI. Les institutions multilatérales de sécurité pourraient s'associer aux gouvernements pour les aider à atteindre les localités pauvres et défavorisées. Les actions pourraient aller de l'amélioration de la connectivité internet dans les zones reculées à l'amélioration des compétences des enseignants et des formateurs locaux à travers des stratégies d'apprentissage à distance. Des stratégies de partenariat plus directes visent à s'attaquer aux mécanismes faibles de la coopération internationale. En outre, les partenariats hybrides entre les organisations internationales, les gouvernements nationaux et locaux, les ONG, le secteur privé et les organisations philanthropiques sont essentiels pour accroître la transparence et améliorer la coordination.

Assouplir les restrictions à l'accès à la connaissance par des droits de propriété intellectuelle libéraux

Une évaluation mondiale est nécessaire pour réfléchir aux moyens d'alléger les régimes de droits de propriété intellectuelle pour les économies en développement qui tentent d'accéder aux connaissances, aux compétences et aux technologies nécessaires pour atteindre les ODD. Une partie de ce problème peut être résolue par des interventions au niveau mondial qui permettent aux organisations multilatérales d'acheter des droits de propriété intellectuelle au nom des pauvres et des marginalisés (par l'intermédiaire des gouvernements nationaux). Toutefois, cela pourrait avoir un impact négatif sur les incitations à de futures innovations. Par conséquent, une autre solution pourrait être de réfléchir à comment un commerce plus libéral des technologies et des services de TIC pourrait aider les économies en développement à accéder à de meilleures méthodes de production et à renforcer leurs capacités (Wahlen, 2018).

Renforcement des capacités en matière de gouvernance mondiale

La plupart des initiatives de renforcement des capacités pour les économies en développement se concentrent sur des questions nationales. Peu d'éléments suggèrent que les représentants du Sud reçoivent également une orientation dans le but de mieux contribuer

au discours sur les différents sujets de la gouvernance mondiale. Par exemple, la cybersécurité et la gouvernance mondiale de l'internet sont des domaines dans lesquels le Nord et le Sud sont censés travailler ensemble. L'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est peut-être le mieux placé pour identifier les QSM qui nécessitent des interventions de renforcement des capacités et la manière dont il est possible de les rendre disponibles à brève échéance.

Mobiliser des ressources pour les économies en développement

Les contraintes de financement continuent d'être une question transversale dans les études de cas par pays. L'ODD 17 appelle les pays développés à mobiliser des ressources financières provenant de sources multiples pour aider le Sud à réaliser les ODD dans les délais impartis. Dans la plupart des discours, on observe que le financement des ODD est discuté d'une manière qui est souvent limitée aux besoins des pays au niveau national. Toutefois, nous suggérons ici de réexaminer le programme d'action d'Addis-Abeba, qui prévoit un consensus sur les principaux biens publics mondiaux, et d'examiner les difficultés pratiques du partage de la charge (mondiale) concernant le financement (de ces biens). Certains ont suggéré que le cadre de mesure de l'impact formulé par le Comité d'aide au développement de l'OCDE pourrait fournir quelques leçons pour un tel travail.

Conclusion

Les QSM demeurent une réalité et influencent les pays en développement de multiples façons et par différents canaux, renforçant l'idée que si les risques ne sont pas gérés de manière appropriée, il y aura des conséquences. Pour faire face aux implications négatives des QSM, nous mettons en évidence certains défis mondiaux susceptibles de survenir dans un avenir proche et nous discutons ensuite des solutions plausibles.

Notre principal point de départ et le contexte dans lequel nous nous intéressons aux moyens alternatifs de traiter les QSM est que le monde est de plus en plus intégré du fait de la technologie et les canaux connexes, ce qui génère des résultats imprévisibles des résultats imprévisibles. Ce chapitre s'appuie sur des études par pays pour documenter les défis posés par les QSM et la manière dont des réponses au niveau mondial ou national pourraient aider. Les recommandations clés sont les suivantes :

- Des efforts nationaux sont nécessaires pour étudier les QSM propres à chaque pays, prévoir les conséquences et encadrer des réponses.
- Ces efforts nationaux doivent être complétés par des plateformes régionales, car plusieurs QSM, y compris le changement climatique et le risque de catastrophe naturelle, peuvent ne pas être abordés grâce aux bonnes intentions d'un seul pays.
- À l'échelle mondiale, les pays avancés doivent investir des ressources dans une meilleure compréhension des QSM.

Il est tout aussi important de générer des données probantes en ce qui concerne les solutions locales afin de s'adapter aux QSM qui touchent particulièrement le Sud. Cela peut également se faire en renforçant les capacités des pays en développement dans les espaces gouvernementaux et non gouvernementaux. Les pays avancés doivent également voir comment leurs politiques en matière d'intelligence artificielle pourraient avoir un impact sur le reste du monde et ce que cela pourrait signifier pour la production et la consommation durables.

- Les institutions de gouvernance mondiale doivent promouvoir une meilleure compréhension des QSM. Les forums intergouvernementaux engagent généralement les dirigeants politiques et la fonction publique à l'échelon national. Les organisations de la société civile, les *think tanks* et le secteur privé doivent également avoir un rôle clair à jouer lorsqu'il s'agit d'aborder les QSM.
- À l'avenir, les *think tanks* politiques auront besoin de soutien pour renforcer les partenariats de connaissances Sud-Sud afin de combler les lacunes en matière de connaissances qui sont constatées lors de l'examen des QSM et qui nécessitent une réponse régionale ou mondiale.

Références

Abbas, M. H., & Ahmed. V. (2016). Challenges to social accountability and service delivery in Pakistan. *Social Change*, 46(4), 560-582.

Adeniran, A., Onyekwena, C., Onubedo, G., Ishaku, J., & Ekeruche, A. (2020). *Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications* (Occasional Paper No. 60). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>

Agence internationale pour les énergies renouvelables. (2018). *Global Energy Transformation: A roadmap to 2050*. Abu Dhabi: International Renewable Energy Agency. Disponible sur : <https://www.irena.org/publications/2018/Apr/Global-Energy-Transition-A-Roadmap-to-2050>

Agence internationale pour les énergies renouvelables et Climate Policy Initiative. (2018). *Global landscape of renewable energy finance*. Abu Dhabi: International Renewable Energy Agency. Disponible sur : <https://www.irena.org/publications/2018/Jan/Global-Landscape-of-Renewable-Energy-Finance>

Ahmed, V. (2017). *Pakistan's agenda for economic reforms*. Oxford: Oxford University Press

Ahmed, V. (2018, August 20). *Complying with FATF demands is in Pakistan's interests* [Article]. Disponible sur : <https://www.arabnews.pk/node/1359256>

Ahmed, V., Ghaus, K., Iqbal, A., Azizul I., Mirza, A. B. & Mutambala, M. (2014). *Post-MDGs: Issues for the future* (Occasional Paper No. 5). Southern Voice.

- Ahmed V., Suleri A.Q., Wahab M.A., & Javed A. (2015). Informal flow of merchandise from India: The case of Pakistan. In: Taneja N., Pohit S. (eds) *India-Pakistan Trade*. New Delhi: Springer.
- Ahmed, V., Talpur, M. & Liaquat, S. (2016). *Towards a fair and just fiscal policy in Pakistan*. Sustainable Development Policy Institute. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/308886699_Towards_a_Fair_and_Just_Fiscal_Policy_in_Pakistan
- Ahmed, V. & Qadir, A. (2018). *Building the Economy of Tomorrow: A project synthesis report*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Ahmed, V., Nazir, A., Gregory, D., Faraz, Z., Ace, T., Nabil, Y., & Agyeben, M. (2019). *Social enterprise development in Pakistan: Way forward*. UN ESCAP.
- Albrieu, R., Aneja, U., Chetty, K., Mathur, V., Rapetti, M., & Uhlig, A. (2018). Recoupling: G20/T20 Argentina Special. *Global Solutions Journal*, 1(2).
- Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Occasional Paper No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>
- Alliance transnationale de lutte contre le commerce illicite. (2019). *Mapping the impact of illicit trade on the Sustainable Development Goals*. Disponible sur : https://unctad.org/meetings/en/Contribution/DITC2019_TRACIT_IllicitTradeandSDGs_fullreport_en.pdf
- Andersen, L.E., Medinaceli, A., Maldonado, C., & Hernani-Limarino, W. (2020). *A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education* (Occasional Paper No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>
- Antonova, S. (2010, February). *Capacity building in global Internet governance: The long-term outcomes of 'multistakeholderism'*. Paper presented at the International Studies Association (ISA) annual conference, New Orleans, Louisiana.
- Banque mondiale. (2013). *World Development Report 2014: Risk and opportunity-Managing risk for development*. Washington, D.C.: World Bank.
- Banque mondiale. (2017). *World Development Report 2017: Governance and the law*. Washington, D.C.: World Bank. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2017>
- Banque mondiale. (2018a). Labour Force Participation Rate, female (% of female population ages 15+) [Data file]. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS?locations=IN>
- Banque mondiale. (2018b). *The state of social safety nets 2018*. Washington, D.C.: World Bank. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/socialprotectionandjobs/publication/the-state-of-social-safety-nets-2018>

- Banque mondiale. (2019). *World Development Report 2019: The changing nature of work*. Washington, DC: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-1328-3.
- Benería, L. (2001). Shifting the Risk: New Employment Patterns, Informalization, and Women's Work. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 15(1), 27-53. Disponible sur : www.jstor.org/stable/20000174
- Bughin, J., Pissarides, C., & Hazan, E. (2019). *Measuring the welfare effects of AI and automation*. Disponible sur : <https://voxeu.org/article/measuring-welfare-effects-ai-and-automation>
- Burke, M. J. & Stephens, J. C. (2017). Energy Democracy: Goals and Policy Instruments for Sociotechnical Transitions. *Energy Research & Social Science*, 33, 35-48.
- Card, D., Kluve, J., & Weber, A. (2018). What works? A meta-analysis of recent active labor market program evaluations. *Journal of the European Economic Association*, 16(3), 894-931.
- Cepparulo, A., & Giuriato L. (2016). Responses to global challenges: trends in aid-financed global goods. *Development Policy Review* 34(4), 483-507. <https://doi.org/10.1111/dpr.12163>
- Chen, M.A. (2012). *The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies* (Working Paper No. 1). Women in Informal Employment Globalizing and Organizing. Disponible sur : https://www.wiego.org/sites/default/files/migrated/publications/files/Chen_WIEGO_WP1.pdf
- Chuah, L. L., Loayza, N.V., & Schmillen, A.D. (2018, August). *The future of work: Race with—not against—the machine* (Research and Policy Brief No. 16). World Bank Malaysia Hub. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/626651535636984152/pdf/129680-BRI-PUBLIC-The-Future-of-Work-final.pdf>
- Cox, R. (1996). A perspective on globalization. In J. Mittleman (ed). *Globalisation: Critical Perspectives*, Boulder, Colo.: Lynne Rienner.
- Cox, R. W. (1992). Multilateralism and world order, reprinted. In R.W. Cox with T.J. Sinclair (1996) *Approaches to world order*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Crentsil, A., Pokuaa Fenny, A., Ackah, C., Asuman, D., & Otioku, E. (2020). *Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana* (Occasional Paper No. 63). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>
- Curan, P. (2018). *Without policy coherence achieving the Sustainable Development Goals will be difficult*. The London School of Economics and Political Science. Disponible sur : <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/news/policy-coherence-or-struggle-sustainable-development-goals/>

- Curran, P., Dougill, A., Pardoe, J. & Vincent, K. (2018). *Policy coherence for sustainable development in sub-Saharan Africa (Policy brief)*. The London School of Economics and Political Science. Disponible sur : http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2018/07/Policy-coherence-for-sustainable-development-in-sub-saharan-Africa_Curran-et-al.pdf
- Daly, H. (2018). *1.1 billion people still lack electricity. This could be the solution*. World Economic Forum. Disponible sur : <https://www.weforum.org/agenda/2018/06/1-billion-people-lack-electricity-solution-mini-grid-iea/>
- Díaz, G., Caro Sachetti, F., Rivero, E., de Sanfeliú, M.B., Drakeman, C., Ochoa, P., Robino, C., Branisa, & Sorgner, A. (2018). *Achieving “25 by 25”: Actions to make women’s labour inclusion a G20 priority*. Buenos Aires: Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales.
- Dingwerth, K., & Pattberg, P. (2009). World politics and organizational fields: The case of transnational sustainability governance. *European Journal of International Relations*, 15(4), 707-743.
- Dobbs, R., Madgavkar, A., Barton, D., Labaye, E., Manyika, J., Roxburgh, C., Lund, S., & Madhav, S. (2012). *The world at work: Jobs, pay, and skills for 3.5 billion people*. McKinsey Global Institute. Disponible sur : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/the-world-at-work>
- Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka’s apparel sector (Occasional Paper No. 65)*. Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>
- Freeman, R. B. (2015). Who owns the robots rules the world. *IZA World of Labor*, 5. doi: 10.15185/izawol.5.
- Gent, E. (2017). *Why automation could be a threat to India’s growth*. BBC Future [Article]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/future/article/20170510-why-automation-could-be-a-threat-to-indias-growth>
- Grindle, M.S. (2000). Ready or not: The developing world and globalisation. In Nye J.S (Jr.), & Donahue, J. Ed: *Governance in a globalizing world. Visions of Governance For the Twenty-First Century*; Cambridge, Massachusetts & Washington, D.C.: Brookings Institute Press.
- Ishfaq, S., Ahmed, V., Hassan, D., & Javed, A. (2017). *Internal migration and labour mobility in Pakistan*. Sustainable Development Policy Institute. Disponible sur : <http://hdl.handle.net/11540/7227>.
- Kabeer, N. (2012). *Women’s economic empowerment and inclusive growth: labour markets and enterprise development (SIG Working Paper 2012/1)*. Department for International Development and the International Development Research Centre.

- Kaul, I. (2000). *What is a public good?* Le monde diplomatique. Repéré à : <https://mondediplo.com/2000/06/15publicgood>
- Kaul, I. (2013). *Global public goods: A concept for framing the Post-2015 Agenda?* (Discussion Paper 2/2013). German Development Institute. Disponible sur : https://www.ingekaul.net/wp-content/uploads/2014/01/Internetfassung_DiscPaper_2_2013_Kaul1.pdf
- Khan, S.A. & Ahmed, V. (2014). Peaceful economies: Assessing the role of the private sector in conflict prevention in Pakistan. *Stability: International Journal of Security and Development*, 3(1). doi: <http://doi.org/10.5334/sta.dv>
- Khan, H. D., & Ahmed, V. (2015). *Fundraising for energy projects in Pakistan* (Working Paper 149). Sustainable Development Policy Institute.
- Lustig, N. (2018). Sustainable Development Goals, domestic resource mobilization and the poor. Recoupling. *Global Solutions Journal*, 1(2).
- Menashy, F. (2009). Education as a global public good: the applicability and implications of a framework. *Globalisation, Societies and Education*, 7(3), 307-320. doi: 10.1080/14767720903166111
- Morales, S. (2016). Aligning policy coherence for development to the 2030 Agenda. In Organisation for Economic Co-operation and Development, *Better Policies for Sustainable Development 2016: A New Framework for Policy Coherence* (pp. 37-50). Paris: OECD Publishing.
- Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). *Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India* (Occasional Paper No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>
- Nazir, A. & Ahmed, V. (2019). National and subnational tax reforms: An iterative public-private dialogue approach from Pakistan. In Sustainable Development Policy Institute, *Corridors of Knowledge for Peace & Development*, Sustainable Development Policy Institute. Disponible sur : <https://www.sdpi.org/publications/files/Corridors-of-Knowledge-for-Peace-and-Development.pdf>
- Nissanke, M., & Thorbecke, E. (2010). *Comparative analysis of the globalization-poverty nexus in Asia, Latin America, and Africa*. In WIDER Studies in Development Economics, *The Poor under Globalization in Asia, Latin America, and Africa*. Oxford: Oxford University Press.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2016). *Better Policies for Sustainable Development 2016: A New Framework for Policy Coherence*. Paris: OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2017). The future of work and skills. Paper presented at the

Second Meeting of the G20 Employment Working Group, Hamburg.
Disponible sur : http://www.oecd.org/els/emp/wcms_556984.pdf

Planning Commission of Pakistan. (2011). *The framework for economic growth*. Government of Pakistan. Disponible sur : <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2016/08/Planning-Commission-2011-Final-Report.pdf>

Pyle, J. & Ward, K. (2003). Recasting our understanding of gender and work during global restructuring. *International Sociology* 18(3), 461-469. Disponible sur : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/02685809030183002>

Rana, M. S. (2016). The Sustainable Development Goals and a substantial reduction in illicit arms flows. UN Chronicle, Disponible sur : <https://www.un.org/en/chronicle/article/sustainable-development-goals-and-substantial-reduction-illicit-arms-flows>

Renn, O., Lucas, K., Haas, A., & Jaeger, C. (2017). Things are different today: the challenge of global systemic risks. *Journal of Risk Research*, 22(4), 401-415. doi: 10.1080/13669877.2017.1409252

Rose, N., & Miller, P. (1992). Political power beyond the state: problematics of government. *British Journal of Sociology* 43 (2), 173-205.

Salzinger, L. (2003). *Gender's in production: Making Workers in Mexico's Global Factories*. Berkley, CA: University of California.

Scholte, A.J. (2005). *Globalisation: A critical introduction*. New York: Palgrave Macmillan.

Schwab, K. (2016). *The Fourth industrial revolution: What it means, how to respond*. Disponible sur : <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-fourth-industrial-revolution-what-it-means-and-how-to-respond/>

Thakur, R., & Van Langenhove, L. (2006). Enhancing global governance through regional integration. *Global Governance*, 12(3), 233-240. Repéré à: www.jstor.org/stable/27800615

Ulrichs, M. (2016). *Informality, women and social protection: Identifying barriers to provide effective coverage*. London: ODI.

Wahlen, C. B. (2018). *WIPO illustrates how innovation, intellectual property can support SDGs* [Article]. Disponible sur : <https://sdg.iisd.org/news/wipo-illustrates-how-innovation-intellectual-property-can-support-sdgs/>

Wagner, L. (2017). *SEforALL CEO Outlines Challenges in Achieving Sustainable Energy for All*. IISD. Disponible sur : <http://sdg.iisd.org/news/seforall-ceo-outlines-challenges-in-achieving-sustainable-energy-for-all/>

Yaseen, F., & Ahmed, V. (2016). *Trade Winds of Change – Women entrepreneurs on the rise in South Asia* (Background country study - Pakistan). United Nations Development Programme. Disponible sur :

<https://www.undp.org/content/dam/rbap/docs/Research%20&%20Publications/poverty/RBAP-IG-2016-TWoC-Pakistan-Country-Study.pdf>

Zeshan, M. & Ahmed, V. (2013). Energy consumption and economic growth in Pakistan. *Bulletin of Energy Economics (BEE)*. *The Economics and Social Development Organization (TESDO)*, 1(2), 8-20.

7

Capacités collectives pour la Décennie d'action

Marcela Morales
Estefanía Charvet
Andrea Ordóñez Llanos



Introduction

Ce Rapport a exploré les obstacles et les solutions permettant de tenir la promesse de « ne laisser personne pour compte » ; promesse qui est au cœur des ODD. Nos analyses transnationale et régionale montrent que les progrès des ODD dans les pays du Sud ont été irréguliers. D'une part, les gouvernements nationaux ont fait des progrès décisifs dans la conception de cadres politiques alignés sur l'Agenda et ont obtenu une large reconnaissance de l'importance de ne pas laisser les plus vulnérables pour compte. D'autre part, la faible coordination entre les acteurs concernés et la cohérence horizontale restent des défis à relever pour atteindre les Objectifs. Le fait de travailler à partir d'approches cloisonnées, séparées d'une approche globale, continue de limiter la capacité des gouvernements nationaux à traiter les questions systémiques et à créer les conditions nécessaires pour mettre fin à la pauvreté.

Le Rapport a relié trois niveaux d'analyse et d'action en vue de faire avancer l'Agenda 2030, lequel a été discuté en profondeur dans les chapitres précédents. Ibrahim Hathie a examiné dans son chapitre qui sont les individus exclus de la réalisation des Objectifs. L'exclusion, en tant que phénomène mondial, est plus complexe que jamais. Les individus et les groupes subissent des formes de discrimination qui se superposent et qui limitent leurs capacités et leurs possibilités de mener une vie décente et satisfaisante. Une meilleure compréhension de ce que signifie être exclu dans les pays du Sud est cruciale, mais insuffisante ; il est important de comprendre comment les Objectifs sont interconnectés pour construire des politiques intégrées qui ne laissent personne pour compte. C'est pourquoi l'équipe dirigée par Gala Diaz Langou s'est penchée sur les liens entre les Objectifs dans leur chapitre. Les décideurs politiques doivent intégrer différents niveaux et types d'exclusion dans leur analyse, mais doivent également créer des politiques qui maximisent les impacts positifs et minimisent les compromis souvent négligés. Mais même une politique nationale bien intégrée et cohérente ne suffit pas pour réaliser l'Agenda 2030 ; une perspective mondiale est nécessaire. Vaqar Ahmed et Shehryar Khan Toru ont affirmé dans leur chapitre que dans le contexte d'un Agenda mondial, les politiques ne peuvent être envisagées uniquement à l'intérieur des frontières nationales. L'analyse explore ces questions systémiques mondiales et leur impact sur les politiques nationales. Parmi les questions systémiques mondiales identifiées figurent la réglementation des biens et services technologiques mondiaux, les régimes commerciaux, les accords sur le changement climatique et les politiques et stratégies de sécurité mondiale. Les gouvernements doivent répondre à ces questions mondiales pour s'assurer qu'elles n'exacerbent pas les inégalités et l'exclusion. La communauté internationale doit en outre prendre en considération les différentes façons dont ces questions touchent les États et mettre en œuvre la meilleure coordination des mesures de gouvernance.

Les recherches montrent à quel point il sera complexe de réaliser l'Agenda 2030. Si les Cibles et les Indicateurs sont un outil précieux pour suivre les réalisations de l'Agenda, travailler sur chaque Objectif séparément ne donnera pas les résultats escomptés. Nous devons nous tourner vers des approches qui peuvent servir l'Agenda dans son ensemble. Compte tenu de l'importance de la prochaine décennie

pour la mise en œuvre des ODD, le présent chapitre de conclusion se concentre sur la manière dont les capacités collectives peuvent répondre à certaines des questions identifiées dans les sections précédentes.

Recentrer les efforts sur les capacités collectives pour l'Agenda 2030

Le point commun qui se dégage de ce Rapport consiste en le fait que des politiques étroitement ciblées ne suffisent pas à garantir qu'aucun individu ne soit laissé pour compte. L'Agenda 2030 nous oblige plutôt à réfléchir à des capacités collectives et à des actions intégrées.

”

De plus, les capacités collectives favorisent l'action collective, donc la capacité d'agir efficacement.

Les capacités individuelles et collectives sont interconnectées. Si certaines capacités sont directement accessibles à l'individu, d'autres doivent être développées au travers d'organisations et des réseaux d'organisations, comme dans un système scolaire ou dans le secteur productif. La notion de capacité collective fait référence aux opportunités réelles dont dispose un groupe, une communauté ou un pays. La réalisation des capacités collectives est cruciale pour développer le sentiment de pouvoir collectif, la capacité à définir des objectifs communs. De plus, les capacités collectives favorisent l'action collective, donc la capacité d'agir efficacement (Pelenc, Bazile & Ceruti, 2015).

Pendant trop longtemps, le développement a été assimilé au ciblage des besoins individuels (Amsden, 2012 ; Andreoni & Chang, 2016). En raison de l'intérêt porté aux capacités individuelles au cours des dernières décennies, de nombreux programmes et politiques de développement se sont concentrés sur l'individu. L'approche par les capacités [aussi connue comme l'approche par les capacités, de l'anglais *capability approach*. N. de la T.] nous a permis de constater que l'expansion des capacités individuelles permet aux gens « de vivre une vie qu'ils ont des raisons de valoriser » [*to live a life they have reason to value*] (Sen, 2000 p.18). Ces capacités, y compris l'alphabétisation, la bonne santé et la liberté politique, dépendent de la fourniture d'une éducation de base, de soins de santé et d'un filet de sécurité sociale. Les cadres existants, tels que l'Indice de développement humain (Programme des Nations unies pour le développement, 2019) et l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (Oxford Poverty and Human Development Initiative & Programme des Nations unies pour le développement, 2010) ont exposé les conditions de vie des individus au-delà des niveaux de revenus, en y incluant des mesures de bien-être supplémentaires.

Se concentrer sur l'individu a ses limites. Prenez, par exemple, la création d'emplois, une question explorée tout au long du Rapport. L'attention généralisée portée sur l'individu s'est traduite par l'adoption de politiques qui visent principalement l'éducation et les qualifications des demandeurs d'emploi. Il est simplement attendu que l'amélioration de l'éducation et des qualifications stimule automatiquement la demande d'emploi. Toutefois, le passage du fait de devenir une personne plus qualifiée à l'obtention d'un emploi qui

permet d'aller au-delà de la simple subsistance n'est possible qu'en transformant les structures de production et en investissant dans de nouvelles industries pour créer davantage d'emplois et d'opportunités entrepreneuriales (Amsden, 2012). Non seulement les limitations industrielles, mais aussi les normes et valeurs sociales ont un impact sur la possibilité de transformer l'éducation en emploi. Par exemple, les attentes concernant le rôle des femmes dans la société peuvent avoir un impact sur leur capacité à intégrer le marché du travail.

Se concentrer sur les capacités collectives ne revient pas à dire que les capacités individuelles ne sont pas importantes. Ce qui est requis est une meilleure interaction entre les capacités individuelles et collectives. À défaut, l'investissement et l'effort consacrés au développement des capacités individuelles auront un impact limité sur la transformation systémique nécessaire pour réaliser l'Agenda 2030. La faculté qu'ont les individus de choisir une vie à laquelle ils tiennent dépend fortement de leur aptitude à agir de concert avec d'autres personnes qui accordent de la valeur à des choses similaires (Evans, 2014). En ce sens, les capacités individuelles dépendent des capacités collectives. Parallèlement, les personnes ayant des capacités individuelles plus importantes peuvent devenir des membres plus actifs de groupes et de communautés. Si les pays et les agences internationales concentrent la prochaine décennie sur le renforcement des capacités collectives, cela pourrait conduire au changement transformationnel envisagé en 2015. Heureusement, nombre de ces capacités sont déjà inscrites dans l'Agenda 2030. Ce qu'il leur faut, c'est une attention et une énergie accrues, ainsi qu'un cadre pour leur analyse et leur traduction en actions et en politiques.

Que signifient les capacités collectives dans le contexte de l'Agenda 2030 ? Pour clarifier la manière dont les capacités collectives soutiennent l'Agenda 2030 et comment les envisager concrètement, nous pouvons les organiser en différents types de capacités. Les capacités collectives nécessiteront toujours un certain niveau de coopération et de coordination, entre individus ou organisations. La figure 6.1 résume certaines des capacités collectives les plus cruciales et la manière dont elles sont liées à la réalisation des ODD. Il existe différentes façons de réfléchir à ces capacités et au degré d'analyse requis. Dans cette section, nous en résumons trois qui sont éminemment importantes pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 : les capacités productives, technologiques et numériques, et urbaines. Elles servent d'exemples et d'inspiration pour réfléchir à l'importance des capacités collectives au travers des différents secteurs politiques.

Les capacités productives

Les capacités productives font référence aux connaissances et aux compétences personnelles et collectives qui permettent aux entreprises de fonctionner et à la production de biens et de services d'avoir lieu (Andreoni & Chang, 2016). Elles façonnent les atouts concurrentiels et les structures productives des pays, qui sont à leur tour responsables de la création d'emplois et de la croissance économique (Amsden, 2012).

Il est important d'avoir des individus ayant une éducation de qualité, mais cela ne suffit pas pour développer un territoire, comme une ville

ou un État, et pour produire des biens et des services. Les structures productives sont des institutions sociales complexes qui dépendent de diverses formes de coopération et de connaissances. Le développement nécessite des efforts collectifs et systémiques pour permettre l'accumulation de connaissances productives grâce à la construction de meilleures organisations et à l'enrichissement mutuel des idées qui peuvent transformer l'énergie entrepreneuriale individuelle en entrepreneuriat collectif. L'Indice de complexité économique (ICE), qui mesure la complexité d'un système productif national, aboutit à des conclusions similaires : la connaissance tacite de la production de différents biens et services est essentielle pour permettre aux pays de progresser de l'exportation de matières premières à des biens et services plus complexes (Hausman, Hidalgo, Bustos, Coscia, Chang, Jimenez, Simoes & Yildirim, 2006). Ce savoir, qui n'est pas individuel mais collectif, est capital pour le développement. Les structures productives sont essentielles pour le développement car elles peuvent soit taider, les pays à générer une croissance, laquelle se traduit une réduction de la pauvreté à long terme, ou bien empêcher cette croissance.

Figure 7.1. Capacités collectives pour l'Agenda 2030



Élaborée par les auteurs.

Les capacités de production n'étant pas les mêmes dans tous les pays, des approches différenciées sont nécessaires pour soutenir la transformation productive. Une première étape importante consiste à évaluer quels sont les biens et services que les pays produisent et de quelle manière ceux-ci peuvent-ils évoluer. Dans le contexte de

L'Agenda 2030, il convient de veiller à ce que soient mises en place des institutions et des normes qui permettent à des personnes d'origines différentes, ayant des compétences et des capacités personnelles différentes, de participer au secteur productif. Les études de cas réalisées pour ce rapport (Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana, 2020 ; Nair, Shah & Sivaraman, 2020 ; Alcázar, Bullard, & Balarin, 2020) montrent que de nombreuses femmes se trouvent en dehors du secteur productif, pas nécessairement par manque de compétences ou d'éducation, mais en raison de facteurs sociaux et culturels.

Les structures de production doivent être inclusives, non seulement en ciblant les pauvres par des politiques dans le secteur informel ou des petites entreprises, mais aussi en se concentrant sur l'amélioration de la gouvernance du marché ; et ce à travers l'adoption de lois régulant la création de nouvelles entreprises, la concurrence, l'intermédiation financière, les normes contractuelles. Comme souligné dans le chapitre sur les questions systémiques mondiales, ces dispositifs au niveau national doivent tenir compte de la manière dont le secteur productif national est connecté au système mondial et veiller à ce que ces questions soient intégrées dans les politiques.

Il est en outre important que les capacités de production comprennent non seulement les connaissances et les compétences nécessaires pour produire des biens et des services, mais qu'elles le fassent de manière à réduire l'impact de l'économie sur l'environnement et à promouvoir des emplois décents ainsi que l'égalité des chances. L'étude de cas sur le secteur textile au Sri Lanka (Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana, 2020), met en évidence un défi plus large : les pays qui développent des capacités productives pour certains secteurs économiques, comme la mode éphémère, ne sont souvent pas durables sur le plan environnemental. Dans le contexte de l'Agenda 2030, les politiques et programmes visant à renforcer les capacités productives doivent tenir compte de la nécessité d'une transition vers un modèle de production et de consommation plus durable.

Capacités technologiques et numériques

Les capacités technologiques comprennent les connaissances permettant de faire les bons investissements dans les technologies et les capacités de concevoir ou d'adapter ces technologies au contexte local. Ces capacités sont étroitement liées aux capacités de production (Lall, 1982) et peuvent comprendre les technologies énergétiques, agricoles, de construction, de manufacture et de transport. Par exemple, en ce qui concerne l'énergie, les pays doivent non seulement avoir accès à de nouvelles technologies plus respectueuses de l'environnement, mais aussi être capables d'identifier la combinaison appropriée de technologies pour les adapter aux conditions locales et pour éventuellement produire les leurs (Andreoni & Chang, 2016). Cela n'est souvent pas possible sans des secteurs productifs et industriels forts, et sans le savoir-faire de l'industrie. Le débat ne doit pas seulement porter sur les technologies elles-mêmes, mais aussi sur les structures permettant d'en faire le meilleur usage.

En plus de ces technologies plus conventionnelles, il est aujourd'hui également crucial de développer des capacités numériques, qui font référence à l'ensemble des innovations dans le domaine des

”

En ce qui concerne l'ODD 4 (éducation de qualité), on craint que l'adoption de nouvelles technologies en classe ne se traduise pas toujours par l'acquisition de meilleures connaissances et compétences par les élèves.

technologies de l'information et de la communication (TIC). En réalité, la quatrième révolution industrielle est une combinaison de TIC nouvelles et traditionnelles, qui donne naissance à des tendances émergentes telles que l'intelligence artificielle, « l'Internet des objets », l'automatisation, la neurotechnologie, la *blockchain* [ou chaîne de blocs, N. de la T.] et les matériaux intelligents. En raison de la prédominance des technologies numériques, les pays en développement doivent développer ces capacités.

Comme pour les autres capacités collectives, les capacités numériques comprennent certaines qui sont situées au niveau individuel, et d'autres qui sont organisationnelles ou même institutionnelles. Au niveau personnel, les compétences numériques de base comprennent celles qui sont liées à l'accès à l'espace numérique, comme l'utilisation d'un clavier et d'un écran tactile, ou les opérations de base en ligne comme les courriels et les moteurs de recherche en ligne. Les compétences numériques plus avancées comprennent celles liées à l'utilisation de programmes numériques surtout pour le travail, l'apprentissage et les loisirs. Les compétences les plus avancées sont celles qui concernent la programmation, le codage, la gestion du *big data* [mégadonnées N. de la T.], le développement d'applications, etc. (UIT, 2018 cité dans James, 2019). Les services numériques se développent de telle manière qu'elles affectent même les personnes qui n'ont pas les compétences numériques de base. Par exemple, les systèmes d'identification numérique tels que le programme indien Aadhaar ont un impact même sur ceux qui n'ont aucune compétence numérique (James, 2019). D'autres technologies, telles que « l'Internet des objets, » fonctionnent sans que l'utilisateur soit un expert. Ces programmes, tels que les technologies portables ou les appareils électroménagers, collectent des données automatiquement et peuvent traiter ces informations et prendre des décisions basées sur des algorithmes sans que l'utilisateur n'ait à intervenir. L'utilisateur final ne sait pas toujours ce qui se fait en coulisses, ce qui se traduit par une collecte de données plus importante, une autonomie moindre et des risques plus importants pour l'utilisateur (van Deursen, 2018). Cela souligne l'importance de considérer les capacités numériques non seulement comme des compétences personnelles, mais aussi comme des capacités collectives de façon à pouvoir les gérer.

Dans le contexte des ODD, il est important de considérer les implications des innovations technologiques et numériques dans tous les secteurs de la société. Par exemple, en ce qui concerne l'ODD 4 (éducation de qualité), on craint que l'adoption de nouvelles technologies en classe ne se traduise pas toujours par l'acquisition de meilleures connaissances et compétences par les élèves. La capacité à choisir la bonne technologie et à l'adapter au contexte local est essentielle pour atteindre l'objectif final de renforcement des politiques. L'étude de cas du Pérou (Alcázar et al. 2020) souligne l'importance de ces capacités. Le programme « Éducation pour le travail », une initiative phare du gouvernement pour répondre aux innovations technologiques et à la mondialisation économique, est assailli par de graves problèmes de conception et de mise en œuvre qui illustrent le manque de capacités technologiques nécessaires. Par exemple, le programme n'a pas tenu compte des différentes infrastructures disponibles dans le pays, ce qui a eu pour conséquence d'aggraver encore la fracture numérique. Plus important encore, il existe des lacunes tant en ce qui concerne

la conception pédagogique que les capacités des enseignants. Il est intéressant de noter que, pour un pays qui a identifié le besoin de développer les compétences de ses élèves en matière de TIC, l'écart d'accès à ces technologies entre les écoles rurales et urbaines péruviennes s'est en fait agrandi au cours des dix dernières années, tant pour les établissements primaires que secondaires.

Le développement des capacités technologiques et numériques peut également amener à être critique à l'égard de ces technologies et de leur adoption si elles ne sont pas correctement contextualisées pour un cadre donné. Il est important de noter qu'un défi pour de nombreux pays en développement est que les technologies numériques sont conçues dans les économies développées pour répondre aux besoins de ces pays, qui peuvent ne pas être les mêmes que ceux des autres pays en développement. En outre, les technologies s'appuient sur des versions antérieures et des ensembles particuliers de facteurs préexistants ; il est donc facile pour les populations pauvres des pays même développés d'être laissées pour compte, car elles peuvent ne pas avoir les compétences nécessaires pour suivre le rythme des technologies (James, 2019). Pour les pays en développement, cela signifie que les technologies devraient, dans la mesure du possible, être introduites en tenant compte des infrastructures physiques et institutionnelles disponibles, tout en gardant à l'esprit le fait qu'elles évoluent rapidement.

Enfin, la technologie est l'un des domaines politiques fortement liés à la sphère mondiale, et la gouvernance mondiale est cruciale. Dans le contexte de l'Agenda 2030, les pays doivent avoir les capacités de naviguer dans ces espaces mondiaux et s'assurer que les technologies adoptées sont efficaces, durables et servent les buts et objectifs des pays. Les technologies et les innovations défient les frontières géographiques sans l'implication directe des gouvernements. Par exemple, les plateformes en ligne pour l'externalisation des tâches et des emplois sont de plus en plus populaires dans les pays du Sud. Plus de 60 millions de travailleurs dans les pays à faible et moyen revenu sont inscrits sur ces plateformes (Heeks, 2017 cité dans Malik, Nicholson & Heeks, 2018). La possibilité de permettre aux travailleurs de gagner un salaire plus élevé a attiré les gouvernements et les agences de coopération pour le développement, qui investissent des ressources dans ces plateformes et développent des initiatives de renforcement des capacités pour utiliser les plateformes existantes (Malik, Nicholson & Heeks, 2018). Malgré l'intérêt porté à ces plateformes, des inquiétudes subsistent quant à la mesure dans laquelle elles peuvent réellement améliorer les moyens de subsistance des travailleurs sur le long terme (Graham, Hjorth & Lehdonvirta, 2019). En général, pour les services et les plateformes numériques, les gouvernements s'efforcent d'avoir un plus grand contrôle sur les données et d'augmenter leur capacité à taxer les activités numériques. En conséquence, les pays du BRICS investissent dans les capacités numériques, notamment à travers l'adoption de nouvelles législations et de nouveaux cadres de protection des données (Beli, 2019). Néanmoins, il s'agit de problèmes qui ne peuvent être résolus uniquement par les gouvernements de façon isolée ; les dispositifs de gouvernance mondiale sont importants pour minimiser les impacts négatifs.

”

Les capacités urbaines ne comprennent pas seulement des compétences techniques, telles que la planification architecturale et d'infrastructures, mais aussi la participation et l'engagement politiques de la population d'une ville.

Capacités urbaines

Les capacités urbaines font référence au rendement efficace des agglomérations humaines qui ont des fonctions sociales, économiques et écologiques (Nations unies, 2017). Avec l'accroissement de la population, les villes deviennent des points critiques pour divers défis de développement de l'Agenda 2030, et la croissance de ces villes pose des défis aux secteurs ruraux. Avec la prévision que plus des deux tiers de la population mondiale vivra dans des villes d'ici 2050 (Département des affaires économiques et sociales des Nations unies [UNDESA], 2018), les villes peuvent catalyser le changement nécessaire pour atteindre les ODD, tout comme elles peuvent devenir des obstacles au progrès. Comme le mentionne Hathie dans son chapitre : l'exclusion a une dimension spatiale évidente.

Le fonctionnement des villes dépend des interactions et de la coopération de leurs habitants. Si la planification et la réglementation urbaines sont importantes pour le fonctionnement des villes, les actions et les attitudes de leurs habitants sont essentielles. Les ODD intègrent l'importance des agglomérations humaines dans l'Objectif 11 (villes et communautés durables) avec des Cibles spécifiques concernant entre autres le logement, le transport et la pollution. Ces Indicateurs ne sont pas les seuls à être pertinents pour les villes. Plus globalement, des agglomérations humaines fonctionnelles sont une condition préalable au progrès dans la mise en œuvre des ODD, car ce sont les lieux vers lesquels tous les aspects de l'Agenda convergent. Certains des symptômes des villes dysfonctionnelles sont visibles dans de nombreux pays, tels que la ségrégation spatiale, la croissance non planifiée et l'absence de plan de gestion des déchets. Ils ont un effet néfaste sur la réalisation des ODD. Par exemple, les déterminants qui influent sur les résultats sanitaires dans les villes ont été identifiés : ils comprennent la gouvernance urbaine, ainsi que les cadres environnementaux physiques et socio-économiques (Borrell, Gotsens & Novoa, 2019).

Les expériences quotidiennes des habitants des villes et autres agglomérations ont un impact sur les réalisations du reste de l'Agenda 2030. Les études réalisées pour ce rapport montrent que dans de nombreux endroits, le manque de capacités urbaines limite les possibilités des individus. Par exemple, l'étude de cas du Pérou (Alcázar, Bullard & Balarin, 2020) montre que la médiocrité des transports publics nuit surtout aux chances des jeunes vulnérables. La périphérie de Lima, où vivent les segments les plus pauvres de la population, est déconnectée des lignes de transport public. Les jeunes de ces quartiers doivent passer une partie importante de leur journée à faire des trajets, lesquels équivalent à des heures qui pourraient être utilisées autrement, notamment pour améliorer leurs compétences, profiter de temps de loisirs ou participer à des activités économiques. Ce manque de capacités urbaines est également souligné dans les études de cas du Sri Lanka et de l'Inde (Fernando, Arambepola, Niles & Ranawana, 2020 ; Nair, Shah & Sivaraman, 2020), où les facteurs qui permettraient aux femmes de continuer à travailler, tels que des services de garde d'enfants abordables et des transports sûrs, sont souvent absents.

L'importance des villes dans l'Agenda 2030 est mise en évidence lorsqu'on examine les synergies et les compromis entre les Objectifs

et les Cibles. Par exemple, il n'est pas seulement important de créer des opportunités d'emploi et de fournir des services de garde d'enfants dans un plan abstrait. Il est important que ces services soient situés à proximité des maisons des individus afin qu'ils facilitent l'équilibre entre le travail et la vie familiale. À défaut, en l'absence d'un aménagement du territoire approprié, ces idées n'ont pas l'impact escompté.

Étant donné l'espace limité des villes, il s'agit par nature d'espaces contestés. C'est pourquoi les capacités urbaines ne comprennent pas seulement des compétences techniques, telles que la planification architecturale et d'infrastructures, mais aussi la participation et l'engagement politiques de la population d'une ville. Les habitants devraient être capables de façonner la manière dont les services et les espaces publics répondent à leurs besoins et à leurs attentes. L'objectif final devrait être que les villes représentent l'utilisation d'un espace qui reflète le développement durable, où les citoyens peuvent accéder aux services sociaux et écologiques nécessaires à une vie épanouie.

Renforcer les capacités collectives pour l'Agenda 2030

Après avoir identifié certaines des principales capacités communes que les sociétés du monde entier peuvent utiliser pour mettre en œuvre l'Agenda 2030, le chapitre conclusif examine désormais le développement de ces capacités. L'État joue un rôle important en tant que facilitateur, organisateur et promoteur des capacités collectives. Cela nécessite un gouvernement moderne et innovant. Mais la nature très complexe des défis à venir signifie que les efforts nationaux ne suffiront pas à eux seuls pour les relever. Les partenariats mondiaux peuvent contribuer au développement de capacités communes.

Évolution du rôle de l'État dans le soutien des capacités collectives

Les transformations nécessaires à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 exigent que l'État se concentre sur le développement des capacités non seulement individuelles, mais aussi collectives. Le rôle de l'État est crucial dans la création d'un environnement adéquat où ces transformations peuvent se produire. Un tel rôle est adaptable aux changements endogènes et exogènes continus, et différencié étant donné qu'il est spécifique au contexte.

L'État joue un rôle important non seulement dans l'économie, mais aussi dans la fourniture de services entre autre de santé, d'éducation et de protection de l'environnements (Fine & Pollen, 2018). L'État fournit également des cadres juridiques et sociaux et aide les sociétés à se rassembler autour d'objectifs collectifs. Il y a eu d'importants débats scientifiques concernant les types d'interventions de l'État dans l'économie et d'autres aspects de la société, et sur la mesure dans laquelle ces interventions sont bénéfiques. Ce qu'est une intervention étatique reste discutable car elle dépend de l'endroit où elle a lieu. Un exemple est la création de réglementations environnementales comme moyen de garantir le droit à un environnement propre. Dans de nombreux pays développés, vivre dans un environnement

propre et sain est considéré comme un droit légitime des citoyens et il ne s'agit donc pas d'une intervention sujette à débat. Cependant, dans le contexte d'un pays en développement, de telles réglementations sont perçues comme des barrières commerciales qui nuisent au fonctionnement du libre marché. En d'autres termes, une action menée par l'État sera considérée comme une intervention selon le pays et les droits qui y sont considérés comme légitimes (Chang, 2002). Ainsi, la compréhension du rôle de l'État exige, en premier lieu, une connaissance préalable de ce qui est et de ce qui n'est pas considéré comme une intervention. Les normes culturelles et sociales sont complémentaires aux réglementations officielles (Chang, 2002) et guident les interventions de l'État. Combinées au contexte, ces normes façonnent les actions de l'État, ce qui rend précisément le rôle de l'État si unique.

Définir la diversité des profils des États nécessite plus que des « typologies simplistes » (Compagnon, Chan & Mert, 2012). Si les contextes sociaux, culturels et historiques façonnent les interventions de l'État, ce n'est pas la seule raison pour laquelle les États agissent différemment. Certains pays sont mieux équipés que d'autres en lois, procédures et règles efficaces. L'existence de ces institutions, fortes ou faibles, signifie que les facteurs exogènes, tels que les questions de gouvernance mondiale, touchent les pays différemment. En même temps, cela exige que l'État assume des rôles diversifiés.

L'État réagit et, idéalement, anticipe les défis et les dynamiques mondiales, qu'il s'agisse de faire face à la quatrième révolution industrielle ou aux effets d'une pandémie. La mondialisation est au cœur des défis exogènes de l'État. Elle a conduit à une gouvernance à plusieurs niveaux où les réseaux d'acteurs internationaux et du secteur privé ont acquis un rôle décisif. L'hypothèse selon laquelle les défis mondiaux sont trop vastes et les capacités des États trop limitées a donné lieu à la création de partenariats, notamment avec le secteur privé. La tendance à la privatisation et à la promotion des partenariats public-privé (PPP) a entraîné une réduction du champ de manœuvre de l'État. Plus important encore, la prédominance d'autres acteurs a parfois conduit à sous-estimer le potentiel de l'État. La tendance croissante à la création de partenariats a été renforcée par l'argument selon lequel le seul moyen d'accroître le financement des ODD est de passer par le secteur privé. L'implication précoce d'acteurs de premier plan est cruciale pour réaliser un Agenda ambitieux ; cependant, les renforcer au détriment de l'affaiblissement du rôle de l'État est contestable.

La globalisation de l'économie mondiale ainsi que la déréglementation et la privatisation ont permis l'émergence de grandes sociétés transnationales et de conglomérats financiers (Martens, 2017). La concentration accrue du marché a mis un plus grand pouvoir entre les mains d'un petit nombre de sociétés et d'acteurs privés. Les grands investisseurs institutionnels qui dirigent les PPP actuels dans le domaine des infrastructures, tels que les fonds de pension, les assurances et les fonds souverains, pourraient amener les gouvernements à répondre aux besoins des investisseurs plutôt qu'à ceux de la population (Boys, 2017, cité dans Martens, 2020). Certains affirment que cette situation s'est traduite par un affaiblissement des États à travers le monde et une perte de confiance du public dans l'État. L'examen du progrès des ODD en Amérique latine (Beneke de Sanfeliú, Milan, Rodríguez & De Trigueros, 2020) en est un exemple.

En plus de s'appuyer sur des partenariats avec d'autres acteurs clés pour mettre en œuvre des agendas internationaux ambitieux, le rôle du gouvernement est d'allouer des fonds publics suffisants pour respecter ses engagements, y compris ceux relatifs aux ODD. Les faits montrent que même dans des contextes où l'allocation de ressources nationales suffisantes est difficile, les gouvernements ont utilisé des mécanismes fiscaux innovants pour canaliser les ressources financières afin de réaliser l'Agenda 2030. En particulier, en Afrique subsaharienne, certains États ont imposé des taxes sur les transferts d'argent via téléphone portable afin de capter l'économie informelle (Kasiryé, Ntale & Venugopal, 2019).

Le rôle de l'État dans la création de partenariats et la promotion d'un environnement propice à l'épanouissement des capacités collectives a souvent été ignoré. L'État peut faire plus que renforcer les structures de production. L'État ne s'est pas seulement occupé des défaillances du marché, mais aussi des défaillances des réseaux et des opportunités (Mazzucato, 2011). Prenons par exemple l'innovation, qui est le résultat de l'effort collectif. L'État n'a pas seulement été avant-gardiste en matière de promotion de l'innovation, il a également joué un rôle entrepreneurial actif et son financement a été déterminant pour le développement de la plupart des technologies d'usage général (Mazzucato, 2011). Il est souvent supposé que les technologies de pointe sont le résultat de la combinaison entre la nature intrinsèquement innovante du secteur privé et son appétit pour le risque. Ce que la plupart des observateurs négligent, est que sans le financement initial et les réseaux fournis par l'État, ces avancées technologiques ne se seraient peut-être jamais concrétisées.

Loin d'énoncer une définition générale du rôle de l'État, certaines conclusions peuvent être tirées. Les interventions de l'État doivent être adaptées localement et répondre au contexte, aux normes sociales et aux institutions qui régissent le pays. C'est une condition préalable pour garantir un environnement sûr qui favorise le développement des capacités collectives. Le rôle de l'État est en constante évolution. L'État a la capacité de définir les macro-caractéristiques de ses institutions et de les mettre au service de la création de capacités collectives, ainsi que d'exploiter le potentiel des partenariats. Il a la capacité d'établir et de modifier les lois et les politiques, et d'influencer les valeurs des gens (Chang & Rowthorn, 1995), ce qui est crucial pour atteindre un ensemble d'objectifs exigeants, tels que l'Agenda 2030.

Partenariats mondiaux qui soutiennent la création de capacités communes

L'ODD 17 affirme que les processus conjoints de développement sont mieux réalisés par des réseaux et des partenariats qui incluent toutes les parties prenantes (UNDESA, 2015). L'objectif des partenariats est d'accroître l'appropriation du cadre des ODD et de relever les défis mondiaux par des interactions synergiques et des responsabilités partagées. L'Agenda 2030 fait référence à deux types de partenariats pour la mise en œuvre des ODD. Le premier est le Partenariat mondial pour le développement durable, qui est un véhicule d'amélioration de la coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et qui vise à faciliter l'engagement mondial autour de la mise en

”

Pour que les pays puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques propices à la création de capacités communes, ils ont besoin d'un accès accru à un espace de politiques publiques.

œuvre et de la mobilisation de toutes les ressources disponibles pour réaliser les ODD. L'autre est constitué de partenariats multipartites qui complètent le Partenariat mondial. Ils visent à mobiliser et à partager les connaissances, l'expertise, la technologie et les ressources financières pour soutenir la mise en œuvre des ODD. Ces partenariats peuvent être mondiaux, régionaux, nationaux ou infranationaux. Dans cette section, le terme « partenariats » est utilisé pour désigner les deux types de partenariat, car ils se renforcent mutuellement.

Lorsque les gouvernements ont convenu d'adopter l'Agenda 2030, ils ont également accepté de travailler à la création d'un environnement international favorable, y compris une infrastructure commerciale mondiale cohérente et solidaire qui respecte et soutient les frontières planétaires, ainsi que les systèmes monétaires et financiers. La réalisation de l'ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs) exige qu'un large éventail de secteurs et d'acteurs travaillent ensemble pour mobiliser et exploiter leurs ressources, leurs connaissances et leurs capacités afin de répondre aux défis actuels et futurs du développement durable. Les partenariats ne manquent pas d'intérêt. La Plateforme des partenariats des Nations unies¹ en a déjà enregistré 1103. La question à ce stade est de savoir dans quelle mesure ils sont stratégiques et ont un impact.

Les partenariats multipartites peuvent avoir un impact transformateur en s'attaquant aux défis systémiques qui entravent les transitions à long terme vers la durabilité. Ces transformations peuvent inclure la création d'un système commercial plus équitable ou d'un environnement mondial favorable à l'échange de connaissances et à l'innovation. Pour ce faire, les partenariats multipartites devraient servir de plateformes pour la création de capacités collectives. Les interactions devraient être transformatrices, efficaces, inclusives et responsables. Plus important encore, les interactions devraient être fondées sur la prise en compte des besoins spécifiques à chaque contexte et refléter les stratégies de développement régionales, nationales, infranationales et locales.

Par ailleurs, à mesure que le contexte mondial évolue, il est urgent d'évaluer l'évolution des rôles des États et des autres acteurs mondiaux, ainsi que les principes qui régissent leurs actions en tant que membres de ces partenariats. Il en va de même pour les frontières géographiques. Le rôle des partenariats multipartites à l'appui de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 devrait estomper les frontières géographiques en fusionnant les acteurs mondiaux et locaux, ainsi que les acteurs étatiques et non étatiques. Dans ce contexte, les partenariats devraient présenter les deux caractéristiques suivantes :

Les partenariats doivent être plus horizontaux et soutenir les transformations structurelles

Les partenariats doivent reconnaître l'intérêt d'une série d'acteurs et être prêts à transformer les structures sous-jacentes de l'inégalité. Les partenariats doivent avoir une approche multipartite et être composés d'une variété de partenaires, y compris les gouvernements, les groupes régionaux, les autorités locales, les acteurs non gouvernementaux, les institutions internationales et le secteur privé. En réunissant un éventail diversifié d'acteurs qui ne travailleraient pas ensemble autrement, les

¹ Cf. <https://sustainabledevelopment.un.org/partnerships/goal17/>

partenariats mondiaux peuvent contribuer à de meilleures solutions adaptées au contexte pour résoudre des problèmes mondiaux tels que le changement climatique et l'inégalité des conditions commerciales.

Les partenariats horizontaux et égalitaires exigent aussi une réflexion sur la répartition du pouvoir et sur les répercussions que ce pouvoir a sur l'aptitude des pays à générer des capacités communes. Les principes d'appropriation et de responsabilité mutuelle sont déjà inscrits dans la Déclaration de Paris et les documents ultérieurs qui guident une coopération au développement efficace. Ces principes visent à renforcer la position des gouvernements qui ont tendance à être des simples récepteurs de l'aide et à leur permettre d'avoir leur mot à dire dans les programmes.

Les partenariats sont essentiels pour éliminer les obstacles qui compromettent l'accès des pays aux biens et aux outils, ou qui peuvent les empêcher de participer sur un pied d'égalité au système commercial. Les partenariats multipartites peuvent introduire et soutenir l'utilisation de la technologie pour favoriser l'innovation, contribuer à l'adoption de nouvelles politiques visant à améliorer les conditions de développement industriel et urbain, et fournir des infrastructures publiques en créant un accès aux données, à la technologie et au financement.

Les disparités en matière de pouvoir et de niveau de développement sont inévitables ; cependant, les partenariats devraient servir de ponts pour que les acteurs puissent répondre à leurs besoins et à leurs intérêts à partir d'un terrain d'entente et de principes communs. Dans la pratique, l'asymétrie des pouvoirs, les écarts de capacité entre les pays et la réduction de l'espace politique persistent.

Les partenariats devraient offrir aux États un espace de politiques publiques suffisant pour développer des capacités communes

Pour que les pays puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques propices à la création de capacités communes, ils ont besoin d'un accès accru à un espace de politiques publiques. Le concept d'espace politique est axé sur la tension entre l'intégration internationale et l'autonomie dont disposent les États pour mener des politiques qui soutiennent efficacement leur développement économique (Mayer, 2009). Pour aborder correctement la question de l'espace politique, il est nécessaire de réexaminer de manière critique les principes et les contradictions qui dominent les négociations internationales, notamment en ce qui concerne les traitements différentiels, la réciprocité partielle, la flexibilité et l'autonomie nationale.

L'Objectif 17 de l'Agenda 2030 intègre le concept de marge de manoeuvre politique. Plus précisément, la Cible 17.15 stipule que l'espace politique doit « respecter la marge de manoeuvre politique et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable » (Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations unies pour le développement [OCDE et PNUD], 2018). Les prestataires de coopération

pour le développement mesurent la réalisation de cette cible en fonction de la portée des cadres de résultats et des instruments de planification élaborés par chaque pays. Toutefois, les perspectives d'accroissement de la marge de manœuvre politique ne sont pas encourageantes. Les données du cadre de suivi de la GPEDC montrent une réduction de l'utilisation des cadres élaborés par les pays eux-mêmes de 64% en 2016 à 62% en 2018 (OCDE & PNUD, 2019). Il est également important de considérer que la conceptualisation de l'espace politique dans l'optique de la coopération pour le développement, comme indiqué dans les ODD, peut être une perspective restrictive. Si une pratique de la coopération pour le développement plus adaptée aux spécificités des pays est essentielle pour garantir des processus plus transparents et plus axés sur le développement, elle ne suffit pas en tant que perspective pour atteindre ce que l'espace politique est censé accomplir.

Lorsqu'on pense aux capacités productives par exemple, l'espace politique a un rôle crucial à jouer. Les règles mondiales font partie des facteurs qui limitent le plus la capacité des pays à générer de la croissance et à assurer un développement durable à long terme (Andreoni, Chang & Estevez, 2019). Des recherches importantes ont été menées sur la manière dont les accords commerciaux limitent l'espace politique des États et comment cela a permis de concentrer le pouvoir dans une poignée d'acteurs mondiaux qui exercent des pressions sur les gouvernements nationaux et les organisations internationales pour qu'ils appliquent des règles mondiales défavorables (Chang, 1994 ; Chang, 2003 ; Chang, 2005 ; Hamwey, 2005 ; Overseas Development Institute, 2007).

Il est particulièrement inquiétant que les partenariats actuels soutiennent et même encouragent des accords qui minent clairement l'espace politique. Les accords OMC+, tels que les traités bilatéraux d'investissement (TBI), les accords de libre-échange (ALE), les zones économiques préférentielles (ZEP) et les accords régionaux comme le Partenariat transpacifique, sont utilisés pour introduire des restrictions à l'autonomie politique dans les pays du Sud et sont de plus en plus utilisés pour inciter les pays en développement à faire des concessions qui ne sont pas nécessairement liées au commerce (Andreoni et al., 2019).

La génération de capacités technologiques, qui est également liée à la génération de capacités productives, illustre l'importance de l'espace politique. Ces connexions dépendent fortement de la capacité des pays à utiliser et à adapter les technologies existantes pour favoriser l'innovation. Le rétrécissement de l'espace politique a une incidence sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) et peut compromettre la capacité des pays à utiliser les technologies existantes et à les adapter pour résoudre des problèmes urgents, tels que la production d'énergie et le changement climatique. Dans le contexte mondial actuel, les DPI et les droits d'auteur, ainsi que les normes internationales, agissent comme des contrôles et des limites à l'innovation dans les pays en développement (Andreoni et al., 2019).

Un scénario favorable aux pays du Sud permet aux pays en développement de tester différentes dispositions institutionnelles et leur laisse la possibilité de formuler leurs propres solutions aux défis

de développement auxquels ils sont confrontés. Un espace politique étendu pour les pays en développement se traduirait par une plus grande autonomie politique qui leur permettrait d'exercer des innovations institutionnelles pour le développement de capacités communes. Les partenariats dans le cadre des ODD devraient s'engager à remettre en question et à transformer les normes et pratiques mondiales qui réduisent et nuisent à l'espace politique des pays en développement.

Conclusion

Alors que nous entamons la décennie la plus critique pour la mise en œuvre des ODD, il est impératif de transformer le cadre de l'Agenda 2030 : d'une liste d'Objectifs et de Cibles déconnectés à un plan d'action plus holistique. La nature des défis à venir exige une transformation au niveau structurel et nécessite de recadrer les « vieilles » questions autour des systèmes qui entravent les progrès au niveau mondial et régional. Le moment est venu de remettre sur la table les questions - et les réponses - sur ce dont les pays du Sud ont réellement besoin pour atteindre les ODD tout en respectant leurs propres priorités de développement.

Ce chapitre se concentre sur les capacités collectives comme une approche pour faire face aux défis identifiés dans ce Rapport. Contrairement aux capacités individuelles, les capacités collectives ne peuvent être réalisées de manière isolée. Elles nécessitent une coordination et une coopération à différents niveaux. Les capacités collectives se concentrent sur les communautés et les structures qui permettent aux efforts individuels de devenir transformateurs.

Nous avons centré notre attention sur trois capacités collectives interconnectées : les capacités productives, technologiques et numériques, et enfin les capacités urbaines. Les progrès récents ont montré qu'il ne suffit plus de développer des capacités individuelles si celles-ci ne sont pas associées à des structures de soutien. Par exemple, le développement d'une capacité individuelle telle que l'éducation doit être soutenu par un marché du travail dynamique ou un environnement propice au transfert de connaissances et de technologies. Les écarts persistants dans la réalisation de ces capacités dans les pays du Sud entravent la possibilité pour de nombreux pays de réaliser les ODD.

L'accent mis sur les capacités collectives ramène l'attention sur la nécessité de veiller à ce que les États et les autres parties prenantes soutiennent les transformations nécessaires pour réaliser l'Agenda 2030. L'un des moyens d'y parvenir est le partenariat. L'État joue un rôle crucial non seulement dans la création de partenariats, mais aussi dans la promotion d'un environnement adéquat pour que les capacités collectives puissent prospérer. Un espace politique plus large et, par conséquent, une plus grande autonomie politique permettraient aux pays en développement d'exercer des innovations institutionnelles pour faire progresser les capacités communes. Les nouveaux partenariats et collaborations de la prochaine décennie ne doivent pas empêcher les États de promouvoir les capacités collectives. Au contraire, les partenariats devraient offrir aux pays un espace politique suffisant grâce à des accords plus équitables et à une vision de la croissance durable pour tous les pays.

Références

- Alcázar, L., Bullard, M., & Balarin, M. (2020). *Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why* (Occasional Paper No. 64). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>
- Amsden, A. (2012). Grass-Roots War on Poverty. *World Social Economic Review* 1, 114-131. Disponible sur : <http://www.worldeconomicsassociation.org/papers/grass-roots-war-on-poverty/>
- Andreoni, A., & Chang, H. J. (2016). Bringing Production and Employment Back into Development: Alice Amsden's Legacy for a New Developmentalist Agenda. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 10(1), 1, 173-187. <https://doi.org/10.1093/cjres/rsw029>
- Andreoni, A., Chang, H. J., & Estevez, I. (2019). New global rules, policy space and quality growth for Africa. In J. Stiglitz, R. Kanbur, & A. Noman, *The quality of growth in Africa* (pp. 111-145). New York: Columbia University Press.
- Belli, L. (2019). *BRICS countries to build digital sovereignty*. openDemocracy. Disponible sur : <https://www.opendemocracy.net/en/hri-2/brics-countries-build-digital-sovereignty/>
- Beneke de Sanfeliú, M., Milan, S., Rodríguez, A., & De Trigueros, M. (2019). *The implementation process of the SDGs: Latin America regional survey* (Occasional Paper Series No. 68). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-implementation-process-of-the-sdgs-latin-america-regional-survey/>
- Borrell C., Gotsens, M., & Novoa, A.M. (2019). Establishing Social Equity in Cities: A Health Perspective. In: Nieuwenhuijsen M., Khreis H. (eds), *Integrating Human Health into Urban and Transport Planning*. Springer.
- Chang, H. J. (1994). *The political economy of industrial policy*. London: Macmillan Press.
- Chang, H. J. (2002). Breaking the mould: an institutionalist political economy alternative to the neo-liberal theory of the market and the state. *Cambridge Journal of Economics*, 26(5), 539-559.
- Chang, H. J. (2003). *The Future for Trade*. *Challenge*, 46(6), 6-15.
- Chang, H. J. (2005). *Policy Space in Historical Perspective - with special reference to Trade and Industrial Policies*. Tufts University.
- Chang, H. J., & Rowthorn, R. (1995). *The role of the state in economic change*. H. J. Chang, & R. Rowthorn (Eds.). Oxford: Clarendon Press.
- Compagnon, D., Chan, S., & Mert, A. (2012). The changing role of the state. *Global environmental governance reconsidered*, 237-263.

- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. (2015). *Responsive and Accountable Public Governance: 2015 World Public Sector Report*. Disponible sur : <https://www.un.org/development/desa/publications/2015-world-public-sector-report.html>
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. (2018, May 16). *2018 Revision of World Urbanization Prospects*. United Nations Department of Economic and Social Affairs. Disponible sur : <https://www.un.org/development/desa/publications/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html>
- Evans, P. (2014). The Capability Enhancing Developmental State: Concepts and National Trajectories. In *The South Korean Development Experience* (pp. 83-110). Palgrave Macmillan, London.
- Fernando, K., Arambepola, C., Niles, N., & Ranawana, A. (2020). *The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector* (Occasional Paper No. 65). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>
- Fine, B., & Pollen, G. (2018). The Developmental State Paradigm in the age of financialization. In Honor Fagan & Ronaldo Munck (Eds.), *Handbook in Development and Social Change* (pp. 211-227). Cheltenham, Edward Elgar Publishing.
- Graham, M., Hjorth, I., & Lehdonvirta, V. (2019). Digital Labor and Development: Impacts of Global Digital Labor Platforms and the Gig Economy on Worker Livelihoods. In Mark Graham (Ed.), *Digital Economies at Global Margins* (pp. 269-294). Cambridge, MA: MIT Press.
- Hamwey, R. (2005). *Expanding national policy space for development: Why the multilateral trading system must change* (Working Paper No. 25). Munich: South Centre. Disponible sur : <https://econwpa.ub.uni-muenchen.de/econ-wp/dev/papers/0511/0511005.pdf>
- Hausman, R., Hidalgo, C., Bustos, S., Coscia, M., Chang, S., Jimenez, J., Simoes, A., & Yildirim, M. (2006). *The Atlas of Economic Complexity: Mapping paths to prosperity*. Center for International Development at Harvard University. Disponible sur : https://oec.world/static/pdf/atlas/AtlasOfEconomicComplexity_Part_I.pdf
- James, J. (2019). Confronting the scarcity of digital skills among the poor in developing countries. *Development Policy Review*, 36(6). <https://doi.org/10.1111/dpr.12479>
- Kasirye, I., Ntale, A., & Venugopal, G. (2020). *Implementation progress of the SDGs: Sub-Saharan Africa regional survey* (Occasional Paper Series No. 66). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/implementation-progress-of-the-sdgs-sub-saharan-africa-regional-survey-2/>
- Lall, S. (1982). *Developing Countries as Exporters of Technology: A First Look at the Indian Experience*. London: Macmillan.

- Malik, F., Nicholson, B., & Heeks, R. (2018). *Understanding the development implications of online outsourcing: A study of digital labour platforms in Pakistan* (Working Paper No. 73). Manchester: Center for Development Informatics, Global Development Institute, SEED. Disponible sur : http://hummedia.manchester.ac.uk/institutes/gdi/publications/workingpapers/di/di_wp73.pdf
- Martens, J. (2017). Overview 1: *Reclaiming the public (policy) space for SDGs*. Spotlight on Sustainable Development. Disponible sur : https://www.2030spotlight.org/sites/default/files/download/Spotlight2017_1_1_Martens.pdf
- Martens J. (2020). The Role of Public and Private Actors and Means in Implementing the SDGs: Reclaiming the Public Policy Space for *Sustainable Development and Human Rights*. In: Kaltenborn M., Krajewski M., Kuhn H. (eds), *Sustainable Development Goals and Human Rights. Interdisciplinary Studies in Human Rights*. Springer.
- Mayer, J. (2009). Policy Space: What, for What, and Where? *Development Policy Review*, 27(4), 373-395.
- Mazzucato, M. (2011). The entrepreneurial state. *Soundings*, 49(49), 131-142.
- Nair, M., Shah, K., & Sivaraman, A. (2020). *Will women be a part of India's future workforce? The quest for inclusive and sustainable growth in India* (Occasional Paper No. 61). Southern Voice. Disponible sur : <http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>
- Nations unies. (2017). *New Urban Agenda, Habitat III*. Quito. Disponible sur : <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English.pdf>
- Organisation de coopération et de développement économiques et United Programme de développement des Nations (2019). *Making Development Co-operation More Effective: 2019 Progress Report*. Paris: OECD Publishing. Disponible sur : <https://doi.org/10.1787/26f2638f-en>.
- Organisation de coopération et de développement économiques et United Programme de développement des Nations. (2018). *SDG Indicators, Metadata Repository, Goal 17: Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development*. Disponible sur : <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/files/Metadata-17-15-01.pdf>
- Overseas Development Institute. (2007). *Policy space: Are WTO rules preventing development?* London: Overseas Development Institute.
- Oxford Poverty and Human Development Initiative & Programme des Nations unies pour le développement (2010). *Human Development Report 2010, The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development*. UNDP. Disponible sur : <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-2010>

Pelenc, J., Bazile, D., & Ceruti, C. (2015). Collective capability and collective agency for sustainability: A case study. *Ecological Economics* 118, 226-239.

Programme des Nations unies pour le développement. (2019). *Human Development Report 2019, Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st century* (Technical notes). UNDP. Disponible sur : http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019_technical_notes.pdf

Sen, A. (2000). *Development as Freedom*. New York: Alfred A. Knopf, Inc.

van Deursen, A.J.A.M. & Mossberger, K. (2018). Any Thing for Anyone? A New Digital Divide in Internet-of-Things Skills. *Policy & Internet*, 10, 122-140. <https://doi.org/10.1002/poi3.171>

Annexes



Annexe 1. Études de cas par pays de la SVSS : perspectives sur les synergies et les compromis¹

Cette section donne une présentation succincte des études de cas des six pays analysés dans le cadre de l'initiative SVSS. Pour chaque étude de cas, la section comprend un bref examen du contexte socio-économique national pertinent pour la mise en œuvre des ODD et l'élaboration de la méthodologie utilisée pour évaluer les synergies et les compromis, comme mentionné dans le tableau 5.1.

Pérou

Contexte national

Au cours de la dernière décennie, le Pérou a été l'une des économies les plus dynamiques d'Amérique latine, avec un taux de croissance annuel moyen de 6% dans un contexte de faible inflation (Banque mondiale, 2019b). L'économie péruvienne a vécu deux phases distinctes depuis le début du siècle. En 2000, la démocratie péruvienne s'est consolidée, des politiques de modernisation de l'État ont été mises en œuvre, l'économie était en expansion et la pauvreté diminuait (Alcázar et al., 2020). Cependant, au cours des cinq dernières années, la croissance économique a ralenti en raison de la chute de la consommation, des prix des matières premières, des investissements privés et des revenus fiscaux (Banque mondiale, 2019b). Par conséquent, même si le Pérou a atteint de nombreuses cibles des OMD, les préoccupations concernant le développement équitable persistent, avec des taux de pauvreté plus élevés parmi les populations indigènes et des inégalités régionales (Alcázar et al., 2020).

Présentement, le programme de développement péruvien n'est pas encadré dans le vocabulaire, les Cibles et les Objectifs de l'Agenda 2030. Cela met en évidence un décalage entre les priorités politiques nationales en matière de développement durable, le discours politique et officiel concernant l'Agenda 2030 et la nécessité d'aligner la législation nationale et les ODD (Alcázar et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

Les chercheurs ont utilisé une approche mixte pour analyser les synergies et les compromis au Pérou entre les ODD 4, 8, et autres (ODD 1 et 5). Sur le plan quantitatif, l'étude de cas a utilisé la régression logistique pour identifier les synergies et les compromis au niveau individuel. Cela a permis aux auteurs de faire des déductions sur la manière dont le fait d'être laissé pour compte dans l'éducation a influencé les trajectoires individuelles, en particulier dans le monde du travail (Alcázar et al., 2020). Les sources de données comprenaient l'enquête Young Lives, qui a permis l'observation longitudinale du passage de l'école au travail des mêmes enfants pendant 15 ans (Alcázar et al., 2020). En raison de considérations liées à la taille de l'échantillon, les auteurs n'ont pas utilisé le modèle pour des groupes spécifiques, tels que les populations indigènes (Alcázar et al., 2020).

¹ Les références sont les mêmes qu'au chapitre 5 (page 142).

L'étude de cas a utilisé deux sources de données supplémentaires (Encuesta Nacional de Hogares sobre Condiciones de Vida et Evaluación Censal de Estudiantes) pour construire des profils LNOB représentatifs au niveau national afin d'analyser les synergies et les compromis.

Sur le plan qualitatif, Alcázar et al. (2020) ont mené des entretiens approfondis avec un guide semi-structuré auprès de 39 jeunes en situation de NEET ou de travail précaire, dans des contextes tant urbains que ruraux.

Bolivie

Contexte national

Entre 2004 et 2014, l'économie bolivienne a connu un taux de croissance annuel moyen de 4,9%, dû principalement à la combinaison des prix élevés des matières premières, de l'expansion des exportations de gaz naturel et d'une politique macroéconomique réussie. Cela a contribué à une réduction significative de la pauvreté monétaire, qui est passée de 59% à 39% (Banque mondiale, 2019c). Cependant, depuis 2014, la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté et des inégalités se sont ralenties.

La politique de développement de la Bolivie s'est principalement concentrée sur les objectifs fixés dans l'Agenda patriotique 2025 et le Plan de développement économique et social 2016-2020 (Andersen et al., 2020). L'Agenda patriotique contient des objectifs de développement dans 13 catégories qui présentent des similitudes avec l'Agenda 2030.

En ce qui concerne l'ODD 4, la Bolivie a fait d'importantes améliorations au cours du XXI^e siècle. Les cohortes plus jeunes atteignent aujourd'hui une moyenne de 10 ans d'éducation (Andersen et al., 2020). Cependant, des écarts d'accès subsistent : alors que 87% des enfants atteignent l'enseignement primaire, seuls 35% parviennent au lycée. Dans les zones rurales, environ 60% des élèves abandonnent vers la troisième année. Il existe également des défis liés à la qualité de l'éducation, en particulier dans les écoles publiques (Andersen et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

L'étude de cas bolivienne a utilisé une approche quantitative pour analyser les synergies et les compromis entre l'ODD 4 et d'autres objectifs. L'étude a réalisé des simulations contrefactuelles de fonctions de densité conjointe pour analyser comment des Cibles de développement spécifiques auraient évolué si la distribution et la nature de l'éducation étaient restées constantes dans le temps. Cette méthodologie compare les trajectoires individuelles observées avec des scénarios contrefactuels simulés où l'éducation est maintenue constante (Andersen et al., 2020). L'analyse a été menée au niveau individuel. Les sources de données sont des enquêtes transversales sur les ménages disponibles pour la Bolivie entre 1999 et 2014.

Inde

Contexte national

L'Inde, qui est l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde et la troisième en termes de parité des achats, a fait des pas importants vers la réalisation d'un développement durable et inclusif. Au cours des 20 dernières années, l'extrême pauvreté a diminué de 46% à 13%, la croissance économique a été stable et les approches politiques ont visé à promouvoir les objectifs de développement (Banque mondiale, 2019d).

Néanmoins, il reste des défis à relever pour atteindre les ODD. La malnutrition, les mauvais résultats scolaires, la progression des inégalités, la pauvreté croissante et le chômage prévalent (Nair et al., 2020). Le monde du travail dépeint une grande incohérence entre l'offre et la demande de travail et des niveaux élevés d'informalité (Nair et al., 2020). L'Inde a également l'un des taux de participation des femmes au marché du travail (FLFP en anglais) les plus bas du monde : en 2004-2005, le FLFP des femmes de plus de 15 ans était de 42,7%, alors qu'il est tombé à 27,4% en 2015-2016 (Nair et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

Les chercheurs, Nair et al., ont utilisé une méthodologie mixte pour analyser les synergies et les compromis entre les ODD 4, 5 et 8. Plus précisément, la recherche identifie quels sont les obstacles possibles et quels sont les facilitateurs de la participation des femmes au travail et à l'emploi au niveau individuel. L'analyse se concentre sur trois districts sélectionnés pour leurs différents niveaux de FLFP et leur diversité géographique (Nair et al., 2020).

Du côté de l'offre, l'étude a pris en compte le désir de travailler et l'employabilité des femmes (Nair et al., 2020). Les chercheurs ont mené un sondage au niveau des ménages, en se renseignant sur les normes et structures sociales et sur le sentiment de pouvoir individuel (Nair et al., 2020). Le questionnaire a également pris en compte des variables démographiques, socio-économiques, culturelles et de genre. La taille de l'échantillon était de 800 personnes par district —moitié urbain, moitié rural— complété par les données du recensement de 2011. Du point de vue de la demande, l'étude a analysé les données administratives et les directives relatives au Programme de développement des compétences du Premier ministre (PMKVY, en anglais), initiative nationale indienne visant à fournir une formation aux compétences pertinentes pour l'industrie (Nair et al., 2020). L'étude a ensuite classé les facteurs déterminants de l'insertion professionnelle des femmes en quatre groupes : accès aux ressources, conscience et attitudes, normes et pratiques informelles et normes et pratiques formelles.

L'étude de cas a utilisé une technique d'analyse des facteurs pour identifier les facteurs qui décrivent le mieux la situation des femmes sur le marché du travail.

Sri Lanka

Contexte national

Le Sri Lanka est un pays à revenu moyen inférieur, avec un PIB par habitant de 4 073 USD (2017). Après 30 ans de guerre civile, l'économie du Sri Lanka a connu une croissance moyenne de 5,8% de 2010 à 2017, reflétant les dividendes de la paix et une politique de reconstruction et de croissance (Banque mondiale, 2019e). Toutefois, ces dernières années, la croissance économique a ralenti et le pays a connu des épisodes de troubles politiques qui limitent sa capacité à progresser dans le cadre de l'Agenda 2030 (Fernando et al., 2020).

Le gouvernement du Sri Lanka a poursuivi ses efforts pour mettre en place un cadre institutionnel qui facilite l'adaptation des ODD au contexte national. Ces efforts comprennent la création du ministère du développement durable, le comité de surveillance parlementaire pour le développement durable et la loi 19/2017 sur le développement durable. Toutefois, ces mesures ont été largement infructueuses. Les institutions et les instruments liés aux ODD interagissent mal avec la principale stratégie de développement à long terme (*the Vision 2025 : A Country Enriched*) [la Vision 2025 : un pays enrichi, N. de la T.] qui se concentre sur la croissance économique et ignore les autres dimensions pertinentes du développement (Fernando et al., 2020). Il existe également des lacunes dans la disponibilité des données pour permettre le suivi. Enfin, la violence politique est un obstacle majeur à la réalisation des ODD d'ici 2030 (Fernando et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

L'approche de Fernando et al., en matière de synergies et de compromis consiste en une stratégie à deux niveaux. Tout d'abord, ils ont répertorié les initiatives visant à développer l'industrie textile et sa main-d'œuvre. Ensuite, ils ont analysé l'interaction de chaque politique avec des Objectifs dans quatre domaines : social, environnemental, économique et institutionnel (Fernando et al., 2020). Pour évaluer l'intensité des relations, ils ont utilisé le modèle d'interaction développé par Nillson et al. (2016). L'étude de cas évalue ensuite l'interaction entre les politiques du travail répertoriées et les objectifs individuels des ODD en matière de travail décent.

Ghana

Contexte national

Le Ghana est un pays à revenu moyen inférieur avec un PIB par habitant de 1,507 USD (Obrumah Crentsil et al., 2020). La croissance économique a été régulière, et son PIB a augmenté de 6,3% en 2018 dans un contexte d'inflation à un chiffre (Banque mondiale, 2019f). Son économie a connu de récents efforts de diversification mais reste fortement dépendante de l'agriculture et des industries extractives. Le pays est confronté à d'importants défis sociaux, économiques et environnementaux (Obrumah Crentsil et al., 2020). En ce qui concerne l'ODD 7, le 76% des

ménages utilisent des combustibles et des technologies polluantes comme principaux outils de cuisson, et ce chiffre remonte à 90% dans les zones rurales (Obrumah Crentsil et al., 2020). Cette situation a des répercussions sur la qualité de l'air et a de graves implications pour la santé. Bien que l'accès à l'électricité comme source d'éclairage ait augmenté en moyenne, le fossé entre les zones rurales et urbaines est encore très marqué, et il existe des lacunes importantes en ce qui concerne l'accès et l'utilisation des sources d'énergie propres (Obrumah Crentsil et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

L'étude de cas du Ghana examine les synergies et les compromis entre cinq ODD à l'aide du calculateur de bénéfices intégrés (IBC, en anglais) du modèle de planification des alternatives énergétiques à long terme (LEAP en anglais). Le logiciel LEAP est un outil d'analyse de la politique énergétique et d'évaluation de l'atténuation du changement climatique (Heaps, 2016). Il permet de comparer des scénarios de systèmes énergétiques en termes de besoins énergétiques et d'impacts sociaux et environnementaux (Weitz, Carlsen, Skånberg, Dzebo & Viaud, 2019). L'extension de l'IBC permet quant à elle d'analyser les implications des scénarios d'émissions de gaz à effet de serre sur la pollution de l'air, la santé, l'écosystème et le climat (Heaps, 2016). Ceci est utile pour étudier les effets intégrés des politiques (Obrumah Crentsil et al., 2020).

Crentsil et al., analysent les synergies et les compromis entre des politiques alignées sur différents ODD dans deux scénarios distincts construits à l'aide du LEAP : le maintien du statu quo sans nouvelles politiques et le succès des politiques. Le premier estime l'effet sur le secteur de l'énergie domestique en 2030 si les politiques existantes et annoncées sont mises en œuvre comme prévu. Le deuxième scénario modélise l'extension des politiques existantes pour couvrir tous les ménages ghanéens d'ici 2030 (Crentsil et al., 2020). Les principales sources de données sont le Service statistique du Ghana (GSS), d'autres agences gouvernementales nationales et les Nations unies. L'étude de cas a pris en compte des informations au niveau national, infranational et individuel.²

Comme le modèle LEAP IBC ne permet pas de mesurer les effets sur certaines cibles sociales, les auteurs ont complété la recherche par un volet qualitatif qui s'est penché sur les attitudes et les pratiques en matière d'utilisation de combustibles propres pour la cuisine et l'éclairage au niveau des ménages (Obrumah Crentsil et al., 2020). Quatre groupes de discussion ont été menés à travers le pays, un dans chacune des principales zones écologiques.

Nigeria

Contexte national

Le Nigeria est la plus grande économie d'Afrique en termes de PIB. Il est fortement dépendant des services et du secteur de l'exploitation pétrolière, qui représentent ensemble près du 70% de son PIB (Adeniran et al., 2020). Le Nigeria est une fédération avec un système de gouvernement à trois niveaux : fédéral, étatique et local. Les unités

² L'interconnexion sélectionnée pour l'analyse dans ce chapitre (ODD 3, 5, et 7), cependant, se concentre principalement sur le niveau individuel de l'analyse.

infranationales sont responsables de nombreux domaines politiques, tels que l'éducation.

Après un effondrement économique entre 2014 et 2016, le Nigeria a lancé le Plan de relance et de croissance économique 2017-2020 (ERGP en anglais), une stratégie globale visant à améliorer les Indicateurs économiques et à promouvoir le développement humain (Adeniran et al., 2020). Bien que l'Agenda 2030 et l'ERGP partagent des objectifs communs, leur alignement n'est pas parfait, notamment en ce qui concerne les questions environnementales (Adeniran et al., 2020). En outre, les ODD n'ont pas encore été intégrés dans les instruments de planification (Adeniran et al., 2020).

Le gouvernement a également créé des institutions pour soutenir et faire progresser la mise en œuvre des ODD. Toutefois, l'approche fédérale de ces entités reste un défi et les déficits de financement pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 sont encore importants (Adeniran et al., 2020).

En ce qui concerne la disponibilité des données, des progrès ont été réalisés grâce au renforcement du Bureau national des statistiques. Cependant, le manque de données correctement désagrégées reste un défi majeur pour la prise de décisions politiques et la responsabilisation (Adeniran et al., 2020).

Méthodologie des synergies et des compromis

Pour identifier les interactions entre les ODD analysées, l'étude de cas d'Adeniran et al., a utilisé l'approche de notation développée par Nilsson et al. (2016) et le Conseil international pour la science (2017). Ce système permet de reconnaître la direction des liens entre les ODD et leur intensité.

L'approche consiste à catégoriser les interactions entre les ODD selon leur caractère positif (« habilitant », « qui renforce » ou « indivisible »), leurs concessions (« contraignant », « qui contrebalance » ou « qui annule ») ou leur caractère neutre. L'étude de cas d'Adeniran et al., analyse les interactions entre les ODD 4 et 1, 3, 5, 8 et 13. Les notes attribuées à chaque interaction résultent d'une analyse documentaire. L'inclusion des articles a suivi quatre critères : a) pertinence ; b) solidité de la méthodologie employée ; c) ancienneté et expertise des principaux auteurs ; et d) exactitude et cohérence des preuves.

Liste des contributeurs

Adedeji Adeniran travaille comme chercheur principal au Center for the Study of the Economies of Africa (CSEA). Une grande partie de ses recherches porte sur l'économie de l'éducation, le financement du développement, l'économétrie des enquêtes et la santé.

Vaqar Ahmed est co-directeur exécutif du Sustainable Development Policy Institute (SDPI). Il détient un doctorat en économie de l'Université nationale d'Irlande et est l'auteur du livre « Pakistan's Agenda for Economic Reforms ».

Lorena Alcázar est chercheuse principale au sein du Grupo de análisis para el desarrollo (GRADE). Auparavant, elle a été professeure à l'Université du Pacífico, économiste à la Banque mondiale, chercheuse invitée à la Brookings Institution et conseillère au Ministère de l'économie du Pérou.

Lykke E. Andersen est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Aarhus, au Danemark. Elle fait de la recherche sur le développement en Amérique latine depuis plus de 20 ans et occupe actuellement le poste de directrice exécutive du Sustainable Development Solutions Network en Bolivie.

Chandima Arambepola est une chercheuse senior au Centre for Poverty Analysis (CEPA) et dirige les recherches sur la migration de la main-d'œuvre en mettant l'accent sur les trajectoires de migration interne et externe. Jusqu'à présent, ses recherches ont porté sur les travailleurs migrants, hommes et femmes, et sur les effets des politiques gouvernementales sur ces travailleurs.

Derek Asuman est assistant de recherche à la division économique de l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana.

María Balarin est chercheuse principale au sein du Grupo de análisis para el desarrollo (GRADE). Son travail se concentre sur l'analyse et l'évaluation qualitative des politiques éducatives et sociales, avec un accent particulier sur les processus de mise en œuvre des politiques.

Debapriya Bhattacharya est un macroéconomiste et un analyste des politiques publiques. Il est actuellement un chercheur émérite au Centre for Policy Dialogue (CPD) et président de Southern Voice. Il est également membre du Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies.

Margarita Beneke de Sanfeliú est la directrice du Centre de recherche et de statistiques de la Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). Elle a plus de 25 ans d'expérience dans la coordination d'équipes de recherche interdisciplinaires et dans la recherche quantitative et qualitative.

Alejandro Biondi est titulaire d'une licence en affaires internationales de l'Université Torcuato di Tella, à Buenos Aires. Il a travaillé en tant qu'assistant d'enseignement et recherche au sein du département des sciences politiques et des affaires internationales de l'UTDT, ainsi que

comme analyste et stagiaire au programme de protection sociale du Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (CIPPEC).

Micaela Bullard est chercheuse junior au Grupo de análisis para el desarrollo (GRADE). Auparavant, elle a travaillé comme consultante à la Banque mondiale et à la Société financière internationale.

Florencia Caro Sachetti est la coordinatrice du projet de protection sociale du Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (CIPPEC). Elle est titulaire d'une maîtrise en études du développement de la London School of Economics and Political Science, et d'une licence en économie de l'Université Torcuato di Tella, en Argentine.

Estefanía Charvet est chargée de programmes à Southern Voice pour l'Initiative sur l'État des Objectifs de développement durable (ODD). Estefanía détient un master en études du développement de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement de Genève et une licence en économie de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador.

Aba Crentsil est chargée de recherche à l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana. Aba a plus de 8 ans d'expérience dans la conduite de recherches quantitatives et qualitatives.

Gala Díaz Langou est la directrice du programme de protection sociale du Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (CIPPEC) et une consultante internationale en politique sociale. Elle est titulaire d'une maîtrise en gestion des politiques publiques et du développement de l'Université de Georgetown.

Amara Ekeruche est associée de recherche au Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA). Elle détient une maîtrise en politique économique de l'University College London (UCL), au Royaume-Uni, et une licence en économie de l'Université Kwame Nkrumah de science et de technologie, au Ghana.

Ama Fenny est chargée de recherche à l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana. Elle a effectué des recherches et publié des ouvrages sur les questions de développement dans les domaines de l'économie de la santé, la prestation de services de santé, la protection sociale et l'analyse des genres.

Karin Fernando détient un master en développement international durable de l'Université Brandeis. Elle est responsable de la gestion du programme de recherche et de politique sur la thématique de l'environnement et des infrastructures au Centre for Poverty Analysis (CEPA).

José Florito est titulaire d'une maîtrise en économie appliquée de l'Université Torcuato Di Tella et d'une licence en sciences politiques de l'Université de San Andrés. Il a travaillé comme assistant de recherche pour la CEPALC et l'UNICEF Argentine.

Charles Godfred Ackah est le directeur du Centre for Social Policy Studies (CSPS) et chercheur principal à l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), tous deux à l'Université du Ghana.

Ibrahima Hathie est le directeur de recherche pour l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR). Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en économie agricole et des ressources de l'Université du Connecticut, aux États-Unis.

Werner Hernani-Limarino est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en économie de l'Université de Pennsylvanie. Il est co-fondateur et chercheur associé de la fondation ARU à La Paz, en Bolivie.

Joseph Ishaku est associé de recherche au Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA). Il est titulaire d'une maîtrise en économie de l'University College London (UCL), au Royaume-Uni, et d'une licence en économie de l'American University Nigeria (AUN), Yola.

Sayeeda Jahan est associée de recherche au Centre for Policy Dialogue (CPD) à Dhaka. Elle détient une maîtrise en économie de l'Université de Calgary, au Canada.

Ibrahim Kasirye est le directeur de recherche du Economic Policy Research Centre (EPRC). Il a effectué des recherches et publié des ouvrages dans les domaines du genre, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et des aspects socio-économiques du VIH/sida.

Shehryar Khan Toru est chercheur au Sustainable Development Policy Institute (SDPI). Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Bath, au Royaume-Uni.

Towfiqul Islam Khan est économiste et actuellement chercheur principal au Centre for Policy Dialogue (CPD), au Bangladesh. Il a effectué des recherches et publié des ouvrages dans de nombreux domaines, notamment sur les ODD, le financement du développement, la révolution des données et la politique fiscale.

Carla Maldonado Ivankovic a fait des études en économie à La Paz, en Bolivie, à l'Université de San Andres. Elle étudie actuellement les mathématiques à la même université et a suivi des cours de troisième cycle en économétrie et dans l'enseignement supérieur.

Agnes Medinaceli est titulaire d'une licence (avec mention) en économie de l'Université de St Andrews et d'un master en développement de l'Amérique latine du King's College de Londres. Elle a travaillé comme consultante à l'INESAD, à la SDSN Bolivie et à la fondation ARU.

Stephanie Milan, économiste du développement et des politiques, est chercheuse au Centre de recherche et de statistiques de la Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). Ses recherches portent sur le genre, l'éducation et le marché du travail.

Marcela Morales est chargée de recherche à Southern Voice. Marcela est titulaire d'une maîtrise en études du développement de l'Université de Cambridge et d'un master sur la gestion des conflits interculturels de la Alice Salomon Hochschule.

Meena Nair est le chef de la recherche au Public Affairs Centre (PAC). Elle détient un doctorat du Centre d'étude du développement régional de l'université Jawaharlal Nehru, en Inde.

Anita Ntale est une chercheuse spécialisée dans le commerce et le développement ; elle étudie la dynamique des institutions commerciales, l'intégration régionale et l'économie politique du commerce. Anita détient un master en mondialisation et développement de l'Université de Manchester ainsi qu'un master (avec mention) en relations internationales de l'Université d'Édimbourg.

Navam Niles est associé de recherche au Centre for Poverty Analysis (CEPA), et son parcours universitaire comprend les relations internationales, les problèmes environnementaux mondiaux et le droit international public. Il a collaboré avec le CEPA sur des travaux liés au changement climatique et au développement durable.

Grace Onubedo est chargée de recherche au Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA). Elle est titulaire d'un doctorat en économie et d'un master en économie et finances de l'Université de Leeds, au Royaume-Uni. Elle est également titulaire d'une licence en économie avec spécialisation en comptabilité de l'Université centrale du Ghana.

Chukwuka Onyekwena est le directeur exécutif du Centre for the Study of the Economies of Africa (CSEA). Il détient un doctorat en économie de l'Université de Portsmouth, au Royaume-Uni, un master en économie de l'Université du Kent, au Royaume-Uni, et une licence en économie de l'Université du Nigeria.

Andrea Ordóñez Llanos est la directrice de Southern Voice et fait partie de l'initiative depuis son lancement en 2012. Elle dirige la mise en œuvre de la stratégie et des programmes du réseau. Elle a co-édité le livre « Southern Perspectives on the Post-2015 International Development Agenda » avec Debapriya Bhattacharya.

Evans Otioku est actuellement chercheur invité à l'Université d'Aarhus au Danemark et assistant de recherche de troisième cycle au Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana, à Legon.

Luciana Petrone est l'analyste du projet de protection sociale du Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (CIPPEC). Elle est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Buenos Aires.

Mustafizur Rahman est un membre éminent du Centre for Policy Dialogue (CPD). Sa thèse de doctorat à l'Université d'État de Moscou, en Russie, portait sur les obstacles structurels à la croissance économique du Bangladesh.

Anupama Ranawana est une professionnelle de recherche senior au Centre for Poverty Analysis (CEPA) et co-dirige la thématique de recherche sur la cohésion sociale. Ses recherches, son travail dans l'enseignement et son expérience professionnelle lui ont permis de s'impliquer dans des projets de différentes thématiques.

Andrea Rodríguez est chercheuse au Centre de recherche et de statistiques de la Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). Ses domaines d'intérêt sont l'entrepreneuriat et l'innovation, ainsi que la participation des femmes à la société.

Zafar Sadique est associé de recherche principal au Centre for Policy Dialogue (CPD), à Dhaka. Avant de rejoindre le CPD, il a obtenu une maîtrise en statistiques appliquées à l'Université de Dhaka, au Bangladesh. Il est le co-auteur de plusieurs livres sur des sujets connexes qui ont été publiés au Bangladesh et à l'étranger.

Kritika Shah est chef d'équipe au Public Affairs Centre (PAC), à Bangalore. Elle est titulaire d'une licence en économie de l'Université de New York. Elle a participé à la recherche et au conseil en matière de politique publique en Inde.

Aparna Sivaraman est la responsable de programme au Public Affairs Centre (PAC). Elle fait partie de l'équipe de projet qui étudie les causes de la baisse de la participation des femmes à la vie active en Inde.

Marjorie Trigueros est chercheuse principale au département des études juridiques de la Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). Elle a plus de 15 ans d'expérience dans le domaine du commerce international, les institutions démocratiques, la modernisation de l'État et la compétitivité.

Gayathry Venugopal a contribué à ce rapport en sa qualité d'analyste de recherche en macroéconomie pour le Economic Policy Research Centre (EPRC).

Autres publications de l'Initiative sur l'état des ODD

Is Nigeria on track to achieving quality education for all? Drivers and implications.

Série Publication occasionnelle No. 60.

Adedeji Adeniran, Chukwuka Onyekwena, Grace Onubedo, Joseph Ishaku & Amara Ekeruche.

<http://southernvoice.org/is-nigeria-on-track-to-achieving-quality-education-for-all-drivers-and-implications/>

Will women be a part of India's future workforce? A quest for inclusive and sustainable growth in India.

Série Publication occasionnelle No. 61.

Meena Nair, Kritika Shah & Aparna Sivaraman.

<http://southernvoice.org/will-women-be-a-part-of-indias-future-workforce-a-quest-for-inclusive-and-sustainable-growth-in-india/>

Ensuring access to affordable, sustainable and clean household energy for all in Ghana.

Série Publication occasionnelle No. 62.

Aba Crentsil, Ama Fenny, Charles Ackah, Derek Asuman & Evans Otioku.

<http://southernvoice.org/ensuring-access-to-affordable-sustainable-and-clean-household-energy-for-all-in-ghana/>

A country at risk of being left behind: Bolivia's quest for quality education.

Série Publication occasionnelle No. 63.

Lykke Andersen, Agnes Medinaceli, Carla Maldonado & Werner Hernani-Limarino.

<http://southernvoice.org/a-country-at-risk-of-being-left-behind-bolivias-quest-for-quality-education/>

Poor education and precarious jobs in Peru: Understanding who is left behind and why.

Série Publication occasionnelle No. 64.

Lorena Alcázar, Micaela Bullard & María Balarin.

<http://southernvoice.org/poor-education-and-precarious-jobs-in-peru-understanding-who-is-left-behind-and-why/>

The opportunities and risks for achieving sustainable labour in a global value chain: A case study from Sri Lanka's apparel sector.

Série Publication occasionnelle No. 65.

Karin Fernando, Chandima Arambepola, Navam Niles & Anupama Ranawana.

<http://southernvoice.org/the-opportunities-and-risks-for-achieving-sustainable-labour-in-a-global-value-chain-a-case-study-form-sri-lankas-apparel-sector/>

Implementation progress of the SDGs: Sub-Saharan Africa regional survey

Série Publication occasionnelle No. 66.

Ibrahim Kasirye, Anita Ntale & Gayathry Venugopal.

<http://southernvoice.org/implementation-progress-of-the-sdgs-sub-saharan-africa-regional-survey-2/>

SDG implementation progress: What does the Asian experience reveal?

Série Publication occasionnelle No. 67.

Mustafizur Rahman, Towfiqul Islam Khan & Zafar Sadique.

<http://southernvoice.org/sdg-implementation-progress-what-does-the-asian-experience-reveal/>

The implementation process of the SDGs: Latin America regional survey

Série Publication occasionnelle No. 68.

Margarita Beneke de Sanfeliú, Stephanie Milan, Andrea Rodríguez & Marjorie De Trigueros.

<http://southernvoice.org/the-implementation-process-of-the-sdgs-latin-america-regional-survey>

Southern Voice est une plateforme ouverte pour les *think tanks* qui contribue au dialogue mondial sur les Objectifs de développement durable (ODD). Pour ce faire, elle diffuse des analyses politiques fondées sur des données probantes réalisées par des chercheurs provenant du Sud.

La mise en œuvre réussie de l'Agenda 2030 exige que les pays aillent au-delà du simple suivi pour agir dans le cadre de solutions politiques contextualisées et intégrées. Ce Rapport rassemble des analyses fondées sur des données probantes au niveau des pays, effectuées par plus de 40 chercheurs issus de *think tanks* d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il vise à enrichir le dialogue mondial sur l'Agenda 2030.



SOUTHERN VOICE

 www.southernvoice.org

 [SVoice2030](https://www.facebook.com/SVoice2030)

 [@SVoice2030](https://twitter.com/SVoice2030)

État mondial des ODD

Trois niveaux d'action critique

Rapport 2019

ISBN: 978-9942-38-542-0



9 789942 385420